CRC-112
2026-05-26
G. Côté

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

OPPOSITION OFFICIELLE

Votre gouvernement

Québec

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
1	Concernant les consultations ministérielles conduites par la ministre et/ou son cabinet (incluant les groupes de travail, mais excluant les consultations parlementaires en commission) : a) Sujet de chaque consultation; b) Dates des rencontres pour chaque consultation; c) Liste des personnes ou des groupes invités; d) Employés impliqués; e) Nombre d'heures totales investies par le ministère dans chaque consultation; f) Coût de chaque consultation, ventilé par poste de dépense (location d'espace, salaire, papeterie, remboursement des participants, etc.); g) Préciser pour chacune si la consultation a eu lieu avant ou après le dépôt du projet de loi; h) Les résultats des consultations.
2	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026: a) Le nom de toutes les campagnes; b) Les coûts de production de ces campagnes; c) Le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) Les dates de diffusion de la campagne; e) Les coûts de placement média, ventilé par type de média (imprimé, radio, télé, web); f) Les objectifs visés par chaque campagne.
3	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026: a) Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) Le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) Le montant qui leur a été accordé; d) Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
4	Pour l'année 2025-2026, le nombre d'employés congédiés au ministère et pour chacun des organismes qui en relèvent, par secteur d'activités et la raison du congédiement.
5	Pour l'année 2025-2026, dans le cadre du plan de régionalisation du gouvernement qui vise à transférer 5 000 emplois de l'administration publique d'ici 2028, combien de postes ont été transférés ou seront transférés hors des grands centres d'ici le 30 septembre prochain.
6	Le montant détaillé total des compressions budgétaires effectuées en 2025-2026, ventilé pour le ministère et pour le Curateur.
7	Pour le ministère et le Curateur, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer : a) Une brève description du problème (ex : accès à des données, incident de sécurité, infonuagique, etc.); b) Les problèmes engendrés par la situation; c) Les correctifs apportés; d) La durée du problème (inscrire les dates); e) Les coûts engendrés; f) Les conséquences (ex : délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).
8	Indiquer le nombre de conseillers à la famille, par région administrative, pour 2025-2026 et le nombre de postes vacants, par région administrative.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
9	État du nombre de places par région par type de service (CPE, garderie en milieu familial régi, milieu familial non régi, garderie privée subventionnée et garderie privée non subventionnée) : a) Nombre de places disponibles (pour le milieu familial, veuillez indiquer le nombre de places prévues à l'agrément ET le nombre de places réellement offertes); b) Nombre de places occupées; c) Nombre d'enfants en attente de place; d) Nombre de places qu'il est prévu de créer durant l'année 2026-2027; e) Coût estimé pour la création des places durant l'année 2026-2027.
10	Indiquer la répartition régionale des places en service de garde éducatif qui ont été développées au cours de l'année 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027 : a) Par région; b) Par type de service de garde; c) Au total.
11	Pour l'année 2025-2026, indiquer le déficit de places en service de garde éducatif et le taux de couverture. Effectuer une ventilation : a) Par région et par territoire de BC; b) Par type de service; c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois); d) Au total.
12	Indiquer le nombre de poupons dans les services de garde éducatifs pour 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027 : a) Par région; b) Par type de service; c) Au total.
13	Veuillez nous préciser le nombre de places poupons qui sont nécessaires pour répondre aux besoins au 31 mars 2026.
14	Indiquer le nombre de places à temps partiel dans les services de garde pour 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027 : a) Par région et par territoire de BC; b) Par type de service; c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois); d) Au total.
15	Veuillez nous fournir une mise à jour de la projection annualisée et la projection cumulative de la disponibilité des places en services de garde pour 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027.
16	En août 2021, le gouvernement du Québec a signé l'*Accord asymétrique 2021-2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants*. L'entente prévoit des transferts au gouvernement du Québec suivants : • 2021-2022 : 660 445 535 $ • 2022-2023 : 991 722 477 $ • 2023-2024 : 1 216 997 313 $ • 2024-2025 : 1 418 564 861 $ • 2025-2026 : 1 675 806 897 $ Veuillez nous indiquer: a) Les sommes transférées par le gouvernement fédéral en 2025-2026; b) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été affectées aux services de garde; c) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été transférées au Fonds consolidé ou à toute autre entité gouvernementale en indiquant l'endroit où les sommes ont été envoyées

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
17	Le 6 mars 2025, le gouvernement annonçait la reconduction et l'indexation de l'Accord asymétrique 2021 à 2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants avec le gouvernement fédéral pour un montant total de 9,83 G$ sur 5 ans. Veuillez nous fournir une copie de l'entente et les versements prévus par année, jusqu'en 2030-2031.
18	Les sommes reçues en 2025-2026 du Fonds consolidé au ministère de la Famille pour le développement des services de garde éducatifs à l'enfance.
19	Depuis le 1er avril 2024, veuillez nous fournir la liste des services de garde qui ont eu droit à une dérogation de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance, du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance ou du Règlement sur la contribution réduite en nous indiquant : a) Le nom du service de garde éducatif; b) Le type de service (CPE, garderie privée, milieu familial); c) La région; d) L'article de la loi ou du règlement qui a eu une autorisation de dérogation; e) La raison de cette dérogation; f) La date de la fin de la dérogation.
20	Indiquer le nombre de places en service de garde éducatif en milieu de travail pour 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027. Effectuer une ventilation par région.
21	Indiquer la liste et le nombre de places récupérées par le ministère, depuis le 1er avril 2025, en indiquant : a) Le nom de l'installation; b) La région; c) Le type de service (CPE, GS, GNS, BC); d) La date; e) Le nombre de places; f) La raison.
22	Indiquer la liste et le nombre de places réaffectées depuis le 1er avril 2025 en indiquant : a) Le nom de l'installation; b) La région; c) Le type de service; d) La date; e) Le nombre de places; f) La raison.
23	La liste des installations qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2025-2026. Veuillez nous fournir l'information par type de service (CPE, GS) en indiquant : a) Le nom de l'installation; b) La région; c) Le nombre de places retournées; d) La raison.
24	La liste des bureaux coordonnateurs qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2025-2026 en indiquant : a) Le nom du bureau coordonnateur; b) La région; c) Le nombre de places retournées; d) La raison.
25	Le nombre d'enfants fréquentant un service de garde éducatif au 31 mars 2026 : a) Par type de service (CPE, GS, GSN, milieu familial régi et non régi); b) Par région; c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47 et 48-59 mois); d) Au total.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
26	Le nombre d'enfants de 0 à 5 ans qui ne sont pas dans les services de garde éducatifs en 2025-2026 : a) Par région; b) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47 et 48-59 mois); c) Au total.
27	Subventions moyennes par enfant accordées aux CPE, aux RSGE et aux garderies privées subventionnées en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.
28	Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE, aux RSGE, aux garderies privées subventionnées et aux garderies non subventionnées, par région en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.
29	Valeur et pourcentage de la valeur totale de la contribution parentale par type de service de garde éducatif pour une place subventionnée au 31 mars 2026.
30	Coûts totaux des places à contribution réduites pour les exercices 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027. Veuillez nous fournir cette information au global, avec et sans la contribution parentale et par type de service de garde éducatif.
31	Coût réel moyen des places à contribution réduite : a) Précisez la contribution de l'État et celle des parents (ventiler les contributions de base et additionnelles). b) Précisez le pourcentage du coût représentant la contribution gouvernementale et la contribution des parents. c) Ventiler par type de services : CPE, GS et milieu familial au 31 mars 2026.
32	Sommes versées aux CPE à titre de frais généraux ou de services administratifs (nouveau mode de financement) pour les années financières 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.
33	Concernant la conversion de places non subventionnées en places subventionnées en 2025-2026, veuillez nous fournir l'information suivante, ventilée par région : a) Le nom de la garderie; b) La ville; c) La circonscription électorale; d) Le nombre de places; e) La date de conversion; f) Le type de conversion (en CPE ou en garderies privées subventionnées); g) Le coût des places subventionnées converties en 2025-2026.
34	Le 7 juin 2024, la ministre annonçait un appel de projets visant la conversion de 1 000 places supplémentaires non subventionnées en places à contribution réduite au courant de la prochaine année. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire : a) Le nom de la garderie; b) La ville; c) La circonscription électorale; d) Le nombre de places; e) La date de conversion; f) Le type de conversion (en CPE ou en garderies privées subventionnées); g) Le coût de ces places subventionnées converties en 2025-2026.
35	Indiquer le nombre de places et le budget accordé, par type de service (CPE, milieu familial [places à l'agrément et places réellement offertes], garderie subventionnée, garderie non subventionnée), pour chacune des régions au 31 mars 2026.
36	Veuillez nous fournir le montant versé en subventions en 2025-2026 pour le financement des infrastructures des CPE, par région.
37	Pour chaque CPE ouvert en 2025-2026, veuillez nous indiquer le montant prévu lors de l'attribution des places pour la construction du CPE (infrastructure) et le montant final du projet (infrastructure).

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
38	Indiquer le budget réellement investi pour le maintien des infrastructures des CPE en 2025-2026 et les prévisions pour les cinq prochaines années.
39	Veuillez nous fournir la liste des projets d'infrastructures des CPE autorisés par le ministère depuis le 1er janvier 2021 en indiquant : a) Le nom du CPE; b) Le nombre de places autorisées; c) La ville; d) La région; e) La circonscription électorale; f) La date d'attribution des places; g) La date prévue de l'ouverture de l'installation; h) L'estimation du coût de l'infrastructure; i) Le coût du projet autorisé; j) Le coût du projet en date d'aujourd'hui; k) S'il y a dépassement de coûts, veuillez nous indiquer le dépassement de coûts autorisé et les raisons de ce dépassement de coûts; l) Si le projet est terminé, veuillez nous indiquer : i. la raison de la fin du projet (retour des places, récupération des places, ouverture de l'installation, etc.), ii. le coût final de l'infrastructure; iii. la date d'ouverture de la nouvelle installation.
40	Pour 2025-2026, veuillez nous indiquer : a) La création brute de places (nombre total de places subventionnées créées par le Ministère, en installations permanentes et en installations temporaires) ventilé par région et par type de service de garde (CPE, garderies subventionnées, installation temporaire et milieu familial). b) La création nette de places (nombre total de places subventionnées créées par le Ministère, en installations permanentes et en installations temporaires en soustrayant de ce nombre les places ayant été récupérées par le Ministère auprès des titulaires de permis ou retournées volontairement par ces derniers et le nombre de places fermées) ventilé par région et par type de service de garde (CPE, garderies subventionnées, installation temporaire et milieu familial).
41	Le 13 octobre 2023, la ministre de la Famille annonçait la récupération des places qui prennent trop de temps à se rendre disponibles (ex. : délai de construction problématique). Pour chacune des places récupérées, veuillez nous indiquer : a) Le nom de l'installation; b) Le type d'installation (CPE, GS, etc.); c) La circonscription électorale; d) La région; e) La raison de la récupération; f) La date où les places avaient été attribuées; g) La date où les places ont été récupérées.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
42	Le 13 octobre 2023, la ministre de la Famille annonçait une nouvelle initiative pour accélérer la disponibilité de places. À court terme, de nouveaux appels de projets pourraient permettre l'accès rapide à au moins 400 nouvelles places pour poupons et à 100 autres pour les enfants âgés de 18 mois et plus. Suite à cette annonce, veuillez nous fournir : a) La date de l'appel de projets; b) La liste des projets déposés; c) L'évaluation de chacun des projets par le Ministère; d) La liste des projets choisis en indiquant : iv. Le nom de l'installation; v. Le nombre de places attribuées; vi. La circonscription électorale; vii. La région; viii. La date d'ouverture des nouvelles places ou la date prévue d'ouverture des nouvelles places.
43	Le 15 février 2024, la ministre de la Famille annonçait le développement de 1 197 nouvelles places subventionnées en services de garde éducatifs à l'enfance. De ce nombre, plus de 900 devaient être créées en quelques semaines. Veuillez nous fournir, depuis l'annonce: a) L'installation ayant obtenu des places en indiquant le type d'installation (CPE / GS); b) La ville; c) La circonscription électorale; d) Le nombre de places; e) La date prévue d'ouverture de l'installation; f) La date d'ouverture de l'installation; g) Le coût prévu de l'infrastructure (pour les CPE); h) Le coût final de l'infrastructure (pour les CPE).
44	Sur les 9 étapes du processus optimisé de développement des places annoncé en 2021, veuillez nous indiquer le délai de traitement moyen (en mois) pour chacune des étapes suivantes : a) Octroi des places et démarrage du projet b) Dépôt de l'étude d'opportunité et approbation; c) Dépôt des plans et approbation du budget préliminaire; d) Appel d'offres et choix de l'entrepreneur; e) Approbation du budget final et autorisation à commencer les travaux; f) Réalisation des travaux; g) Dépôt des documents pour la délivrance du permis; h) Approbation des locaux; i) Délivrance des permis.
45	Concernant le bureau d'accélération des projets créé le 6 février 2023, veuillez nous indiquer : a) La composition du bureau (organigramme); b) Le nombre de professionnels affectés à temps plein au bureau; c) Le nombre de professionnels affectés à temps partiel au bureau; d) Le nombre de techniciens affectés à temps plein au bureau; e) Le nombre de techniciens affectés à temps partiel au bureau; f) Le nombre de nouveaux ETC engagés pour le bureau; g) Le rôle du bureau; h) La liste des rencontres depuis la création du bureau en indiquant la date de la rencontre et les personnes présentes; i) La liste des dossiers traités depuis la création du bureau.
46	Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les centres de la petite enfance (CPE), ventilé par poste budgétaire, au 31 mars 2026. Préciser le nombre de CPE et le nombre de places inclus dans le calcul.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
47	Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les services de garde éducatifs en milieu familial, ventilé par poste budgétaire au 31 mars 2026. Préciser le nombre de garderies et le nombre de places inclus dans le calcul.
48	Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les garderies privées subventionnées, ventilé par poste budgétaire, au 31 mars 2026. Préciser le nombre de garderies et le nombre de places inclus dans le calcul.
49	Le nombre de places par type de service de garde éducatif (centre de la petite enfance, garderie en milieu familial, garderie privée subventionnée et garderie privée non subventionnée) disponible hors des horaires typiques de garderie, soit entre 7 heures et 17 heures du lundi au vendredi, au 31 mars 2026. Ventiler l'information par circonscription électorale, par région et par type de service de garde éducatif.
50	Indiquer le taux d'occupation dans les services de garde par région pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027. Veuillez nous fournir l'information : a) Par région; b) Par type de service de garde éducatif; c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois); d) Au total.
51	Indiquer le taux de présence réelle dans les services de garde par région pour 2025-2026. Veuillez fournir l'information : a) Par région; b) Par type de service de garde éducatif; c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois); d) Au total.
52	Le nombre de services de garde qui n'a pas atteint le minimum du taux d'occupation au 31 mars 2026 : a) Nombre de CPE, ventilé par région, avec les pénalités financières octroyées; b) Nombre de garderies privées subventionnées, ventilé par région, avec les pénalités financières octroyées.
53	Surplus dans les centres de la petite enfance au 31 mars 2026 : a) Liste des CPE ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2025-2026 et les prévisions 2026-2027; b) Liste des CPE qui ont des surplus, ventilés par région en indiquant le surplus accumulé.
54	Dresser un état de situation concernant les projets en immobilisation et le maintien des actifs prévus pour 2025-2026, ainsi que la liste de toutes les sommes qui y seront allouées.
55	Pour les CPE, indiquer : a) Le coût de développement des places en 2025-2026 et le nombre de places; b) Le coût d'annualisation des places développées en 2025-2026; c) L'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale).
56	Pour les bureaux coordonnateurs, indiquer : a) Le coût de développement des places en 2025-2026 et le nombre de places; b) Le coût d'annualisation des places développées en 2025-2026; c) L'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale); d) Indexation liée à l'augmentation de rémunération des RSG.
57	Pour les garderies privées subventionnées, indiquer : a) Le coût de développement des places en 2025-2026 et le nombre de places; b) Le coût d'annualisation des places développées en 2025-2026; c) L'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale).
58	Indiquer les besoins à combler en matière de places, par région, par catégorie d'âge pour 2025-2026. Fournir les prévisions pour 2026-2027.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
59	Liste complète de toutes les demandes de nouvelles places faites au ministère en 2025-2026 ventilé par type de service de garde éducatif et par région. Veuillez également nous dire si la demande a été acceptée ou refusée par le ministère.
60	Indiquer la ventilation, par région, des demandes de permis pour des garderies non subventionnées ainsi que le nombre de permis émis pour ce même service de garde éducatif, au 31 mars 2026.
61	Veuillez nous fournir la liste des CPE qui ont eu un bris de service depuis le 1er octobre 2022, chaque année, ventilée par région. Pour chacune des installations, veuillez nous dire : a) La raison du bris de service; b) La durée du bris de service.
62	La liste de tous les CPE ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2025-2026 ventilé par région. La liste doit inclure : a) Le nom du CPE; b) La région; c) Le nombre de places en précisant le nombre de places poupons; d) La raison; e) L'adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.
63	La liste de toutes les garderies privées subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2025-2026 ventilée par région. La liste doit inclure : a) Le nom de l'installation; b) Le nombre de places en précisant le nombre de places poupons; c) La raison; d) L'adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.
64	La liste de toutes les garderies privées non subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2025-2026 ventilée par région. La liste doit inclure : a) Le nom de l'installation; b) Le nombre de places. Sur ce nombre, veuillez indiquer le nombre de places poupons; c) La raison; d) L'adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.
65	La liste de tous les services de garde ayant fermé depuis le 18 octobre 2018, en indiquant : a) La région; b) Le nom du service de garde éducatif; c) Le type de service; d) L'adresse; e) Le nombre de places; f) Le délai donné au ministère avant la fermeture; g) La raison de la fermeture; h) La date de la fermeture
66	Concernant les services de garde éducatifs qui n'ont pas respecté l'article 17 du règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance demandant un délai de 90 jours de préavis, veuillez nous fournir : a) Le nom de l'installation; b) La région; c) Le suivi effectué par le ministère avec le DPCP; d) La décision du DPCP; e) La pénalité payée par l'installation; f) Les sommes récupérées par le ministère suite aux paiements des pénalités.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
67	La liste des CPE localisés dans un édifice qui est sous la propriété d'un centre de services scolaire ou d'une commission scolaire qui a reçu un avis d'éviction depuis le 1er janvier 2019. Veuillez nous indiquer, pour chacun des CPE visés : a) La date d'éviction prévue; b) La municipalité; c) Le nombre de places; d) L'accompagnement offert par le MFA au CPE pour relocaliser; e) Si le CPE a cessé ses activités, veuillez indiquer la date de fin des activités.
68	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027, pour chacun des postes suivants : a) Personnel éducateur formé; b) Personnel éducateur non formé; c) Commis-comptable; d) Secrétaire-comptable; e) Secrétaire; f) Cuisinier; g) Préposé à l'entretien ménager; h) Conseiller pédagogique; i) Gestionnaire de niveau 1; j) Gestionnaire de niveau 2; k) Gestionnaire de niveau 3; l) Aide-éducatrice.
69	En 2025-2026, le nombre de salariés des centres de la petite enfance (CPE) : a) En congé de maladie, par corps d'emploi, en 2025-2026. b) En arrêt de travail, par type d'arrêt et la moyenne de la durée d'un arrêt de travail.
70	L'estimation de la masse salariale consacrée : a) Au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027. b) Au personnel administratif pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027. Fournir une estimation du nombre d'employés administratifs pour les mêmes années.
71	Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.
72	Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027. État de situation relativement au fonctionnement des bureaux coordonnateurs.
73	Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2025-2026 pour un projet-pilote pour la garde à horaires atypiques, ventilé avec le montant et la région.
74	Le nombre de places disponibles hors des horaires typiques de service de garde éducatif, soit entre 7 heures et 18 heures du lundi au vendredi. Ventiler l'information : a) Par région; b) Par type de service; c) Le nombre de places disponibles; d) Le nombre de places réellement occupées.
75	Veuillez nous fournir le nombre d'installations temporaires autorisées par le ministère en indiquant : a) Le nom de l'installation; b) Le type d'installation; c) Le nombre de places; d) La ville et la région; e) Le montant décaissé par le ministère pour l'installation temporaire; f) La date d'ouverture de l'installation; g) La date prévue de la fin de l'installation temporaire; h) La date de fermeture de l'installation temporaire.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
76	Concernant le projet de CPE préfabriqué annoncé, annulé puis redémarré, veuillez nous indiquer la liste des CPE visés par le projet de préfabriqués en indiquant : a) Le nombre de places en indiquant le nombre de places poupons; b) La ville, la région; c) Le coût prévu; d) Une copie du contrat conclu avec le fabricant; e) Le coût final du projet; f) L'échéance du projet; g) La date de l'ouverture de l'installation ou la date prévue de l'ouverture de l'installation.
77	Depuis l'adoption du projet de loi 1, veuillez nous fournir la liste des services de garde qui ont augmenté le nombre de places au permis en indiquant : a) Le nom du service de garde éducatif; b) Le type de service; c) Le nombre de places ajoutées; d) Le nombre de places total; e) Pour les CPE, veuillez nous indiquer les investissements faits pour les travaux effectués (agrandissement, réaménagement, etc.); f) La date de l'ajout.
78	Concernant le projet Accessibilité et équité (Projet A du Programme AESG : Accès équitable à un service de garde), fournir pour 2025-2026: a) Sommes dépensées en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027; b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; c) Les entreprises d'infonuagique impliquées; d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme; e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; f) État d'avancement; g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.
79	Le 21 octobre 2021, le gouvernement lançait le *Grand chantier pour les familles* qui prévoit des investissements de 3 milliards de dollars d'ici 2025-2026, dont 1,8 G$ pour de nouvelles mesures. Veuillez nous indiquer, pour chacune des 45 actions prévues dans le plan : a) L'état d'avancement de la mesure; b) Les sommes prévues en 2024-2025, par mesure; c) Les sommes investies en 2024-2025, par mesure, en indiquant le montant provenant de nouveaux investissements et les prévisions, par année, jusqu'à 2025-2026.
80	Le Grand chantier pour les familles prévoyait l'embauche de 17 800 nouvelles éducatrices, dont 13 900 éducatrices qualifiées. Veuillez nous indiquer, depuis le lancement du Grand chantier le 21 octobre 2021 : a) Le nombre de nouvelles éducatrices embauchées, ventilé par région; b) Le nombre de nouvelles éducatrices qualifiées embauchées, ventilé par région; c) Le nombre de nouvelles éducatrices non qualifiées embauchées, ventilé par région; d) Les cibles pour 2026-2027 et 2027-2028 en indiquant le nombre d'éducatrices qualifiées et non qualifiées, ventilé par région.
81	Le Grand chantier pour les familles prévoit l'ajout de 37 000 places en services de garde. Veuillez nous indiquer : a) La liste des projets autorisés en lien avec ces 37 000 places, ventilé par région, en indiquant : i. le nombre de places par projet; ii. le type de service (CPE, GS); iii. la date prévue d'ouverture de l'installation. b) Les cibles visées par le ministère concernant la répartition des places prévues en CPE et en garderies privées subventionnées, ventilé par région.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
82	Entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026, veuillez nous indiquer : a) La liste des CPE ouverts en indiquant : i. Le nombre de places; ii. La ville; iii. La région; iv. La circonscription électorale; v. Le délai de création de places à partir de l'attribution du projet jusqu'à l'ouverture de l'installation (en mois). b) La liste des garderies subventionnées ouvertes en indiquant : i. Le nombre de places; ii. La ville; iii. La région; iv. La circonscription électorale. c) La liste des garderies privées non subventionnées ouvertes en indiquant : i. Le nombre de places; ii. La ville; iii. La région; iv. La circonscription électorale. d) La liste des projets de garderies non subventionnées converties en places subventionnées en indiquant la proportion le nombre de places et le type de conversion (GS ou CPE). e) Le nombre de places ouvertes en milieu familial. Sur ce nombre, veuillez nous indiquer le nombre de places qui étaient non régies qui sont maintenant régies et le nombre de nouvelles places, par région. f) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 1er avril 2025. g) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 31 mars 2026.
83	Entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026, veuillez nous indiquer : a) Le nombre de places fermées en CPE; b) Le nombre de places fermées en garderies subventionnées; c) Le nombre de places fermées en garderies privées non subventionnées; d) Le nombre de places fermées en milieu familial.
84	Le 17 janvier 2022, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient une offensive afin de recruter 18 000 nouvelles éducatrices et nouveaux éducateurs, en plus d'en qualifier 7 000 autres déjà en poste dans le réseau actuel d'ici 2026. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer : a) Le nombre d'éducatrices retraitées du réseau qui ont fait un retour au travail et qui ont obtenu une prime salariale de 6,6 %, ventilé par région.
85	Le 18 décembre 2025, la ministre de la Famille annonce la conversion de 1 023 places non subventionnées en places subventionnées d'ici le 31 mars 2026. Sur ces 1 023 places, combien, en date du 31 mars 2026, ont été converties et combien en reste à convertir?
86	Veuillez indiquer le nombre de places réellement offertes par les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial en 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et en 2025-2026.
87	Veuillez nous fournir, pour 2025-2026, le nombre de places en milieu familial qui ont été ouvertes. Sur ce nombre, veuillez nous dire combien sont de nouvelles places et combien sont des places qui étaient non régies et qui sont maintenant régies.
88	Veuillez indiquer le nombre de services de garde en milieu familial reconnu qui ont fermé leur installation en 2025-2026, ventilé par région, en indiquant le nombre de places.
89	Veuillez nous fournir le nombre de personnes responsables d'un milieu familial non reconnu (PNR) qui ont fait la demande de devenir un milieu familial régi et subventionné en 2025-2026. De ce nombre, combien ont été autorisées et combien ont été refusées.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
90	Veuillez nous indiquer combien de personnes responsables d'un milieu familial non reconnu (PNR) ont fait la demande de devenir un milieu familial régi, mais non subventionné en 2025-2026. De ce nombre, combien ont été autorisées et combien ont été refusées.
91	Veuillez nous indiquer, pour 2025-2026, le nombre de RSGE ayant profité de l'aide au démarrage de 3 500 $ annoncée au printemps 2021. Veuillez nous fournir cette information par région.
92	Veuillez nous indiquer, pour 2025-2026, le nombre de RSG ayant obtenu 6000 $ pour avoir augmenté leur nombre de places à 9. Veuillez nous fournir cette information par région.
93	Veuillez nous indiquer, pour 2025-2026, le nombre de places additionnelles disponibles suite à l'allégement administratif introduit permettant de ne plus comptabiliser dans le ratio les enfants de la RSG ou de son assistante, qui sont âgés de 9 ans et moins et qui fréquentent l'école s'ils ne sont présents que pour de courtes périodes.
94	Le 12 avril 2022, le ministre de la Famille lançait des projets-pilotes spécialement conçus pour la garde en milieu familial. Concernant ces projets pilotes, veuillez nous fournir la liste des projets pilotes mis en place depuis l'annonce et indiquer : a) La ville et la région; b) Le nombre de places; c) La date d'ouverture d) La date de fin, si le projet est terminé; e) Le partenariat avec la communauté. f) Le nombre de responsables de services de garde éducatifs travaillant dans un projet-pilote, ventilé par région; g) Le nombre de responsables de services de garde éducatifs qui ont été transférés de leur milieu familial à un projet pilote; h) Le bilan du projet pilote depuis le lancement.
95	Indiquez le nombre et le type de plaintes reçues pour 2025-2026 : a) Par région; b) Par type de service; c) Type de plainte.
96	Indiquer le nombre et le type d'infractions pour 2025-2026 : a) Par région; b) Par type de service; c) Type d'infraction.
97	Concernant les inspections en 2025-2026, veuillez nous fournir, par type de service et par région : a) Le nombre d'inspections complètes effectuées: i. Dans les 6 mois suivant la délivrance d'un permis; ii. Après 5 ans, avant l'échéance du permis. b) Le nombre d'inspections partielles : i. Suite au traitement d'une plainte; ii. Lors d'une vérification. c) Le nombre d'inspections complètes n'ayant pas été effectué : i. Dans les 6 mois suivant la délivrance d'un permis; ii. Après 5 ans, avant l'échéance du permis.
98	Indiquer le nombre d'inspecteurs au ministère en 2025-2026, par région. Veuillez également nous fournir le nombre de postes vacants, par région.
99	Nombre d'inspections réalisées à la suite d'une plainte, ventilé par type de garderies (CPE, les garderies privées subventionnées, les garderies privées non subventionnées, les garderies en milieu familial [RSG et non régies]) pour 2025-2026.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
100	Le nombre de garderies illégales découvertes en indiquant si elle a été découverte à la suite d'une plainte ou d'une inspection du MFA, ventilé par région.
101	Le taux de services de garde illégaux qui se sont conformés à la loi en 2025-2026.
102	Indiquer le nombre d'enfants nés inscrits sur la liste d'attente : La Place 0-5 au 31 décembre 2022, au 31 mars 2023, au 31 mars 2024, au 31 mars 2025 et au 31 mars 2026, ventilée par âge et par région. Veuillez nous fournir l'information : a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits; b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l'été 2022.
103	Indiquer le nombre d'enfants, par âge, qui sont sur la liste d'attente du guichet unique qui n'a aucune place dans le réseau des services de garde, au 31 mars 2026. Veuillez nous fournir l'information : a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits; b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l'été 2022.
104	Indiquer le nombre d'enfants qui, au 31 mars 2026, sont sur la liste d'attente du guichet unique, mais qui occupe déjà une place en service de garde éducatif, subventionné ou non, régi ou non. Veuillez nous fournir l'information : a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits; b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l'été 2022.
105	Le nombre d'enfants qui sont inscrits sur la liste d'attente du guichet unique en date du 31 mars 2026, mais qui ne sont pas encore nés.
106	Indiquer le nombre d'enfants identifiés comme ayant besoin d'un soutien particulier inscrit au guichet unique : a) Par région; b) Par type de service de garde éducatif; c) Par tranche d'âge; d) Au total.
107	Indiquer le nombre d'enfants identifiés comme admissibles à l'exemption de la contribution parentale (ECP) inscrit au guichet unique : a) Par région; b) Par type de service de garde éducatif; c) Par tranche d'âge; d) Au total.
108	Le taux d'adhésion, en date du 31 mars 2026, au guichet unique Place 0-5 par type de garderies (CPE, les garderies privées subventionnées, les garderies privées non subventionnées, les garderies en milieu familial [RSGE]).
109	Concernant le nouveau guichet d'attente pour une place en services de garde, veuillez nous indiquer : a) La date prévue de mise en service du nouveau guichet; b) Le coût prévu de fonctionnement du guichet; c) Le coût prévu d'implantation du guichet; d) Le budget additionnel nécessaire pour la mise en application du guichet; e) Le nombre d'employés engagés pour le fonctionnement du guichet; f) Le ministère responsable de la gestion du nouveau guichet; g) Le ministère responsable de la création du nouveau guichet; h) Les mandats confiés au ministère de la cybersécurité et du numérique concernant l'implantation du guichet; i) Le budget révisé du coût du guichet; j) Les dépassements de coûts en date du 31 mars 2026; k) Les raisons expliquant les délais et le report dans l'implantation du guichet.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
110	Indiquer le nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2025-2026 : a) Par région; b) Par type de service de garde éducatif; c) Par tranche d'âge; d) Au total.
111	Concernant l'allocation pour l'intégration en service de garde éducatif (AISG) (anciennement nommée l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé en service de garde éducatif (AIEH)) en 2025-2026, fournir : a) le nombre d'enfants bénéficiant de l'AISG intégrés dans les services de garde éducatifs en ventilant l'information : i. Par groupe d'âge; ii. Par type de service de garde éducatif; iii. Par région; iv. Au total; b) Le nombre de demandes reçues, acceptées et refusées, ventilé par région, par type de service de garde éducatif et par tranche d'âge; c) Le montant supplémentaire octroyé par enfant; d) Le montant total octroyé au Québec, ventilé par région, par type de service de garde éducatif et par tranche d'âge.
112	Concernant l'Allocation d'intégration en service de garde éducatif, veuillez nous indiquer les jours d'occupation pour les enfants intégrés dans les services de garde éducatifs en 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026. Veuillez nous fournir l'information : a) Par région; b) Par type de service de garde éducatif; c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois) d) Au total.
113	Dresser un état de situation sur l'intégration dans les services de garde des enfants handicapés en y incluant le mode de financement, les sommes dévolues en 2025-2026 et celles prévues pour 2026-2027, au total et par région, ainsi que les besoins évalués et le nombre de demandes de soutien reçues au total et par région, identifier celles ayant obtenu une réponse positive et fournir les prévisions.
114	Concernant les comités consultatifs qui traitent des demandes de Mesure exceptionnelle de soutien (MES), veuillez nous fournir, pour 2025-2026 : a) Le nombre de rencontres tenues, par comité; b) Le nombre de dossiers analysés, par comité; c) Le nombre de dossiers acceptés, par comité; d) Le délai de traitement moyen, par comité; e) Le nombre d'heures recommandées, par comité; f) Le nombre d'heures autorisées, par comité.
115	Indiquer le nombre d'enfants handicapés admissibles à la Mesure exceptionnelle de soutien (MES) en 2025-2026 : a) Par groupe d'âge et par type de services, ventilé par région; b) Le nombre de demandes reçues, ventilé par région; c) Le nombre de demandes acceptées, ventilé par région; d) Le nombre de demandes refusées, ventilé par région; e) Le nombre d'heures demandées, ventilé par région; f) Le nombre d'heures accordées, ventilé par région; g) Le nombre de jours d'occupation, ventilé par région; h) Le montant supplémentaire octroyé par enfant ; i) Le montant total versé pour la mesure, ventilé par région ; j) La description de l'utilisation possible de la subvention.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
116	Veuillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2025-2026 à la suite de l'expulsion d'un enfant d'un service de garde éducatif, ventilées par type de service et par région.
117	Veuillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2025-2026 à la suite d'une expulsion d'un enfant handicapé ou nécessitant des soins particuliers d'un service de garde éducatif, ventilée par type de service de garde éducatif et par région.
118	Concernant les places visant à l'intégration des enfants vulnérables adressés par les CISSS-CIUSS (places protocoles), veuillez nous indiquer, pour 2025-2026 : a) Le nombre de places réservées, par région et par type de service; b) Le nombre de places utilisées, par région et par type de service; c) Le taux d'occupation des places, par région et par type de service; d) La variation des places disponibles entre 2023-2024, en 2024-2025 et en 2025-2026.
119	Le nombre d'enfants ayant des besoins particuliers ayant eu accès à la subvention pour enfant handicapé en 2025-2026.
120	Le nombre d'enfants qui se sont vu refuser l'accès à la subvention, car le ratio d'accès du service éducatif était atteint en 2025-2026.
121	Le nombre d'enfants exemptés de la contribution parentale dans les services de garde éducatifs en 2025-2026 : a) Par région; b) Par type de service; c) Par tranche d'âge; d) Au total; e) Investissement total pour la mesure en 2025-2026.
122	Veuillez nous fournir l'état d'avancement des travaux entourant l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé (AIEH). Veuillez également nous fournir tout contrat ou tout mandat donné dans le cadre d'un audit de performance.
123	Le rapport annuel de gestion 2022-2023 du Ministère affirme que « Le Ministère a poursuivi, en 2022-2023, ses actions en vue d'optimiser l'Allocation d'intégration en service de garde éducatif (AIEH) et la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour les enfants handicapés ayant d'importants besoins (MES), afin qu'elles répondent de mieux en mieux aux besoins des enfants et à la réalité des SGEE. Les travaux en ce sens se poursuivront pour soutenir les enfants ayant des besoins de soutien particulier, mais n'étant pas handicapés." (p. 14) Veuillez nous brosser le portrait des travaux effectués et à venir.
124	Suite au rapport déposé par le Vérificateur général du Québec sur la qualité des services de garde en mai 2024 (chapitre 4 – Qualité des services de garde éducatifs à l'enfance), le ministère a présenté un plan d'action pour l'application des recommandations. Pour chacune des mesures présentées dans le plan d'action, le suivi apporté à la mesure. Veuillez également nous informer si un indicateur a été modifié et si tel est le cas, la raison et le nouvel indicateur.
125	Le rapport annuel de gestion 2022-2023 du Ministère affirme qu'une collecte de données annuelle a été instaurée afin de constituer le Portrait de la main-d'œuvre des SGEE (p. 14). Veuillez nous fournir la collecte de données produite par le ministère.
126	Tableau présentant la proportion du nombre d'éducatrices qualifiées et non qualifiées à l'emploi au 31 mars 2026 par région administrative et par type de service.
127	Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées imposées par le ministère en 2025-2026 : a) En CPE, ventilé par région et nombre de places; b) En garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places; c) En garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
128	Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/2 et qui ont reçu des avis de non-conformité en vigueur en 2025-2026 : a) En CPE, ventilé par région et nombre de places; b) En garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places; c) En garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.
129	Le nombre de services de garde qui ne répond pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/2 et qui se sont conformées à la suite de l'avis de non-conformité en 2025-2026 : a) En CPE, ventilé par région et nombre de places; b) En garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places; c) En garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.
130	Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/2 et qui ne se sont toujours pas conformés à la suite de l'avis de non-conformité en 2025-2026 : a) En CPE, ventilé par région et nombre de places; b) En garderie subventionnée, ventilée par région et nombre de places; c) En garderie non subventionnée, ventilée par région et nombre de places.
131	Veuillez nous fournir, pour 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et pour 2025-2026 le nombre d'éducatrices qualifiées en services de garde, ventilé par région.
132	Veuillez nous fournir, pour 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et pour 2025-2026 le nombre d'éducatrices non qualifiées en services de garde, ventilé par région.
133	Le nombre d'éducatrices qualifiées qui ont quitté le réseau des services de garde éducatifs en 2025-2026, ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d'entre elles qui ont quitté pour le réseau de l'Éducation.
134	Le nombre d'éducatrices non qualifiées qui ont quitté le réseau des services de garde en 2025-2026**,** ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d'entre elles qui ont quitté pour le réseau de l'Éducation.
135	Le nombre d'éducatrices qualifiées qui ont été engagées dans le réseau des services de garde éducatifs en 2025-2026**,** ventilé par région et par type de services de garde.
136	Le nombre d'éducatrices non qualifiées qui ont été engagées dans le réseau des services de garde éducatifs en 2025-2026, ventilé par région et par type de service.
137	La liste des mesures mises en place par le ministère de la Famille depuis le 1er avril 2023 afin de favoriser le métier d'éducatrice à la petite enfance et les sommes investies en 2025-2026, par mesure.
138	Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2026, la ventilation du 5 M$ prévu pour la valorisation et la promotion du métier d'éducatrice et d'éducateur. Veuillez également nous préciser les montants réellement investis.
139	Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2026, la ventilation du 1,5 M$ prévu pour la simplification du processus de qualification avec l'implantation d'un service de certification, ventilé par région et le montant décaissé par le gouvernement.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
140	Le 1er juin 2023, la ministre de la Famille annonçait un investissement de 7 M$ sur cinq ans pour mieux soutenir les SGEE dans leurs démarches de recrutement de personnel éducateur à l'international. En lien avec cette annonce, veuillez nous ventiler, pour chacun des 3 axes (participation aux missions de recrutement international, soutien à des initiatives visant le recrutement international, soutien à des initiatives particulières) : a) Les sommes prévues par année pour les cinq années; b) Les sommes réellement investies en 2025-2026; c) Le nombre d'éducatrices recrutées en indiquant le pays de recrutement.
141	Mesures mises en place par le MFA pour tester la qualité de l'eau (plomb) dans les services de garde du Québec (CPE, garderie et milieu familial régi et milieu familial non régi) et les coûts associés à ces mesures.
142	Concernant les tests de plomb dans l'eau, veuillez nous fournir : a) Le nombre de services de garde, par type de service et par région, qui ont effectué les tests de plomb; b) Le nombre de services de garde, par type de service et par région, qui n'ont pas effectué les tests de plomb; c) Le nombre de services de garde, par type de service et par région, qui dépassent la norme de 5 microgrammes par litre; d) Pour les services de garde qui dépassent la norme, veuillez nous indiquer les correctifs apportés (travaux, fermeture du point d'eau, etc.); e) Les mesures d'accompagnement mises en place par le MFA afin d'accompagner les services de garde éducatifs qui ont un taux de plomb supérieur aux normes de Santé Canada.
143	Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2025-2026 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille travail études destinées à certains milieux d'enseignement pour les parents étudiants ventilés avec le montant et la région.
144	Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2025-2026 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail destinée au milieu de travail, ventilé de la façon suivante : a) Volet 1 — Soutien aux initiatives d'employeurs : Appuyer les employeurs dans leur démarche d'implantation de mesures de CFT au sein de leur organisation, ventilé avec le montant et la région; b) Volet 2 — Soutien aux initiatives d'information et de formation : Outiller les employeurs afin de faciliter la démarche d'implantation de mesures de CFT dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région; c) Volet 3 — Soutien aux initiatives particulières : Appuyer toute autre initiative pour faciliter la CFT des travailleuses et des travailleurs par des actions qui rapportent collectivement dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région.
145	Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2025-2026 via le Programme de soutien à des projets de garde pendant la relâche scolaire et la période estivale, ventilée avec le montant et la région.
146	Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2025-2026 via le Programme de soutien financier aux activités favorisant l'exercice de la coparentalité, ventilé avec le montant et la région.
147	Dresser un état de situation, incluant une ventilation des sommes octroyées en 2025-2026, par municipalité, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, concernant le développement d'une politique familiale au sein des municipalités.
148	Nombre et le pourcentage de municipalités qui ont une politique familiale et qui n'ont pas de politique familiale en date du 31 mars 2026.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
149	Liste des organismes qui offrent des services de haltes-garderies, avec le financement octroyé pour 2025-2026 et le financement prévu pour 2026-2027.
150	La liste des OCF reconnus et financés par le ministère en 2025-2026, ventilée par région, en indiquant leur financement.
151	Financement total octroyé pour les centres de pédiatrie sociale en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.
152	En date du 31 mars 2025, liste des centres de pédiatrie sociale financés par le ministère de la Famille, ventilé ainsi : a) Nom du centre de pédiatrie sociale et adresse; b) Financement octroyé par centre; c) Date de début du financement; d) Nombre d'enfants rejoints.
153	Le 5 juin 2023, la ministre de la Famille annonçait un investissement de 57,5 M$ afin de renforcer le déploiement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) au Québec. En lien avec cette annonce, veuillez nous ventiler la répartition des sommes.
154	Concernant le l'Allocation famille, dresser un tableau indiquant par région : a) Le nombre de famille avec des enfants de 0 à 18 ans; b) Le nombre d'enfants moyen par famille; c) Le nombre d'enfants par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans… 18 ans); d) Le nombre d'enfants selon le rang de naissance, distinctement (1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e ou plus); e) Le nombre total d'enfants par région; f) Le total des sommes octroyées en 2025-2026; g) La somme moyenne octroyée par famille; h) Le revenu familial moyen.
155	Concernant le Supplément pour enfant handicapé (SEH), dresser un tableau indiquant par région : a) Le nombre de familles avec des enfants qui reçoivent le supplément pour enfant handicapé; b) Le nombre d'enfants qui reçoivent le Supplément pour enfant handicapé par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans… 18 ans); c) Le nombre total d'enfants qui reçoivent le Supplément pour enfant handicapé par région; d) Le total des sommes octroyées via le Supplément pour enfant handicapé en 2025-2026 par région et au Québec; e) Le revenu familial moyen des familles qui ont au moins un enfant qui reçoit le Supplément pour enfant handicapé, par région; f) Le nombre de demandes de SEH reçues en 2025-2026 et ventiler le nombre de demandes acceptées, refusées et en traitement en date du 31 mars 2026.
156	État de situation quant à la mesure « Soutien aux enfants handicapés nécessitant des soins exceptionnels, palier 1 et palier 2» (SEHNSE), incluant les éléments suivants : a) Nombre de demandes déposées en 2025-2026 pour le palier 1, ventilé par région; b) Nombre d'enfants admis en 2025-2026, ventilé par région; c) Nombre d'enfants refusés en 2025-2026, ventilé par région; d) Nombre de demandes actuellement en traitement, ventilé par région; e) Délais moyens de traitement des demandes en 2025-2026; f) Total des sommes versées en 2025-2026, ventilé par région.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
157	Le 5 décembre 2023, la ministre annonçait la mise sur pied du Comité de sages sur l'identité de genre. Depuis la mise en place du comité, veuillez nous fournir : a) La liste des rencontres en indiquant la liste des personnes présentes; b) L'ordre du jour des rencontres; c) Les procès-verbaux des rencontres; d) Les frais détaillés remboursés pour les rencontres (frais de déplacement, repas, hébergement, etc.); e) Le nombre d'employés du Ministère affectés au Comité; f) Les montants octroyés en 2025-2026 aux membres du comité pour l'accomplissement de leurs fonctions (salaire, indemnité, autre); g) Une copie des mandats des membres du comité; h) La liste des recommandations du comité; i) La date prévue de la remise de rapports d'étape et du rapport final.
158	Le 13 novembre 2023, la ministre de la Famille annonçait 6,4 M$ afin de mieux soutenir les services communautaires destinés aux familles autochtones et de permettre le déploiement de travailleuses et de travailleurs de proximité en milieu urbain. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir la liste des organismes ayant obtenu des sommes en indiquant : a) Le nom de l'organisme; b) La ville et la région; c) Le montant octroyé.
159	Le gouvernement annonce la fin du projet pilote concernant les travailleurs de proximité pour décembre 2025. Durant ce projet pilote, veuillez nous fournir : a) Le nombre de travailleurs qui ont été déployés; b) Le nombre de familles ayant été pris en charge; c) Les résultats du projet pilote; d) Les raisons derrière la fin de ce projet pilote.
160	Concernant les mesures d'assistance, veuillez nous dire : a) Le nombre de formulaires de demande de reconnaissance d'un assistant au majeur soumis au curateur, ventilé par région; b) Le nombre de demandes acceptées, ventilé par région; c) Le nombre de demandes refusées, ventilé par région; d) Le nombre de demandes de révision d'une décision, ventilé par région; e) Le délai moyen de traitement d'une demande; f) Le nombre de personnes reconnues inscrites dans le Registre public des assistants, ventilé par région; g) Le nombre de consultations du registre en 2025-2026; h) Le nombre de dossiers ayant fait l'objet d'une opposition à une demande de reconnaissance d'un assistant, ventilé par région.
161	Le nombre de représentations temporaires.
162	Le nombre de plaintes déposées en 2025-2026, par catégorie.
163	La liste des projets pilotes permettant aux organismes d'être reconnus officiellement comme assistants autorisés en indiquant : a) Le nom du projet; b) L'organisme responsable du projet pilote; c) La région; d) Une courte description; e) Le financement octroyé; f) La date de début et de fin du projet pilote; g) Si le projet est terminé, veuillez nous fournir le bilan du projet.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
164	Depuis le 4 mars 2025, une vérification des antécédents judiciaires doit être faite lors de l'ouverture d'une tutelle, du remplacement d'un tuteur ou d'une demande de représentation temporaire**.** En lien avec cette nouvelle obligation, veuillez nous fournir : a) Les ententes avec les corps de police pour cette nouvelle obligation; b) Le coût moyen d'une vérification; c) Le délai moyen d'une vérification d'antécédents; d) Le nombre de dossiers traités depuis l'entrée en vigueur de cette nouvelle obligation.
165	Concernant les personnes itinérantes sous la responsabilité du Curateur, veuillez nous dire : a) Le nombre de personnes sous la responsabilité du Curateur, ventilé par région : b) Le nombre de ressources attitrées à cette clientèle, par région; c) Les programmes et les mesures mis en place pour cette clientèle; d) Les investissements liés à cette clientèle; e) La liste des ententes avec des organismes pour intervenir auprès de cette clientèle en indiquant le nom de l'organisme et le financement octroyé.
166	Le rapport annuel de gestion du Curateur 2023-2024 affirme que « Le Curateur public poursuit son virage numérique avec le démarrage d'un grand projet visant notamment à bonifier le soutien et l'accompagnement offerts aux proches impliqués dans la représentation légale d'un des leurs vivant avec une inaptitude." En lien avec cet extrait du rapport, veuillez nous fournir : a) Une description du virage numérique; b) Les échéanciers; c) Le coût estimé du virage numérique; d) Les investissements prévus par année, pour les 5 prochaines années.
167	Concernant le nouveau siège social du Curateur public, veuillez nous fournir : a) L'adresse du siège social; b) La superficie des locaux; c) Les coûts de loyer mensuel et annuel; d) Les sommes investies pour l'aménagement du siège social; e) Les sommes détaillées investies pour l'achat de mobiliers et d'équipement.
168	Le 1er novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1er novembre en 2024. Le Curateur étant ciblé par ces mesures, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par le Curateur pour répondre aux trois demandes suivantes du Trésor : a) Gel de recrutement : i. Veuillez nous fournir le nombre de postes laissés vacants et ne pouvant être comblés en raison du gel de recrutement; ii. Veuillez nous chiffrer les économies générées par cette mesure. b) Limitation du temps supplémentaire; c) Limitation des dépenses de déplacement
169	Concernant le projet de Gestion de la représentation (volet privé), fournir pour 2024-2025 : a) Sommes dépensées en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027; b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation; c) Les entreprises d'infonuagique impliquées; d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme; e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route; f) État d'avancement; g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
INT_1	Pour chacune des mesures prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer : a) Quel montant a été alloué à chacune des mesures, ventilé pour la dernière année du Plan; b) Les montants investis en 2024-2025 et 2025-2026 en indiquant la mesure visée par l'investissement; c) Pour les années 2024-2025, 2025-2026, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes; d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque mesure; e) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus.
INT_2	Pour chacune des mesures prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030, indiquer : a) Quel montant a été alloué à chacune des mesures, ventilé pour l'année 2025-2026 et projections pour 2026-2027; b) Pour l'année 2025-2026, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2026-2027; c) Le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque mesure; d) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus; e) La cible chiffrée de réduction de l'intimidation d'ici 2030; f) L'Étude québécoise sur les rapports sociaux (EQRS) 2022 indique que 12 % des Québécois de 12 ans et plus ont vécu de l'intimidation au cours des 12 mois précédant l'étude, quel pourcentage le ministère vise-t-il en 2027? En 2030? g) À quelle date est prévue la prochaine étude populationnelle pour mesurer l'évolution? h) Si aucun recul statistique n'est observé d'ici 2028, quelles mesures correctives sont prévues?
INT_3	Pour chacune des orientations prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer : a) Quel montant a été alloué à chacune des orientations, ventilé pour la dernière année du Plan; b) Les montants investis en 2024-2025 et 2025-2026 en indiquant l'orientation visée par l'investissement; c) Pour les années 2024-2025, 2025-2026, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes; d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque orientation; e) Pour chaque orientation, présenter les objectifs et résultats attendus.
INT_4	Pour chacune des orientations prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030, indiquer : a) Quel montant a été alloué à chacune des orientations, ventilé pour l'année 2025-2026 et projections pour 2026-2027; b) Pour l'année 2025-2026, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2026-2027; c) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque orientation; d) Pour chaque orientation, présenter les objectifs et résultats attendus.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
INT_5	Pour chacune des actions prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer : a) Quel montant a été alloué à chacune des actions, ventilé pour la dernière année du Plan; b) Les montants investis en 2024-2025 et 2025-2026 en indiquant l'action visée par l'investissement; c) Pour les années 2024-2025, 2025-2026, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes; d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque action; e) Pour chaque action, présenter les objectifs et résultats attendus.
INT_6	Pour chacune des actions prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030, indiquer : a) Quel montant a été alloué à chacune des actions, ventilé pour l'année 2025-2026 et projections pour 2026-2027; b) Pour l'année 2025-2026, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2026-2027; c) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque action; d) Pour chaque action, présenter les objectifs et résultats attendus.
INT_7	Bilan des consultations, dans le cadre du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030, indiquer : a) Liste des exhaustives des consultations effectuées en indiquant les dates de consultation au 31 mars 2026; b) Liste des partenaires rencontrés par le MFA et le cabinet en indiquant les personnes rencontrées et les dates au 31 mars 2026; c) Liste des consultations effectuées sur le web au 31 mars 2026; d) Sommes investies pour les consultations en 2025-2026 et les projections pour 2026-2027.
INT_8	Mesure destinée aux milieux autochtones, bilan des mesures visant à soutenir les projets et les initiatives afin de prévenir et contrer l'intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones.
INT_9	Le Plan identifie des groupes plus touchés : a) Personnes LGB+ b) Personnes trans et non binaires; c) Personnes handicapées; d) Autochtones. Quelle proportion du budget est spécifiquement dédiée à ces groupes?
INT_10	Quelles mesures sont culturellement adaptées (notamment en milieu autochtone)?
INT_11	Comment le MFA s'assure que l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) est appliquée concrètement et non symboliquement ?
INT_12	Le gouvernement prévoit-il un encadrement spécifique des contenus générés par l'IA?
INT_13	Y a-t-il une collaboration formelle avec les plateformes numériques?
INT_14	Le MFA prévoit-il une mise à jour en contenu face à l'évolution technologique?
INT_15	Indiquer toute somme supplémentaire déboursée en 2025-2026 pour permettre l'atteinte des objectifs du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 et indiquer les raisons pour justifier ces déboursés.
INT_16	Indiquer les effectifs (ETC) consacrés au Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030.

Table des matières 2026-2027

Nº	Description
Annexe A	Répartition des enfants âgés de 0 à 4 ans qui fréquentaient ou non un service de garde éducatif à l'enfance (SGEE), au 31 mai 2025
Annexe B	Portrait du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) en 2025-2026, au 31 janvier 2026
Annexe C	Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026
Annexe D	Données sur la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), 2025-2026)

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-1

Concernant les consultations ministérielles conduites par la ministre et/ou son cabinet (incluant les groupes de travail, mais excluant les consultations parlementaires en commission) :

a) Sujet de chaque consultation ;
b) Dates des rencontres pour chaque consultation ;
c) Liste des personnes ou des groupes invités ;
d) Employés impliqués ;
e) Nombre d'heures totales investies par le ministère dans chaque consultation ;
f) Coût de chaque consultation, ventilé par poste de dépense (location d'espace, salaire, papeterie, remboursement des participants, etc.) ;
g) Préciser pour chacune si la consultation a eu lieu avant ou après le dépôt du projet de loi ;
h) Les résultats des consultations.

Réponse

Une rencontre avec les principaux partenaires du Ministère s'est tenue en mai 2025. Elle visait essentiellement à présenter l'évolution des objectifs du Grand chantier pour les familles et à échanger sur divers sujets liés à la réalité du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) et des organismes communautaires Famille.

Le détail se trouve dans le tableau qui suit.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-1

Événement	Date du déplacement	Ville ou municipalité où l'événement a eu lieu	Groupes invités	Employés impliqués	Animation	Salle	Logistique	Autres frais	Frais de repas	Total des frais
Grand forum des partenaires	2025-05-13	Drummondville	• Réseau des services de garde éducatifs à l'enfance • Milieu communautaire • Fondation Dr Julien	33	4 030,00 $	6 400,00 $	20 222,82 $	2 160,89 $	10 936,24 $	**43 749,95 $**

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-2

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 :

a) le nom de toutes les campagnes;
b) les coûts de production de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les coûts de placement média, ventilé par type de média (imprimé, radio, télé, web);
f) les objectifs visés par chaque campagne.

Réponse

L'information en réponse à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet Québec.ca en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24) :

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/famille/cadre-legal-transparence/acces-information/frais-et-depenses-2025-2026

En ce qui concerne les contrats de plus de 25 000 $, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Québec.ca :

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/acces-information/engagements-financiers

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Source : Direction des communications

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-2

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 :

a) Le nom de toutes les campagnes;
b) les coûts de production de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les coûts de placement média, ventilé par type de média (imprimé, radio, télé, Web);
f) les objectifs visés par chaque campagne.

Réponse

Aucune campagne publicitaire n'a eu lieu entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026.

Source : Curateur public – Direction des communications

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-3

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026:

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
c) le montant qui leur a été accordé;
d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Réponse

Les réponses demandées se trouvent dans le tableau en annexe.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Direction / Organisme responsable	Direction des politiques et de la lutte contre l'intimidation

Programme	Conciliation famille-travail-étude
Budget	**1 000 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Ass. étudiants-es de Laval inscrits études supérieures AELIÉS in	67 080,00
Ass. générale étudiants Université du Québec à Trois-Rivières	62 664,00
Association des étudiants hors campus de l'UQTR de Lanaudière	76 000,00
Association des maisons de jeunes du Nunavik	61 448,00
Association générale des étudiants du Cégep de Victoriaville	51 528,00
Comité de soutien aux parents étudiants de l'UQAM	76 000,00
Constellation du Granit, La	63 201,60
Fédération des assoc. étudiantes Campus de l'Université de Mon	41 160,00
Procure étudiante de Val-D'Or inc., La	41 160,00
Syndicat des étudiants et étudiantes de Concordia	76 000,00

Programme	Pédiatrie sociale
Budget	**15 000 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Fondation Dr. Julien	12 000 000

Programme	Plan d'action intimidation
Budget	**760 500**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
24H ChronoSports	24 615
Anonyme U.I.M., L'	111 500
Autonhommie, Centre de ressources sur la condition masculine [	9 587
Centre de plein air l'Estacade	15 000
Centre Éclosion inc.	12 423
Centre-femmes de Rimouski	15 000
École À Pas de Géant	14 810
Enfants de l'Espoir de Hull, Les	20 000
Espace Rivier	14 706
Fédération des OSBL d'habitation de Montréal [FOHM] inc.	11 977
Fédération Québécoise des Organismes Communautaires Famil	57 200
Fondation Émergence inc.	15 000
GRIS - Québec	8 633
Maison de jeunes: l'Ouverture	10 364
Maison de la famille Rive-Sud	4 212
Maison de parents de la Matawinie Ouest	10 144
Maison des jeunes des Basses-Laurentides	1 341
Maison Marie Frédéric	6 684
Parrainage civique des MRC d'Acton et des Maskoutains	6 619
Printemps numérique	20 000
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	110 000
Regroupement des maisons des jeunes du Québec inc., Le	123 400

Services aux Aînés des Collines (inactif)	3 278
Sport'Aide	20 000
Ville de Trois-Rivières	37 000

Programme	**Soutien aux politiques familiales municipales**
Budget	**175 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Espace Muni	175 000

Programme	**Soutien financier à l'action communautaire en milieu autochtone**
Budget	**3 800 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Association des Inuit du sud du Québec	182 700
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière inc.	91 350
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	182 700
Centre d'amitié autochtone de Montréal inc.	91 350
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières [CAATR]	91 350
Centre d'amitié autochtone de Val d'Or inc.	91 350
Centre d'amitié autochtone La Tuque inc.	182 700
Centre de développement communautaire autochtone à Montréa	91 350
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	182 700
Centre Mamik Lac-Saint-Jean	182 700
Centre Mamik Lac-Saint-Jean Est	91 350
Centre Mamik Saguenay	182 700
Centre multiservices pour Autochtones en Milieu Urbain Kebek-M	182 700
CEPN-Technologie (Conseil en éducation des Premières Nations	182 700
Grand Conseil de la Nation Waban-Aki	182 700
Maison de la famille Salluit (Iqivvik)	182 700
Maison familiale Pituat, La (Pituat Family House)	182 700
Nation Naskapi de Kawawachikamach	91 350
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	70 000

Programme	**Travail de proximité culturellement adapté aux familles autochtones en milieu urbain**
Budget	**870 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière inc.	75 000
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	75 000
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières [CAATR]	60 000
Centre d'amitié autochtone La Tuque inc.	75 000
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau inc.	60 000
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	75 000
Centre Mamik Lac-Saint-Jean	75 000
Centre Mamik Lac-Saint-Jean Est	75 000

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre Mamik Saguenay	75 000
Centre multiservices pour Autochtones en Milieu Urbain Kebek-M	60 000
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	30 000

Direction / Organisme responsable	**Direction de l'opération des programmes**

Programme	**Surveillance d'élèves handicapés de 12 à 21 ans**
Budget	**2 200 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Amis de la Déficience Intellectuelle, MRC L'Assomption, Les	58 690
Amis-Temps des Bois Francs, L'	61 585
Ass. de l'Ouest de l'Île pour les handicapés intellectuels inc.	15 840
Ass. de parents de l'enfance en difficulté de Rive-Sud, Mtl ltée	19 750
Ass. de parents de personnes handicapées de Brome-Missisquoi	36 739
Ass. des parents d'enfants handicapés [APEH] inc.	74 870
Ass. Laval. déf. int. et trouble du spectre de l'Autisme [ALEDIA]	55 900
Association d'entraide communautaire la Fontaine	40 000
Association des personnes handicapées de Lévis inc.	14 100
Association des personnes handicapées des Îles	49 039
Association Granby pour la déficience intellectuelle et l'autisme	65 600
Association renaissance des Appalaches	68 500
Ass. pour l'intégration sociale [Région Beauce-Sartigan]	23 682
Ass.Vallée du Richelieu pour déf.intel/troub. spectre, autis. inc.	10 000
Auberge la Clé des champs de St-Cyprien	15 840
Autisme Laurentides	98 400
Autisme Québec	40 600
Centre de répit-dépannage aux Quatre Poches inc.	40 857
Centre de services scolaire des Draveurs (CSS des Draveurs)	35 150
Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy (CSS du Chemin-	29 300
Défi handicap des Sources	48 650
École de l'Envol (CSS des Premières-Seigneuries)	52 700
École de l'Horizon-Soleil (CSS de la Rivière-du-Nord)	47 435
École du Touret (CSS de la Région-de-Sherbrooke)	28 390
École John-F. Kennedy (CSS Marguerite-Bourgeoys)	46 850
École le Tournesol (CSS de la Pointe-de-l'Île)	38 100
École Marie-Rivier (CSS des Hautes-Rivières)	44 000
École oraliste de Québec	46 850
École régionale Brenda-Milner (CSS des Grandes-Seigneuries)	52 700
École secondaire Camille-Lavoie (CSS du Lac-Saint-Jean)	39 065
École secondaire de l'Odyssée / Dominique Racine (CSS des Riv	32 500
École secondaire des Bâtisseurs, Édifice Kénogami(CSS de la Jc	29 300
Espace Multisoleil	74 400
Halte de l'Orchidbleue, La	65 870
Han-Droits l'ass. promotion & déf. droits per. hand. Memphremag	17 324
Laura Lémerveil	97 300
Libellule, pers. viv. déf. int. et spectre l'autisme adulte et leurs pro	46 850
Ma deuxième maison à moi	63 285

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Maison de Répit l'Intermède	14 094
Maison des parents d'enfants handicapés des Laurentides, La	24 600
Maison du CLDI de l'Érable, La	23 158
Maison Grandi-Ose	42 422
Maison l'autnid, La	35 000
Maisons des Lucioles	60 350
Nouvel Essor	12 945
Parrainage Civique de Vaudreuil-Soulanges	55 990
Partenaires communautaires Jeffery Hale, Les	35 000
Relais des Jeunes Gatinois, Le	108 795
Répit-Loisirs-Autonomie	24 600
Ress. d'aide aux pers. hand. Bas St-Laurent/Gaspésie/Îles-de-la-	30 250

Programme	**Soutien aux politiques familiales municipales**
Budget	**735 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Canton d'Amherst	7 500
Canton de Stratford	3 750
Localité de Radisson	5 250
Municipalité de Beaulac-Garthby	6 750
Municipalité de Blue Sea	1 028
Municipalité de Lacolle	7 500
Municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-Baptiste	7 500
Municipalité de la paroisse de Saint-René	6 750
Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	7 405
Municipalité de Nouvelle	6 750
Municipalité de Petit-Saguenay	10 163
Municipalité de Sainte-Cécile-de-Milton	6 758
Municipalité de Saint-Odilon-de-Cranbourne	6 675
Municipalité de Val-Alain	6 750
Municipalité du Canton de Saint-Camille	6 750
Municipalité du village de Tring-Jonction	3 545
Ville de Baie-Comeau	6 750
Ville de Beauharnois	7 500
Ville de Bécancour	7 500
Ville de Saint-Basile-le-Grand	7 482
Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	7 500
Ville de Sutton	6 750

Programme	**Haltes-garderies communautaires**
Budget	**13 500 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
ABC de la famille, L'	72 450
ABC Lotbinière	51 450
Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal	72 450
Accueil Marie-de-l'Incarnation (inactif)	36 015
Accueil pour immig. et réfug. du Sud-Ouest Montréal centre Prisn	51 450

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Action Famille Lanoraie inc.	25 725
Action Famille Lavaltrie inc.	51 450
Affaire de Famille, Une	72 450
Afrique au Féminin	51 450
Aide-Parents Plus inc.	36 015
Amitié Soleil inc.	20 580
Animations Pace-Âge	30 870
Association carrefour famille Montcalm	51 450
Association des parents de Côte-Des-Neiges	51 450
Association Granby pour la déficience intellectuelle et l'autisme	51 450
Association parents-ressources des Bois-Francs	51 450
Ateliers Jardin du Coin St-Honoré-Falardeau, Les	30 870
Baobab Familial	36 015
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	51 450
Boussole: Centre de ressources à la famille, La	46 305
Bureau d'aide et d'assistance familiale Place St-Martin inc.	25 211
Carrefour communautaire de Saint-Roch-de-Richelieu	20 580
Carrefour d'Éducation Populaire de Pointe-St-Charles	25 725
Carrefour des Femmes d'Anjou	51 450
Carrefour des femmes du Grand Lachute, Le	36 015
Carrefour des petits Soleils inc., Le	36 015
Carrefour familial de Chute-aux-Outardes	51 450
Carrefour familial de Manseau [CFM]	25 725
Carrefour familial de Sainte-Julie	46 305
Carrefour familial des Moulins, Le	51 450
Carrefour familial du Richelieu	72 450
Carrefour familial Hochelaga	30 870
Carrefour familial les Pitchou	51 450
Carrefour familial l'Intermède	51 450
Carrefour Mousseau	51 450
Carrefour naissance-famille	51 450
Carrefour péri-naissance et familial	51 450
Carrefour-Ressources	51 450
Centre Actu-Elle, Le	51 450
Centre communautaire "Bon Courage" de Place Benoît	51 450
Centre communautaire CEFEDI	25 725
Centre communautaire Dawson	46 305
Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	25 725
Centre communautaire Drummondville-Sud inc.	51 450
Centre communautaire "Entre-Nous"	10 290
Centre communautaire Mountain Sights	25 725
Centre communautaire Val-Martin, Le	72 450
Centre d'Action Bénévole R.H. Rediker	25 725
Centre d'Animation Familiale de l'Outaouais inc., Le	25 725
Centre d'Animation Mère-Enfant de Saint-Bruno inc., Le (inactif)	46 305
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cart	51 450
Centre de Bénévolat St-Alphonse-Nouvelle inc.	51 450
Centre d'Écoute et de Référence Multi-Écoute	51 450
Centre de femmes l'Eclaircie	46 305
Centre de femmes Parmi Elles	51 450

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la famille des Hautes-Laurentides, Le	72 450
Centre de la famille Saint-Pie	51 450
Centre de l'Enfance de Riviere-Des-Prairies inc., Le	41 160
Centre d'entraide familiale de la MRC de Montmagny	51 450
Centre de ressources familiales du Haut St-Laurent	72 450
Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier	51 450
Centre de ress. pour les familles des militaires de la rég. de Mtl	51 450
Centre des Enfants	41 160
Centre des Femmes de Laval, Le	20 580
Centre des femmes de Montréal-Est / Pointe-aux-Trembles, Le	51 450
Centre des Femmes de Saint-Laurent inc.	51 450
Centre des Femmes Rivière-des-Prairies	36 015
Centre du plateau Laval	25 725
Centre éducatif communautaire René Goupil	46 305
Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales [CHAIS]	51 450
Centre Mgr Marcoux inc.	51 450
Centre multiethnique de Québec inc.	25 725
Centre Multi-Ressources de Lachine	51 450
Centre Pie inc.	20 580
Centre prénatal et jeunes familles	46 725
Centre Recréatif Poupart inc.	51 450
Centre Regain de vie inc., Le	51 450
Centre ressources jardin de familles	51 450
C.E.R.F. Volant de Portneuf inc.	20 580
Cible Famille Brandon inc.	72 450
Clef de la Galerie - organisme communautaire, La	25 725
Cloverdale multi ressources inc.	51 450
Collectif des Femmes Immigrantes du Québec	51 450
Collective par et pour Elle inc., La	51 450
Comité de vie de quartier Duff-Court [COVIQ]	41 160
Commun'action 0-5	30 870
Concertation-Femme	51 450
Croisée de Longueuil inc., La	51 450
Ctr d'accueil et réf. sociale et écon. pr immigrants de St-Laurent	72 450
Cuisines Collectives la Joyeuse Marmite	41 160
Défi-Famille Matawinie	72 450
Enfants de l'Espoir de Hull, Les	51 450
Entraide Maternelle du Richelieu inc.	51 450
Entre parents de Montréal-Nord inc.	51 450
Envol, Maison de la Famille, L'	51 450
Envol Programme d'aide aux jeunes mères, L'	51 450
Escale famille le Triolet	72 450
Espace-famille Villeray	72 450
Espace M - Ressources pour mères monoparentales	18 008
Espoir Rosalie de Gatineau	72 450
Évasion St-Pie X, L'	72 450
Fablier, une Histoire de Familles, Le	30 870
F.A.I.R.E [Familles d'appui et intervention pour un réseau d'entrai	25 725
Famijeunes	51 450
Famille à Coeur inc.	72 450

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Famille Espoir	46 305
Famille Plus	51 450
Familles en Action	46 305
Family Ties Carrefour Famille New Carlisle	25 725
Grains de soleil Côte-Nord inc.	46 305
Groupe d'Entraide Maternelle de la Petite Patrie [G.E.M.], Le	25 725
Groupe Marraine Tendresse inc., Le	51 450
Halte familiale, La	51 450
Halte-famille La Pirouette	51 450
Interaction famille Hochelaga-Maisonneuve	51 450
Jardin du coin Chicoutimi-Nord inc., Le	20 580
Jardins du Coin L.J.C., Les	36 015
L'Escale familiale de Boucherville	30 870
Lien maison de la famille, Le	30 870
Loisirs Lebourgneuf inc.	51 450
Ludolettre	20 580
Maison Alcide-Clément	20 580
Maison Alpha ABC Côte-Nord	51 450
Maison C.A.F.I. [Centre d'aide aux familles immigrantes]	51 450
Maison citoyenne des familles de Shawinigan	74 217
Maison coup de pouce T.-R.	30 870
Maison de la famille aux Quatre Vents	51 450
Maison de la famille Beauce-Etchemins	51 450
Maison de la famille Chutes Chaudière	72 450
Maison de la Famille Coeur à Rivière	36 015
Maison de la Famille d'Amos inc., La	20 580
Maison de la Famille de Bellechasse	46 305
Maison de la famille de Bois-des-Filion	46 305
Maison de la famille de Brossard, La	41 160
Maison de la famille de Charlevoix	51 450
Maison de la famille de Gatineau	57 015
Maison de la famille de la MRC de Coaticook	51 450
Maison de la famille de la MRC de l'Islet inc.	51 450
Maison de la famille de la Vallée du Richelieu	51 450
Maison de la famille de Laval-Ouest	51 450
Maison de la famille de Lemoyne	46 305
Maison de la Famille de Lotbinière, La	51 450
Maison de la Famille de Malartic, La	25 725
Maison de la famille de Mirabel	51 450
Maison de la famille de Port-Cartier	51 450
Maison de la Famille de Rouyn-Noranda, La	25 725
Maison de la famille de Saint-Léonard	51 450
Maison de la famille des Basques	36 015
Maison de la famille des Chenaux	72 450
Maison de la famille de Senneterre	51 450
Maison de la famille des frontières	51 450
Maison de la famille de Sherbrooke inc.	51 450
Maison de la famille des Maskoutains	72 450
Maison de la famille des Pays-d'en-Haut, La	51 450
Maison de la famille de Ste-Anne-des-Plaines, La	41 160

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Maison de la Famille de St-François	51 450
Maison de la famille de St-Michel	51 450
Maison de la Famille de Témiscaming	25 725
Maison de la famille de Val d'Or, La	72 450
Maison de la Famille, Drummond inc.	72 450
Maison de la famille du Bassin de Maskinongé	51 450
Maison de la famille du Grand-Portage	25 725
Maison de la Famille du Kamouraska	51 450
Maison de la famille du Nord, La	41 160
Maison de la famille du Pontiac	46 305
Maison de la famille du Témiscouata	51 450
Maison de la Famille Éveil-Naissance	51 450
Maison de la famille Farnham et région inc.	41 160
Maison de la Famille Jolicoeur inc., La	51 450
Maison de la famille Kateri, La	51 450
Maison de la Famille La Parenthèse, La	51 450
Maison de la famille la Parentr'Aide	72 450
Maison de la famille les Arbrisseaux	36 015
Maison de la famille Memphrémagog	72 450
Maison de la Famille Mosaik	41 160
Maison de la Famille - MRC Bonaventure inc., La	72 450
Maison de la Famille Parenfant Gaspé	46 305
Maison de la famille Pierre Bienvenue Noailles	41 160
Maison de la famille Rive-Sud	67 305
Maison de la Famille St-Ambroise	51 450
Maison de la famille Vallée de la Lièvre, La	72 450
Maison de la famille valoise inc.	72 450
Maison de la famille Vaudreuil-Soulanges	51 450
Maison de parents de la Matawinie Ouest	57 015
Maison de quartier de Fabreville inc., La	51 450
Maison de quartier Vimont	51 450
Maison des familles Chemin du roi inc.	67 305
Maison des familles d'Abitibi-Ouest	20 580
Maison des familles de Baie-Comeau	51 450
Maison des familles de Chicoutimi, La	41 160
Maison des familles de Granby et région	72 450
Maison des familles de la Baie	51 450
Maison des familles de la Matapédia	51 450
Maison des familles de Lasalle	51 450
Maison des familles de l'Érable	25 725
Maison des familles de Mékinac	51 450
Maison des Familles de Mercier-Est, La	51 450
Maison des Familles de Rimouski-Neigette	72 450
Maison des Familles de Verdun inc.	46 305
Maison des familles du Rivage	72 450
Maison des familles Famillaction, La	51 450
Maison des familles La Cigogne du Lac Saint-Jean Est	51 450
Maison des parents de Bordeaux-Cartierville, La	51 450
Maison d'Haïti	21 609
Maison fam. Nouvelle-Beauce et centre de péd. soc. en commun	51 450

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Maison internationale de la Rive Sud inc.	51 450
Maison la Virevolte	72 450
Maisonnette des parents, La	51 450
Maison parenfant des Basses Laurentides inc.	51 450
Maison Parent-Aise	51 450
Maison Pause-Parent	51 450
Maison Tremplin de Longueuil, La	72 450
Maternaide du Québec	72 450
Matinées mères-enfants inc.	41 160
Mère en action	25 725
Mères et Monde Centre commu. et rés. par et pour jeunes mères	51 450
Mirador des Marmots	51 450
Mon Resto Saint-Michel	51 450
Mouvement Organisé des Mères Solidaires (M.O.M.S.)	51 450
Naissance-renaissance des Hautes-Laurentides	51 450
Nourri-Source - Laurentides	51 450
Oasis des enfants de Rosemont, L'	72 450
Organisme communautaire famille l'Embellie	20 580
Organisme les Apprentis, L'	41 160
Outremont en famille	51 870
Parenfants de Mascouche	51 450
Parensemble	51 450
Parentaime maison de la famille des Etchemins	51 450
Parent d'abord MRC de Matane	51 450
Parentèle de Laval inc., La	36 015
Patro Laval inc.	25 725
Patro Le Pivot	72 450
Pause-Famille inc.	72 450
Pause parents-enfants de Verdun inc.	20 580
Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve	51 450
Petits Mousses Centre de soutien à l'enfance de Lanaudière, Les	46 305
Pignon Bleu, la Maison pour Grandir, Le	30 870
Pivot-Famille Mitis	36 015
Poussons Poussettes du Quartier Centre-Sud de Montréal	32 414
Projet communautaire de Pierrefonds	46 305
Projet d'Accueil et d'Intégration Solidaire	25 725
Projet Harmonie, Le	51 450
P'tite maison de Saint-Pierre, La	51 450
R.A.F.A.L. [Ressources Actions Familles À Lac-St-Charles]	72 450
Regroupement Acti-Familles	51 450
Regroupement: "Entre Mamans" inc.	51 450
Relais Côte-des-Neiges	51 450
Relais du Quartier de St-Vincent-de-Paul, Le	62 160
Relance-jeunes et familles [RJF] inc., La	46 305
Relève du Haut-Saint-François, La	51 450
Rendez-vous familial inc., Le	72 450
Repère familial Vallée-de-la-Gatineau	51 450
Repère Manicouagan, Le	15 435
Répit Providence, Maison Hochelaga-Maisonneuve	51 450
Réseau d'appui aux famil. monop. et recomp. de l'Estrie [RAME]	51 450

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Réseau Famille Action	25 211
Re-Source familles	41 160
Ressource espace familles	72 450
Ressource Parent-Ailes	46 305
Ressources Familiales de la Côte-de-Beaupré	51 450
Ressources familiales la Vieille Caserne de Montmorency	51 450
Ressources parents Vanier	20 580
Ressources St-Jean-Vianney	51 450
Service d'aide communautaire Anjou inc.	46 305
Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants [SIAR	51 450
Sourire sans Fin	51 450
Sphère de l'emploi, La	51 450
Station de l'aventure, Maison de la famille, La	46 305
Station familles	72 450

Programme	**Organismes communautaires famille**
Budget	**54 154 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
ABC de la famille, L'	182 700
Accueil Marie-de-l'Incarnation (inactif)	88 090
Accueils au Coeur de l'enfance	182 700
Action Famille Lanoraie inc.	182 700
Action Famille Lavaltrie inc.	182 700
Actions familles Sainte-Martine/ Saint-Urbain-Premier	182 700
Affaire de Famille, Une	182 700
AFMR des Grandes-Rivières	182 700
Aide-Parents Plus inc.	182 700
Alternative - soutien psychosocial, L'	176 179
Amitié Soleil inc.	182 700
Animations Pace-Âge	176 179
Assoc. des familles monoparentales et recomposées La Source	182 700
Association carrefour famille Montcalm	182 700
Association Cigogne	182 700
Association des familles du Centre-Sud	88 090
Association des familles monoparentales et recomposées de l'Ou	182 700
Association des familles monoparentales et recomposées La Cha	182 700
Association des haltes-garderies communautaires du Québec AH	255 475
Association des parents de Côte-Des-Neiges	182 700
Association parents-ressources des Bois-Francs	182 700
Ateliers Jardin du Coin St-Honoré-Falardeau, Les	176 179
Baobab Familial	182 700
Bonjour Soleil regr. de fam. mono. et recomp. vall. du Richelieu	182 700
Boussole: Centre de ressources à la famille, La	182 700
Bureau d'aide et d'assistance familiale Place St-Martin inc.	91 350
Carrefour de la Miséricorde	182 700
Carrefour des petits Soleils inc., Le	182 700
Carrefour familial de Chute-aux-Outardes	176 179
Carrefour familial de Manseau [CFM]	182 700
Carrefour familial de Sainte-Julie	182 700

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Carrefour familial des Moulins, Le	182 700
Carrefour familial du Richelieu	182 700
Carrefour familial Hochelaga	182 700
Carrefour familial les Pitchou	182 700
Carrefour familial l'Intermède	182 700
Carrefour Famille Minganie	182 700
Carrefour familles monoparentales	182 700
Carrefour les Ramilles	182 700
Carrefour parenfants	182 700
Carrefour péri-naissance et familial	182 700
Carrousel du Ptit Monde d'Anjou, Le	88 090
Centre communautaire "Entre-Nous"	182 700
Centre communautaire Val-Martin, Le	182 700
Centre d'Animation Familiale de l'Outaouais inc., Le	182 700
Centre d'Animation Mère-Enfant de Saint-Bruno inc., Le (inactif)	182 700
Centre de la famille des Hautes-Laurentides, Le	182 700
Centre de la famille Saint-Pie	182 700
Centre de l'Enfance de Riviere-Des-Prairies inc., Le	182 700
Centre de l'enfant Pont magique ltée	182 700
Centre d'entraide familiale de la MRC de Montmagny	182 700
Centre de Promotion Communautaire le Phare inc.	182 700
Centre de ressourcement pour la famille de l'Outaouais	176 179
Centre de ressources familiales du Haut St-Laurent	182 700
Centre de ressources pour les familles de militaires de Bagotville	182 700
Centre de ressources pour les familles militaires Valcartier	182 700
Centre de ress. pour les familles des militaires de la rég. de Mtl	182 700
Centre des Enfants	182 700
Centre des familles monoparentales & recomposées de Québec	176 179
Centre Famille Haute-Ville	182 700
Centre haïtien d'action familiale	176 179
Centre Pie inc.	176 179
Centre prénatal et jeunes familles	182 700
Centre Regain de vie inc., Le	176 179
Centre ressources jardin de familles	182 700
Centre Unissons la Famille	182 700
C.E.R.F. Volant de Portneuf inc.	182 700
Cible Famille Brandon inc.	182 700
Clef de la Galerie - organisme communautaire, La	182 700
Cloverdale multi ressources inc.	182 700
Club Parentaide Beauce-Centre	182 700
Comite Gendron: Projet d'Animation Habitat Famille 72	182 700
Comité Solidarité Gatineau-Ouest	182 700
Commun'action 0-5	182 700
Confédération des organismes familiaux du Québec inc.	254 109
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	182 700
Conseil régional des familles du Saguenay-Lac-St-Jean	63 936
CooPère Rosemont	182 700
Défi-Famille Matawinie	182 700
Enfants de l'Espoir de Hull, Les	182 700
Entraide-Parents [Région 03] inc.	182 700

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Entraide pour Monoparentales et Familles Recomposées du surd	182 700
Entre parents de Montréal-Nord inc.	182 700
Envol, Maison de la Famille, L'	182 700
Envol Programme d'aide aux jeunes mères, L'	182 700
Équipe Soutien-Famille	182 700
Escale famille le Triolet	182 700
Espace-Familles Maison Sud	182 700
Espace-famille Villeray	182 700
Espace Ludiko	182 700
Espoir Rosalie de Gatineau	182 700
Fablier, une Histoire de Familles, Le	182 700
F.A.I.R.E [Familles d'appui et intervention pour un réseau d'entrai	182 700
Famijeunes	182 700
Famille à Coeur inc.	182 700
Famille Espoir	182 700
Famille Plus	182 700
Familles d'abord	182 700
Familles en Action	182 700
Family Ties Carrefour Famille New Carlisle	182 700
Fédération de la Famille Richelieu-Yamaska	170 082
Fédération Québécoise des Organismes Communautaires Famil	450 000
Grains de soleil Côte-Nord inc.	182 700
Groupe d'Entraide Maternelle de la Petite Patrie [G.E.M.], Le	182 700
Groupe Marraine Tendresse inc., Le	182 700
Halte familiale, La	182 700
Halte-famille La Pirouette	176 179
Halte la Ressource inc.	182 700
Halte-Parents de la Vallée	182 700
Initiative 1, 2, 3 GO! Limoilou	202 700
Interaction famille Hochelaga-Maisonneuve	182 700
Jardin d'enfants Soleillerie inc.	176 179
Jardin du coin Chicoutimi-Nord inc., Le	176 179
Jardins du Coin L.J.C., Les	176 179
Joujouthèque basse-ville	182 700
Joujouthèque Farfouille, La	182 700
Joujouthèque Saint-Michel inc.	182 700
'la Maison des Enfants' de l'Ile de Montréal	182 700
L'Escale familiale de Boucherville	182 700
Lien maison de la famille, Le	182 700
Lieu de rencontres parents et enfants "la maison buissonnière"	176 179
Lu-Nid maison de la famille	182 700
Maison Alcide-Clément	176 179
Maison à Petits Pas, La	182 700
Maison citoyenne des familles de Shawinigan	182 700
Maison de Famille de Basse-Côte-Nord	182 700
Maison de la famille Au coeur des générations d'Argenteuil	182 700
Maison de la Famille Au Vent du Lac	91 350
Maison de la famille aux Quatre Vents	182 700
Maison de la famille Avignon	182 700
Maison de la famille Beauce-Etchemins	182 700

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Maison de la famille Chutes Chaudière	182 700
Maison de la Famille Coeur à Rivière	182 700
Maison de la famille contre vents et marées, La	182 700
Maison de la famille D.A.C. [droits d'accès Charlesbourg]	182 700
Maison de la Famille d'Amos inc., La	182 700
Maison de la Famille de Bellechasse	182 700
Maison de la famille de Bois-des-Filion	182 700
Maison de la famille de Brossard, La	182 700
Maison de la famille de Charlevoix	182 700
Maison de la famille de Gatineau	182 700
Maison de la famille de la MRC de Coaticook	182 700
Maison de la famille de la MRC de l'Islet inc.	182 700
Maison de la famille de la Vallée du Richelieu	182 700
Maison de la famille de Laval-Ouest	182 700
Maison de la famille de Lemoyne	182 700
Maison de la Famille de Longue-Rive, La	182 700
Maison de la Famille de Lotbinière, La	182 700
Maison de la Famille de Malartic, La	182 700
Maison de la famille de Mirabel	182 700
Maison de la famille de Notre-Dame-du-Laus, La	182 700
Maison de la famille de Port-Cartier	182 700
Maison de la famille de Québec, La	182 700
Maison de la Famille de Rouyn-Noranda, La	182 700
Maison de la famille de Saint-Léonard	182 700
Maison de la famille des Basques	182 700
Maison de la famille des Chenaux	182 700
Maison de la famille de Senneterre	182 700
Maison de la famille des frontières	182 700
Maison de la famille de Sherbrooke inc.	182 700
Maison de la famille des Maskoutains	182 700
Maison de la famille des Pays-d'en-Haut, La	182 700
Maison de la famille de Ste-Anne-des-Plaines, La	176 179
Maison de la Famille de St-François	182 700
Maison de la famille de St-Michel	182 700
Maison de la Famille de Témiscaming	182 700
Maison de la famille de Val d'Or, La	182 700
Maison de la Famille, Drummond inc.	182 700
Maison de la famille du Bassin de Maskinongé	182 700
Maison de la famille du Grand-Portage	182 700
Maison de la Famille du Granit, La	182 700
Maison de la Famille du Kamouraska	176 179
Maison de la famille du Nord, La	182 700
Maison de la famille du Pontiac	182 700
Maison de la famille du Témiscouata	176 179
Maison de la Famille Éveil-Naissance	182 700
Maison de la famille Farnham et région inc.	176 179
Maison de la Famille Jolicoeur inc., La	182 700
Maison de la famille Kateri, La	182 700
Maison de la Famille La Parenthèse, La	182 700
Maison de la famille la Parentr'Aide	182 700

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Maison de la famille les Arbrisseaux	182 700
Maison de la Famille l'Étincelle	182 700
Maison de la famille Memphrémagog	182 700
Maison de la Famille Mosaik	182 700
Maison de la Famille - MRC Bonaventure inc., La	182 700
Maison de la Famille Parenfant Gaspé	182 700
Maison de la famille Pierre Bienvenue Noailles	176 179
Maison de la famille Rive-Sud	182 700
Maison de la Famille St-Ambroise	182 700
Maison de la famille Vallée de la Lièvre, La	182 700
Maison de la famille valoise inc.	182 700
Maison de la famille Vaudreuil-Soulanges	182 700
Maison de parents de la Matawinie Ouest	182 700
Maison de quartier de Fabreville inc., La	182 700
Maison de quartier Vimont	182 700
Maison des enfants de la Montérégie, La	176 179
Maison des enfants le Dauphin, de Laval	182 700
Maison des familles Chemin du roi inc.	182 700
Maison des familles d'Abitibi-Ouest	182 700
Maison des familles de Baie-Comeau	182 700
Maison des familles de Chicoutimi, La	182 700
Maison des familles de Granby et région	182 700
Maison des familles de la Baie	176 179
Maison des familles de la Matanie	182 700
Maison des familles de la Matapédia	182 700
Maison des familles de la Mitis, La	176 179
Maison des familles de Lasalle	182 700
Maison des familles de l'Érable	182 700
Maison des familles de Mékinac	182 700
Maison des Familles de Mercier-Est, La	182 700
Maison des Familles de Rimouski-Neigette	182 700
Maison des Familles de Verdun inc.	182 700
Maison des familles du Rivage	182 700
Maison des familles Famillaction, La	182 700
Maison des Familles Haute-Gaspésie	182 700
Maison des familles La Cigogne du Lac Saint-Jean Est	182 700
Maison des grands-parents de Sainte-Foy inc., La	91 350
Maison des Grands-Parents de Sherbrooke	176 179
Maison des Grands-Parents de Trois-Rivières, La	176 179
Maison des Grands-Parents de Villeray inc., La	182 700
Maison des parents de Bordeaux-Cartierville, La	182 700
Maison des parents du Québec	176 179
Maison fam. Nouvelle-Beauce et centre de péd. soc. en commun	182 700
Maison la Virevolte	182 700
Maisonnette des parents, La	182 700
Maison Ouverte inc., La	176 179
Maison parenfant des Basses Laurentides inc.	182 700
Maison Parent-Aise	182 700
Maison Pause-Parent	182 700
Maison Tremplin de Longueuil, La	182 700

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Matinée Frimousses	182 700
Matinées mères-enfants inc.	176 179
Mère en action	182 700
Mirador des Marmots	182 700
Mouvement Organisé des Mères Solidaires (M.O.M.S.)	176 179
Oasis des enfants de Rosemont, L'	182 700
Organisation Adhara	182 700
Organisme communautaire famille l'Embellie	176 179
Organisme les Apprentis, L'	182 700
Outremont en famille	182 700
Parenfant	182 700
Parenfants de Mascouche	182 700
Parensemble	182 700
Parentaime maison de la famille des Etchemins	182 700
Parent d'abord MRC de Matane	182 700
Parentèle de Laval inc., La	182 700
Parents-Branchés	176 179
Parents-Secours du Québec inc.	130 000
Parents Uniques des Laurentides	182 700
Pause-Famille inc.	182 700
Pause parents-enfants de Verdun inc.	182 700
Perspective Famille	182 700
Petite Maison de Pointe-Calumet, La	182 700
Petit Répit, Le	176 179
Petit Train inc., Le	182 700
Pignon Bleu, la Maison pour Grandir, Le	182 700
Pivot-Famille Mitis	170 131
Place des Enfants, La	176 179
Poussons Poussettes du Quartier Centre-Sud de Montréal	91 350
Première Ressource, aide aux parents	182 700
Premiers Pas Champlain	182 700
Projet communautaire de Pierrefonds	182 700
R.A.F.A.L. [Ressources Actions Familles À Lac-St-Charles]	182 700
RAFT [Réseau d'aide aux familles en transition] inc.	182 700
Regr. des organismes communautaires Famille du Bas-Saint-Lau	60 149
Regroupement Acti-Familles	182 700
Regroupement des organismes communautaires famille 04-17	70 248
Regroupement des organismes communautaires famille de l'Estr	63 936
Regroupement des organismes communautaires Famille de Mon	120 000
Regroupement des organismes communautaires familles de Cha	30 075
Regroupement des Organismes Famille en Abitibi-Témiscamingu	55 099
Regroupement des org. commu. famille de la région de la Cap. n	75 297
Regroupement pour la valorisation de la paternité [R.V.P.]	200 000
Regroup. organismes communautaires familles autonomes Laure	66 460
Relais Côte-des-Neiges	182 700
Relais du Quartier de St-Vincent-de-Paul, Le	182 700
Relais familial d'Auteuil, Le	176 179
Relais Famille	182 700
Relance-jeunes et familles [RJF] inc., La	182 700
Relève du Haut-Saint-François, La	182 700

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Rendez-vous familial inc., Le	182 700
Repère familial Vallée-de-la-Gatineau	182 700
Repère Manicouagan, Le	88 090
Repère Relation d'Entraide pour une Paternité Renouvelée	182 700
Réseau d'appui aux famil. monop. et recomp. de l'Estrie [RAME]	182 700
Réseau Famille Action	88 090
Réseau pour un Québec famille	192 700
Re-Source familles	182 700
Ressource espace familles	182 700
Ressource Parenfants	182 700
Ressource Parent-Ailes	182 700
Ressources Familiales de la Côte-de-Beaupré	182 700
Ressources parents Vanier	182 700
SEP [Service d'Entraide Passerelle]	176 179
Sources Vives au coeur de la famille	182 700
Soutien aux familles réfugiées et immigrantes de l'Estrie [SAFRIE	182 700
Station de l'aventure, Maison de la famille, La	182 700
Station familles	182 700
Table des organismes communautaires famille de Laval, La	58 886
Table des org. com. Famille Gaspésie et des Îles-de-la-Madelein	55 099
Table rég. organismes communautaires famille Lanaudière [TRO	61 411
Unis pour les petits	182 700

Direction / Organisme responsable	**Direction du soutien à la conformité et à la qualité**

Programme	**Amélioration de la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance**
Budget	**1 300 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Ass. québécoise des Centres de la Petite Enfance [AQCPE]	69 609
Conseil québécois des services éducatifs à la petite enfance	134 349

Direction / Organisme responsable	**Direction de la planification et de la certification**

Programme	**Recrutement international de personnel éducateur en services de garde éducatifs à l'enfance**
Budget	**92 315**
Dépense au 31 janvier	**Aucune dépense**

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Direction / Organisme responsable	Direction du financement du réseau

Programme	Subvention de fonctionnement des centres de la petite enfance
Budget	**1 955 717 600**
Dépense au 31 janvier	1 574 328 466

Toutes les subventions octroyées dans le cadre de ce programme sont des engagements financiers de 25 000

Programme	Subvention annuelle des garderies
Budget	**1 116 737 500**
Dépense au 31 janvier	902 593 640

Toutes les subventions octroyées dans le cadre de ce programme sont des engagements financiers de 25 000

Programme	Subvention de fonctionnement des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial
Budget	**805 954 100**
Dépense au 31 janvier	646 453 430

Toutes les subventions octroyées dans le cadre de ce programme sont des engagements financiers de 25 000

Programme	Subventions pour les projets d'investissement et de maintien des infrastructures
Budget	**4 088 500**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Centre de la Petite Enfance A.M.B.C.A.L. (CPE)	51 594
Centre de la Petite Enfance aux Petites Bulles (CPE)	15 571
Centre de la Petite Enfance Bambin club (CPE)	33 321
Centre de la Petite Enfance Bambin et Câlin (CPE)	10 879
Centre de la Petite Enfance Bout d'Chou (CPE)	39 445
Centre de la Petite Enfance Carrosse-citrouille inc. (CPE)	30 193
Centre de la Petite Enfance "Chez ma tante" (CPE)	11 665
Centre de la Petite Enfance Chez-nous chez-vous (CPE)	50 000
Centre de la Petite Enfance communautaire les Trottinettes (CPE	8 600
Centre de la Petite Enfance Coup de pouce inc. (CPE)	14 178
Centre de la Petite Enfance [CPE] l'Enfanterelle (CPE)	47 644
Centre de la Petite Enfance de Blainville (CPE)	24 043
Centre de la Petite Enfance de la Baie (CPE)	20 222
Centre de la Petite Enfance de la Chenille au papillon inc. (CPE)	15 000
Centre de la Petite Enfance de l'UQAM (CPE)	15 000
Centre de la Petite Enfance de Matane, Le (CPE)	50 000
Centre de la Petite Enfance de Rivière-du-Loup inc. (CPE)	9 426
Centre de la Petite Enfance Des Jardins Jolis (CPE)	12 141
Centre de la Petite Enfance du Carrefour inc. (CPE)	3 786

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la petite enfance Duluth inc. (CPE)	35 937
Centre de la Petite Enfance Familigarde de Lasalle (CPE)	72 104
Centre de la Petite Enfance Fleur de Pommier (CPE)	7 881
Centre de la petite enfance Franquette la Grenouille (CPE)	107
Centre de la Petite Enfance Funville (CPE)	20 948
Centre de la Petite Enfance Génies en Herbe G. L. (CPE)	25 000
Centre de la Petite Enfance Graffiti inc. (CPE)	20 423
Centre de la Petite Enfance Harmonie (CPE)	(336)
Centre de la Petite Enfance Jolibois (CPE)	(329)
Centre de la Petite Enfance "La Belle Journée" inc. (CPE)	74 753
Centre de la Petite Enfance la Chenille inc. (CPE)	5 066
Centre de la Petite Enfance Lafontaine (CPE)	6 267
Centre de la Petite Enfance la Fourmilière (CPE)	28 028
Centre de la Petite Enfance la Garde-Amis (CPE)	9 789
Centre de la Petite Enfance "La Grenouille rose" (CPE)	11 371
Centre de la Petite Enfance la Magie du Rêve (CPE)	18 867
Centre de la Petite Enfance la Petite Cité (CPE)	40 314
Centre de la Petite Enfance la Petite Marine inc. (CPE)	69 025
Centre de la Petite Enfance "La Planète à Mars", Le (CPE)	19 213
Centre de la Petite Enfance la Porte Ouverte inc. (CPE)	4 025
Centre de la Petite Enfance l'Arc-en-Ciel inc. (CPE)	31 539
Centre de la Petite Enfance le Cept inc. (CPE)	37 348
Centre de la Petite Enfance le Funambule inc. (CPE)	18 542
Centre de la Petite Enfance " Le Mur-Mûr " inc. (CPE)	23 380
Centre de la Petite Enfance l'Enfanfreluche (CPE)	19 634
Centre de la Petite Enfance le Petit Baluchon [1981] inc. (CPE)	26 384
Centre de la Petite Enfance le Petit Sentier (CPE)	(487)
Centre de la Petite Enfance le Pipandor (CPE)	21 744
Centre de la Petite Enfance les Abeilles Bricoleuses (CPE)	8 584
Centre de la Petite Enfance les Abeilles Desjardins (CPE)	3 670
Centre de la Petite Enfance les Contes de Fee inc. (CPE)	10 023
Centre de la Petite Enfance les Copains d'Abord (CPE)	77 131
Centre de la Petite Enfance les Enfants de l'Avenir inc. (CPE)	50 000
Centre de la petite enfance le Sentier du Bonheur	50 000
Centre de la Petite Enfance les Joyeux Calinours (CPE)	70 357
Centre de la Petite Enfance Le Soleil de Jeannot (CPE)	12 514
Centre de la Petite Enfance les Pinsons inc. (CPE)	12 684
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Soleils de Ste-Dorothée (C	28 792
Centre de la Petite Enfance "Les Trois Coins" (CPE)	18 688
Centre de la Petite Enfance les Trois Petits Pas (CPE)	34 902
Centre de la Petite Enfance l'Oasis des Enfants (CPE)	14 254
Centre de la Petite Enfance l'Univers des Bambinos (CPE)	13 221
Centre de la Petite Enfance Ma Belle Grenouille (CPE)	10 424
Centre de la Petite Enfance Mamuse (CPE)	2 314
Centre de la Petite Enfance Manche de Pelle (CPE)	3 172
Centre de la Petite Enfance Marie Godard (CPE)	32 444
Centre de la Petite Enfance Mer et Mousse (CPE)	13 637
Centre de la Petite Enfance Mini-Fée inc. (CPE)	1 309
Centre de la Petite Enfance Passepoil inc. (CPE)	49 949

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la Petite Enfance Peluches et Baluchons (CPE)	2 749
Centre de la Petite Enfance Pignons sur rue (CPE)	11 620
Centre de la petite enfance plus grand que nature	24 913
Centre de la Petite Enfance Rhéa (CPE)	2 181
Centre de la petite enfance Soleil le vent	22 926
Centre de la petite enfance Tic-Tac Tôt	9 831
Centre de la Petite Enfance Tour à Tour (CPE)	4 071
Centre de la Petite Enfance Tout-Petit, Toute-Petite (CPE)	18 678
Centre de la Petite Enfance Trois P'Tits Tours (CPE)	8 875
Centre de la Petite Enfance Vallée Sourire (CPE)	8 599
Centre Pause Parents-Enfants (CPE)	6 877
CPE les Coccinelles Chéries (CPE)	23 120
CPE Les petits trésors de Boisbriand	11 537
CPE Les Pilotes de l'Avenir	4 325
CPE Technoflos (CPE)	23 546
Forêt Enchantée de Lasalle, La (CPE)	9 162
Jardin de Robi inc., Le	12 888
Lieu des Petits (CPE)	19 184
Petit Monde du Collège Ahuntsic, Le (CPE)	12 937
Planète des Enfants, La (CPE)	53 751
Centre de la petite enfance Au Coeur Enfantin (CPE)	10 665
Centre de la Petite Enfance au Galop inc. (CPE)	2 747
Centre de la Petite Enfance aux Petits Lurons (CPE)	14 495
Centre de la Petite Enfance du Dolmen (CPE)	12 842
Centre de la Petite Enfance Enfant-Bonheur inc. (CPE)	23 056
Centre de la Petite Enfance Flocons de rêve inc. (CPE)	41 709
Centre de la Petite Enfance Julie-Soleil (CPE)	16 633
Centre de la Petite Enfance la Campinoise (CPE)	46 434
Centre de la Petite Enfance la Marée Montante (CPE)	22 008
Centre de la Petite Enfance la Petite École (CPE)	19 576
Centre de la Petite Enfance la Petite Semence (CPE)	24 784
Centre de la Petite Enfance la Ramée (CPE)	8 782
Centre de la petite enfance la Sourcière, Le (CPE)	17 614
Centre de la Petite Enfance le Joyeux Carrousel inc. (CPE)	13 995
Centre de la Petite Enfance le Lièvre et la tortue (CPE)	31 516
Centre de la Petite Enfance l'Enfantaisie (CPE)	24 934
Centre de la Petite Enfance les Lucioles (CPE)	17 537
Centre de la Petite Enfance les Petits Mousses (CPE)	43 047
Centre de la Petite Enfance les Petits Soleils Magiques (CPE)	31 397
Centre de la Petite Enfance "Les P'Tits Flots" inc. (CPE)	1 057
Centre de la Petite Enfance les Tisserands (CPE)	18 783
Centre de la Petite Enfance l'Île aux Trésors (CPE)	19 766
Centre de la Petite Enfance Mon Monde à Moi (CPE)	3 180
Centre de la Petite Enfance Panta-Mousse (CPE)	6 019
Centre de la Petite Enfance Petit coin de poucet (CPE)	18 937
Centre de la Petite Enfance Petit Tambour (CPE)	22 691
Centre de la Petite Enfance Polichinelle inc. (CPE)	24 932
Centre de la Petite Enfance Populaire St-Michel inc. (CPE)	24 740

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la Petite Enfance St-Édouard (CPE)	15 395
Coopérative de solidarité du CPE Jardin D.A.M.I.S. Rock-Forest (	24 914
CPE.BC des lutins - Coop de solidarité	21 883
C.P.E. Petit à Petit (CPE)	45 011
Rêve de Caillette, Le (CPE)	16 068
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Bourgeons (CPE)	(2 610)
Centre de la Petite Enfance Soleil du quartier inc. (CPE)	9 615
Centre de la Petite Enfance les Petits Carillons (CPE)	(15 839)
Centre de la Petite Enfance Citronnelle (CPE)	(25 000)
Centre de la Petite Enfance la Passerelle des Mousses (CPE)	(13 050)
Centre de la Petite Enfance Premier Pas de la Tuque (CPE)	(2 392)

Programme	**Mesures exceptionnelles enfants handicapés ayant d'importants besoins - CPE**
Budget	**28 826 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Accueils au Coeur de l'enfance	69 447
Bourgeonnière Centre de la Petite Enfance, La (CPE)	23 208
Carmel la Sauterelle (CPE)	57 798
Centre à la Petite Enfance "La Becquée" (CPE)	131 513
Centre à la Petite Enfance l'Arche de Noé (CPE)	90 639
Centre à la Petite Enfance "le Chat Perché" (CPE)	23 208
Centre à la Petite Enfance "Les Petits Doigts" (CPE)	30 944
Centre à la Petite Enfance les P'Tites Frimousses (CPE)	15 472
Centre coopératif de la petite enfance la Chiffonnelle (CPE)	61 888
Centre coopératif de la petite enfance la Maison des Amis Régior	41 708
Centre de la Petite Enfance Abracadabra (CPE)	175 819
Centre de la Petite Enfance Allô Mon Ami (CPE)	108 156
Centre de la Petite Enfance Allô mon ami II (CPE)	61 888
Centre de la Petite Enfance Alouette (CPE)	33 215
Centre de la Petite Enfance A.M.B.C.A.L. (CPE)	9 910
Centre de la Petite Enfance Am Stram Gram 2000 (CPE)	8 724
Centre de la Petite Enfance À Petits Pas (CPE)	16 929
Centre de la Petite Enfance au Boisé (CPE)	24 660
Centre de la Petite Enfance au Coeur des Mésanges (CPE)	23 119
Centre de la petite enfance Au Coeur Enfantin (CPE)	36 087
Centre de la Petite Enfance au Galop inc. (CPE)	131 347
Centre de la Petite Enfance au Jardin de Dominique inc. (CPE)	23 208
Centre de la Petite Enfance au Palais des merveilles (CPE)	23 208
Centre de la petite enfance au pays de Cornemuse (CPE)	131 009
Centre de la Petite Enfance au Pays des Schtroumpfs (CPE)	115 863
Centre de la Petite Enfance au Petit Brin de Foin [1998] (CPE)	69 936
Centre de la Petite Enfance au Petit Nuage (CPE)	44 161
Centre de la petite enfance Au petit talon	61 888
Centre de la Petite Enfance "Au royaume des bouts de choux" (C	15 472
Centre de la Petite Enfance aux Mille Couleurs inc. (CPE)	107 890
Centre de la Petite Enfance aux Mille Jeux (CPE)	154 721

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la Petite Enfance aux Petits Lurons (CPE)	85 096
Centre de la Petite Enfance aux Portes du Matin inc. (CPE)	80 676
Centre de la Petite Enfance Awash Utamet	15 346
Centre de la Petite Enfance Bais Yoël (CPE)	70 805
Centre de la Petite Enfance Baliballon (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance Bambin club (CPE)	92 832
Centre de la Petite Enfance Bambin et Câlin (CPE)	71 136
Centre de la Petite Enfance Beauce-Sartigan (CPE)	30 826
Centre de la Petite Enfance Bébéjou (CPE)	12 947
Centre de la Petite Enfance Bedondaine (CPE)	54 152
Centre de la Petite Enfance Belle Bulle (CPE)	53 945
Centre de la Petite Enfance Belle Enfance (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance Beth Rivkah (CPE)	28 454
Centre de la Petite Enfance Bille de verre (CPE)	69 447
Centre de la Petite Enfance Blé d'or (CPE)	61 888
Centre de la Petite Enfance Bobino inc. (CPE)	12 330
Centre de la Petite Enfance Bout d'Chou (CPE)	51 128
Centre de la Petite Enfance Bouton de rose (CPE)	146 985
Centre de la Petite Enfance Boutons d'or (CPE)	9 663
Centre de la petite Enfance - Bureau Coordonnateur Mini-Monde	68 379
Centre de la Petite Enfance Cadet-Rousselle (CPE)	54 152
Centre de la Petite Enfance Calou (CPE)	84 889
Centre de la Petite Enfance Carcajou, inc. (CPE)	22 052
Centre de la Petite Enfance Cardio-Puces (CPE)	71 284
Centre de la Petite Enfance Cartierville inc. (CPE)	30 826
Centre de la Petite Enfance Casse-Noisette inc. (CPE)	26 998
Centre de la Petite Enfance Cerf-Volant inc. (CPE)	107 460
Centre de la Petite Enfance Chatouille inc. (CPE)	80 640
Centre de la Petite Enfance chez Fanfan (CPE)	161 004
Centre de la Petite Enfance Chez Nous (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance 'chez Tante Juliette' inc.	15 413
Centre de la Petite Enfance Citronnelle (CPE)	292 038
Centre de la Petite Enfance Clin d'oeil inc. (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance Coeur atout (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance communautaire les Trottinettes (CPE	15 413
Centre de la Petite Enfance Complexe Desjardins (CPE)	94 893
Centre de la Petite Enfance Contact jardin-soleil inc. (CPE)	12 330
Centre de la Petite Enfance, coopérative de solidarité St-Jean-Ba	15 413
Centre de la Petite Enfance Coop Libelle (CPE)	30 944
Centre de la petite enfance Couri-Courette (CPE)	66 206
Centre de la Petite Enfance Croque-Lune (CPE)	9 248
Centre de la Petite Enfance de Blainville (CPE)	86 293
Centre de la Petite Enfance de Boucherville (CPE)	23 208
Centre de la Petite Enfance de la Chaudière (CPE)	23 119
Centre de la Petite Enfance de la Chenille au papillon inc. (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance de la Dame (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance de l'Anse aux Lièvres inc. (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance de la Petite-Nation (CPE)	38 591
Centre de la Petite Enfance de la Vallée (CPE)	63 874
Centre de la Petite Enfance de Longueuil-Est (CPE)	23 208

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la Petite Enfance de l'Université de Montréal (CPE)	139 249
Centre de la Petite Enfance de Matane, Le (CPE)	37 257
Centre de la Petite Enfance de Montréal-Nord (CPE)	97 716
Centre de la Petite Enfance de Pointe-St-Charles (CPE)	23 208
Centre de la Petite Enfance de Rivière-du-Loup inc. (CPE)	157 981
Centre de la Petite Enfance de Saint-Lambert, Le (CPE)	177 781
Centre de la Petite Enfance de Saint-Luc (CPE)	81 391
Centre de la petite enfance des calins (CPE)	23 119
Centre de la Petite Enfance des Cantons de Rivière du Loup	15 472
Centre de la Petite Enfance des Hautes-Plaines (CPE)	38 680
Centre de la Petite Enfance Des Jardins Jolis (CPE)	183 170
Centre de la Petite Enfance des Marguerites [1976] (CPE)	69 061
Centre de la petite enfance des Nations	131 513
Centre de la Petite Enfance des Petits Élans (CPE)	17 791
Centre de la Petite Enfance des Premiers pas (CPE)	92 832
Centre de la Petite Enfance des Rires (CPE)	22 675
Centre de la Petite Enfance Deux Par Deux (CPE)	36 042
Centre de la Petite Enfance Domisol (CPE)	57 502
Centre de la Petite Enfance Doux Réveil (CPE)	53 115
Centre de la Petite Enfance du Boisé Vimont (CPE)	216 342
Centre de la Petite Enfance du Bois Joli inc. (CPE)	59 197
Centre de la Petite Enfance du Carrefour inc. (CPE)	296 671
Centre de la Petite Enfance du Centre-Ville (CPE)	19 835
Centre de la Petite Enfance du Dolmen (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance du Parc (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance du Pic [CPE du Pic]	23 119
Centre de la Petite Enfance du Village du Bic (CPE)	17 448
Centre de la Petite Enfance du YM-YWHA & NHS de Montréal (C	13 042
Centre de la Petite Enfance écoles juives populair. et Peretz inc.	42 607
Centre de la Petite Enfance Enfant Lumière (CPE)	48 936
Centre de la Petite Enfance Enfants Soleil inc. (CPE)	146 422
Centre de la Petite Enfance Entre Deux Nuages (CPE)	23 119
Centre de la Petite Enfance Familigarde [C.P.E.] (CPE)	84 533
Centre de la Petite Enfance Familigarde de Lasalle (CPE)	84 978
Centre de la Petite Enfance Fardoche (CPE)	100 005
Centre de la Petite Enfance Fleur de Macadam inc. (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance Fleur de Soleil (CPE)	24 660
Centre de la Petite Enfance Fleurimont inc.. Le (CPE)	190 255
Centre de la Petite Enfance Fleurs de Lune (CPE)	84 919
Centre de la Petite Enfance Fleurs du Quartier inc. (CPE)	116 265
Centre de la Petite Enfance Flocons de rêve inc. (CPE)	33 040
Centre de la petite enfance Franquette la Grenouille (CPE)	80 869
Centre de la Petite Enfance Gaminville inc. (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance Génies en Herbe G. L. (CPE)	42 385
Centre de la Petite Enfance Graffiti inc. (CPE)	61 651
Centre de la Petite Enfance Grain de Soleil (CPE)	48 165
Centre de la Petite Enfance Grand-Mère Douceur, Le (CPE)	73 270
Centre de la Petite Enfance Gripette (CPE)	18 495
Centre de la Petite Enfance Harmonie (CPE)	14 642
Centre de la Petite Enfance Hellénique "Foyer d'enfants" (CPE)	30 944

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la Petite Enfance Hoplavie (CPE)	81 956
Centre de la Petite Enfance Jardin Bleu, Québec (CPE)	100 509
Centre de la Petite Enfance Jardin de Fanfan (CPE)	19 340
Centre de la Petite Enfance Jean-Noël Lapin (CPE)	93 811
Centre de la Petite Enfance Joli-Coeur inc. (CPE)	60 762
Centre de la petite enfance Joujou	53 945
Centre de la Petite Enfance Kaléidoscope (CPE)	122 532
Centre de la Petite Enfance la Baleine Bricoleuse (CPE)	42 590
Centre de la Petite Enfance la Bambinerie (CPE)	30 826
Centre de la Petite Enfance la Boîte à Surprise (CPE)	92 832
Centre de la Petite Enfance la Bottine Filante (CPE)	38 680
Centre de la Petite Enfance la Bottine Souriante (CPE)	193 489
Centre de la Petite Enfance la Butte à Moineaux (CPE)	54 843
Centre de la Petite Enfance la Cachette (CPE)	60 774
Centre de la Petite Enfance la Cigale et la Fourmi (CPE)	38 680
Centre de la Petite Enfance la Claire Fontaine de Pincourt (CPE)	78 991
Centre de la Petite Enfance la Coquinerie (CPE)	30 826
Centre de la petite enfance la Courtepointe (CPE)	161 745
Centre de la Petite Enfance La Croisée inc. (CPE)	164 771
Centre de la Petite Enfance la Découverte (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance "La Douce Couvée" (CPE)	108 305
Centre de la Petite Enfance la Flûte Enchantée inc. (CPE)	38 680
Centre de la Petite Enfance Lafontaine (CPE)	54 152
Centre de la Petite Enfance la Forêt Enchantée (CPE)	18 495
Centre de la Petite Enfance la Fourmilière (CPE)	13 248
Centre de la Petite Enfance la Fourmille	92 832
Centre de la Petite Enfance la Frimousse (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance la Garde-Amis (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance la Gatinerie (CPE)	84 715
Centre de la Petite Enfance la Giboulée, Le (CPE)	22 408
Centre de la Petite Enfance la Grande Envolée (CPE)	38 591
Centre de la Petite Enfance la Grande Ourse (CPE)	50 922
Centre de la Petite Enfance "La Grenouille rose" (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance la Grosse Maison (CPE)	54 152
Centre de la Petite Enfance la Jonglerie inc. (CPE)	21 874
Centre de la Petite Enfance la Joyeuse Équipée (CPE)	22 764
Centre de la Petite Enfance la Libellule inc. (CPE)	21 402
Centre de la Petite Enfance la Maison de Bécassine (CPE)	206 027
Centre de la Petite Enfance La Maisonnée (CPE)	130 950
Centre de la Petite Enfance la Marée Montante (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance la Marelle des Bois Francs (CPE)	8 536
Centre de la Petite Enfance la Marinière (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance la Marmaille (CPE)	100 361
Centre de la Petite Enfance la Marmicelle (CPE)	61 799
Centre de la Petite Enfance la Mère Schtroumph (CPE)	46 558
Centre de la Petite Enfance la Mère Veilleuse (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance l'Amhirondelle inc. (CPE)	131 216
Centre de la Petite Enfance la Montgolfière inc. (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance la Nacelle inc. (CPE)	23 208
Centre de la Petite Enfance l'Antre-Temps (CPE)	63 100

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la Petite Enfance la Passerelle (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance la Passerelle des Mousses (CPE)	85 096
Centre de la Petite Enfance la Peluche (CPE)	38 532
Centre de la Petite Enfance la Petite Académie (CPE)	106 378
Centre de la Petite Enfance la Petite Bande (CPE)	76 738
Centre de la Petite Enfance la Petite Cité (CPE)	69 624
Centre de la Petite Enfance la Petite Cour de Mistigri (CPE)	46 416
Centre de la Petite Enfance la Petite École (CPE)	54 152
Centre de la Petite Enfance la Petite École de Beauport (CPE)	45 260
Centre de la petite enfance la Petite-Patrie	84 770
Centre de la Petite Enfance la Petite Semence (CPE)	61 888
Centre de la Petite Enfance "La Planète à Mars", Le (CPE)	77 799
Centre de la Petite Enfance la Pleine Lune (CPE)	61 888
Centre de la Petite Enfance la P'Tite Caboche (CPE)	55 723
Centre de la Petite Enfance "la P'Tite Chute" (CPE)	77 360
Centre de la Petite Enfance la Ramée (CPE)	61 888
Centre de la Petite Enfance l'Arbre enchanté (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance l'Arc-en-Joie, Le (CPE)	46 238
Centre de la Petite Enfance l'Arche de Pierrot inc. (CPE)	23 119
Centre de la Petite Enfance l'Arche des Petits (CPE)	23 208
Centre de la Petite Enfance la Relève V.-S. (CPE)	84 770
Centre de la Petite Enfance la Ribambelle (CPE)	103 851
Centre de la Petite Enfance la Ribouldingue (CPE)	84 444
Centre de la Petite Enfance la Ritournelle (CPE)	15 116
Centre de la Petite Enfance la Ruche (CPE)	23 208
Centre de la Petite Enfance la Ruche Magique inc. (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance la Salopette inc. (CPE)	23 119
Centre de la Petite Enfance la Sentinelle des Petits (CPE)	129 971
Centre de la petite enfance la Sourcière, Le (CPE)	62 822
Centre de la Petite Enfance la Tourelle de l'Energie (CPE)	34 855
Centre de la Petite Enfance l'Attrait Mignon (CPE)	282 487
Centre de la Petite Enfance la Turlute (CPE)	15 116
Centre de la Petite Enfance la Veilleuse (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance le Baluchon inc. (CPE)	77 064
Centre de la Petite Enfance le Carrefour des Chanterelles (CPE)	4 318
Centre de la Petite Enfance le Centre des Petits (CPE)	23 119
Centre de la Petite Enfance le Cept inc. (CPE)	46 416
Centre de la Petite Enfance le Château des Frimousses (CPE)	38 532
Centre de la Petite Enfance le Cheval Sautoir (CPE)	92 299
Centre de la Petite Enfance le Chez-Moi des Petits (CPE)	38 747
Centre de la Petite Enfance l'Echo Magique inc. (CPE)	28 899
Centre de la Petite Enfance le Coffre aux Trésors de Breakeyville	30 885
Centre de la Petite Enfance le Coin des enfants de l'avenue du pa	14 701
Centre de la Petite Enfance le Farfadet (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance le Grand Chapiteau inc. (CPE)	92 832
Centre de la petite enfance le Hêtre inc. (CPE)	46 177
Centre de la Petite Enfance le Jardin Charmant inc. (CPE)	60 161
Centre de la Petite Enfance le Jardin de la Relève (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance le Jardin des rêves inc. (CPE)	69 624
Centre de la Petite Enfance le Joyeux Carrousel inc. (CPE)	65 623

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la Petite Enfance le Kangourou (CPE)	57 126
Centre de la Petite Enfance le Lièvre et la tortue (CPE)	44 767
Centre de la Petite Enfance le Marmot qui rit (CPE)	92 744
Centre de la Petite Enfance l'Enchanté (CPE)	77 064
Centre de la Petite Enfance l'Enfanfreluche (CPE)	23 208
Centre de la Petite Enfance l'Enfantaisie (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance l'Enfantillage inc. (CPE)	80 591
Centre de la Petite Enfance l'Ensoleillé (CPE)	77 360
Centre de la Petite Enfance l'Envol de Lotbinière (CPE)	38 680
Centre de la Petite Enfance le Pandore (CPE)	27 150
Centre de la Petite Enfance le Petit Cheval, Le (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance le Petit Navire inc. (CPE)	6 815
Centre de la Petite Enfance le Petit Pain d'Epice inc. (CPE)	38 147
Centre de la Petite Enfance le Petit Réseau inc. (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance le Petit Train inc. (CPE)	54 152
Centre de la Petite Enfance le Pipandor (CPE)	161 506
Centre de la Petite Enfance le Pitchounet (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance les Abeilles Desjardins (CPE)	3 902
Centre de la Petite Enfance le Sablier (CPE)	6 372
Centre de la Petite Enfance les Bois Verts inc. (CPE)	38 680
Centre de la Petite Enfance les Bourgeons-Soleil (CPE)	54 152
Centre de la Petite Enfance les Casinours (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance les Contes de Fee inc. (CPE)	38 532
Centre de la Petite Enfance les Copains d'Abord (CPE)	78 795
Centre de la Petite Enfance les Copains d'Abord de Montréal (CP	30 944
Centre de la petite enfance les Copains inc. (CPE)	38 532
Centre de la Petite Enfance les Coquelicots inc. (CPE)	14 227
Centre de la Petite Enfance les Crayons Magiques (CPE)	23 119
Centre de la Petite Enfance les Croquignoles (CPE)	38 532
Centre de la Petite Enfance les Décibels, Le (CPE)	61 651
Centre de la Petite Enfance les Dégourdis (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance les Enfants de l'Avenir inc. (CPE)	9 079
Centre de la petite enfance le Sentier du Bonheur	44 774
Centre de la Petite Enfance les Étoiles du Faubourg (CPE)	135 548
Centre de la Petite Enfance les Explorateurs (CPE)	88 092
Centre de la Petite Enfance les Frimousses de la Vallée (CPE)	36 754
Centre de la Petite Enfance les Gnomes inc. (CPE)	29 640
Centre de la Petite Enfance les Grenouilles (CPE)	29 284
Centre de la Petite Enfance les Jeunes Pousses inc. (CPE)	44 454
Centre de la Petite Enfance les Joyeux Calinours (CPE)	92 003
Centre de la Petite Enfance les Lucioles (CPE)	13 634
Centre de la Petite Enfance les Lutins du boulevard (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance les Maisons Enjouees (CPE)	38 532
Centre de la Petite Enfance les Marmousets (CPE)	169 067
Centre de la Petite Enfance "les Mille-Pattes" (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance les Minimousses (CPE)	30 826
Centre de la Petite Enfance "les Moussaillons" (CPE)	38 680
Centre de la Petite Enfance les Petites Puces inc. (CPE)	54 152
Centre de la Petite Enfance les Petites Souris (CPE)	30 826
Centre de la Petite Enfance les Petits Anges (CPE)	30 826

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la Petite Enfance les Petits Bonheurs (CPE)	22 319
Centre de la Petite Enfance les Petits Cailloux (CPE)	77 360
Centre de la Petite Enfance les Petits Cheminots (CPE)	23 119
Centre de la Petite Enfance les Petits Fripons (CPE)	92 832
Centre de la Petite Enfance les Petits Lutins de Drummond. inc. (	61 651
Centre de la Petite Enfance les Petits Lutins de Roussin, Le (CPE	23 030
Centre de la Petite Enfance les Petits Mousses (CPE)	38 680
Centre de la Petite Enfance les Petits Mulots (CPE)	43 455
Centre de la Petite Enfance les Petits Murmures (CPE), Le	51 402
Centre de la Petite Enfance les Petits Soleils Magiques (CPE)	41 237
Centre de la Petite Enfance les Petits Souliers (CPE)	23 119
Centre de la Petite Enfance les Petits Travailleurs (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance les Picassos de l'Île (CPE)	12 330
Centre de la Petite Enfance l'Espièglerie	162 190
Centre de la Petite Enfance les Poussineaux (CPE)	92 832
Centre de la Petite Enfance les P'Tites Frimousses de la Merci (C	30 233
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Coeurs (CPE)	23 119
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Loups [Limoilou] (CPE)	46 238
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Montois (CPE)	17 583
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Soleils de Ste-Dorothée (C	30 944
Centre de la Petite Enfance les P'Tits Trésors de Val-Bélair (CPE	30 351
Centre de la Petite Enfance l'Essentiel (CPE)	59 873
Centre de la Petite Enfance le Tamanoir (CPE)	1 067
Centre de la Petite Enfance le Temps d'un Rêve (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance le Terrier Magique (CPE)	33 345
Centre de la Petite Enfance Logis-Ciel (CPE)	100 569
Centre de la Petite Enfance l'Oreal Kids (CPE)	38 532
Centre de la Petite Enfance Luminou (CPE)	69 535
Centre de la Petite Enfance l'Univers de Mamuse et Méduque inc	137 264
Centre de la Petite Enfance Mafamigarde (CPE)	60 968
Centre de la Petite Enfance Magimo (CPE)	46 238
Centre de la Petite Enfance Magimuse (CPE)	78 872
Centre de la Petite Enfance Maimonide Côte St-Luc (CPE)	108 305
Centre de la petite enfance main dans la main inc. (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance Maison Belz (CPE)	92 625
Centre de la Petite Enfance Maison Dans l'Arbre (CPE)	23 119
Centre de la Petite Enfance Maison Malka (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance Mamie-Pom	170 193
Centre de la Petite Enfance Mamie Soleil (CPE)	38 680
Centre de la Petite Enfance Manche de Pelle (CPE)	91 169
Centre de la Petite Enfance Margo la Lune (CPE)	29 216
Centre de la Petite Enfance Marie Auxiliatrice (CPE)	38 680
Centre de la Petite Enfance Marie Godard (CPE)	61 651
Centre de la Petite Enfance Marie Quat'Poches inc. (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance Matin Soleil inc. (CPE)	46 416
Centre de la Petite Enfance Mon Monde à Moi (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance Nez-à-Nez (CPE)	69 624
Centre de la Petite Enfance Nid des Petits St-Raymond inc. (CPE	30 826
Centre de la Petite Enfance O Mille Ballons (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance Paillasson inc. (CPE)	69 506

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la Petite Enfance Palou la Coccinelle (CPE)	38 532
Centre de la Petite Enfance Panda (CPE)	23 208
Centre de la Petite Enfance Parc-en-Ciel (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance Passe-Partout inc. (CPE)	77 360
Centre de la Petite Enfance Passepoil inc. (CPE)	34 838
Centre de la Petite Enfance Peluche et Aventure (CPE)	94 216
Centre de la Petite Enfance Percée de Soleil inc. (CPE)	30 826
Centre de la Petite Enfance Petit coin de poucet (CPE)	5 618
Centre de la Petite Enfance Petits Pieds (CPE)	150 931
Centre de la Petite Enfance Petit Tambour (CPE)	46 298
Centre de la Petite Enfance Picasso (CPE)	136 789
Centre de la Petite Enfance Pied à Pied (CPE)	15 472
Centre de la Petite Enfance Pierre-Boucher (CPE)	201 137
Centre de la Petite Enfance Pierrot la Lune inc. (CPE)	136 789
Centre de la Petite Enfance Pignons sur rue (CPE)	44 912
Centre de la Petite Enfance Pirouette de Fabreville inc. (CPE)	407 608
Centre de la Petite Enfance Pitatou (CPE)	61 651
Centre de la Petite Enfance "Plaisir d'Enfant" (CPE)	61 888
Centre de la Petite Enfance Planète Soleil (CPE)	30 944
Centre de la petite enfance plus grand que nature	29 047
Centre de la Petite Enfance Polichinelle inc. (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance Pop Soleil (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance Populaire St-Michel inc. (CPE)	23 208
Centre de la Petite Enfance Pratt (CPE)	38 532
Centre de la Petite Enfance Premier Pas de la Tuque (CPE)	123 421
Centre de la petite enfance P'tits Coquillages (CPE)	106 759
Centre de la Petite Enfance Rayon de Soleil inc. (CPE)	60 520
Centre de la Petite Enfance Rayons de Soleil de Roxton Pond inc	80 295
Centre de la Petite Enfance Roc-Amadour (CPE)	38 532
Centre de la Petite Enfance Rosamie (CPE)	123 569
Centre de la Petite Enfance Saute-Crapaud (CPE)	61 888
Centre de la Petite Enfance Seigneuriale (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance Ses Amis (CPE)	185 428
Centre de la Petite Enfance Soleil du quartier inc. (CPE)	15 413
Centre de la Petite Enfance Soleil levant (CPE)	45 349
Centre de la Petite Enfance Sol inc. (CPE)	21 430
Centre de la Petite Enfance Soulanges (CPE)	100 420
Centre de la Petite Enfance Sous les étoiles (CPE)	38 680
Centre de la Petite Enfance Sucre d'orge (CPE)	25 609
Centre de la Petite Enfance Tam-Tam (CPE)	61 651
Centre de la Petite Enfance Tante Michèle (CPE)	46 298
Centre de la petite enfance Tic-Tac Tôt	23 119
Centre de la Petite Enfance Tirelou (CPE)	52 996
Centre de la Petite Enfance Tour à Tour (CPE)	84 770
Centre de la Petite Enfance Tout Doux (CPE)	54 765
Centre de la Petite Enfance Tout-Petit, Toute-Petite (CPE)	54 093
Centre de la Petite Enfance Trois Petits Points ...(CPE)	23 208
Centre de la Petite Enfance Trois P'Tits Tours (CPE)	199 181
Centre de la Petite Enfance Trotte-Menu inc. (CPE)	25 362
Centre de la Petite Enfance Vallée Sourire (CPE)	30 826

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la Petite Enfance Vanier (CPE)	149 386
Centre de la Petite Enfance Vire-Crêpe (CPE)	69 358
Centre de la Petite Enfance Viroulu (CPE)	30 944
Centre de la Petite Enfance Yeshiva Lévi Yitzchak (CPE)	33 345
Coop. de solidarité du centre de la petite enfance Jeunestrie (CP	100 183
Couches...Tôt, Les (CPE)	38 236
CPE Au Coeur des Découvertes	23 119
CPE.BC des lutins - Coop de solidarité	168 070
CPE Clair-Soleil de Mascouche inc.	248 887
C.P.E. des Bons Amis (CPE)	34 697
CPE des employés du Centre hosp. rég de Trois-Rivières, Le (CF	54 152
C.P.E. du Jardin Fleuri (CPE)	154 721
CPE Il était une fois	14 820
CPE Imagémo de l'Institut Universitaire de Gériatrie de Sherbrool	61 799
CPE La maison bleue	38 680
CPE la Relève inc. (CPE)	30 944
CPE le Châtelet (CPE)	183 749
CPE le Jardin des Frimousses (CPE)	33 757
C.P.E. le Petit Monde de Caliméro inc. (CPE)	144 310
CPE les Amis d'à...bord!	15 472
C.P.E. les Frimousses du Fort (CPE)	54 152
C.P.E. Les Globules (CPE)	61 888
CPE Les Jolis Minois	54 034
C.P.E. les Petits Trésors Brillants (CPE)	61 740
CPE Les petits trésors de Boisbriand	95 174
C.P.E. les Soleils de Mékinac (CPE)	18 140
CPE l'Univers des petits Memphrémagog (CPE)	23 119
CPE Mes Amis Mille-Pattes	23 119
CPE Notre-Dame-de-Grâce	53 441
C.P.E. Patachou (CPE)	75 582
C.P.E. Petit à Petit (CPE)	69 358
C.P.E. Soleil Joyeux Pavillon Petit Musset	42 617
CPE Technoflos (CPE)	13 634
CPE vos Tout-Petits (CPE)	21 963
Enfant du Fleuve inc., L' (CPE)	54 152
Envolée, Centre de la Petite Enfance de Beauport, L' (CPE)	15 116
Éveil des Chérubins, L' (CPE)	46 416
Farfadets de la Pointe inc., Les (CPE)	61 770
Fleur de Papier (CPE)	30 944
Jeunes Pousses des Jardins-du-Québec, Les (CPE)	62 345
Lieu des Petits (CPE)	366 843
Oiseau Bleu, L' (CPE)	38 680
Petite Ardoise de Rosemère, La	42 548
Petits Amis de Lorraine inc., Les (CPE)	60 703
Petits Collégiens, Les (CPE)	92 477
Pied de l'échelle, Au (CPE)	85 096
Royaume des Chérubins, Au (CPE)	30 826
Services à la petite enfance de Saint-Lazare (CPE)	100 391

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Services à la petite enfance "La Trâlée" inc., Les (CPE)	38 680
Services de garde Gribouillis, Les (CPE)	54 152
Services de garde la Farandole, Les (CPE)	9 248
Services de garde la petite école inc., Les (CPE)	171 705
Services de garde l'Enfant Joue (CPE)	30 944
Univers des Copains, L' (CPE)	92 595

Programme	**Mesures exceptionnelles enfants handicapés ayant d'importants besoins - Garderies**
Budget	**10 150 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
1,2,3... Mes Premiers Pas A,b,c... Mes Premiers Mots inc.	36 198
124246 Canada inc. (garderie)	54 152
150276 Canada inc. (garderie)	57 995
15785553 Canada inc. (garderie)	23 119
177042 Canada inc. (garderie)	110 947
2429-7509 Québec inc. (garderie)	46 416
2708906 Canada inc. (garderie)	38 532
2760-7118 Québec inc. (garderie)	77 360
2844-1004 Québec inc. (garderie)	17 406
2858-4258 Québec inc. (garderie)	54 152
2884305 Canada inc. (garderie)	100 569
2956-9290 Québec inc.	8 219
2957-4951 Québec inc. (garderie)	23 208
3087-4291 Québec inc. (garderie)	23 208
3099-2333 Québec inc. (garderie)	121 659
3103-0323 Québec inc. (garderie)	30 826
4096711 Canada inc. (garderie)	15 472
4306058 Canada inc. (garderie)	38 680
6445101 Canada inc. (garderie)	5 774
8112070 Canada inc.	92 832
9004-8422 Québec inc. (garderie)	23 208
9005-7753 Québec inc. (garderie)	23 208
9020-5600 Québec inc. (garderie)	137 105
9026-2338 Québec inc. (garderie)	19 473
9037-8027 Québec inc. (garderie)	91 729
9058-5662 Québec inc. (garderie)	53 945
9082-7197 Québec inc. (garderie)	54 152
9085-2583 Québec inc. (garderie)	23 208
9092-6502 Québec inc. (garderie)	21 871
9106-0152 Québec inc. (garderie)	92 477
9108-8666 Québec inc. (garderie)	38 680
9132-3170 Québec inc. (garderie)	7 706
9140-7577 Québec inc. (garderie)	15 413
9143-2864 Québec inc. (garderie)	92 832
9152-3555 Québec inc. (garderie)	30 944
9153-3554 Québec inc. (garderie)	23 208

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

9158-8699 Québec inc.	123 777
9167-8094 Québec inc. (garderie)	11 444
9187-0402 Québec inc. (garderie)	77 360
9198-5093 Québec inc.	82 028
9200-1437 Québec inc. (garderie)	77 360
9203-8009 Québec inc. (garderie)	30 826
9210-4140 Québec inc. (garderie)	48 442
9211-1319 Québec inc. (garderie)	46 416
9213-0095 Québec inc.	30 944
9214-3346 Québec inc. (Garderie Coin d'oiseaux)	46 416
9215-1604 Québec inc.	54 152
9215-1729 Québec inc.	73 734
9232-4938 Québec inc.	96 742
9248-8113 Québec inc.	23 119
9256-9615 Québec inc. (Garderie éducative les ptits coeurs de M	38 680
9257-6347 Québec inc. (garderie)	46 357
9276-8381 Québec inc.	15 472
9278-9031 Québec inc.	28 514
9280-4921 Québec inc. (garderie)	30 944
9314-6975 Québec inc.	81 451
9339-4252 Québec inc. (garderie)	15 413
9342-4786 Québec inc. (garderie)	46 416
9342-7243 Québec inc. (garderie)	46 238
9375-0438 Québec inc. (garderie)	15 413
9400-9628 Québec inc. (garderie)	212 516
9414-0761 Québec inc. (garderie)	53 945
9430-4235 Québec inc. (garderie)	35 754
9430-4540 Québec inc.	84 770
9430-9911 Québec inc.	23 632
9432-0876 Québec inc. (garderie)	15 413
9432-3391 Québec inc. (garderie)	108 059
9432-8606 Québec inc. (garderie)	46 238
9432-8937 Québec inc. (garderie)	20 718
9452-8825 Québec inc. (garderie)	21 341
9453-6901 Québec inc. (garderie)	26 380
9453-6950 Québec inc. (garderie)	15 472
9453-9608 Québec inc. (garderie)	15 472
9455-3716 Québec inc. (garderie)	57 731
9455-8566 Québec inc. (garderie)	30 114
9456-1982 Québec inc. (garderie)	15 472
9461-9368 Québec inc. (Garderie Rêves d'enfant)	23 208
9462-5951 Québec inc. (garderie)	15 472
9469-4296 Québec inc.	69 358
9489-7246 Québec inc. (garderie)	30 826
Académie préscolaire Anjou inc. (garderie)	23 208
Amis de Mandoline inc., Les (garderie)	36 872
Centre de services à la communauté de Saint-Samuel (garderie)	23 208
Centre éducatif Grandir Ensemble inc. (garderie)	88 906
Centre éducatif l'Alpha à l'Oméga inc. (garderie)	77 360
Centre Éducatif Mains Dans La Main inc.	108 580

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre éducatif privé de Montréal inc. (garderie)	73 682
Château des petits trésors de Repentigny inc.	83 815
Château des Poupons inc., Le (garderie)	6 164
"Chat"Ouilleux inc., Les (garderie)	38 680
Coin des Lutins, Coteau-du-Lac II inc. (garderie)	54 152
Coin des Lutins, Coteau du Lac inc. (garderie)	108 305
Consultant l'avant-gardiste inc.	15 413
Dans l'univers de Cajo inc.	29 971
École d'Éveil Chauveau inc. (garderie)	208 073
Entreprises les Aventuriers d'Outremont inc. (garderie)	164 188
Fées Enchantées inc., Les (garderie)	46 416
Fondation Papillon	530 502
Garderie ABCD inc.	28 358
Garderie A B C [Verdun] inc.	60 406
Garderie Aimée inc.	15 413
Garderie aux trésors de l'Île 2 inc.	8 193
Garderie Chez Nou-Nou inc.	29 759
Garderie Dandinosaure inc.	38 532
Garderie de jour Playskool de Montréal inc.	53 945
Garderie de la Forêt Enchantée de Val-des-Monts inc.	50 474
Garderie de la Seigneurie inc.	29 298
Garderie des petits coeurs du village inc.	61 651
Garderie des petits Colibris inc.	30 826
Garderie des Petits Trésors à Mina inc.	7 907
Garderie du Couvent inc.	123 777
Garderie Éducaction inc.	220 734
Garderie éducative 3120 Sherbrooke Est inc.	23 208
Garderie éducative au Paradis des Petits inc.	7 321
Garderie éducative au Petit Champignon inc.	85 096
Garderie éducative Chez Danielle inc.	54 152
Garderie éducative Chomedey inc.	131 513
Garderie éducative cinq étoiles inc.	48 044
Garderie éducative de Mougli inc., La	23 119
Garderie éducative du Faubourg inc.	46 238
Garderie éducative Enfantastique du Plateau inc.	23 208
Garderie éducative Enfant Cité inc.	61 888
Garderie éducative Juliette, Léa & Cie inc.	66 626
Garderie éducative la Bagatelle inc.	46 061
Garderie éducative la Souris Verte inc.	19 470
Garderie éducative le Futur de l'Enfant inc. (Child's Future Educ.	23 208
Garderie éducative le Jardin des Colibris inc.	124 179
Garderie Éducative Le Royaume De La Magie	14 701
Garderie éducative les Galopins inc.	23 208
Garderie éducative les Petits Petits de la Concorde	44 038
Garderie Éducative Les Petits Voyageurs du Nord III inc.	73 786
Garderie éducative les Rayons du Bonheur inc.	15 472
Garderie éducative les Trésors de Mymi inc.	121 518
Garderie Éducative Maxi-Mousse inc.	21 714
Garderie Éducative Mimi et Frimousse inc.	54 152
Garderie Éducative Mini Pandas inc.	23 208

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Garderie éducative Monteuil inc.	22 052
Garderie éducative Perle de Lune inc.	20 050
Garderie éducative Perlimpinpin inc.	142 324
Garderie éducative Plaçojeu inc.	3 849
Garderie Éduc-Atout de la Plaine inc.	38 680
Garderie Éduc-Atout de Mascouche inc.	60 722
Garderie Émilie inc.	92 832
Garderie Enfantastix inc.	58 879
Garderie et Jardin d'enfants Montessori inc.	15 413
Garderie Fairmount	30 944
Garderie Frisbi et Compagnie	15 472
Garderie Gavroche inc.	38 680
Garderie GEC-2 inc.	51 098
Garderie Gribouille inc.	15 472
Garderie Imagine 2 inc.	67 418
Garderie Imagine des collines 1 inc.	19 470
Garderie Imagine inc.	28 893
Garderie jeunes découvreurs 1 inc. (Young Discovers Daycare 1	38 532
Garderie la Bascule inc.	23 208
Garderie Labelle inc.	92 832
Garderie la chasse aux trésors inc.	54 004
Garderie la Maison des Fons-Fons inc.	30 944
Garderie la Ruche inc.	38 680
Garderie le Chaboté St-Lazare inc.	8 323
Garderie le Petit Castel IV inc.	23 208
Garderie le Petit Château inc.	23 208
Garderie le Petit Théâtre inc.	146 807
Garderie le Royaume d'Aladin inc.	69 476
Garderie le Rucher inc.	30 826
Garderie les Anges de Némo inc.	30 944
Garderie les Boischatouilles 2 inc.	7 736
Garderie Les Cajolyns inc.	34 442
Garderie les Coucous de l'Envol, inc.	46 327
Garderie les Dinos Rigolos inc.	15 413
Garderie les Gamins inc.	15 472
Garderie les Lurons de Chomedey inc.	46 416
Garderie les Minis Apprentis inc.	275 512
Garderie Les Minis Apprentis-Sages inc.	140 246
Garderie les Minois Fripons inc.	107 504
Garderie les Petits Anges de Wesley inc.	15 472
Garderie les Petits Apprentis inc.	15 472
Garderie les Petits Génies du préscolaire inc.	46 416
Garderie les Petits Lutins de Charlesbourg ltée	30 826
Garderie Les Petits Lutins de Québec inc.	23 208
Garderie les Petits Mariniers de Lachine inc.	61 651
Garderie les Petits M inc.	33 187
Garderie les Petits Riverains inc.	15 413
Garderie les Petits Voyageurs inc.	23 208
Garderie les Poussinots de Terrebonne inc.	33 493
Garderie Les P'tits Soleils Enchantés 2 inc.	15 176

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Garderie les P'Tits Soleils Enchantés inc.	30 292
Garderie l'Île aux Trésors, Drummondville inc.	44 112
Garderie...Parmi les Amis... inc.	54 152
Garderie Petit Jardin inc.	3 745
Garderie Piccolo Mondo inc.	59 191
Garderie Pierrefonds [1998] inc.	23 119
Garderie préscolaire des petits pieds IV inc.	38 532
Garderie Roxboro inc.	61 888
Garderie Roya 1 inc.	19 502
Garderie Tom Pouce inc.	15 413
Garderie Univers Des Anges inc.	5 852
Garderie Yvonne inc.	104 153
Gestion Jérôme Verreault inc. (garderie)	23 119
Groupe Merveilles inc. (garderie)	29 314
Île des Petits Mignons 2 inc., L' (garderie)	30 826
Jardin d'enfance Louis-Pasteur inc., Le (garderie)	85 096
La Cajolynerie inc. (garderie)	23 119
Lopez Gomez , Jazmine Carola (Garderie)	31 156
Lucioles, COOP de Solidarité	35 716
Maison Montessori de Parc Extension (garderie)	82 104
Parcours du Faon [1997] inc., Le (garderie)	23 208
Pomme Aventure inc.	23 119
Préscolaire l'Excellence inc.	15 472
Productions Andriacorp inc. (garderie)	15 472
Productions Caracorp inc., Les	69 691
P'tits de St-Vincent inc., Les (garderie)	80 332
P'tit Train Express inc.	23 119
Royaume des koalas inc., Le (garderie)	15 472
Service De Garde Belles Aventures inc.	23 208
Service de Garde Mylaine inc.	131 513
Sinap HBA inc. (garderie)	23 119

Programme	**Mesures exceptionnelles enfants handicapés ayant d'importants besoins - BC-RSGE**
Budget	**1 624 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Accueils au Coeur de l'enfance	75 947
Bureau Coordonnateur Ahuntsic	48 550
Bureau coordonnateur de la MRC de Montmagny	3 954
Bureau Coordonnateur des Services de Garde en MF de Saint-Le	48 550
Centre à la Petite Enfance "le Chat Perché" (CPE)	20 807
Centre de la Petite Enfance au Jardin de Dominique inc. (CPE)	30 826
Centre de la Petite Enfance Cadet-Rousselle (CPE)	34 679
Centre de la Petite Enfance Carrosse-citrouille inc. (CPE)	32 367
Centre de la Petite Enfance de la Petite-Nation (CPE)	13 872
Centre de la Petite Enfance du Carrefour inc. (CPE)	55 486
Centre de la Petite Enfance Enfants Soleil inc. (CPE)	107 991
Centre de la Petite Enfance Familigarde de Lasalle (CPE)	460 999

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Centre de la Petite Enfance Fleurimont inc.. Le (CPE)	20 807
Centre de la Petite Enfance Joli-Coeur inc. (CPE)	34 679
Centre de la Petite Enfance la Baleine Bricoleuse (CPE)	41 615
Centre de la Petite Enfance la Gatinerie (CPE)	49 314
Centre de la Petite Enfance la Grande Ourse (CPE)	20 807
Centre de la Petite Enfance "La Grenouille rose" (CPE)	48 284
Centre de la Petite Enfance la Joyeuse Équipée (CPE)	27 743
Centre de la Petite Enfance La Maison du Panda (CPE)	83 229
Centre de la Petite Enfance la Marée Montante (CPE)	20 807
Centre de la Petite Enfance la Mère Schtroumph (CPE)	34 679
Centre de la petite enfance le Hêtre inc. (CPE)	38 251
Centre de la Petite Enfance le Jardin des rêves inc. (CPE)	76 293
Centre de la Petite Enfance le Manège des tout-petits inc. (CPE)	27 743
Centre de la Petite Enfance les Joyeux Calinours (CPE)	8 323
Centre de la Petite Enfance les Joyeux Lutins (CPE)	22 388
Centre de la Petite Enfance "Les Petits Baluchons" (CPE)	8 037
Centre de la Petite Enfance les Pommettes Rouges (CPE)	26 676
Centre de la Petite Enfance Mamie-Pom	20 807
Centre de la Petite Enfance Matin Soleil inc. (CPE)	13 872
Centre de la Petite Enfance Soulanges (CPE)	34 679
CPE.BC des lutins - Coop de solidarité	9 603
CPE vos Tout-Petits (CPE)	67 283
Petits Collégiens, Les (CPE)	27 743
Pied de l'échelle, Au (CPE)	104 036
Réseau Petits pas (CPE)	34 679
Services de garde des Moulins inc., Les (CPE)	20 007
Services de garde l'Enfant Joue (CPE)	38 680
Services de garde "Le Petit Gamin", Les (CPE)	34 679

Programme	**Entente avec le Gouvernement de la nation crie**
Budget	**28 180 000**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Gouvernement de la nation crie	24 611 987

Programme	**Financement des infrastructures des centres de la petite enfance**
Budget	**291 537 100**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Dépense au 31 janvier	239 582 658

Toutes les subventions octroyées dans le cadre de ce programme sont des engagements financiers de 25 000

ÉTUDES DES CRÉDITS 2026-2027
ANNEXE RPPLQ-3

Programme	**Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde éducatifs à l'enfance**
Budget	**137 580 400**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Comité retraite régime ret. personnel des CPE & garderies privée	113 253 930

Programme	**Régime d'assurance collective**
Budget	**66 607 500**
Organisme	**Dépense au 31 janvier**
Desjardins sécurité financière, compagnie d'assurance vie	51 208 712

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-3

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026 :

a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
c) le montant qui leur a été accordé;
d) fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Réponse

Le Curateur public n'a aucun programme de financement ou de subvention.

Source : Curateur public - Direction générale de l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-4

Pour l'année 2025-2026, le nombre d'employés congédiés au ministère et pour chacun des organismes qui en relèvent, par secteur d'activités, et la raison du congédiement.

Réponse

Nombre d'employés congédiés en 2025-2026, par secteur d'activités	
Secteur d'activités	**Total**
Administration	**1**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-4

Pour l'année 2025-2026, le nombre d'employés congédiés au ministère et pour chacun des organismes qui en relèvent, par secteur d'activités et la raison du congédiement.

Réponse

Nombre d'employés congédiés en 2025-2026 par secteur

Secteurs	2025-2026 (au 31 janvier 2026)	
	Nombre	**Raison du congédiement**
Direction des communications	1	Congédiement administratif
Direction générale des services aux personnes	1	Congédiement administratif
Direction générale de l'administration des patrimoines	1	Congédiement disciplinaire

---

Source : Curateur public - Direction générale du soutien à l'organisation

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-5

Pour l’année 2025-2026, dans le cadre du plan de régionalisation du gouvernement qui vise à transférer 5 000 emplois de l’administration publique d’ici 2028, combien de postes ont été transférés ou seront transférés hors des grands centres d’ici le 30 septembre prochain?

Réponse

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-5

Pour l'année 2025-2026, dans le cadre du plan de régionalisation du gouvernement qui vise à transférer 5 000 emplois de l'administration publique d'ici 2028, combien de postes ont été transférés ou seront transférés hors des grands centres d'ici le 30 septembre prochain

---

Réponse

Le Secrétariat du Conseil du trésor a confirmé à l'automne 2024 que les cibles spécifiques par ministères ou organismes sont retirées. Cependant, les efforts du Curateur public pour conserver le nombre de postes régionalisés sont maintenus.

Source : Curateur public - Direction générale du soutien à l'organisation

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-6

Le montant détaillé total des compressions budgétaires effectuées en 2025-2026, ventilé pour le ministère et pour le Curateur.

Réponse

Voir la réponse de la fiche RG-25 pour les réductions de dépenses en fonctionnement.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-6

Le montant détaillé total des compressions budgétaires effectuées en 2025-2026, ventilé pour le ministère et pour le Curateur.

Réponse

Pour 2025-2026, le Curateur public a dû appliquer un plan de réduction demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour un total de 642,2 k$ détaillé comme suit :

- 369,2 k$: Amélioration du cadre financier;
- 31,3 k$: Stratégie pour résorber l'écart 2025-2026;
- 241,7 k$: Stratégie 2023-2027 en révision de programme.

Source : Curateur public - Direction générale de l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-7

Pour le ministère et le Curateur, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer :

a) Une brève description du problème (ex. : accès à des données, incident de sécurité, infonuagique, etc.);
b) Les problèmes engendrés par la situation;
c) Les correctifs apportés;
d) La durée du problème (inscrire les dates);
e) Les coûts engendrés;
f) Les conséquences (ex. : délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).

Réponse

Ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

Source : Sous-ministériat du financement, des infrastructures et de l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-7

Pour le ministère et le Curateur, veuillez nous fournir la liste des problèmes, délais ou incidents informatiques impliquant le ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Pour chaque situation, veuillez nous indiquer :

a) Une brève description du problème (ex : accès à des données, incident de sécurité, infonuagique, etc.);
b) Les problèmes engendrés par la situation;
c) Les correctifs apportés;
d) La durée du problème (inscrire les dates);
e) Les coûts engendrés;
f) Les conséquences (ex : délais de mise en ligne, dépassement de coût, site internet inaccessible, etc.).

Réponse

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Source : Curateur public - Direction générale de l'innovation et de la transformation

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-8

Indiquer le nombre de conseillers à la famille, par région administrative, pour 2025-2026, et le nombre de postes vacants, par région administrative.

Réponse

Un total de 55 conseillers permet de desservir toutes les régions administratives, et ce, sans égard à la région du port d'attache de la conseillère ou du conseiller.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-9

État du nombre de places par région par type de service (CPE, garderie en milieu familial régi, milieu familial non régi, garderie privée subventionnée et garderie privée non subventionnée) :

a) nombre de places disponibles; pour le milieu familial, veuillez indiquer le nombre de places prévues à l'agrément ET le nombre de places réellement offertes);
b) nombre de places occupées;
c) nombre d'enfants en attente de place;
d) nombre de places qu'il est prévu de créer durant l'année 2026-2027;
e) coût estimé pour la création des places durant l'année 2026-2027.

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

a) Nombre de places à l'agrément des BC et nombre de places réellement offertes :

Nombre de places à l'agrément des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial et nombre de places offertes par les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) (incluant les places subventionnées et non subventionnées), par région administrative, au 31 janvier 2026

Région administrative		Nombre de places à l'agrément	Nombre de places offertes par les RSGE
1.	Bas-Saint-Laurent	2 893	2 083
2.	Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 837	2 894
3.	Capitale-Nationale	8 008	5 857
4.	Mauricie	3 404	2 693
5.	Estrie	6 495	5 080
6.	Montréal	13 997	11 469
7.	Outaouais	5 643	4 011
8.	Abitibi-Témiscamingue	2 332	1 323
9.	Côte-Nord	1 384	625
10.	Nord-du-Québec	304*	48
11.	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 343	843
12.	Chaudière-Appalaches	6 215	5 102
13.	Laval	4 808	3 894
14.	Lanaudière	6 676	6 236
15.	Laurentides	7 322	5 932
16.	Montérégie	16 525	12 944
17.	Centre-du-Québec	3 524	3 270

* Note : Incluant les 50 places du BC géré par l'Administration régionale de Kativik.
* Références : R22120 de CAFE au 31 janvier 2026.
Registre des RSGE, extraction de type « Image tous les BC » effectuée le 3 février 2026.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-9

b) Les données les plus récentes sont celles de 2024-2025. Le tableau suivant présente le nombre de places occupées, selon le type de service de garde (centre de la petite enfance (CPE), bureau coordonnateur de la garde en milieu familial (BC) et garderie subventionnée). Seuls les titulaires de permis qui reçoivent des subventions et les BC transmettent un rapport financier annuel au Ministère. Conséquemment, le Ministère ne possède aucune donnée concernant l'occupation des places des garderies non subventionnées (personnes non reconnues et garderies non subventionnées).

Nombre de places occupées par type de services de garde en 2024-2025 [1] [2] [3]

Région administrative	CPE	BC	Garderie subventionnée
1. Bas-Saint-Laurent	2 337	1 570	98
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 406	2 229	1 017
3. Capitale-Nationale	9 172	4 292	5 322
4. Mauricie	3 444	1 922	517
5. Estrie	6 400	3 612	1 916
6. Montréal	24 044	8 761	21 170
7. Outaouais	5 025	2 917	2 725
8. Abitibi-Témiscamingue	1 975	836	125
9. Côte-Nord	1 330	514	-
10. Nord-du-Québec	274	27	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	760	582	19
12. Chaudière-Appalaches	6 133	3 778	1 565
13. Laval	3 890	2 965	4 565
14. Lanaudière	5 411	4 644	4 172
15. Laurentides	6 396	3 949	4 629
16. Montérégie	16 912	9 792	12 064
17. Centre-du-Québec	3 152	2 474	1 466

[1] Exclus les places subventionnées de l'Administration régionale Kativik.

[2] Les nombres ayant été arrondis, leur somme peut présenter un écart.

[3] Source : RFA 2024-2025 disponible le 2 février 2026.

c) Au 31 mai 2025 :

- 30 688 enfants étaient inscrits au Guichet unique et en attente d'une place pour une occupation désirée au plus tard le 31 mai 2025. Ces enfants n'occupaient pas déjà une place dans un service de garde éducatif à l'enfance reconnu.
- 41 929 enfants étaient inscrits au Guichet unique en attente d'une place pour une occupation désirée ultérieure au 31 mai 2025.
- 28 430 femmes enceintes étaient préinscrites au 31 mai 2025.
- Le déploiement du Portail a un impact sur la production mensuelle du nombre d'enfants en attente. Cet indicateur, publié notamment dans le tableau de bord public du Ministère, repose sur la saisie des ententes de services de garde par les SGEE. Pour l'instant, le faible taux de saisie ne permet pas de produire un indicateur fiable et de qualité.

d) Nombre de places qu'il est prévu créer durant l'année 2025-2026 :

- Le plan stratégique prévoit avoir complété le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance à plus de 100 % en 2026-2027.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

e) Coût estimé pour la création des places durant l'année 2025-2026 :

- Le coût de la création des places en installation en 2025-2026 est estimé à 37,4 M$, en supposant que leur mise sous permis se fasse graduellement entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-10

Indiquer la répartition régionale des places en service de garde éducatif qui ont été développées au cours de l'année 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027:

a) par région;
b) par type de service de garde;
c) au total.

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-11

Pour l'année 2025-2026, indiquer le déficit de places en service de garde éducatif et le taux de couverture. Effectuer une ventilation :

a) Par région et par territoire de BC;
b) Par type de service;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Le déficit de places en services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), par territoires de bureaux coordonnateurs et par municipalité, se trouve dans le tableau de bord du Modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en SGEE disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-12

Indiquer le nombre de poupons dans les services de garde éducatifs pour 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027:

a. Par région ;
b. Par type de service;
c. Au total.

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de 2024-2025.

Nombre de poupons accueillis dans les services de garde éducatifs en 2024-2025

Région administrative	Centre de la petite enfance	Garderie subventionnée	Milieu familial	Total
1. Bas-Saint-Laurent	522	26	342	**890**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	737	330	461	**1 528**
3. Capitale-Nationale	1 615	1 133	1 007	**3 755**
4. Mauricie	779	84	444	**1 307**
5. Estrie	1 174	407	754	**2 335**
6. Montréal	3 829	3 156	2 454	**9 439**
7. Outaouais	951	571	688	**2 210**
8. Abitibi-Témiscamingue	420	19	169	**608**
9. Côte-Nord	246	0	91	**337**
10. Nord-du-Québec	42	0	7	**49**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	194	8	123	**325**
12. Chaudière-Appalaches	1 281	366	820	**2 467**
13. Laval	645	626	679	**1 950**
14. Lanaudière	1 054	921	931	**2 906**
15. Laurentides	1 143	908	836	**2 887**
16. Montérégie	3 103	2 317	2 165	**7 585**
17. Centre-du-Québec	584	351	566	**1 501**
Ensemble des régions	**18 319**	**11 223**	**12 537**	**42 079**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.

Le Ministère ne dispose pas de données concernant les garderies non subventionnées.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-13

Veuillez nous préciser le nombre de places poupons qui sont nécessaires pour répondre aux besoins au 31 mars 2026.

Réponse

Au 31 janvier 2026, il y avait 36 206 places offertes en services de garde éducatifs à l'enfance en installation pour les enfants âgés de moins de 18 mois. À celles-ci, il faut ajouter la possibilité pour les personnes responsables en services de garde éducatifs en milieu familial d'offrir jusqu'à 2 places pour les poupons par responsable.

Par ailleurs, il y avait 2 299 places poupons en réalisation au 31 janvier 2026.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-14

Indiquer le nombre de places à temps partiel dans les services de garde éducatifs pour 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027:

a) Par région et par territoire de BC ;
b) Par type de services de garde;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

a) b) et d) Les tableaux suivants présentent les plus récentes données disponibles soient celles de 2024-2025.

c) Les données ne sont pas disponibles par tranches d'âge.

Le ministère de la Famille ne fait pas de prévisions de ces données.

Nombre de jours d'occupation pour les enfants accueillis à temps partiel en 2024-2025

Région administrative	CPE	GS	MF	Total	Proportion jours à temps partiel sur le total des jours d'occupation (%)
1. Bas-Saint-Laurent	14 643	147	42 918	**57 708**	5,52
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	21 216	2 167	56 890	**80 273**	4,62
3. Capitale-Nationale	26 323	6 055	54 562	**86 940**	1,77
4. Mauricie	11 758	716	54 138	**66 612**	4,34
5. Estrie	23 694	3 251	73 857	**100 802**	3,24
6. Montréal	40 162	5 930	8 381	**54 473**	0,39
7. Outaouais	1 545	360	10 356	**12 261**	0,44
8. Abitibi-Témiscamingue	12 532	0	30 271	**42 803**	5,59
9. Côte-Nord	3 538	0	18 882	**22 420**	4,66
10. Nord-du-Québec	2 266	0	194	**2 460**	3,14
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 609	0	9 808	**11 417**	3,21
12. Chaudière-Appalaches	37 616	2 562	104 807	**144 985**	4,84
13. Laval	4 064	422	7 654	**12 140**	0,41
14. Lanaudière	19 705	3 929	39 972	**63 606**	1,71
15. Laurentides	21 491	699	51 290	**73 480**	1,88
16. Montérégie	29 722	5 078	86 608	**121 408**	1,20
17. Centre-du-Québec	17 271	2 246	50 700	**70 217**	3,79
Ensemble des régions	**289 155**	**33 562**	**701 288**	**1 024 005**	**1,81**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.
En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-14

Nombre de jours d'occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2024-2025

Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
101	MRC La Matanie	379	0	1 328	**1 707**
102	MRC La Matapédia	367	0	0	**367**
103	MRC Rimouski-Neigette	4 122	0	21 381	**25 503**
104	MRC La Mitis	1 556	0	4 763	**6 319**
105	MRC Les Basques	115	0	3 121	**3 236**
106	MRC Rivière-du-Loup	3 867	0	5 161	**9 028**
107	MRC Témiscouata	1 309	0	2 789	**4 098**
108	MRC Kamouraska	2 928	147	4 375	**7 450**
201	MRC Lac-Saint-Jean-Est	8 148	0	12 206	**20 354**
202	MRC Le Domaine-du-Roi	4 973	0	8 087	**13 060**
203	Municipalités de Mashteuiatsh et Lac-Ashuapmushuan	201	0	0	**201**
204	MRC Maria-Chapdelaine	3 052	411	3 412	**6 875**
205	Ville de Saguenay - CSSS Cléophas-Claveau (La Baie)	708	0	5 743	**6 451**
208	Ville de Saguenay - CSSS de Jonquière (carrefour de santé Jonquière)	4 134	1 756	27 442	**33 332**
301	MRC Charlevoix	1 630	0	305	**1 935**
302	MRC Charlevoix-Est	183	0	6 497	**6 680**
303	MRC La Côte-de-Beaupré et MRC L'Île d'Orléans	1 937	2 034	832	**4 803**
304	MRC Portneuf	2 786	0	17 523	**20 309**
305	MRC La Jacques-Cartier	1 797	1 216	5 432	**8 445**
306	Ville de Québec - Arrondissement Limoilou	1 122	0	0	**1 122**
307	Ville de Québec - Arrondissement La Cité	2 581	68	0	**2 649**
308	Ville de Québec - Arrondissement Les Rivières	829	0	5 387	**6 216**
309	Ville de Québec - Arrondissement La Haute-Saint-Charles	329	2	6 798	**7 129**
310	Ville de Québec - Arrondissement Sainte-Foy-Sillery	8 984	17	99	**9 100**
311	Ville de Québec - Arrondissement Laurentien secteur Nord (ancienne ville de Val-Bélair	21	0	3 397	**3 418**
312	Ville de Québec - Arrondissement Laurentien secteur Sud	2 332	131	3 547	**6 010**
313	Ville de Québec – Arrondissement Beauport	695	4	2 959	**3 658**
314	Ville de Québec - Arrondissement Charlesbourg	1 097	2 583	1 786	**5 466**
401	Ville de Trois-Rivières - CLSC Cap de la Madeleine	1 102	0	10 015	**11 117**
402	Ville de Trois-Rivières - CLSC Trois-Rivières (sauf municipalité de Saint-Étienne)	3 681	0	12 584	**16 265**
403	Ville de Shawinigan	3 001	0	8 592	**11 593**
404	Ville de La Tuque	164	0	3 190	**3 354**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-14

Nombre de jours d'occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2024-2025

Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
405	MRC Les Chenaux	673	0	3 622	**4 295**
406	MRC Mékinac	2 787	0	6 726	**9 513**
407	MRC Maskinongé	350	716	9 409	**10 475**
501	MRC Le Granit	1 671	0	4 054	**5 725**
502	MRC Le Val Saint-François	3 009	0	9 024	**12 033**
503	MRC Les Sources	2 669	0	3 914	**6 583**
504	MRC Coaticook	2 084	0	1 868	**3 952**
505	MRC Memphrémagog	4 546	39	4 291	**8 876**
506	MRC Le Haut-Saint-François	576	0	4 083	**4 659**
507	Ville de Sherbrooke - Arrondissements de Fleurimont et de Lennoxville	5 043	100	4 581	**9 724**
508	Ville de Sherbrooke - Arrondissement de Rock Forest-Saint-Élie-Deauville	429	80	12 213	**12 722**
509	Ville de Sherbrooke - Arrondissements de Brompton, de Jacques-Cartier et du Mont-Bellevue	1 539	222	7 116	**8 877**
510	MRC Brome-Missisquoi (sauf la municipalité de Bromont)	1 458	631	0	**2 089**
511	MRC La Haute-Yamaska (et la municipalité de Bromont)	670	2 179	22 713	**25 562**
601	Île de Montréal - CSSS de l'Ouest de l'Île (A) (CLSC Lac Saint-Louis et CLSC Pierrefonds - Terr. Dollard-des-Ormeaux)	0	82	269	**351**
602	Île de Montréal - CSSS de l'Ouest de l'Île (B) (CLSC Pierrefonds - Territoire Pierrefonds)	1 210	108	595	**1 913**
603	Île de Montréal - CSSS de Dorval-Lachine-Lasalle (CLSC Lachine et CLSC Lasalle)	1 502	3 031	1 474	**6 007**
604	Île de Montréal - CSSS du Sud-Ouest-Verdun (CLSC Saint-Henri, CLSC Verdun/Côte-Saint-Paul et CLSC Pointe-Saint-Charles	20 851	24	193	**21 068**
605	Île de Montréal - CSSS Cavendish (CLSC René-Cassin - Territoire Côte Saint-Luc et CLSC Notre-Dame-de-Grâce/Montréal-Ouest)	646	0	141	**787**
606	Île de Montréal - CSSS de la Montagne (A) (CLSC Métro, CLSC Côte-des-Neiges - Terr. Snowdon)	680	382	37	**1 099**
607	Île de Montréal - CSSS de la Montagne (B) (CLSC Côte-des-Neiges - Territoires Côte-des-Neiges et Mont-Royal)	116	183	1 537	**1 836**
609	Île de Montréal - CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent (A) (CLSC - Bordeaux-Cartierville)	24	0	9	**33**
610	Île de Montréal - CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent (B) (CLSC Saint-Laurent)	385	8	109	**502**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-14

Nombre de jours d'occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2024-2025

Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
611	Île de Montréal - CSSS d'Ahuntsic et Montréal-Nord (A) (CLSC Ahuntsic)	28	287	564	**879**
612	Île de Montréal - CSSS d'Ahuntsic et Montréal-Nord (B) (CLSC Montréal-Nord)	106	0	28	**134**
613	Île de Montréal - CSSS du Cœur-de-l'Île (CLSC Villeray et Petite Patrie)	494	32	1 475	**2 001**
614	Île de Montréal - CSSS Jeanne-Mance (CLSC Montréal Centre-Sud, CLSC Montréal Centre-Ville, CLSC du Plateau-Mont-Royal et CLSC Saint-Louis-du-Parc)	12 919	3	380	**13 302**
615	Île de Montréal - CSSS de Saint-Léonard et Saint-Michel (A) (CLSC Saint-Léonard)	0	122	164	**286**
616	Île de Montréal - CSSS de Saint-Léonard et Saint-Michel (B) (CLSC Saint-Michel)	45	0	22	**67**
617	Île de Montréal - CSSS Lucille-Teasdale (A) (CLSC Hochelaga-Maisonneuve et CLSC Mercier Ouest)	218	108	338	**664**
618	Île de Montréal - CSSS Lucille-Teasdale (B) (CLSC Rosemont)	160	1 559	617	**2 336**
619	Île de Montréal - CSSS de la Pointe-de-l'Île (A) (CLSC Rivière-des-Prairies et CLSC Mercier-Est/Anjou - territoire Anjou)	710	0	234	**944**
620	Île de Montréal - CSSS de la Pointe-de-l'Île (B) (CLSC Mercier-Est / Anjou - territoire Mercier-Est et CLSC Pointe-aux-Trembles)	68	1	195	**264**
701	MRC Papineau	348	4	753	**1 105**
702	MRC Les Collines-de-l'Outaouais	3	73	2 186	**2 262**
703	MRC La Vallée de la Gatineau	105	0	3 050	**3 155**
704	MRC Pontiac	0	0	193	**193**
705	Ville de Gatineau (ancienne ville de Hull)	323	131	1 816	**2 270**
706	Ville de Gatineau (ancienne ville de Gatineau secteur Nord - J8V et J8R)	126	152	0	**278**
707	Ville de Gatineau (ancienne ville de Gatineau secteur Sud - J8T et J8P)	5	0	1 461	**1 466**
708	Ville de Gatineau (anciennes villes de Buckingham et de Masson-Angers)	273	0	759	**1 032**
709	Ville de Gatineau (ancienne ville d'Aylmer)	362	0	138	**500**
801	MRC Témiscamingue	397	0	2 127	**2 524**
802	Ville de Rouyn-Noranda	3 246	0	16 483	**19 729**
803	MRC Abitibi-Ouest	5 494	0	9 880	**15 374**
804	MRC Abitibi	2 430	0	708	**3 138**
805	MRC La Vallée-de-l'Or	953	0	0	**953**
806	Nation algonquine	12	0	1 073	**1 085**
901	MRC Le Golfe-du-Saint-Laurent	5	0	1	**6**
902	MRC Caniapiscau	19	0	0	**19**
903	MRC La Haute-Côte-Nord	1 328	0	750	**2 078**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-14

Nombre de jours d'occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2024-2025

Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
904	MRC Minganie	247	0	2	**249**
905	MRC Manicouagan	627	0	6 071	**6 698**
906	MRC Sept-Rivières	1 312	0	12 058	**13 370**
1001	Ville de Chibougamau et Ville de Chapais	349	0	15	**364**
1002	Ville de Lebel-sur-Quevillon	376	0	179	**555**
1003	Ville de Matagami	142	0	0	**142**
1004	Municipalité de Baie-James	1 399	0	0	**1 399**
1101	MRC Avignon	204	0	3 378	**3 582**
1102	MRC Bonaventure	0	0	0	
1103	MRC La Côte-de-Gaspé	129	0	1 219	**1 348**
1104	MRC La Haute-Gaspésie	752	0	1 018	**1 770**
1105	MRC Le Roché Percé	75	0	1 645	**1 720**
1106	Municipalité Les Îles-de-la-Madeleine	449	0	2 548	**2 997**
1201	MRC Beauce-Sartigan	4 500	366	20 942	**25 808**
1202	MRC Les Etchemins	6	0	5 813	**5 819**
1203	MRC Bellechasse	5 481	880	7 042	**13 403**
1204	Ville de Lévis - arrondissement Desjardins (anciennes municipalités de Lévis et Pintendre et de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de Lévy)	766	210	3 973	**4 949**
1205	Ville de Lévis - arrondissementChaudière-Ouest ((anciennes municipalités de Saint-Étienne-de-Lauzon, de Saint-Rédempteur et de Saint-Nicolas	2 824	0	6 029	**8 853**
1206	Ville de Lévis - arrondissement Chaudières-Est (anciennes municipalités de -Romuald, de Sainte-Hélène-de-Breakeyville, de Charny et de Saint-Jean-Chrysostome)	2 815	0	2 837	**5 652**
1207	MRC Lotbinière	7 871	0	16 454	**24 325**
1208	MRC L'Islet	2 520	0	4 023	**6 543**
1209	MRC Montmagny	2 688	0	6 104	**8 792**
1210	MRC La Nouvelle-Beauce	2 024	0	11 355	**13 379**
1211	MRC Robert-Cliche	5 730	0	5 272	**11 002**
1212	MRC Les Appalaches	391	1 106	14 963	**16 460**
1301	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 1 (Duvernay, Saint-Vincent-de-Paul, St-François)	14	99	1 992	**2 105**
1302	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 2 (Laval-des-Rapides, Pont-Viau, Renaud)	1 229	110	601	**1 940**
1303	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 3 (Chomedey)	239	75	854	**1 168**
1304	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 4 (Laval-Ouest, Sainte-Dorothée, Laval-sur-le-Lac, Îles Laval, Fabreville-O.)	1 299	115	1 472	**2 886**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-14

Nombre de jours d'occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2024-2025

Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
1305	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 5 (Sainte-Rose, Fabreville-Est)	38	16	1 927	**1 981**
1306	Ville de Laval - Secteur d'aménagement municipal 6 (Vimont, Auteuil)	1 245	7	808	**2 060**
1401	MRC D'Autray	3 589	0	3 537	**7 126**
1402	MRC L'Assomption (A) - Villes de Repentigny et Charlemagne	2 189	94	462	**2 745**
1403	MRC L'Assomption (B) - Villes de l'Épiphanie, Saint-Sulpice et L'Assomption	2 088	95	1 457	**3 640**
1404	MRC Joliette	2 613	692	10 785	**14 090**
1405	MRC Matawinie	4 629	1 306	6 962	**12 897**
1406	MRC Montcalm	1 171	1 442	10 139	**12 752**
1407	Ville de Terrebonne (anciennes villes de Terrebonne secteur Ouest et Laplaine - J7M et J6Y)	186	210	3 916	**4 312**
1408	Ville de Terrebonne (anciennes villes de Terrebonne secteur Est et Lachenaie - J6X, J6W, J6V)	2 352	90	1 005	**3 447**
1409	Ville de Mascouche	888	0	1 709	**2 597**
1501	MRC Deux-Montagnes	766	0	0	**766**
1502	MRC Thérèse-de-Blainville (A) - Villes de Blainville et de Sainte-Thérèse	804	0	8 621	**9 425**
1503	MRC Thérèse-de-Blainville (B) - Villes de Sainte-Anne-des-Plaines, Boisbriand, de Lorraine, de Rosemère et de Bois-des-Filion	1 741	28	2 748	**4 517**
1504	MRC La Rivière-du-Nord (A) - Ville de Saint-Jérôme	455	26	7 764	**8 245**
1505	MRC La Rivière-du-Nord (B) - Villes de Prévost, Saint-Colomban, Sainte-Sophie et de Saint-Hippolyte	3 144	13	11 133	**14 290**
1506	Ville de Mirabel	16	632	2 315	**2 963**
1507	MRC Argenteuil	1 770	0	2 686	**4 456**
1508	MRC Les Pays-d'en-Haut	1 168	0	3 597	**4 765**
1509	MRC Les Laurentides	9 699	0	4 512	**14 211**
1510	MRC Antoine-Labelle	1 928	0	7 914	**9 842**
1601	MRC Acton	684	0	5 617	**6 301**
1602	MRC Les Maskoutains (A) - Ville de Saint-Hyacinthe	1 031	0	5 024	**6 055**
1603	MRC Les Maskoutains (B) (sauf ville de Saint-Hyacinthe)	4 144	0	5 957	**10 101**
1604	MRC Le Haut-Richelieu (A) (anciennes villes de Saint-Luc et de L'Acadie)	419	0	5 132	**5 551**
1605	MRC Le Haut-Richelieu (B) (sauf anciennes villes de Saint-Luc et de L'Acadie)	1 657	1 094	9 869	**12 620**
1606	MRC Les Jardins-de-Napierville	1 838	0	769	**2 607**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-14

Nombre de jours d'occupation pour les enfants admissibles à un SGEE accueillis à temps partiel en 2024-2025

Territoire de BC		CPE	GS	MF	Total
1607	MRC Roussillon (A) - Villes de Châteauguay, Léry, Mercier et Saint-Isidore	1 730	15	720	**2 465**
1608	MRC Roussillon (B) - Villes de Saint-Constant, Candiac, Delson, La Prairie, de Saint-Philippe, de Saint-Mathieu et de Sainte-Catherine	10	0	1 405	**1 415**
1609	MRC Le Haut-Saint-Laurent	2 921	0	4 486	**7 407**
1610	MRC Vaudreuil-Soulanges (A) - Secteur Vaudreuil	204	81	3 470	**3 755**
1611	MRC Vaudreuil-Soulanges (B) - Secteur Soulanges	1 212	118	4 338	**5 668**
1612	MRC Beauharnois-Salaberry	2 949	191	4 133	**7 273**
1615	MRC Rouville	1 160	641	6 756	**8 557**
1616	MRC Pierre-De Saurel	602	1	6 269	**6 872**
1617	MRC La Vallée du Richelieu (A) - Villes de Chambly, Carignan et Saint-Basile-le-Grand	278	0	4 076	**4 354**
1618	MRC La Vallée du Richelieu (B) (sauf villes de Chambly, Carignan et Saint-Basile-le-Grand)	1 907	1 212	7 091	**10 210**
1619	MRC Lajemmerais (A) - Villes de Sainte-Julie et Saint-Amable	1 530	178	4 966	**6 674**
1620	MRC Lajemmerais (B) - Villes de Varennes, Verchères, Calixa-Lavallée et Contrecœur	189	433	1 937	**2 559**
1621	Ville de Longueuil - CLSC Longueuil-Est	214	0	1 313	**1 527**
1622	Ville de Longueuil - CLSC Longueuil-Ouest	2 507	984	109	**3 600**
1623	Ville de Longueuil - Arrondissement Saint-Hubert	378	101	932	**1 411**
1624	Ville de Saint-Bruno et Ville de Boucherville	253	22	0	**275**
1625	Ville de Brossard, Ville de Saint-Lambert et Ville de Longueuil – Arrondissement Greenfield Park et Lemoyne	1 905	7	2 239	**4 151**
1626	Municipalité de Kahnawake	0	0	0	0
1701	MRC Drummond	3 266	32	16 277	**19 575**
1702	MRC Bécancour	478	0	12 017	**12 495**
1703	MRC Nicolet-Yamaska	678	287	5 170	**6 135**
1704	MRC Arthabaska	9 178	1 782	10 387	**21 347**
1705	MRC L'Érable	3 671	145	6 849	**10 665**
	Ensemble des régions*	**289 155**	**33 562**	**701 288**	**1 024 005**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.
*En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

En 2024-2025, une place à temps complet représente 261 jours d'occupation. Les enfants accueillis à temps partiel ont ainsi occupé l'équivalent de 3 923 places.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-14

Les places subventionnées des SGEE ne sont pas consacrées a priori à la garde à temps partiel ou à la garde à temps plein. Ce sont les besoins de la clientèle qui font que les places sont utilisées à temps plein ou à temps partiel. Le ministère de la Famille ne fait donc pas de prévisions quant à l'utilisation des places par des enfants qui fréquentent les SGEE à temps partiel ou à temps complet.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-15

Veuillez nous fournir une mise à jour de la projection annualisée et la projection cumulative de la disponibilité des places en services de garde pour 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027

Réponse

Le plan stratégique 2023-2027 du Ministère est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/plan-strategique/plan-strategique-2023-2027.pdf

Les statistiques sur le réseau de services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-16

En août 2021, le gouvernement du Québec a signé l'Accord asymétrique 2021-2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. L'entente prévoit des transferts au gouvernement du Québec suivants :

- 2021-2022 : 660 445 535 $.
- 2022-2023 : 991 722 477 $
- 2023-2024 : 1 216 997 313 $
- 2024-2025 : 1 418 564 861 $
- 2025-2026 : 1 675 806 897 $

Veuillez nous indiquer :

a) Les sommes transférées par le gouvernement fédéral en 2025-2026;
b) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été affectées aux services de garde;
c) La portion des sommes reçues d'Ottawa qui ont été transférées au Fonds consolidé ou à toute autre entité gouvernementale en indiquant l'endroit où les sommes ont été envoyées.

Réponse

Pour 2025-2026, la somme transférée du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Accord asymétrique concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants est de 1 691 466 040 $.

Comme le Québec finance son propre réseau de services de garde éducatifs à l'enfance depuis 1997, les sommes reçues sont versées directement au Fonds consolidé. Elles sont ensuite attribuées par le ministère des Finances à même les crédits budgétaires du ministère de la Famille, pour financer les priorités en matière de services directs aux familles. Il n'est donc pas possible de distinguer l'utilisation des sommes reçues du gouvernement fédéral par rapport aux sommes prises à même le Fonds consolidé.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-17

Le 6 mars 2025, le gouvernement annonçait la reconduction et l'indexation de l'Accord asymétrique 2021 à 2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants avec le gouvernement fédéral pour un montant total de 9,83 G$ sur 5 ans. Veuillez nous fournir une copie de l'entente et les versements prévus par année, jusqu'en 2030-2031.

Réponse

L'Accord asymétrique 2021-2026 concernant le volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants a été renouvelé en 2025 jusqu'à la fin de l'exercice financier 2030-2031 afin de permettre au Québec d'obtenir sa part des fonds fédéraux prévus pour cette période. Le renouvellement de cet Accord permettra au Québec d'obtenir un financement estimé à près de 9,1 milliards de dollars pour la période 2026-2027 à 2030-2031 de la façon suivante :

Exercice financier	Montants estimés de la contribution du Canada au Québec - Volet pancanadien pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	Montant de la contribution du Canada au Québec -Fonds d'infrastructure pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants [1]
2026-2027	1 709 342 189 $	40 518 389 $
2027-2028	1 760 735 565 $	
2028-2029	1 813 670 742 $	
2029-2030	1 868 193 975 $	
2030-2031	1 924 352 904 $	

1. Le Fonds d'infrastructure pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants se termine le 31 mars 2027.

L'Accord 2021-2026 de mise en œuvre de l'entente asymétrique du 10 mars 2017 – volet concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants a également été renouvelé jusqu'en 2030-2031 et permettra au Québec d'obtenir un financement estimé à un peu plus de 720 millions de dollars pour la période 2026-2027 à 2030-2031 de la façon suivante :

Exercice financier	Montants estimés de la contribution du Canada au Québec
2026-2027	135 432 076 $
2027-2028	139 606 120 $
2028-2029	143 905 385 $
2029-2030	148 333 628 $
2030-2031	152 894 718 $

Pour les deux accords, la contribution annuelle attribuée au Québec variera en fonction des projections démographiques.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-18

Les sommes reçues en 2025-2026 du Fonds consolidé au ministère de la Famille pour le développement des services de garde éducatifs à l'enfance.

Réponse

Les sommes prévues être reçues en 2025-2026 du Fonds consolidé, par le Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance, sont disponibles à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/budgets/2026-2027/3_credits_depenses_portefeuilles.pdf

Les sommes prévues être investies au Plan Québécois des infrastructures pour les services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/infrastructures-publiques/outils-documentation

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-19

Depuis le 1er avril 2025, veuillez nous fournir la liste des services de garde qui ont eu droit à une dérogation de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance, du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance ou du Règlement sur la contribution réduite en nous indiquant :

a) le nom du service de garde;
b) le type de service de garde (CPE, garderie privée, milieu familial);
c) la région;
d) l'article de la loi ou du règlement qui a eu une autorisation de dérogation;
e) la raison de cette dérogation;
f) la date de la fin de la dérogation.

Réponse

Le tableau ci-dessous expose les dérogations autorisées du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026.

Nom du service de garde	Type de service de garde	Région	Article de la loi ou du règlement	Raison de cette dérogation	Date de la fin de la dérogation
BC Services de garde L'Enfant Joue	BC	1	Article 93 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Utilisation d'un parc -18 mois et plus	2025-09-12
Garderie Les petits pinsons	GNS	3	Article 109 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Permettre à une employée d'être accompagnée par un chien d'assistance	Tant que l'employée est à l'emploi du CPE ou si les mesures mises en place pour assurer la santé et la sécurité des enfants reçus ne peuvent être maintenues.
Jardin d'enfants Cassiopée inc.	GS	5	Article 8 du Règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention
CPE Magimo – Installation du Village	CPE	5	Article 8 du Règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention
CPE Carcajou	CPE	6	Article 59.7 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Priorité d'admission	Tant que les conditions soutenant l'autorisation donnée sont respectées et que l'entente de partenariat avec le Centre de services scolaire de Montréal est en vigueur.
BC CPE Vire-Crêpe	BC	12	Article 93 du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance	Utilisation d'un parc -18 mois et plus	2026-01-29

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-19

Nom du service de garde	Type de service de garde	Région	Article de la loi ou du règlement	Raison de cette dérogation	Date de la fin de la dérogation
CPE Calou – Les petits aventuriers	CPE	12	Article 8 du Règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention
CPE Les petites frimousses	CPE	16	Article 8 du Règlement sur la contribution réduite	Horaire différent	Reconduite selon l'entente de subvention

---

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-20

Indiquer le nombre de places en service de garde éducatif en milieu de travail pour 2025-2026 et fournir les prévisions pour 2026-2027. Effectuer une ventilation par région.

Réponse

Les dernières données disponibles sont celles-ci :

Nombre d'installations et de places en milieu de travail ou d'études et nombre d'enfants dont au moins un parent travaille ou étudie dans le milieu, selon la région administrative, au 31 mars 2025

Région administrative	Nombre d'installations en milieu de travail ou d'études	Nombre total de places dans les installations qui sont en milieu de travail ou d'études	Nombre d'enfants inscrits dont au moins un parent travaille ou étudie dans le milieu
1. Bas-Saint-Laurent	11	533	216
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	15	749	415
3. Capitale-Nationale	49	2 745	1 443
4. Mauricie	15	732	418
5. Estrie	27	1 697	812
6. Montréal	134	8 227	3 932
7. Outaouais	21	1 191	390
8. Abitibi-Témiscamingue	9	375	156
9. Côte-Nord	5	297	48
10. Nord-du-Québec	0	-	-
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2	104	67
12. Chaudière-Appalaches	16	955	347
13. Laval	20	1 271	415
14. Lanaudière	13	754	477
15. Laurentides	13	765	295
16. Montérégie	48	3 053	1 292
17. Centre-du-Québec	21	1 072	337

Source : Collecte de données des rapports d'activités 2024-2025.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-21

Indiquer le nombre de places récupérées, par type de service de garde et par région, depuis le 1er avril 2025 en indiquant :

a) Le nom de l'installation;
b) La région;
c) Le type de service de garde;
d) La date;
e) Le nombre de places;
f) La raison.

Réponse

Liste des places récupérées par le Ministère, par type de services de garde, en 2025-2026, au 31 janvier 2026 :

Région administrative	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées récupérées par le Ministère	Type de garde	Date de récupération des places
3. Capitale-Nationale	CPE LES P'TITS LOUPS (LIMOILOU)	10	CPE	2025-04-03
3. Capitale-Nationale	BRIN DE FOLIE	16	CPE	2025-05-09
5. Estrie	CPE LE SOLEIL DE JEANNOT (INST. COWIE)	5	CPE	2025-09-30
7. Outaouais	PROJET CENTRE ÉDUCATIF LE PETIT CAMPUS	80	GS	2025-06-06
15. Laurentides	PROJET ACADEMIE DE L'ENFANCE II	78	GS	2025-09-05

Toutes ces places ont été récupérées en raison du non-avancement du projet.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-22

Indiquer le nombre de places réaffectées, par type de service de garde, depuis le 1er avril 2025 en indiquant :

a) Le nom de l'installation;
b) La région;
c) Le type de service de garde;
d) La date;
e) Le nombre de places;
f) La raison.

Réponse

Au 31 janvier 2026, aucune place n'a été réaffectée dans le cadre d'un appel de projets pour le développement de nouvelles places.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-23

La liste des installations qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2025-2026. Veuillez nous fournir l'information par type de service (CPE, GS) en indiquant :

a) Le nom de l'installation;
b) La région;
c) Le nombre de places retournées;
d) La raison.

Réponse

Liste des centres de la petite enfance (CPE) et garderies subventionnées (GS) ayant retourné des places au Ministère en 2025-2026 (au 31 janvier 2026) :

Région	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées	Type de service de garde	Raison
2	CPE MAMIK	20	CPE	Désistement
2	CPE MINI-MONDE L'ANSE-SAINT-JEAN	5	CPE	Désistement
3	GARDERIE MIKUENISS - PETITE PLUME	38	GS	Fermeture
3	GARDERIE AUX SECRETS DE LA NATURE	6	GS	Désistement
3	GARDERIE DEMI-LUNE	2	GS	Désistement
4	CPE LE COFFRE À JOUETS	9	CPE	Désistement
4	LES AMIS DES ARBRES DU PARC PIE-XII	73	CPE	Désistement
8	GARDERIE EXPLORATEURS DU MONDE	44	GS	Fermeture
9	CPE UAPUKUN	80	CPE	Désistement
9	CPE RITOURN'AILES DE SEPTS-ÎLES - INST. LA MAISONNETTE	1	CPE	Désistement
12	CPE L'ENVOL DE LOTBINIÈRE - INST. CPE ALLÉE D'ÉTOILES	16	CPE	Désistement
14	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES JOLIS MINOIS - INSTALLATION 1	5	CPE	Réduction de capacité
15	ACADÉMIE DE L'ENFANCE BLAINVILLE	13	GS	Désistement
16	CPE DANAHÉ	11	CPE	Désistement
16	LE NID DES PETITS	2	GS	Réduction de capacité
17	CENTRE COOPÉRATIF LA MAISON DES AMIS RÉGION 17	16	CPE	Désistement

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-24

La liste des bureaux coordonnateurs qui ont retourné des places au ministère de la Famille en 2025-2026 en indiquant :

a) Le nom du bureau coordonnateur;
b) La région;
c) Le nombre de places retournées;
d) La raison.

Réponse

Aucun bureau coordonnateur de la garde éducative en milieu familial n’a retourné de places au Ministère en 2025-2026 (au 31 janvier 2026).

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-25

Le nombre d'enfants fréquentant un service de garde éducatif au 31 mars 2026 :

a) Par type de service (CPE, GS, GSN, milieu familial régi et non régi);
b) Par région;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47 et 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Selon les dernières données disponibles, au 31 mai 2025, 283 615 enfants âgés de 0 à 4 ans fréquentaient le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) reconnus selon le Modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en SGEE. Les données sont présentées dans l'annexe A « Répartition des enfants âgés de 0 à 4 ans qui fréquentaient ou non un service de garde éducatif à l'enfance (SGEE), au 31 mai 2025 ».

Le Ministère ne dispose pas de renseignement sur le nombre d'enfants fréquentant un service de garde en milieu familial non reconnu puisque ceux-ci ne détiennent aucun permis, ni de reconnaissance de la part d'un BC.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-26

Le nombre d'enfants de 0 à 5 ans qui ne sont pas dans les services de garde éducatifs en 2025-2026 :

a) Par région;
b) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47 et 48-59 mois);
c) Au total.

Réponse

Les données sont présentées dans l'annexe A « Répartition des enfants âgés de 0 à 4 ans qui fréquentaient ou non un service de garde éducatif à l'enfance (SGEE), au 31 mai 2025 ». Les données disponibles sont fragmentées en fonction de l'âge (aux années) et ne sont pas réparties par région administrative.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-27

Subventions moyennes par enfant accordées aux CPE, aux RSGE et aux garderies privées subventionnées en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

.

Réponse

Barèmes des services directs et des services auxiliaires[1] des centres de la petite enfance (CPE) et des garderies subventionnées (GS) en 2025-2026 incluant la contribution parentale de 9,35 $ par jour, du 1er avril au 31 décembre 2025, et de 9,65 $ par jour à compter du 1er janvier 2026 ($)		
	CPE	**GS**
17 mois ou moins	83,49	80,30
18 à 47 mois	56,02	54,03
48 mois et plus	46,86	45,27

[1] Les services auxiliaires considérés concernent uniquement le volet A, soit, pour l'année 2025-2026, un montant de 9,44 $ par jour d'occupation des enfants admissibles à des services de garde éducatifs à l'enfance.

Contrairement à ceux des CPE et des GS, les barèmes de subventions des responsables d'un service de garde éducatif à l'enfance en milieu familial excluent le montant de la contribution parentale. Il faut l'ajouter aux barèmes pour comparer avec ceux des CPE et des GS.

Barèmes par jour d'occupation pour la garde éducative en milieu familial du 1er avril au 31 décembre 2025 ($)			
	Barème de subvention	**Contribution parentale**	**Total**
17 mois ou moins	56,53	9,35	**65,88**
18 mois et plus	41,53	9,35	**50,88**

Barèmes par jour d'occupation pour la garde éducative en milieu familial du 1er janvier au 31 mars 2026 ($)			
	Barème de subvention	**Contribution parentale**	**Total**
17 mois ou moins	56,23	9,65	**65,88**
18 mois et plus	41,23	9,65	**50,88**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-28

Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE, aux RSGE, aux garderies privées subventionnées et aux garderies non subventionnées, par région en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

Réponse

Le tableau suivant présente les subventions prévisionnelles accordées pour 2025-2026 aux CPE, BC et aux GS. Ces montants excluent les ajustements pour les calculs des subventions finales, qui seront basés sur les données des rapports financiers annuels 2025-2026. Aucune somme n'a été accordée aux GNS pour l'année 2025-2026.

Subvention prévisionnelle 2025-2026 ($)			
Région administrative	**CPE**	**BC**	**GS**
	Subvention de fonctionnement	**Subvention annuelle**	**Subvention de fonctionnement**
1. Bas-St-Laurent	48 610 019	23 655 665	1 816 712
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	63 675 585	28 896 354	18 250 031
3. Capitale-Nationale	172 905 900	59 764 564	96 096 728
4. Mauricie	69 607 482	27 875 882	8 775 273
5. Estrie	118 178 596	48 484 652	36 453 573
6. Montréal	445 845 974	122 785 565	359 603 429
7. Outaouais	91 668 203	40 396 750	55 073 805
8. Abitibi-Témiscamingue	39 680 801	14 229 614	1 762 997
9. Côte-Nord	26 215 940	7 021 998	-
10. Nord-du-Québec	5 184 978	746 931	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	21 327 918	10 072 131	326 266
12. Chaudière-Appalaches	115 218 326	49 797 218	25 937 946
13. Laval	73 653 905	39 661 394	73 391 539
14. Lanaudière	104 052 324	63 654 300	79 490 153
15. Laurentides	120 792 406	61 670 180	81 218 840
16. Montérégie	307 990 161	132 366 591	211 202 425
17. Centre-du-Québec	61 528 339	32 085 453	26 332 757
Ensemble des régions*	**1 886 136 858**	**763 165 242**	**1 075 732 475**

* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-29

Valeur et pourcentage de la valeur totale de la contribution parentale par type de service de garde éducatif pour une place subventionnée au 31 mars 2026.

Réponse

Le 1er janvier 2026, la contribution parentale est passée de 9,35 $ à 9,65 $ par jour.

En 2025-2026, les contributions parentales ont représenté 558,2 M$, soit 11,2 % du coût des places subventionnées.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-30

Coûts totaux des places à contribution réduites pour les exercices 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027. Veuillez nous fournir cette information au global, avec et sans la contribution parentale et par type de service de garde éducatif.

Réponse

Le coût total des places à contribution réduite prévues pour l'année financière 2025-2026 est de 4 977,5 M$:

2025-2026 [1]			
Type de service de garde	**Gouvernement**	**Parents**	**Coût total**
Centre de la petite enfance (CPE)	2 414,9 M$	253,9 M$	**2 668,7 M$**
Garderie subventionnée (GS)	1 196,9 M$	163,6 M$	**1 360,5 M$**
Bureau coordonnateur (BC) et responsable d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE)	807,6 M$	140,7 M$	**948,3 M$**
Total [2]	**4 419,3 M$**	**558,2 M$**	**4 977,5 M$**
Proportion	**88,8 %**	**11,2 %**	**100,0 %**

[1] Les chiffres ayant été arrondis, les sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-31

Coût réel moyen des places à contribution réduite :

a) Précisez la contribution de l'État et celle des parents (ventiler les contributions de base et additionnelles).
b) Précisez le pourcentage du coût représentant la contribution gouvernementale et la contribution des parents.
c) Ventiler par type de services : CPE, GS et milieu familial au 31 mars 2026.

Réponse

Coût moyen des places à contribution réduite en 2025-2026 [1]			
	État	**Parents**	**Total**
CPE	22 026 $	2 315 $	**24 340 $**
GS	17 383 $	2 375 $	**19 757 $**
Milieu familial	13 817 $	2 408 $	**16 225 $**

[1] Les chiffres ayant été arrondis, les sommes peuvent ne pas correspondre aux totaux indiqués.

2025-2026				
	CPE	**GS**	**Milieu familial**	**Total pondéré**
État	90,5 %	88,0 %	85,2 %	**88,8 %**
Parents	9,5 %	12,0 %	14,8 %	**11,2 %**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-32

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais généraux ou de services administratifs (nouveau mode de financement) pour l'année financière 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

Réponse

En 2025-2026, les sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de services administratifs totalisent 282,6 M$.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-33

Concernant la conversion de places non subventionnées en places subventionnées en 2025-2026, veuillez nous fournir l'information suivante, ventilée par région :

a) Le nom de la garderie;
b) La ville;
c) La circonscription électorale;
d) Le nombre de places;
e) La date de conversion;
f) Le type de conversion (en CPE ou en garderies privées subventionnées);
g) Le coût des places subventionnées converties en 2025-2026.

Réponse

La liste des projets retenus dans le cadre de l'appel de projets de la conversion de places non subventionnées en places subventionnées en 2025-2026 est disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/appels-projets

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

L'information sur le financement pour la conversion de 1 000 places a été annoncée dans le Budget 2025-2026 – Plan budgétaire disponible à l'adresse suivante :

https://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/budget/documents/Budget2526_PlanBudgetaire.pdf

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-34

Le 7 juin 2024, la ministre annonçait un appel de projets visant la conversion de 1 000 places supplémentaires non subventionnées en places à contribution réduite au courant de la prochaine année. En lien avec cette annonce, veuillez nous dire:

a) Le nom de la garderie;
b) La ville;
c) La circonscription électorale;
d) Le nombre de places;
e) La date de conversion;
f) Le type de conversion (en CPE ou en garderies privées subventionnées);
g) Le coût de ces places subventionnées converties en 2025-2026.

Réponse

a) à d) L'information se trouve à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Developpement-places/conversion-2024-projets-retenus.pdf.

e) L'information se trouve à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

f) Dans le cadre de l'appel de projets conversion 2024, l'ensemble des places ont été converties en garderie subventionnée.

g) L'information se trouve à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/finances/publications-adm/Budget/2425/Budget2425_PlanBudgetaire.pdf

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-35

Indiquer le nombre de places et le budget accordé, par type de service (CPE - installations, milieu familial [places à l'agrément et places réellement offertes], garderie subventionnée, non subventionnée), pour chacune des régions au 31 mars 2026.

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

Le budget accordé pour 2025-2026 est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/budgets/2025-2026/3_Credits_depenses_portefeuilles.pdf

Les données par région administrative ne sont pas disponibles.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-36

Veuillez nous fournir le montant versé en subventions en 2025-2026 pour le financement des infrastructures des CPE, par région.

Réponse

La subvention pour le financement des infrastructures finance des projets de différentes natures (rénovations, agrandissements, construction, améliorations locatives, etc.). La subvention couvre le remboursement annuel du capital et le paiement des intérêts relativement au prêt accordé aux CPE par l'institution financière désignée. Le Ministère verse la subvention directement au créancier pour et au nom du CPE.

Depuis le 1er avril 2024, le Ministère a remplacé le financement des projets PFI par l'institution financière désignée, par un paiement comptant. Ces projets sont financés à même les fonds publics plutôt que par l'intermédiaire d'une institution financière. De ce fait, le Ministère utilise deux modes de financement, soit, un financement par l'institution financière désignée pour des projet PFI ayant débuté avant le 1er avril 2024 et un paiement comptant pour les projets débutant depuis le 1er avril 2024.

Le nombre de places n'est pas associé à la subvention pour le financement des infrastructures, puisque les travaux et les déboursés s'effectuent selon le rythme de réalisation du projet et s'échelonnent sur plus d'une année.

Subvention versée pour le financement des infrastructures des CPE 2025-2026
Capital et paiement des intérêts
(donnée au 31 janvier 2026)

Région administrative	Montant ($)
1. Bas-Saint-Laurent	1 603 017
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 416 016
3. Capitale-Nationale	4 258 763
4. Mauricie	1 737 495
5. Estrie	2 396 028
6. Montréal	10 132 803
7. Outaouais	2 954 306
8. Abitibi-Témiscamingue	1 309 665
9. Côte-Nord	1 385 772
10. Nord-du-Québec	2 969 570
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	890 849
12. Chaudière-Appalaches	3 129 164
13. Laval	2 314 987
14. Lanaudière	3 131 019
15. Laurentides	3 472 475
16. Montérégie	8 267 662
17. Centre-du-Québec	1 347 572
Total	**52 717 160**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-36

La liste suivante présente les projets de construction en CPE sous permis depuis en 2025-2026, en date du 31 janvier 2026.

Région administrative	Nom du CPE	Nombre de places	Coûts totaux estimés du projet en $*
Abitibi-Témiscamingue	CPE CHEZ CALIMÉRO	33	4 912 770,76
Bas-Saint-Laurent	CPE LES CALINOURS	50	3 198 898,17
Capitale-Nationale	CPE PERCÉE DE SOLEIL INC.	80	4 394 670,06
	CPE AU COEUR ENFANTIN	75	4 413 274,00
Centre-du-Québec	CPE MINI-CAMPUS INC.	49	2 747 095,65
	CPE PLUMEAU-SOLEIL	80	3 978 789,42
Chaudière-Appalaches	CPE ENFANT-BONHEUR INC.	55	2 775 765,05
	CPE ENTRE FLEUVE ET MONTAGNES (ancien CPE l'aquarelle)	60	3 155 430,49
	CPE PASSE-LACETS	52	2 912 074,2
	CPE LA TOURNIQUETTE	62	3 056 489,02
Estrie	CPE MAGIMO	63	2 925 981,74
Lanaudière	CPE CHATON-SOLEIL	80	4 866 351,13
	CPE LA PIROULINE INC.	80	3 728 141,87
	CPE LA ROSE DES VENTS	80	4 758 056,6
	CPE L'ANTRE-TEMPS	60	3 161 091,77
Mauricie	CPE LE PIPANDOR	81	3 524 657,85
	CPE LE PETIT CHAMPLAIN	26	1 983 815,29
	CPE LES SOLEILS DE MÉKINAC	26	2 255 381,27
Montérégie	CPE DU HAUT-RICHELIEU	80	4 440 436,22
	CPE LES JARDINS D'HONORINE INC.	55	3 086 406,48
Outaouais	CPE AUX MILLE COULEURS INC.	44	2 317 503,1
	RÉSEAU PETITS PAS	60	3 447 596,86
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CPE GARI-GATOU INC.	66	3 236 107,07
Total	**23**	**1 397**	**79 276 784,07**

* Le coût présenté pour ces projets inclut le terrain et n'est pas complètement finalisé et sera ajusté lors de la réception des dernières factures.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-37

Pour chaque CPE ouvert en 2025-2026, veuillez nous indiquer le montant prévu lors de l'attribution des places pour la construction du CPE (infrastructure) et le montant final du projet (infrastructure).

Réponse

Le Ministère n'a pas de somme prévue lors de l'attribution des places. Il finance le projet selon les règles budgétaires en vigueur. À cet effet vous trouverez dans le tableau à la page suivante le montant avant la mise de fonds et l'enveloppe exceptionnelle ainsi que le montant final.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-37

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	No d'installation	Date d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure ($)	Enveloppe de financement exceptionnelle ($)	Mise de fonds ($)	Coûts totaux du projet ($)
CPE LES CALINOURS NOTRE-DAME 2 *	50	3006-2151	2025-09-29	2 830 226	-	368 671	3 198 898
CPE GARI-GATOU INC. *	66	3006-1740	2025-08-25	3 195 151	-	40 955	3 236 107
CPE PERCÉE DE SOLEIL II *	80	3006-1291	2025-05-26	4 368 671	-	25 999	4 394 670
AU COEUR ENFANTIN *	75	3006-1374	2025-09-29	4 413 274	-	-	4 413 274
CPE LE PETIT CHAMPLAIN *	26	3006-2271	2026-01-26	1 683 614	138 989	161 211	1 983 815
CPE LES SOLEILS DE MÉKINAC *	26	3006-1771	2026-01-26	1 833 475	117 778	304 127	2 255 381
CPE LE PIPANDOR *	81	3006-1778	2025-07-02	3 496 038	-	28 620	3 524 658
CPE MAGIMO - INSTALLATION LE VILLAGE *	63	3006-2073	2025-11-17	2 925 982	-	-	2 925 982
CPE AUX MILLE COULEURS *	44	3006-1231	2025-06-30	2 317 503	-	-	2 317 503
RÉSEAU PETITS PAS INSTALLATION DESJARDINS *	60	3006-2356	2025-07-28	3 084 878	362 718	-	3 447 597
CPE CHEZ CALIMÉRO *	33	3006-1945	2025-06-02	3 894 204	196 379	822 187	4 912 771
CPE ENFANCE LA TOURNIQUETTE (LA CANOPÉE) *	62	3006-1032	2025-11-03	2 848 650	-	207 839	3 056 489
CPE ENFANT-BONHEUR (INST. L'ENVOLÉE) *	55	3006-1796	2025-06-23	2 375 615	-	400 150	2 775 765
CPE ENTRE FLEUVE ET MONTAGNES	60	3006-1886	2025-07-07	2 670 575	391 105	93 750	3 155 430
CPE PASSE-LACETS *	52	3006-1889	2025-09-08	2 770 609	98 872	42 592	2 912 074
CPE LA PIROULINE INC. (INST. TERREBONNE) *	80	3005-9624	2025-10-14	3 659 316	-	68 825	3 728 142

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-37

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	No d'installation	Date d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure ($)	Enveloppe de financement exceptionnelle ($)	Mise de fonds ($)	Coûts totaux du projet ($)
CPE CHATON-SOLEIL (INST. ÉTOILE) *	80	3006-2710	2025-06-26	4 057 536	615 929	192 885	4 866 351
LA ROSE DES VENTS (INST. MIRABEL) *	80	3005-9602	2025-06-09	4 062 596	695 460	-	4 758 057
CPE L'ANTRE-TEMPS *	60	3006-1998	2025-07-07	2 858 276	295 591	7 224	3 161 092
CPE DU HAUT-RICHELIEU *	80	3006-2066	2025-08-11	4 160 861	-	279 575	4 440 436
CPE PLUMEAU-SOLEIL - INST. UQTR *	80	3006-0974	2025-11-10	3 416 100	-	562 689	3 978 789
CENTRE À LA PETITE ENFANCE MINI-CAMPUS INC. *	49	3006-2267	2025-09-29	2 678 655	32 135	36 305	2 747 096
CPE "LES JARDINS D'HONORINE" INC.*	55	3006-1443	2026-01-19	2 783 293	-	303 113	3 086 406

* Puisque certains travaux peuvent être réalisés après l'ouverture soit par exemple l'aménagement extérieur et que le ministère reçoit fréquemment les factures finales plusieurs mois après l'ouverture d'un service de garde, le coût présenté pour ces projets n'est pas complètement finalisé et sera ajusté lors de la réception des dernières factures.

** Le montant peut différer en raison des arrondis.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-38

Indiquer le budget réellement investi pour le maintien des infrastructures des CPE en 2025-2026 et les prévisions pour les 5 prochaines années.

Réponse

La dépense probable pour le maintien des infrastructures des CPE pour 2025-2026 est de 10,1 M$.

Les sommes prévues pour les cinq prochaines années sont disponibles à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/budgets/2026-2027/6_plan_quebecois_infrastructures.pdf

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Veuillez nous fournir la liste des projets d'infrastructures des CPE autorisés par le ministère depuis le 1er janvier 2021 en indiquant :

a) Le nom du CPE;
b) Le nombre de places autorisées;
c) La ville;
d) La région;
e) La circonscription électorale;
f) La date d'attribution des places;
g) La date prévue de l'ouverture de l'installation;
h) L'estimation du coût de l'infrastructure;
i) Le coût du projet autorisé;
j) Le coût du projet en date d'aujourd'hui;
k) S'il y a dépassement de coûts, veuillez nous indiquer le dépassement de coûts autorisé et les raisons de ce dépassement de coûts;
l) Si le projet est terminé, veuillez nous indiquer :
    i. La raison de la fin du projet (retour des places, récupération des places, ouverture de l'installation, etc.),
    ii. Le coût final de l'infrastructure,
    iii. La date d'ouverture de la nouvelle installation.

Réponse

La liste à la page suivante présente les projets de construction d'une nouvelle installation sous permis du 1er janvier 2021 au 31 janvier 2026. Il est important de préciser que la colonne « enveloppe de financement exceptionnelle ($) » correspond aux dépassements du coût des projets par rapport aux enveloppes de financement des infrastructures. Ces enveloppes sont indexées seulement une fois par année en fonction de l'indice des prix à la construction du domaine de la construction alors que l'inflation se fait sentir tout au cours de l'année.

De plus, un rehaussement de 76 % des enveloppes de financement du Programme de financement des infrastructures a été effectué en juin 2022, pour mettre à niveau le financement en fonction des conditions du marché et plusieurs de ces projets se comparent aux enveloppes de financement avant ce rehaussement. La grande majorité des enveloppes exceptionnelles ont été octroyées avec les enveloppes avant le rehaussement de 76 %.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d'attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure ($)	Enveloppe de financement exceptionnelle ($)	Mise de fonds ($)	Coûts totaux du projet ($)	Justification projets terminés
CPE PETIT À PETIT	62	Contrecoeur	16. Montérégie	Verchères	2012-11-12	2021-03-08	1 537 378	-	-	1 537 378	Ouverture de l'installation
CPE L'ATTRAIT MIGNON	80	Longueuil	16. Montérégie	Taillon	2012-11-12	2021-03-08	2 313 490	61 893	462 166	2 837 549	Ouverture de l'installation
CPE TOUT-PETIT, TOUTE-PETITE	80	Sherbrooke	05. Estrie	Sherbrooke	2012-11-12	2021-03-26	2 225 312	186 635	188 017	2 599 964	Ouverture de l'installation
LES JEUNES POUSSES DES JARDINS DU QUÉBEC / Inst. AU GRÉ DU VENT	75	Saint-Cyprien-de-Napierville	16. Montérégie	Huntingdon	2012-11-12	2021-03-29	1 795 569	236 744	-	2 032 313	Ouverture de l'installation
CPE SOULANGES	80	Les Coteaux	16. Montérégie	Soulanges	2012-11-12	2021-03-31	1 683 342	-	157 183	1 840 525	Ouverture de l'installation
CPE KALÉIDOSCOPE CHILD CARE CENTER	80	Saint-Chrysostome	16. Montérégie	Huntingdon	2012-11-12	2021-04-26	1 538 923	213 879	276 449	2 029 250	Ouverture de l'installation
CPE RAYONS DE SOLEIL DE ROXTON POND INC.	39	Saint-Joachim-de-Shefford	16. Montérégie	Johnson	2013-12-03	2021-06-08	1 072 931	456 987	141 329	1 671 248	Ouverture de l'installation
CPE ANDRÉ-LAURENDEAU	44	LaSalle	06. Montréal	Marguerite-Bourgeoys	2013-12-03	2021-06-28	1 289 129	622 369	409 437	2 320 935	Ouverture de l'installation
CPE FLEUR ET MIEL*	42	Rouyn-Noranda	08. Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	2012-11-12	2021-08-30	1 293 141	403 142	531 384	2 227 667	Ouverture de l'installation
CPE LA BECQUÉE /INST. DES PETITS POMMIERS	62	Scott	12. Chaudière-Appalaches	Beauce-Nord	2013-12-03	2021-08-30	1 379 704	313 630	282 812	1 976 146	Ouverture de l'installation
CPE LES PETITS FRIPONS	60	Gatineau	07. Outaouais	Papineau	2020-02-13	2021-08-30	1 768 938	-	1 010 850	2 779 787	Ouverture de l'installation

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d'attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure ($)	Enveloppe de financement exceptionnelle ($)	Mise de fonds ($)	Coûts totaux du projet ($)	Justification projets terminés
CPE LA PELUCHE* /INSTALLATION LA VOLIÈRE	78	Beaupré	03. Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	2013-12-03	2021-09-01	3 259 585	1 799 159	195 045	5 253 789	Ouverture de l'installation
CPE MIKUPISHAKAN	50	Mingan	09. Côte-Nord	Duplessis	2008-10-31	2021-09-13	1 108 061	-	223 573	1 331 634	Ouverture de l'installation
CPE LES COPAINS D'ABORD	70	Saint-Mathieu-de-Beloeil	16. Montérégie	Montarville	2013-12-03	2021-09-13	1 860 433	938 558	70 000	2 868 991	Ouverture de l'installation
CPE LES P'TITS FLOTS INC.*	60	Amqui	01. Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	2013-12-03	2021-09-27	1 483 771	689 902	20 321	2 193 994	Ouverture de l'installation
CPE DE MATANE / Inst. L'ESCOUADE DES BESTIOLES*	70	Matane	01. Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	2020-02-13	2021-10-25	3 302 103	523 725	100 204	3 926 033	Ouverture de l'installation
CPE ENFANT-BONHEUR INC.	40	Montmagny	12. Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	2013-11-19	2021-12-06	1 510 271	186 024	236 078	1 932 374	Ouverture de l'installation
CPE LE CHAT PERCHÉ	80	Repentigny	14. Lanaudière	Repentigny	2013-12-03	2022-01-10	2 241 552	-	793 114	3 034 666	Ouverture de l'installation
CPE DE NOTRE-DAME-DU-LAUS	29	Notre-Dame-du-Laus	15. Laurentides	Labelle	2018-12-10	2022-01-26	911 963	343 729	273 611	1 529 303	Ouverture de l'installation
CPE CHEZ-NOUS CHEZ-VOUS	50	Montréal	06. Montréal	Laurier-Dorion	2013-12-03	2022-02-21	998 240	84 829	324 722	1 407 790	Ouverture de l'installation
CPE CITRONNELLE	80	Salaberry-de-Valleyfield	16. Montérégie	Beauharnois	2012-11-12	2022-03-21	1 888 434	-	518 015	2 406 449	Ouverture de l'installation
CPE L'ENCHANTÉ	80	Boischatel	03. Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	2013-12-03	2022-03-21	2 277 701	359 414	343 813	2 980 927	Ouverture de l'installation

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d'attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure ($)	Enveloppe de financement exceptionnelle ($)	Mise de fonds ($)	Coûts totaux du projet ($)	Justification projets terminés
CPE DE MATANE / Inst. L'ÉQUIPAGE DES PETITS*	80	Matane	01. Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	2020-02-13	2022-03-31	2 225 213	-	430 355	2 655 568	Ouverture de l'installation
CPE LES P'TITS MONTOIS	50	Mont-Joli	01. Bas-Saint-Laurent	Matane-Matapédia	2012-11-12	2022-04-11	1 313 629	339 463	-	1 653 091	Ouverture de l'installation
CPE POP SOLEIL	39	Richmond	05. Estrie	Richmond	2013-12-03	2022-04-28	1 511 305	847 967	60 812	2 420 084	Ouverture de l'installation
CPE LA MARELLE INC.	60	Sorel-Tracy	16. Montérégie	Richelieu	2013-12-03	2022-05-31	1 862 316	808 929	22 357	2 693 602	Ouverture de l'installation
CPE "AUX PETITS TRÉSORS"	29	Desbiens	02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Roberval	2022-01-26	2022-06-20	1 450 466	175 198	88 691	1 714 355	Ouverture de l'installation
CPE CHEZ-MOI CHEZ-TOI ET BCGMF *	39	Bécancour	17. Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	2013-12-03	2022-07-25	1 295 748	605 494	192 550	2 093 793	Ouverture de l'installation
CPE CLAIR-SOLEIL DE MASCOUCHE	60	Mascouche	14. Lanaudière	Masson	2013-12-03	2022-08-01	2 123 297	301 766	724 015	3 149 078	Ouverture de l'installation
CPE TAKINAGAN	49	Lac-Simon	08. Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Est	2012-11-12	2022-08-16	1 231 374	348 874	100 000	1 680 247	Ouverture de l'installation
CPE L'AURORE BORÉALE*	21	Saint-Valérien	01. Bas-Saint-Laurent	Rimouski	2021-12-20	2022-08-22	1 763 037	-	126 784	1 889 821	Ouverture de l'installation
CPE NID DES PETITS ST-RAYMOND	44	Saint-Raymond	03. Capitale-Nationale	Portneuf	2013-12-03	2022-09-06	1 163 086	146 509	488 861	1 798 456	Ouverture de l'installation
CPE BOUTON DE ROSE	80	Berthierville	14. Lanaudière	Berthier	2013-12-03	2022-09-06	1 973 520	-	586 840	2 560 361	Ouverture de l'installation
CPE MON MONDE À MOI	80	La Prairie	16. Montérégie	Marie-Victorin	2013-12-03	2022-09-19	2 494 779	528 624	674 001	3 697 405	Ouverture de l'installation

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d'attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure ($)	Enveloppe de financement exceptionnelle ($)	Mise de fonds ($)	Coûts totaux du projet ($)	Justification projets terminés
CPE PLANÈTE SOLEIL	65	Chibougamau	10. Nord-du-Québec	Ungava	2012-11-12	2022-09-28	1 932 126	613 127	539 014	3 084 267	Ouverture de l'installation
CPE TAM-TAM	80	Châteauguay	16. Montérégie	Châteauguay	2012-11-12	2022-10-03	1 720 009	461 254	314 086	2 495 349	Ouverture de l'installation
CPE LES FARFADETS DE LA POINTE*	60	Rimouski	01. Bas-Saint-Laurent	Rimouski	2013-12-03	2022-11-28	1 620 203	790 579	-	2 410 781	Ouverture de l'installation
CPE LA MÈRE SCHTROUMPH	80	Candiac	16. Montérégie	Sanguinet	2012-11-12	2023-03-20	3 894 002	326 163	116 402	4 336 567	Ouverture de l'installation
CPE GRIPETTE*	39	Nicolet	17. Centre-du-Québec	Nicolet-Bécancour	2013-12-03	2023-03-20	1 048 894	526 691	405 483	1 981 069	Ouverture de l'installation
CPE LES PETITS SOLEILS MAGIQUES	29	Saint-Anaclet-de-Lessard	01. Bas-Saint-Laurent	Rimouski	2013-12-03	2023-05-15	844 966	798 355	71 458	1 714 778	Ouverture de l'installation
CPE LES JEUNES POUSSES DES JARDINS DU QUÉBEC / Inst. PETITES RÉCOLTES	77	Saint-Jacques-le-Mineur	16. Montérégie	Huntingdon	2013-12-03	2023-06-26	3 715 732	288 974	50 961	4 055 668	Ouverture de l'installation
CPE AU CŒUR DES MÉSANGES	80	Sherbrooke	05. Estrie	Sherbrooke	2020-02-13	2023-06-27	2 813 826	1 695 330	23 700	4 532 855	Ouverture de l'installation
CPE DES JARDINS JOLIS	25	Saint-Modeste	01. Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata	2021-08-23	2023-09-05	1 568 934	370 124	300 936	2 239 994	Ouverture de l'installation
CPE LA VEILLEUSE	21	Saint-Alban	03. Capitale-Nationale	Portneuf	2021-08-23	2023-11-14	1 158 570	10 460	366 494	1 535 525	Ouverture de l'installation
CPE LE CHÂTEAU DES FRIMOUSSES	80	Farnham	05. Estrie	Brome-Missisquoi	2013-12-03	2023-11-20	1 927 976	854 649	725 129	3 507 754	Ouverture de l'installation

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d'attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure ($)	Enveloppe de financement exceptionnelle ($)	Mise de fonds ($)	Coûts totaux du projet ($)	Justification projets terminés
CPE "LA P'TITE CHUTE"	70	Québec	03. Capitale-Nationale	Montmorency	2021-08-23	2024-05-06	3 158 783	573 678	290 894	4 023 355	Ouverture de l'installation
CPE LA PELUCHE / INST BORÉALE*	70	Saint-Ferréol-les-Neiges	03. Capitale-Nationale	Charlevoix-Côte-de-Beaupré	2024-05-23	2024-08-26	2 731 099	496 390	106 986	3 334 476	Ouverture de l'installation
CPE TOURNESOL INC.	93	Saint-Jérôme	15. Laurentides	Saint-Jérôme	2012-11-12	2024-09-03	3 727 704	195 388	417 329	4 340 420	Ouverture de l'installation
CPE LE CHEVAL SAUTOIR	80	Trois-Rivières	04. Mauricie	Trois-Rivières	2021-08-23	2024-09-03	4 383 715	-	-	4 383 715	Ouverture de l'installation
L'ENFANT DU FLEUVE INC.*	78	Rimouski	01. Bas-Saint-Laurent	Rimouski	2021-08-23	2024-09-23	3 865 938	12 142	38 626	3 916 705	Ouverture de l'installation
CPE FANFAN SOLEIL INST. DUQUET*	64	Sainte-Thérèse	15. Laurentides	Groulx	2012-11-12	2024-09-30	2 020 606	1 378 782	163 822	3 563 210	Ouverture de l'installation
CPE "LA BELLE JOURNÉE" INC.*	71	Chandler	11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Bonaventure	2022-03-07	2024-09-30	3 196 395	635 999	129 832	3 962 226	Ouverture de l'installation
CPE LE KANGOUROU-INSTALLATION ST-BASILE*	39	Saint-Basile	03. Capitale-Nationale	Portneuf	2021-08-23	2024-10-15	2 130 475	-	27 290	2 157 765	Ouverture de l'installation
CPE STATION ENFANCE DES MOULINS (INST. TERREBONNE)*	80	Terrebonne	14. Lanaudière	Terrebonne	2014-02-21	2024-10-16	3 498 009	176 756	176 756	3 851 521	Ouverture de l'installation
CPE AU COEUR DES DÉCOUVERTES	25	Saint-Cyrille-de-Wendover	05. Estrie	Drummond-Bois-Francs	2013-12-03	2024-10-24	3 441 082	15 000	-	3 456 082	Ouverture de l'installation

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d'attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure ($)	Enveloppe de financement exceptionnelle ($)	Mise de fonds ($)	Coûts totaux du projet ($)	Justification projets terminés
CPE SOLEIL SOURIANT (INST. ST-CONSTANT)	80	Saint-Constant	16. Montérégie	Sanguinet	2013-12-03	2024-10-28	3 340 539	1 482 306	471 473	5 294 319	Ouverture de l'installation
CPE MA BELLE GRENOUILLE (inst. CPE L'ÉTOILE POLAIRE)	80	Québec	03. Capitale-Nationale	Chauveau	2021-08-23	2024-11-25	3 993 065	-	-	3 993 065	Ouverture de l'installation
CPE MA BELLE GRENOUILLE (Inst. CPE LE TREMPLIN)	80	Québec	03. Capitale-Nationale	Chauveau	2021-08-23	2024-11-25	4 023 822	-	-	4 023 822	Ouverture de l'installation
CPE LA BECQUÉE /inst. DES PETITS POMMIERS - SCOTT 2*	62	Scott	12. Chaudière-Appalaches	Beauce-Nord	2021-12-20	2024-11-25	3 429 164	-	-	3 429 164	Ouverture de l'installation
CPE PLUS GRAND QUE NATURE*	60	Sainte-Hélène-de-Bagot	16. Montérégie	Saint-Hyacinthe	2022-01-26	2024-11-26	3 408 830	252 213	-	3 661 043	Ouverture de l'installation
CPE SOUS LES ÉTOILES	28	Saint-Sébastien	05. Estrie	Mégantic	2022-02-04	2024-12-02	1 345 919	-	425 028	1 770 947	Ouverture de l'installation
CPE LES PETITS CAILLOUX « INSTALLATION DE ST-HONORÉ #2	68	Saint-Honoré	02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Chicoutimi	2021-12-20	2024-12-16	3 173 439	-	-	3 173 439	Ouverture de l'installation
CPE "LA BECQUÉE" - INS DE SAINTE-HÉNÉDINE*	62	Sainte-Hénédine	12. Chaudière-Appalaches	Beauce-Nord	2023-09-14	2024-12-16	2 885 022	-	-	2 885 022	Ouverture de l'installation
CPE LA BECQUÉE / Inst. DES PETITS POMMIERS*	62	Frampton	12. Chaudière-Appalaches	Beauce-Nord	2022-08-24	2024-12-16	2 474 153	-	331 905	2 806 058	Ouverture de l'installation

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d'attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure ($)	Enveloppe de financement exceptionnelle ($)	Mise de fonds ($)	Coûts totaux du projet ($)	Justification projets terminés
LACET DE BOTTINE, L'éveil (temporaire)*	98	Sainte-Marie	12. Chaudière-Appalaches	Beauce-Nord	2021-12-20	2025-01-27	4 642 551	255 773	59 502	4 957 826	Ouverture de l'installation
CPE PERCÉE DE SOLEIL II*	80	Québec	03. Capitale-Nationale	Montmorency	2021-12-10	2025-05-26	4 368 671	-	25 999	4 394 670	Ouverture de l'installation
CPE CHEZ CALIMÉRO*	33	Ville-Marie	08. Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	2023-02-07	2025-06-02	3 894 204	196 379	822 188	4 912 771 **(2 251 687)**[1]	Ouverture de l'installation
[1] Prix pour Relocalisation et développement de place 4 912 771$. Parcelle de terrain pouvant être fournie que par le voisin adjacent pour un montant de 182 833 $. Le coût de la parcelle étant très élevé. Le projet de construction visait la relocalisation de 39 places existantes, et le développement de 33 nouvelles places pour un total de 72 places dont 20 poupons. Ainsi, le coût par place (pour les 72 places) est de 68 233$. Les dépassements s'expliquent aussi par les coûts de construction très élevés dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, en raison de l'éloignement et du nombre limité de ressources disponibles (fournisseurs, entrepreneurs, professionnels).										
LA ROSE DES VENTS (INST. MIRABEL)*	80	Blainville	15. Laurentides	Blainville	2020-07-02	2025-06-09	4 062 596	695 461	-	4 758 057	Ouverture de l'installation
CPE ENFANT-BONHEUR (INST. L'ENVOLÉE)*	55	Montmagny	12. Chaudière-Appalaches	Côte-du-Sud	2022-07-13	2025-06-23	2 375 615	-	400 150	2 775 765	Ouverture de l'installation
CPE CHATON-SOLEIL (INST. ÉTOILE)*	80	Mascouche	14. Lanaudière	Masson	2020-07-02	2025-06-26	4 057 536	615 930	192 886	4 866 351	Ouverture de l'installation
CPE AUX MILLE COULEURS*	44	Saint-André-Avellin	07. Outaouais	Papineau	2022-08-09	2025-06-30	2 317 503	-	-	2 317 503	Ouverture de l'installation
CPE LE PIPANDOR*	81	Shawinigan	04. Mauricie	Laviolette-Saint-Maurice	2023-07-12	2025-07-02	3 496 038	-	28 620	3 524 658	Ouverture de l'installation
CPE ENTRE FLEUVE ET MONTAGNES*	60	Saint-Damien-de-Buckland	12. Chaudière-Appalaches	Bellechasse	2022-05-17	2025-07-07	2 670 575	391 106	93 750	3 155 430	Ouverture de l'installation
CPE L'ANTRE-TEMPS*	60	Sainte-Agathe-des-Monts	15. Laurentides	Labelle	2023-05-11	2025-07-07	2 858 276	295 592	7 224	3 161 092	Ouverture de l'installation

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d'attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure ($)	Enveloppe de financement exceptionnelle ($)	Mise de fonds ($)	Coûts totaux du projet ($)	Justification projets terminés
RÉSEAU PETITS PAS INSTALLATION DESJARDINS*	60	Maniwaki	07. Outaouais	Gatineau	2023-06-19	2025-07-28	3 084 878	362 718	-	3 447 597	Ouverture de l'installation
CPE DU HAUT-RICHELIEU*	80	Saint-Jean-sur-Richelieu	16. Montérégie	Saint-Jean	2023-03-14	2025-08-11	4 160 861	-	279 575	4 440 436	Ouverture de l'installation
CPE GARI-GATOU INC.*	66	Saguenay	02. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Jonquière	2022-04-13	2025-08-25	3 195 151	-	40 956	3 236 107	Ouverture de l'installation
CPE PASSE-LACETS*	52	Saint-Prosper	12. Chaudière-Appalaches	Beauce-Sud	2022-05-17	2025-09-08	2 770 609	98 872	42 593	2 912 074	Ouverture de l'installation
CPE LES CALINOURS NOTRE-DAME 2*	50	Témiscouata-sur-le-Lac	01. Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup-Témiscouata-	2023-08-02	2025-09-29	2 830 226	-	368 672	3 198 898	Ouverture de l'installation
AU COEUR ENFANTIN*	75	Québec	03. Capitale-Nationale	La Peltrie	2022-02-10	2025-09-29	4 413 274	-	-	4 413 274	Ouverture de l'installation
CENTRE À LA PETITE ENFANCE MINI-CAMPUS INC.*	49	Drummondville	17. Centre-du-Québec	Johnson	2023-04-20	2025-09-29	2 678 655	32 136	36 305	2 747 096	Ouverture de l'installation
CPE LA PIROULINE INC. (INST. TERREBONNE)*	80	Terrebonne	14. Lanaudière	Terrebonne	2020-05-29	2025-10-14	3 659 316	-	68 826	3 728 142	Ouverture de l'installation
CPE ENFANCE LA TOURNIQUETTE (LA CANOPÉE)*	62	Thetford Mines	12 Chaudière-Appalaches	Lotbinière-Frontenac	2021-05-27	2025-11-03	2 848 650	-	207 839	3 056 489	Ouverture de l'installation
CPE PLUMEAU-SOLEIL - INST. UQTR*	80	Drummondville	17. Centre-du-Québec	Johnson	2022-09-12	2025-11-10	3 416 100	-	562 689	3 978 789	Ouverture de l'installation
CPE MAGIMO - INSTALLATION LE VILLAGE*	63	Saint-Denis-de-Brompton	05. Estrie	Richmond	2023-05-15	2025-11-17	2 925 982	-	-	2 925 982	Ouverture de l'installation

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-39

Nom du CPE	Nombre de places réalisées	Ville	Région	Circonscription électorale	Date d'attribution des places	Date prévue d'ouverture de l'installation (réalisation des places)	Estimation du coût de financement de l'infrastructure ($)	Enveloppe de financement exceptionnelle ($)	Mise de fonds ($)	Coûts totaux du projet ($)	Justification projets terminés
CPE "LES JARDINS D'HONORINE" INC.*	55	Saint-Hyacinthe	16. Montérégie	Saint-Hyacinthe	2021-08-23	2026-01-19	2 783 293	-	303 113	3 086 406	Ouverture de l'installation
CPE LE PETIT CHAMPLAIN*	26	Champlain	04. Mauricie	Champlain	2022-12-01	2026-01-26	1 683 614	138 989	161 212	1 983 815	Ouverture de l'installation
C.P.E. LES SOLEILS DE MÉKINAC*	16	Saint-Tite	04. Mauricie	Champlain	2022-12-06	2026-01-26	1 833 475	117 779	304 128	2 255 381	Ouverture de l'installation

* Le coût présenté pour ces projets n'est pas complètement finalisé et sera ajusté lors de la réception des dernières factures.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-40

Pour 2025-2026, veuillez nous indiquer :

a) La création brute de places (nombre total de places subventionnées créées par le Ministère, en installations permanentes et en installations temporaires) ventilé par région et par type de service de garde (CPE, garderies subventionnées, installation temporaire et milieu familial)

b) La création nette de places (nombre total de places subventionnées créées par le Ministère, en installations permanentes et en installations temporaires en soustrayant de ce nombre les places ayant été récupérées par le Ministère auprès des titulaires de permis ou retournées volontairement par ces derniers) ventilé par région et par type de service de garde (CPE, garderies subventionnées, installation temporaire et milieu familial).

Réponse

a) et b) Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-41

Le 13 octobre 2023, la ministre de la Famille annonçait la récupération des places qui prennent trop de temps à se rendre disponibles (ex. : délai de construction problématique).

Pour chacune des places récupérées, veuillez nous indiquer :

a) Le nom de l'installation;
b) Le type d'installation (CPE, GS, etc.);
c) La circonscription électorale;
d) La région;
e) La raison de la récupération;
f) La date où les places avaient été attribuées;
g) La date où les places ont été récupérées.

Réponse

Liste des places récupérées par le Ministère, par type de services de garde, en 2025-2026 (au 31 janvier 2026)

Région administrative	Nom de l'installation	Nombre de places subventionnées récupérées par le Ministère	Type de garde	Date d'octroi des places	Date de récupération des places
3. Capitale-Nationale	CPE LES P'TITS LOUPS (LIMOILOU)	10	CPE	2022-08-24	2025-04-03
3. Capitale-Nationale	BRIN DE FOLIE	16	CPE	2021-12-20	2025-05-09
5. Estrie	CPE LE SOLEIL DE JEANNOT (INST. COWIE)	5	CPE	2025-02-06	2025-09-30
7. Outaouais	PROJET CENTRE ÉDUCATIF LE PETIT CAMPUS	80	GS	2021-08-23	2025-06-06
15. Laurentides	PROJET ACADEMIE DE L'ENFANCE II	78	GS	2022-02-04	2025-09-05

Toutes ces places ont été récupérées en raison du non-avancement du projet.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-42

Le 13 octobre 2023, la ministre de la Famille annonçait une nouvelle initiative pour accélérer la disponibilité de places. À court terme, de nouveaux appels de projets pourraient permettre l'accès rapide à au moins 400 nouvelles places pour poupons et à 100 autres pour les enfants âgés de 18 mois et plus. À la suite de cette annonce, veuillez nous fournir :

a) La date de l'appel de projets;
b) La liste des projets déposés;
c) L'évaluation de chacun des projets par le Ministère;
d) La liste des projets choisis en indiquant;
e) Le nom de l'installation;
f) Le nombre de places attribuées;
g) La circonscription électorale;
h) La région;
i) La date d'ouverture des nouvelles places ou la date prévue d'ouverture des nouvelles places.

Réponse

Les listes des projets retenus dans le cadre des appels de projets sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/appels-projets

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-43

Le 15 février 2024, la ministre de la Famille annonçait le développement de 1 197 nouvelles places subventionnées en services de garde éducatifs à l'enfance. De ce nombre, plus de 900 seront créées en quelques semaines.

Veuillez nous fournir, depuis l'annonce :

a) L'installation ayant obtenu des places en indiquant le type d'installation (CPE / GS);
b) La ville;
c) La circonscription électorale;
d) Le nombre de places;
e) La date prévue d'ouverture de l'installation;
f) La date d'ouverture de l'installation;
g) Le coût prévu de l'infrastructure (pour les CPE);
h) Le coût final de l'infrastructure (pour les CPE).

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-44

Sur les 9 étapes du processus optimisé de développement des places annoncé en 2021, veuillez nous indiquer le délai de traitement moyen (en mois) pour chacune des étapes suivantes :

1) Octroi des places et démarrage du projet
2) Dépôt de l'étude d'opportunité et approbation;
3) Dépôt des plans et approbation du budget préliminaire;
4) Appel d'offres et choix de l'entrepreneur;
5) Approbation du budget final et autorisation à commencer les travaux;
6) Réalisation des travaux;
7) Dépôt des documents pour la délivrance du permis;
8) Approbation des locaux;
9) Délivrance des permis.

Réponse

Les tableaux suivants présentent les délais, en mois, par phase, pour la construction d'une nouvelle installation de centre de la petite enfance (CPE) et de garderie subventionnée (GS), pour les appels de projets (ADP-2020 et suivants).

Certaines étapes peuvent être réalisées de manière concomitante, les délais sont donc regroupés par phase. Ainsi, les étapes 1 et 2 se retrouvent à la phase 1, les étapes 3, 4 et 5 à la phase 2, l'étape 6 à la phase 3 et les étapes 7, 8 et 9 à la phase 4.

Le délai moyen pour rendre accessibles les places en installation (temporaire ou permanente) est de 24,28 mois.

Délai moyen afin de rendre accessibles les places en installation temporaire* :

Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Total**
N. A.	N. A.	N. A.	N. A.	15,50

* Notez que les projets en installation temporaire ne suivent pas le processus des 4 phases (9 étapes).

Délai moyen afin de rendre accessibles les places en installation permanente :

Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Total**
11,09	6,17	10,06	1,52	28,84

** Chaque donnée par phase est une moyenne. L'addition de moyennes ne peut ainsi égaler à une moyenne totale.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-45

Concernant le bureau d'accélération des projets créé à l'hiver 2023, veuillez nous indiquer :

a) La composition du bureau (organigramme);
b) Le nombre de professionnels affectés à temps plein au bureau;
c) Le nombre de professionnels affectés à temps partiel au bureau;
d) Le nombre de techniciens affectés à temps plein au bureau;
e) Le nombre de techniciens affectés à temps partiel au bureau;
f) Le nombre de nouveau ETC engagés pour le bureau;
g) Le rôle du bureau;
h) La liste des rencontres depuis la création du bureau en indiquant la date de la rencontre et les personnes présentes;
i) La liste des dossiers traités depuis la création du bureau.

Réponse

a), g) Ces informations sont disponibles au lien suivant :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/bureau-acceleration-projets

b), c), d) et e) Aucun professionnel ni technicien n'a été affecté à temps plein ou à temps partiel au Bureau d'accélération de projets (BAP). Cependant, au 31 janvier 2026, une conseillère de la sous-ministre adjointe coordonnait les activités du BAP à temps partiel.

f) Aucun nouvel effectif n'a été engagé pour le BAP.

h) Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026 :

- 5 rencontres préparatoires ont été tenues par les membres du comité opérationnel (directions du développement, des infrastructures ou du financement du réseau) et/ou les membres du comité exécutif;
- 1 rencontre a été tenue par le comité opérationnel;
- 1 rencontre a été tenue par le comité exécutif.

i) Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, 6 dossiers ont été reçus et traités par le BAP.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-46

Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les centres de la petite enfance (CPE), ventilé par poste budgétaire au 31 mars 2026.

Préciser le nombre de CPE et le nombre de places inclus dans le calcul.

Réponse

CPE – Dépense probable 2025-2026 (en milliers de dollars)	
Soutien financier pour le fonctionnement	1 985 043,6
Financement des infrastructures	295 625,6
Régime de retraite	84 507,1
Régime d'assurance collective	49 689,2
Total	**2 414 865,5**
Nombre de CPE au 31 janvier 2026	928
Nombre d'installations CPE au 31 janvier 2026	1 802
Nombre de places annualisées en 2025-2026	109 642

À noter que les dépenses réelles des ministères et organismes ne peuvent s'établir qu'à la suite de la consolidation des états financiers gouvernementaux. Ainsi, certains postes peuvent être redressés après l'étude des crédits au moment du dépôt des états financiers consolidés.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-47

Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les garderies en milieu familial (RSG), ventilé par poste budgétaire au 31 mars 2026.

Préciser le nombre de garderies et le nombre de places inclus dans le calcul.

Réponse

Le tableau ci-dessous présente les dépenses en 2025-2026 liées au financement de la garde éducative en milieu familial :

- la subvention pour le fonctionnement des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC);
- les subventions des personnes responsables de services de garde éducatifs en milieu familial (RSGE).

MILIEU FAMILIAL – Dépense probable 2025-2026 (en milliers de dollars)	
Subvention des BC et des RSGE	807 578,1
Nombre de BC au 31 janvier 2026	160
Nombre de places annualisées des RSGE en 2025-2026 [1]	66 491

[1] Les places estimées selon le taux d'occupation des places attribuées aux RSGE provenant des rapports financiers de l'année précédente.

À noter que les dépenses réelles des ministères et organismes ne peuvent s'établir qu'à la suite de la consolidation des états financiers gouvernementaux. Ainsi, certains postes peuvent être redressés après l'étude des crédits, au moment du dépôt des états financiers consolidés.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-48

Le montant total investi par le gouvernement (coûts de programme) dans les garderies privées subventionnées, ventilé par poste budgétaire au 31 mars 2026.

Préciser le nombre de garderies et le nombre de places inclus dans le calcul.

Réponse

GARDERIES SUBVENTIONNÉES - 2025-2026 (en milliers de dollars) [1]	
Soutien financier pour le fonctionnement	1 126 887,5
Régime de retraite	53 073,3
Régime d'assurance collective	16 918,3
Total	**1 196 879,2**
Nombre de GS au 31 janvier 2026	992
Nombre de places annualisées en 2025-2026	68 859

[1] Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-49

Le nombre de places par type de service de garde (centre de la petite enfance, garderie en milieu familial, garderie privée subventionnée, et garderie privée non subventionnée) disponibles hors des horaires typiques de garderie, soit entre 7 heures et 17 heures du lundi au vendredi au 31 mars 2026.

Ventiler l'information par circonscription électorale et par type de service de garde.

Réponse

Vous pouvez consulter les données dans le rapport Situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec, disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-finances/documents-financiers-reddition-compte#c286418

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-50

Indiquer le taux d'occupation dans les services de garde par région pour 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027. Veuillez nous fournir l'information :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

a) b) et d) Le tableau suivant présente les plus récentes données disponibles soient celles de 2024-2025.

c) Les données ne sont pas disponibles par tranches d'âge.

Le ministère de la Famille ne fait pas de prévisions de taux d'occupation.

Taux d'occupation des places dans les services de garde éducatifs par région administrative en 2024-2025[1]

Région administrative	Centre de la petite enfance (CPE) (%)	Responsable d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) (%)	Garderie subventionnée (GS) (%)
1. Bas-Saint-Laurent	96,4	88,7	99,2
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	96,6	90,7	97,7
3. Capitale-Nationale	97,6	90,5	99,7
4. Mauricie	96,3	88,9	98,9
5. Estrie	97,0	87,8	105,3
6. Montréal	95,4	82,9	96,8
7. Outaouais	98,1	90,6	98,9
8. Abitibi-Témiscamingue	96,5	86,9	97,3
9. Côte-Nord	93,0	86,5	N.D.
10. Nord-du-Québec	94,4	65,8	N.D.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	91,6	89,0	92,7
12. Chaudière-Appalaches	97,6	89,2	98,3
13. Laval	97,7	83,2	99,2
14. Lanaudière	96,2	89,8	98,7
15. Laurentides	96,8	90,0	99,8
16. Montérégie	97,5	88,5	98,7
17. Centre-du-Québec	98,6	90,9	97,4
Ensemble du Québec*	**96,7**	**87,9**	**98,4**

[1] Le taux peut dépasser 100 %, puisque certains services de garde éducatifs offrent de la garde à horaires non usuels (atypiques) le soir ou les fins de semaine, ce qui a pour conséquence d'augmenter le nombre total de jours d'occupation.

* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Le taux d'occupation représente la proportion des places qui ont fait l'objet d'une entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit en 2024-2025 :

$$\frac{\textbf{Somme des jours d'occupation par des enfants à des services de garde éducatifs}}{\textbf{Nombre de places subventionnées annualisé x 261 jours}}$$

(Divisé par)

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-50

Pour les RSGE, le taux d'occupation calculé représente la proportion des places annualisées des RSGE, en tenant compte des jours ouvrables des RSGE, considérant les 26 journées d'absence de prestation de services subventionnée par exercice financier :

$$\frac{\textbf{Somme des jours d'occupation des enfants dans des services de garde éducatifs}}{\textbf{Nombre annualisé de places subventionnées attribuées aux RSGE x 234 jours}}$$

(Divisé par)

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-51

Indiquer le taux de présence réelle dans les services de garde par région pour 2025-2026. Veuillez fournir l'information :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Les tableaux suivants présentent les taux de présence des enfants admissibles à des services de garde éducatifs à l'enfance, par région, par type de services de garde et par tranche d'âge, pour 2024-2025, soient les plus récentes données disponibles.

Les données de 2025-2026 seront disponibles à la fin de l'année 2026.

Région administrative	**Centre de la petite enfance - répartition par classe d'âge 2024-2025**				
	0 - 17 mois (%)**	**18 - 35 mois (%)**	**36 - 47 mois (%)**	**48 mois et plus (%)**	**Total (%)**
1. Bas-Saint-Laurent	76,95	79,41	79,07	78,46	**78,56**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	73,39	76,83	77,19	77,29	**76,42**
3. Capitale-Nationale	77,35	79,54	78,97	79,53	**79,00**
4. Mauricie	74,39	76,79	76,63	76,47	**76,12**
5. Estrie	76,54	78,99	78,39	78,21	**78,19**
6. Montréal	77,39	80,33	79,88	80,87	**79,88**
7. Outaouais	77,38	80,04	79,21	80,23	**79,34**
8. Abitibi-Témiscamingue	76,42	77,13	76,02	76,45	**76,53**
9. Côte-Nord	73,35	73,73	73,71	73,90	**73,71**
10. Nord-du-Québec	75,07	76,51	76,08	75,03	**75,91**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	75,27	77,95	76,09	76,82	**76,64**
12. Chaudière-Appalaches	76,04	79,06	78,67	78,25	**78,18**
13. Laval	77,24	79,43	78,64	79,99	**78,97**
14. Lanaudière	75,22	77,33	76,74	77,01	**76,67**
15. Laurentides	76,46	78,59	78,44	79,05	**78,30**
16. Montérégie	77,75	79,90	78,86	79,28	**79,03**
17. Centre-du-Québec	78,46	79,98	79,57	79,20	**79,40**
Ensemble du Québec *	**76,75**	**79,27**	**78,69**	**79,14**	**78,63**

* Ces données tiennent compte du poids relatif de chacune des régions.

** Ces données tiennent compte des enfants 18-29 mois accueillis dans un groupe 0-17 mois (poupons).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-51

Région administrative	Milieu familial - répartition par classe d'âge 2024-2025				
	0 – 17 mois** (%)	18 - 35 mois (%)	36 - 47 mois (%)	48 mois et plus (%)	Total (%)
1. Bas-Saint-Laurent	81,20	86,39	85,64	86,49	**85,36**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	77,99	84,08	84,56	84,21	**83,22**
3. Capitale-Nationale	79,14	85,51	85,19	85,51	**84,28**
4. Mauricie	78,99	84,86	85,00	84,82	**83,86**
5. Estrie	81,89	86,05	85,87	85,41	**85,27**
6. Montréal	83,49	86,88	86,12	85,21	**85,75**
7. Outaouais	80,55	85,37	84,92	84,01	**84,23**
8. Abitibi-Témiscamingue	79,57	84,27	83,49	83,54	**83,27**
9. Côte-Nord	78,95	81,95	81,85	82,80	**81,63**
10. Nord-du-Québec	77,65	87,01	83,50	90,81	**85,07**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	76,82	83,51	82,36	82,33	**82,05**
12. Chaudière-Appalaches	82,15	86,62	86,44	85,37	**85,70**
13. Laval	83,73	86,93	86,62	85,86	**86,12**
14. Lanaudière	81,12	85,22	84,10	83,54	**84,04**
15. Laurentides	81,17	85,02	84,05	83,93	**83,99**
16. Montérégie	80,58	85,32	85,23	84,65	**84,38**
17. Centre-du-Québec	82,17	86,71	86,15	85,94	**85,69**
Ensemble du Québec *	**81,36**	**85,74**	**85,26**	**84,79**	**84,73**

* Ces données tiennent compte du poids relatif de chacune des régions.
** Ces données tiennent compte des enfants 18-29 mois accueillis dans un groupe 0-17 mois (poupons).

Région administrative	Garderie subventionnée - répartition par classe d'âge 2024-2025				
	0 – 17 mois** (%)	18 - 35 mois (%)	36 - 47 mois (%)	48 mois et plus (%)	Total (%)
1. Bas-Saint-Laurent	74,50	77,51	77,11	77,53	**76,46**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	77,66	79,02	79,35	84,16	**79,34**
3. Capitale-Nationale	79,16	81,75	81,92	81,91	**81,30**
4. Mauricie	78,51	80,57	80,18	79,68	**80,01**
5. Estrie	75,91	79,46	79,46	80,07	**78,83**
6. Montréal	81,74	83,64	83,38	84,08	**83,40**
7. Outaouais	81,02	83,80	82,52	83,11	**82,77**
8. Abitibi-Témiscamingue	82,73	83,52	81,15	81,42	**82,27**
9. Côte-Nord	N/A	N/A	N/A	N/A	**N/A**
10. Nord-du-Québec	N/A	N/A	N/A	N/A	**N/A**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	97,22	97,48	97,33	98,59	**97,52**
12. Chaudière-Appalaches	79,38	81,53	81,89	82,03	**81,19**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-51

Région administrative	Garderie subventionnée - répartition par classe d'âge 2024-2025				
	0 – 17 mois (%)**	**18 - 35 mois (%)**	**36 - 47 mois (%)**	**48 mois et plus (%)**	**Total (%)**
13. Laval	83,46	84,76	83,47	84,23	**84,10**
14. Lanaudière	77,34	80,61	80,27	81,46	**80,12**
15. Laurentides	79,59	82,14	81,99	82,39	**81,71**
16. Montérégie	79,43	82,48	82,05	82,76	**81,87**
17. Centre-du-Québec	78,47	81,46	81,55	81,56	**80,87**
Ensemble du Québec *	**79,99**	**82,71**	**82,35**	**83,03**	**82,22**

* Ces données tiennent compte du poids relatif de chacune des régions.

** Ces données tiennent compte des enfants 18-29 mois accueillis dans un groupe 0-17 mois (poupons).

Le taux de présence représente le nombre de jours où les enfants étaient présents dans les services de garde éducatifs par rapport au nombre de jours d'occupation, soit les jours prévus à l'entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit :

Total des jours de présence des enfants admissibles à des services de garde éducatifs à l'enfance et au paiement de la contribution réduite

(Divisé par)

Total des jours d'occupation des enfants admissibles à des services de garde éducatifs à l'enfance et au paiement de la contribution réduite

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-52

Le nombre des services de garde qui n'a pas atteint le minimum du taux d'occupation au 31 mars 2026 :

a) nombre de CPE, ventilé par région, avec les pénalités financières octroyées;
b) nombre de garderies privées subventionnées, ventilé par région, avec les pénalités financières octroyées.

Réponse

a) Le tableau suivant présente le nombre de centres de la petite enfance (CPE) n'ayant pas atteint le minimum du taux d'occupation de 90 % en 2024-2025, par région administrative. Les données pour 2025-2026 seront disponibles à la fin de l'année 2026.

Nombre de CPE n'ayant pas atteint le minimum du taux d'occupation en 2024-2025

Région administrative	Nombre	Montant de réduction ($)
1. Bas-Saint-Laurent	2	90 403
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	34 480
3. Capitale-Nationale	1	16 297
4. Mauricie	-	-
5. Estrie	-	-
6. Montréal	15	358 037
7. Outaouais	1	28 612
8. Abitibi-Témiscamingue	-	-
9. Côte-Nord	1	7 416
10. Nord-du-Québec	1	13 543
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	28 616
12. Chaudière-Appalaches	2	37 384
13. Laval	-	-
14. Lanaudière	-	-
15. Laurentides	1	23 434
16. Montérégie	-	-
17. Centre-du-Québec	-	-

Source : Rapports financiers annuels (RFA) 2024-2025.
* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total

b) Le tableau suivant présente le nombre de garderies subventionnées (GS) n'ayant pas atteint le minimum du taux d'occupation 2024-2025, par région administrative.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-52

Nombre de GS n'ayant pas atteint le minimum du taux d'occupation en 2024-2025

Région administrative	Nombre	Montant de réduction ($)
1. Bas-Saint-Laurent	-	-
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	-	-
3. Capitale-Nationale	1	2 676
4. Mauricie	-	-
5. Estrie	-	-
6. Montréal	32	611 532
7. Outaouais	-	-
8. Abitibi-Témiscamingue	-	-
9. Côte-Nord	-	-
10. Nord-du-Québec	-	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	777
12. Chaudière-Appalaches	1	41 755
13. Laval	-	-
14. Lanaudière	1	1 054
15. Laurentides	-	-
16. Montérégie	3	44 893
17. Centre-du-Québec	-	-

Source : RFA 2024-2025.
* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-53

Surplus dans les centres de la petite enfance au 31 mars 2026 :

a) liste des CPE ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2025-2026 et les prévisions 2026-2027;

b) liste des CPE qui ont des surplus, ventilé par région, en indiquant le surplus accumulé.

Réponse

a) Les plus récentes données disponibles sur les surplus cumulés des CPE sont celles de 2024-2025, au cours desquelles aucune limite n'a été fixée dans les règles budgétaires concernant le montant des surplus que pouvaient cumuler les CPE.

b) Le tableau suivant présente le nombre de CPE ayant des actifs nets affectés et non affectés (surplus cumulés) en 2024-2025 par région.

Région administrative	Nombre de CPE	Surplus cumulé ($)[1]
1. Bas-Saint-Laurent	15	5 499 490
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	27	12 562 087
3. Capitale-Nationale	69	25 703 352
4. Mauricie	24	15 033 496
5. Estrie	49	24 159 109
6. Montréal	207	70 009 539
7. Outaouais	36	16 264 164
8. Abitibi-Témiscamingue	15	4 987 342
9. Côte-Nord	9	2 658 672
10. Nord-du-Québec*	N. D.	970 336
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7	2 558 873
12. Chaudière-Appalaches	38	11 135 199
13. Laval	32	10 508 664
14. Lanaudière	29	12 354 869
15. Laurentides	39	17 755 709
16. Montérégie	104	46 752 211
17. Centre-du-Québec	22	11 888 300

Source : Données de janvier 2026, 882 rapports financiers annuels (RFA) des CPE traités.

N. D. Les surplus cumulés ne peuvent être divulgués en raison du petit nombre de CPE de la région.

[1] Les montants sont susceptibles de changer en raison, notamment, de l'augmentation du nombre de divisions ayant soumis les RFA, des demandes de révisions, etc.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-54

Dresser un état de situation concernant les projets en immobilisations et le maintien des actifs prévus pour 2025-2026, ainsi que la liste de toutes les sommes allouées.

Réponse

Nombre de projets financés et niveau des prêts

Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, 37 projets ont obtenu une enveloppe de financement par le biais du PFI pour un montant de 68 M$.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-55

Pour les CPE, indiquer :

a) Le coût de développement des places en 2025-2026 et le nombre de places ;
b) Le coût d'annualisation des places développées en 2025-2026 ;
c) l'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale).

Réponse

a) Le coût en subvention de fonctionnement pour la création des places en centres de la petite enfance (CPE) en 2025-2026 est estimé à 26,1 M$.

b) En 2026-2027, le coût total en subvention de fonctionnement pour la création de places en 2025-2026 est estimé à 54,5 M$.

c) Un mécanisme d'ajustement du financement permet de tenir compte des disparités entre les CPE, en ce qui a trait à l'avancement d'échelon salarial de leur personnel.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-56

Pour les bureaux coordonnateurs, indiquer :

a) le coût du développement des places en 2025-2026 et le nombre de places ;
b) Le coût d'annualisation des places développées en 2025-2026;
c) L'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale);
d) L'indexation liée à l'augmentation de rémunération des RSG.

Réponse

a) et b) En raison du cycle budgétaire des subventions, la dépense probable 2025-2026 est basée sur l'historique des dépenses pour les responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) provenant des rapports financiers annuels 2024-2025. Conséquemment, elles ne reflètent pas entièrement le développement de places réellement observé en milieu familial en 2025-2026 et l'impact financier est décalé d'une année.

c) Pour ce qui est du financement des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) en 2025-2026, la partie salariale tient compte des ententes portant sur les clauses nationales des conventions collectives des centres de la petite enfance (CPE) et de l'Entente sur certaines conditions de travail du personnel d'encadrement des CPE et BC, soit des échelons en vigueur au 1er avril 2025. Pour la partie non salariale, le financement a été indexé selon l'indice des prix à la consommation. Aucune indexation liée à l'augmentation des échelons en 2025-2026.

d) Les subventions des RSGE 2025-2026 tiennent compte de leurs ententes collectives en vigueur : https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/garde-milieu-familial/rsge

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-57

Pour les garderies privées subventionnées, indiquer :

a) le coût de développement des places en 2025-2026 et le nombre de places ;

b) Le coût d'annualisation des places développées en 2025-2026;

c) L'indexation liée à l'augmentation des échelons (progression salariale).

Réponse

a) Le coût en subvention de fonctionnement pour la création des places dans les garderies subventionnées en 2025-2026 est estimé à 11,3 M$.

b) En 2026-2027, le coût total des places développées en 2025-2026 est estimé à 23,2 M$.

c) Un mécanisme d'ajustement du financement permet de tenir compte des disparités entre les garderies, en ce qui a trait à l'avancement d'échelon salarial de leur personnel.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-58

Indiquer les besoins à combler en matière de places, par région, par catégorie d'âge pour 2025-2026.

Fournir les prévisions pour 2026-2027.

Réponse

Les besoins en matière de places en services de garde éducatifs à l'enfance sont dans le Modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en services de garde éducatifs à l'enfance, disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c254846

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-59

Liste complète de toutes les demandes de nouvelles places faites au ministère en 2025-2026 ventilées par type de service de garde éducatif et par région. Veuillez également nous dire si la demande a été acceptée ou refusée par le ministère.

Réponse

En 2025-2026 (en date du 31 janvier 2026), 70 demandes, cumulant 3 215 places, ont été soumises pour des places en garderies non subventionnées, 9 demandes ont été autorisées, pour un total de 521 places.

Demandes de nouvelles places non subventionnées en 2025-2026				
Type de services de garde	**Nombre de demandes reçues**	**Nombre de demandes refusées**	**Nombre de demandes autorisées**	**Nombre de demandes en analyse**
Garderie non subventionnée	70	48	9	13

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-60

Indiquer la ventilation, par région, des demandes de permis pour des garderies non subventionnées ainsi que le nombre de permis émis pour ce même service de garde au 31 mars 2026.

Réponse

Nombre de demandes de permis reçues pour des places en garderies non subventionnées en 2025-2026 (au 31 janvier 2026) par région

Région administrative	Nombre de demandes reçues	Nombre de places faisant l'objet d'une demande
1. Bas-Saint-Laurent	0	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	65
3. Capitale-Nationale	10	389
4. Mauricie	0	0
5. Estrie	3	54
6. Montréal	22	809
7. Outaouais	1	24
8. Abitibi-Témiscamingue	0	0
9. Côte-Nord	1	21
10. Nord-du-Québec	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0
12. Chaudière-Appalaches	2	86
13. Laval	4	190
14. Lanaudière	5	355
15. Laurentides	4	260
16. Montérégie	17	962
17. Centre-du-Québec	0	0

Le nombre de demandes reçues se rapporte aux demandes reçues par le Ministère par des demandeurs de permis pour ouvrir une garderie non subventionnée (GNS) ou pour ajouter de nouvelles places à une installation existante. Le Ministère délivre un permis à une GNS lorsque la phase de réalisation est finalisée et que la GNS est prête à démarrer ses activités et ainsi accueillir des enfants. Il est à noter que les projets qui se retrouvent dans la colonne « demandes reçues » ne sont pas nécessairement ceux qui se retrouvent dans les projets mis sous permis de l'année en cours, car ceux-ci peuvent être des projets qui ont été autorisés à se développer dans un exercice antérieur.

La liste des places en GNS mises sous permis est disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-61

Veuillez nous fournir la liste des CPE qui ont eu un bris de service depuis le 1er octobre 2022, chaque année, ventilée par région. Pour chacune des installations, veuillez nous dire :

a) La raison du bris de service;
a) La durée du bris de service.

Réponse

Le Ministère ne comptabilise pas l'ensemble des bris de service des centres de la petite enfance (CPE), garderies subventionnées (GS) et garderies non subventionnées (GNS), ni les motifs de fermeture. Il comptabilise les fermetures à titre de cas fortuit pour les CPE et les GS et les fermetures pour un ou plusieurs groupes d'enfants attribuables à un manque de personnel.

Cas fortuit : un jour de fermeture est comptabilisé à titre de cas fortuit s'il n'a pas été déterminé à l'avance et est indépendant de la volonté du prestataire de services de garde éducatifs. Citons en exemple une tempête de neige, une panne d'électricité majeure non planifiée ou un incendie.

Le tableau suivant présente les plus récentes données disponibles sur les jours de fermeture attribuables à un cas fortuit.

Fermetures en raison de cas fortuit en CPE pour 2024-2025

Région administrative	Nombre de jours	Nombre d'installations
1. Bas-Saint-Laurent	80	37
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	7	5
3. Capitale-Nationale	74	72
4. Mauricie	5	5
5. Estrie	17	15
6. Montréal	296	158
7. Outaouais	58	54
8. Abitibi-Témiscamingue	11	6
9. Côte-Nord	9	7
10. Nord-du-Québec	-	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23	12
12. Chaudière-Appalaches	41	31
13. Laval	69	39
14. Lanaudière	25	14
15. Laurentides	53	38
16. Montérégie	131	94
17. Centre-du-Québec	9	9
Ensemble des régions	**908**	**596**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.
Lecture des données : 31 janvier 2026.

Le tableau suivant présente les plus récentes données disponibles concernant le nombre de cas de fermetures d'un ou de plusieurs groupes d'enfants découlant d'un manque de personnel en CPE. À noter que ces données ne sont pas auditées ni publiées, elles sont basées sur une déclaration volontaire dans le cadre des collectes de données menant à la production du Portrait annuel de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance :

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-61

Fermetures en raison de manque de personnel en CPE pour 2024-2025	
Nombre de fermetures d’un ou de plusieurs groupes	2 386
Proportion de fermetures de moins d'une semaine	93 %
Source: Collecte de données 2024-2025 pour produire le Portrait annuel de la main-d’œuvre 2024-2025 (dernières données disponibles	

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-62

La liste de tous les CPE ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2025-2026 ventilé par région. La liste doit inclure :

a) Le nom du CPE;
b) La région;
c) Le nombre de places en précisant le nombre de places poupons;
d) La raison;
e) L'adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.

Réponse

En 2025-2026, au 31 janvier 2026, aucun centre de la petite enfance n'a été fermé et trois ont été délocalisés ou ont déménagé.

L'information demandée se trouve dans la liste ci-après :

Liste des centres de la petite enfance ayant fermé, ayant été délocalisés ou ayant déménagé
Année 2025-2026 (au 31 janvier 2026)

Région administrative	Nom du CPE	Nombre total de places (nombre de places poupons)	Raison	Adresse actuelle
4. Mauricie	CPE LE PETIT CHAMPLAIN	52 (10)	Changement de localisation permanente de l'installation	12, rue Massicotte Champlain G0X 1C0
6. Montréal	CPE LA PETITE COLONIE	62 (15)	Changement de localisation temporaire de l'établissement	2305, rue St-Marc Montréal H3H 2G9
6. Montréal	CPE LE PETIT CHEVAL	73 (15)	Changement de localisation permanente de l'établissement	8448, Boulevard Saint-Michel Montréal H1Z 3E2

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-63

La liste de toutes les garderies privées subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2025-2026 ventilée par région. La liste doit inclure :

a) Le nom de l'installation;
b) Le nombre de places en précisant le nombre de places poupons;
c) La raison;
d) L'adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.

Réponse

En 2025-2026, au 31 janvier 2026, deux garderies subventionnées (GS) ont fermé et huit ont été délocalisées ou ont déménagé.

L'information demandée se trouve dans la liste ci-après.

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places pour l'installation de la GS	Adresse actuelle
3. Capitale-Nationale	GARDERIE CROQUE MUSIQUE INC.	Changement de localisation permanente de l'établissement	75	1101, boulevard Wilfrid-Hamel Québec G1M 2R7
3. Capitale-Nationale	GARDERIE LE SOLEIL	Changement de localisation temporaire de l'établissement	77	740, boulevard des Chutes Québec G1E 2B9
3. Capitale-Nationale	GARDERIE LE SOLEIL	Changement de localisation permanente de l'établissement	77	740, boulevard des Chutes Québec G1E 2B9
3. Capitale-Nationale	GARDERIE "AUASSISS - PETIT ENFANT"	Changement de localisation temporaire de l'établissement	30	20, rue des Dames-Ursulines Québec G2B 2V1
3. Capitale-Nationale	GARDERIE LES AMIS D'ALEX ET FANNY	Changement de localisation temporaire de l'établissement	33	1015, rue des Gadelles Québec G2J 0C8
3. Capitale-Nationale	GARDERIE MIKUENISS - PETITE PLUME	Cessation des activités	38	234, rue Louis IX, bureau 101 Québec G2B 1L4
6. Montréal	GARDERIE LE COIN DES ENFANTS	Changement de localisation permanente de l'établissement	90	5757, boulevard Cavendish, bureau 201 Côte-Saint-Luc H4W 2W8
6. Montréal	GARDERIE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE/NDG DAYCARE AND KINDERGARDEN	Changement de localisation temporaire de l'établissement	39	5570, chemin Upper-Lachine Montréal H4A 2A7
8. Abitibi-Témiscamingue	GARDERIE EXPLORATEURS DU MONDE	Cessation des activités	44	456, avenue Richard Rouyn-Noranda J9X 4L8
13. Laval	GARDERIE ÉDUCATIVE CINQ ÉTOILES INC.	Changement de localisation temporaire de l'établissement	34	3340, 100e avenue Laval H7T 0J7

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-64

La liste de toutes les garderies privées non subventionnées ayant fermé, ayant été délocalisé ou ayant déménagé en 2025-2026 ventilée par région. La liste doit inclure :

a) Le nom de l'installation;
b) Le nombre de places. Sur ce nombre, veuillez indiquer le nombre de places poupons;
c) La raison;
d) L'adresse complète avant leur fermeture et/ou déménagement et la date de fermeture et/ou déménagement.

Réponse

En 2025-2026, au 31 janvier 2026, 36 garderies non subventionnées (GNS) ont fermé et 5 ont été délocalisées ou ont déménagé.

L'information demandée se trouve dans la liste ci-après.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-64

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places au permis (nombre de places poupons)	Date effective	Adresse actuelle
2 Saguenay-Lac-Saint-Jean	GARDERIE BÉBÉLOUGAS DU FJORD INC.	Changement de localisation temporaire de l'établissement	36 (0)	2025-06-09	424, rue Bégin Saguenay G7H 4N6
3. Capitale-Nationale	GARDERIE MOI MES SOULIERS 1	Changement de localisation permanente de l'établissement	75 (0)	2025-07-21	9850A, boulevard de l'Ormière Québec G2B 3L1
3. Capitale-Nationale	L'ATELIER DE MENAUD	Cessation des activités	26 (0)	2025-11-29	9, rue Principale La Malbaie G5A 2A5
6. Montréal	GARDERIE ÉDUC. LA BOÎTE AUX 1000 MOTS	Cessation des activités	80 (20)	2024-12-08	6500, boulevard Pie-IX, bureau 201 et 202 Montréal H1X 2C6
6. Montréal	ENFANCE POUR TOUS - GARDERIE UPPER LACHINE	Cessation des activités	80 (10)	2025-03-14	5570, chemin Upper-Lachine Montréal H4A 2A7
6. Montréal	GARDERIE. LE ROYAUME DES COCCINELLES INC.	Cessation des activités	20 (10)	2025-03-31	1270, rue Bélanger Montréal H2S 1H9
6. Montréal	L'ILE DES PETITS	Cessation des activités	62 (10)	2025-03-31	710, chemin du Golf Verdun H3E 1A8
6. Montréal	GARDERIE ÉDUCATIVE HARMONIE D'ENFANCE	Cessation des activités Changement de localisation	3 (0) 12 (0)	2025-05-08	6985, avenue Victoria Montréal H3W 2T5
6. Montréal	LES RASES MOQUETTE INC.	Cessation des activités	19 (5)	2025-05-08	9580, boulevard Gouin Est Montréal H1E 1E4
6. Montréal	GARDERIE MON PETIT UNIVERS D.V.	Cessation des activités	16 (5)	2025-06-19	3914, rue Bélair, appartement 1 Montréal H2A 2C5

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-64

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places au permis (nombre de places poupons)	Date effective	Adresse actuelle
6. Montréal	ÉCOLE PASTEUR S.S.B.L.	Cessation des activités	37 (0)	2025-06-30	12525, rue Lachapelle Montréal H4J 2N2
6. Montréal	GARDERIE LASALLE DES PETITS	Cessation des activités	57 (5)	2025-06-30	2120, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal H3H 1M7
6. Montréal	GARDERIE. BÉBÉ MIRACLE (BEAUBIEN) INC.	Cessation des activités	58 (15)	2025-07-21	416-418, rue Beaubien Est Montréal H2S 1S3
6. Montréal	L'ÉCHO DU COEUR INC.	Cessation des activités	80 (10)	2025-07-24	3900, rue Jean-Talon Est Montréal H2A 1Y8
6. Montréal	MONTESSORI ENFANTS DU SEIGNEUR	Cessation des activités	40 (0)	2025-09-12	2570, boulevard Henri-Bourassa Est Montréal H2B 1V5
6. Montréal	GARDERIE GAN OR	Cessation des activités	80 (20)	2025-09-17	2170, rue Ward Saint-Laurent H4M 1T7
6. Montréal	MIEL ABEILLES GARDERIE ÉDUCATIVE	Cessation des activités	27 (5)	2025-09-30	4519, boulevard des Sources Roxboro H8Y 3C2
6. Montréal	MAISON KINDER MONTRÉAL	Cessation des activités	48 (10)	2025-10-02	1825, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal H3H 1R4
6. Montréal	LA MAISON DES ENFANTS MONTESSORI ST DENIS	Cessation des activités	24 (0)	2025-10-27	6845, rue Saint-Denis Montréal H2S 2S3
6. Montréal	GARDERIE PRINCESSE SOFIA INC.	Cessation des activités	16 (0)	2025-11-19	4220, rue Bélanger Montréal H1T 1A3
6. Montréal	GARDERIE ÉDUCATIVE PETIT DADA	Cessation des activités	48 (10)	2025-12-05	1394, rue Sauvé Est Montréal H2C 2A2

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-64

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places au permis (nombre de places poupons)	Date effective	Adresse actuelle
6. Montréal	GARDERIE YAVNÉ	Non-renouvellement de permis	22 (8)	2025-03-14	5836, avenue Westminster Côte-Saint-Luc H4W 2J8
6. Montréal	GARDERIE LES POUSSINS DU MONDE 3 INC.	Non-renouvellement de permis	41 (10)	2025-07-21	12287, boulevard Rolland Montréal-Nord H1G 6A1
6. Montréal	GARDERIE CALIN DOUX INC.	Non-renouvellement de permis	9 (9)	2025-11-19	2455, rue Bélanger Montréal H2G 1E6
6. Montréal	MA PETITE ÉCOLE BEAUBIEN INC.	Révocation du permis	34 (5)	2025-03-29	6458, rue Beaubien Est Montréal H1M 1A9
6. Montréal	GARDERIE ACADÉMIE MONTESSORI DU BOIS INC.	Changement de localisation permanente de l'établissement	27 (5)	2026-01-26	4701, boul. Saint-Jean Dollard-des-Ormeaux, suite L Dollard-des-Ormeaux H9H 2A7
7. Outaouais	GARDERIE ÉDUC. LE PETIT CANETON (RIEL) INC.	Cessation des activités	24 (0)	2025-09-12	179, boulevard Riel Gatineau J8Y 5Y7
7. Outaouais	GARDERIE ÉDUC. LILIBELLULES INC.	Cessation des activités	31 (5)	2025-12-31	393, montée de la Source, bureau 201 Cantley J8V 0J2
7. Outaouais	PRÉMATERNELLE/L'HÉRITAGE DU VIEUX-AYLMER	Cessation des activités	24 (0)	2025-06-20	46A, rue Principale Gatineau J9H 3L3
7. Outaouais	LES PETITS SOURIRES	Non-renouvellement de permis	29 (0)	2025-07-01	162, boulevard Saint-Raymond Gatineau J8Y 1T3
7. Outaouais	LA DOUCEUR DE L'ENFANCE INC.	Changement de localisation permanente de l'établissement	28 (5)	2025-11-28	70, chemin Eardley Gatineau J9H 4K2

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-64

Région administrative	Nom de la garderie	Raison	Nombre total de places au permis (nombre de places poupons)	Date effective	Adresse actuelle
13. Laval	CARREFOUR DES POUPONS INC.	Cessation des activités	35 (15)	2025-08-31	3340, 100e Avenue Laval H7T 0J7
13. Laval	GARDERIE PARADIS DES LAURENTIDES INC.	Révocation du permis	42 (10)	2025-09-02	6253, boulevard des Laurentides Laval H7H 2V3
14. Lanaudière	PRÉ-MATERNELLE LE BALUCHON INC.	Cessation des activités	44 (0)	2025-02-15	20, GH rue Valmont Repentigny J5Y 1H1
15. Laurentides	ÉCOLE PRÉMATERNELLE LES PETITS CHARLEMAGNE INC.	Cessation des activités	20 (0)	2025-06-20	3054, chemin d'Oka Sainte-Marthe-sur-le-Lac J0N 1P0
16. Montérégie	CHÂTEAU DES PETITS PAS INC.	Changement de localisation permanente de l'établissement	45 (5)	2025-08-25	46, rue Principale Les Coteaux J7X 1A1
16. Montérégie	GARDERIE GRANDIR C'EST MAGIQUE	Cessation des activités	72 (10)	2025-01-24	3897, Grande Allée Saint-Hubert J4T 2V8
16. Montérégie	GARDERIE LES ZAMIDOUX INC.	Cessation des activités	47 (0)	2025-08-31	41, boulevard Churchill Greenfield Park J4V 2L8
16. Montérégie	CENTRE RÉGIONAL DES ENFANTS DE VAUDREUIL-DORION	Cessation des activités	56 (0)	2025-11-18	450, avenue Saint-Charles Vaudreuil-Dorion J7V 2N1
16. Montérégie	GARDERIE LILI-JEANNE	Cessation des activités	39 (5)	2025-12-15	597, rang Saint-Régis Saint-Isidore J0L 2A0
16. Montérégie	ACADÉMIE LES PETITS AMIS	Non-renouvellement de permis	80 (15)	2025-09-25	60, rue Elizabeth, bureau 200 Sorel-Tracy J3P 4G5

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-65

La liste de tous les services de garde ayant fermé depuis le 18 octobre 2018, en indiquant :

a) La région;
b) Le nom du service de garde éducatif;
c) Le type de service de garde;
d) L'adresse;
e) Le nombre de places;
f) Le délai donné au Ministère avant la fermeture;
g) La raison de la fermeture;
h) L'année de la fermeture.

Réponse

Le tableau ci-dessous présente la liste des 38 services de garde éducatifs à l'enfance dont la fermeture a été enregistrée par le Ministère en 2025-2026, au 31 janvier 2026. Il s'agit de 36 garderies non subventionnées (GNS) et de 2 garderies subventionnées (GS).

L'information demandée se trouve dans la liste ci-après.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-65

Région administrative	Nom du service de garde	Type d'installation	Adresse	Nombre de places au permis	Respect du délai de 90 jours	Raison fermeture
3. Capitale-Nationale	GARDERIE MIKUENISS - PETITE PLUME	GS	234, rue Louis IX, bureau 101 Québec G2B 1L4	38	S. O.	Cessation des activités
3. Capitale-Nationale	L'ATELIER DE MENAUD	GNS	9, rue Principale La Malbaie G5A 2A5	26	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	GARDERIE. ÉDUC. LA BOÎTE AUX 1000 MOTS	GNS	6500, boulevard Pie-IX, bureau 201 et 202 Montréal H1X 2C6	80	Non	Cessation des activités
6. Montréal	ENFANCE POUR TOUS - GARDERIE UPPER LACHINE	GNS	5570, chemin Upper-Lachine Montréal H4A 2A7	80	Non	Cessation des activités
6. Montréal	GARDERIE LE ROYAUME DES COCCINELLES INC.	GNS	1270, rue Bélanger Montréal H2S 1H9	20	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	L'ILE DES PETITS	GNS	710, chemin du Golf Verdun H3E 1A8	62	Non	Cessation des activités
6. Montréal	GARDERIE ÉDUCATIVE HARMONIE D'ENFANCE	GNS	6985, avenue Victoria Montréal H3W 2T5	3	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	LES RASES MOQUETTE INC.	GNS	9580, boulevard Gouin Est Montréal H1E 1E4	19	Non	Cessation des activités
6. Montréal	GARDERIE MON PETIT UNIVERS D.V.	GNS	3914, rue Bélair, appartement 1 Montréal H2A 2C5	16	Non	Cessation des activités
6. Montréal	ÉCOLE PASTEUR S.S.B.L.	GNS	12525, rue Lachapelle Montréal H4J 2N2	37	Oui	Cessation des activités

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-65

Région administrative	Nom du service de garde	Type d'installation	Adresse	Nombre de places au permis	Respect du délai de 90 jours	Raison fermeture
6. Montréal	GARDERIE LASALLE DES PETITS	GNS	2120, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal H3H 1M7	57	Non	Cessation des activités
6. Montréal	GARDERIE BÉBÉ MIRACLE (BEAUBIEN) INC.	GNS	416-418, rue Beaubien Est Montréal H2S 1S3	58	Non	Cessation des activités
6. Montréal	L'ÉCHO DU COEUR INC.	GNS	3900, rue Jean-Talon Est Montréal H2A 1Y8	80	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	MONTESSORI ENFANTS DU SEIGNEUR	GNS	2570, boulevard Henri-Bourassa Est Montréal H2B 1V5	40	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	GARDERIE GAN OR	GNS	2170, rue Ward Saint-Laurent H4M 1T7	80	Non	Cessation des activités
6 Montréal	MIEL ABEILLES GARDERIE ÉDUCATIVE	GNS	4519, boulevard des Sources Roxboro H8Y 3C2	27	Non	Cessation des activités
6. Montréal	MAISON KINDER MONTRÉAL	GNS	1825, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal H3H 1R4	48	Non	Cessation des activités
6. Montréal	LA MAISON DES ENFANTS MONTESSORI ST DENIS	GNS	6845, rue Saint-Denis Montréal H2S 2S3	24	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	GARDERIE PRINCESSE SOFIA INC.	GNS	4220, rue Bélanger Montréal H1T 1A3	16	Oui	Cessation des activités
6. Montréal	GARDERIE ÉDUCATIVE PETIT DADA	GNS	1394, rue Sauvé Est Montréal H2C 2A2	48	Oui	Cessation des activités

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-65

Région administrative	Nom du service de garde	Type d'installation	Adresse	Nombre de places au permis	Respect du délai de 90 jours	Raison fermeture
6. Montréal	GARDERIE YAVNÉ	GNS	5836, avenue Westminster Côte-Saint-Luc H4W 2J8	22	S. O.	Non-renouvellement de permis
6. Montréal	GARDERIE LES POUSSINS DU MONDE 3 INC.	GNS	12287, boulevard Rolland Montréal-Nord H1G 6A1	41	S. O.	Non-renouvellement de permis
6. Montréal	GARDERIE CALIN DOUX INC.	GNS	2455, rue Bélanger Montréal H2G 1E6	9	S. O.	Non-renouvellement de permis
6. Montréal	MA PETITE ÉCOLE BEAUBIEN INC.	GNS	6458, rue Beaubien Est Montréal H1M 1A9	34	S. O.	Révocation du permis
7. Outaouais	GARDERIE ÉDUC. LE PETIT CANETON (RIEL) INC.	GNS	179, boulevard Riel Gatineau J8Y 5Y7	24	Non	Cessation des activités
7. Outaouais	GARDERIE ÉDUC. LILIBELLULES INC.	GNS	393, montée de la Source, bureau 201 Cantley J8V 0J2	31	Oui	Cessation des activités
7. Outaouais	PRÉMATERNELLE/L'HÉRITAGE DU VIEUX-AYLMER	GNS	46A, rue Principale Gatineau J9H 3L3	24	Oui	Cessation des activités
7. Outaouais	LES PETITS SOURIRES	GNS	162, boulevard Saint-Raymond Gatineau J8Y 1T3	29	S. O.	Non-renouvellement de permis
8. Abitibi-Témiscamingue	GARDERIE EXPLORATEURS DU MONDE	GS	456, avenue Richard Rouyn-Noranda J9X 4L8	44	S. O.	Cessation des activités
13. Laval	CARREFOUR DES POUPONS INC.	GNS	3340, 100^{e} Avenue Laval H7T 0J7	35	Oui	Cessation des activités

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-65

Région administrative	Nom du service de garde	Type d'installation	Adresse	Nombre de places au permis	Respect du délai de 90 jours	Raison fermeture
13. Laval	GARDERIE PARADIS DES LAURENTIDES INC.	GNS	6253, boulevard des Laurentides Laval H7H 2V3	42	S. O.	Révocation du permis
14. Lanaudière	PRÉ-MATERNELLE LE BALUCHON INC.	GNS	20, GH rue Valmont Repentigny J5Y 1H1	44	Non	Cessation des activités
15. Laurentides	ÉCOLE PRÉMATERNELLE LES PETITS CHARLEMAGNE INC.	GNS	3054, chemin d'Oka Sainte-Marthe-sur-le-Lac J0N 1P0	20	Non	Cessation des activités
16. Montérégie	GARDERIE GRANDIR C'EST MAGIQUE	GNS	3897, Grande Allée Saint-Hubert J4T 2V8	72	Non	Cessation des activités
16. Montérégie	GARDERIE LES ZAMIDOUX INC.	GNS	41, boulevard Churchill Greenfield Park J4V 2L8	47	Non	Cessation des activités
16. Montérégie	CENTRE RÉGIONAL DES ENFANTS DE VAUDREUIL-DORION	GNS	450, avenue Saint-Charles Vaudreuil-Dorion J7V 2N1	56	Non	Cessation des activités
16. Montérégie	GARDERIE LILI-JEANNE	GNS	597, rang Saint-Régis Saint-Isidore J0L 2A0	39	Non	Cessation des activités
16. Montérégie	ACADÉMIE LES PETITS AMIS	GNS	60, rue Elizabeth, bureau 200 Sorel-Tracy J3P 4G5	80	S.O.	Non-renouvellement de permis

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-66

Concernant les services de garde éducatifs qui n'ont pas respecté l'article 17 du règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance demandant un délai de 90 jours de préavis, veuillez nous fournir :

a) Le nom de l'installation;
b) La région;
c) Le suivi effectué par le ministère avec le DPCP;
d) La décision du DPCP;
e) La pénalité payée par l'installation;
f) Les sommes récupérées par le ministère suite aux paiements des pénalités.

Réponse

Cette disposition a été abrogée le 12 avril 2022 et l'article 30 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (LSGEE) a été modifié au même moment par l'ajout de l'obligation du préavis de 90 jours. Ce changement n'a cependant pas d'impact sur l'obligation générale de donner un préavis de 90 jours avant la cessation des activités.

Le tableau ci-dessous présente la liste des 17 services de garde éducatifs à l'enfance dont la fermeture a été enregistrée par le Ministère en 2025-2026 (au 31 janvier 2026) et qui n'ont pas respecté l'obligation de donner un préavis de 90 jours. Il s'agit de 17 garderies non subventionnées qui ont été soumises, pour appréciation, à la Direction des enquêtes du Ministère.

Il est à noter que la LSGEE ne prévoit pas de pénalité administrative pour un manquement à l'article 30. Lorsque l'enquête du Ministère démontre un manquement à cet égard, le dossier est transmis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) afin qu'une analyse soit effectuée. Le DPCP peut donner des constats d'infraction.

Région administrative	Nom du service de garde éducatif à l'enfance (SGEE)	Type de SGEE
06-Montréal	GARDERIE ÉDUC. LA BOÎTE AUX 1000 MOTS	GNS
06-Montréal	ENFANCE POUR TOUS - GARDERIE UPPER LACHINE	GNS
06-Montréal	L''ILE DES PETITS	GNS
06-Montréal	LES RASES MOQUETTE INC.	GNS
06-Montréal	GARDERIE MON PETIT UNIVERS D.V.	GNS
06-Montréal	GARDERIE LASALLE DES PETITS	GNS
06-Montréal	GARDERIE BÉBÉ MIRACLE (BEAUBIEN) INC.	GNS
06-Montréal	GARDERIE GAN OR	GNS
06-Montréal	MIEL ABEILLES GARDERIE ÉDUCATIVE	GNS
06-Montréal	MAISON KINDER MONTRÉAL	GNS

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-66

Région administrative	Nom du service de garde éducatif à l'enfance (SGEE)	Type de SGEE
07-Outaouais	GARDERIE ÉDUC. LE PETIT CANETON (RIEL) INC.	GNS
14-Lanaudière	PRÉ-MATERNELLE LE BALUCHON INC.	GNS
15-Laurentides	ÉCOLE PRÉMATERNELLE LES PETITS CHARLEMAGNE INC.	GNS
16-Montérégie	GARDERIE GRANDIR C'EST MAGIQUE	GNS
16-Montérégie	GARDERIE LES ZAMIDOUX INC.	GNS
16-Montérégie	CENTRE RÉGIONAL DES ENFANTS DE VAUDREUIL-DORION	GNS
16-Montérégie	GARDERIE LILI-JEANNE	GNS

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-67

La liste des CPE localisés dans un édifice qui est sous la propriété d'un centre de services scolaire ou d'une commission scolaire qui a reçu un avis d'éviction depuis le 1er janvier 2019. Veuillez nous indiquer, pour chacun des CPE visés :

a) La date d'éviction prévue;
b) La municipalité;
c) Le nombre de places;
d) L'accompagnement offert par le MFA au CPE pour relocaliser;
e) Si le CPE a cessé ses activités, veuillez indiquer la date de fin des activités.

Réponse

En 2025-2026, au 31 janvier 2026, il n'y a pas eu d'avis d'éviction d'un CPE localisé dans un édifice sous la propriété d'un centre de services scolaire ou d'une commission scolaire.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-68

Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027, pour chacun des postes suivants :

a) personnel éducateur formé;
b) personnel éducateur non formé;
c) commis-comptable;
d) secrétaire-comptable;
e) secrétaire;
f) cuisinier;
g) préposé à l'entretien ménager;
h) conseiller pédagogique;
i) gestionnaire de niveau 1;
j) gestionnaire de niveau 2;
k) gestionnaire de niveau 3;
l) aide-éducatrice.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe C « Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026 ».

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-69

En 2025-2026, le nombre de salariés des centres de la petite enfance (CPE) :

a) En congé de maladie, par corps d'emploi, en 2025-2026.
b) En arrêt de travail, par type d'arrêt et la moyenne de la durée d'un arrêt de travail.

Réponse

Les données sur les absences de longue durée du personnel éducateur sont disponibles dans le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance 2024-2025 (dernière année disponible) qui se trouve à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c392973

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-70

L'estimation de la masse salariale consacrée :

a) Au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

b) Au personnel administratif pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027. Fournir une estimation du nombre d'employés administratifs pour les mêmes années.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe C « Données sur personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) ».

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-71

Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe C « Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026 ».

Depuis leur création en 2006, le mode de financement des bureaux coordonnateurs (BC) n'a pas connu de changement majeur. Il est basé sur des modèles de financement selon le nombre de places visées par l'agrément.

Pour 2024-2025, dernière année disponible, le Ministère a versé 74,7 M$ en allocations pour le budget de fonctionnement des BC.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-72

Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs pour 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027. État de situation relativement au fonctionnement des bureaux coordonnateurs.

Réponse

La réponse est disponible dans les Règles budgétaires pour l'exercice 2025-2026 - Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial qui se trouve à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-finances/documents-financiers-reddition-compte.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-73

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2025-2026 pour un projet pilote pour la garde à horaires atypiques, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits 2026-2027. Le projet pilote pour la garde à horaires atypiques a pris fin en 2022-2023.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-74

Le nombre de places disponibles hors des horaires typiques de service de garde éducatif, soit entre 7 heures et 18 heures du lundi au vendredi. Ventiler l'information :

a) Par région;
b) Par type de service;
c) Le nombre de places disponibles;
d) Le nombre de places réellement occupées

Réponse

Vous pouvez consulter les données dans le rapport Situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec, disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-finances/documents-financiers-reddition-compte#c286418

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-75

Veuillez nous fournir le nombre d'installations temporaires autorisées par le ministère en indiquant :

a) le nom de l'installation;
b) le type d'installation;
c) le nombre de places;
d) la ville et la région;
e) le montant décaissé par le ministère pour l'installation temporaire;
f) la date d'ouverture de l'installation;
g) la date prévue de la fin de l'installation temporaire;
h) la date de fermeture de l'installation temporaire.

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

---

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-76

Concernant le projet de CPE préfabriqué annoncé, annulé puis redémarré, veuillez nous indiquer la liste des CPE visés par le projet de préfabriqués en indiquant :

a) le nombre de places;
b) la ville, la région;
c) le coût prévu;
d) une copie du contrat conclu avec le fabricant;
e) le coût final du projet;
f) l'échéance du projet;
g) la date de l'ouverture de l'installation ou la date prévue de l'ouverture de l'installation l'échéance du projet.

Réponse

Il est important de rappeler que le projet pilote de création d'une vitrine de CPE préfabriqués est distinct de l'initiative de l'AQCPE concernant la construction de 43 CPE en préfabriqué.

Le Ministère a procédé, à un appel d'intérêt auprès des fabricants de préfabriqués et auprès de tous les CPE indépendamment du projet initial.

En date du 31 janvier 2026, 13 CPE, pour 14 installations, participent au projet pilote de construction en mode préfabriqué. Les espaces permettraient un potentiel de 1 170 places. Le coût estimé pour l'ensemble de ces projets, selon les enveloppes du programme de financement des infrastructures, est de 57,9 M$ en excluant l'acquisition et la préparation du terrain.

Les projets et les CPE sont confirmés lors de la signature du contrat de construction avec le fabricant soit après l'acquisition des terrains et la conception du projet.

Le 13 décembre 2024, le CPE Passe lacet avait signé un contrat de construction avec le fabricant RCM modulaire pour son projet de 52 places. Le CPE a ouvert ses portes le 8 septembre 2025.

Le Ministère n'étant pas partie prenante au contrat, celui-ci n'est pas en mesure de partager les contrats conclus entre des CPE et des fabricants.

Le coût final de la vitrine sera connu au terme du projet pilote.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-77

Depuis l'adoption du projet de loi 1, veuillez nous fournir la liste des services de garde qui ont augmenté le nombre de places au permis en indiquant :

a) Le nom du service de garde;
b) Le type de service de garde;
c) Le nombre de places ajoutées;
d) Le nombre de places total;
e) Pour les CPE, veuillez nous indiquer les investissements faits pour les travaux effectués (agrandissement, réaménagement, etc.);
f) La date de l'ajout.

Réponse

Voici la liste des services de garde (centres de la petite enfance (CPE), garderie subventionnée (GS) et garderie non subventionnée (GNS)) qui ont augmenté le nombre de places au permis en 2025-2026 au 31 janvier 2026.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-77

Nom du service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Date de réalisation	Financement du Ministère	Type de garde
CPE PITATOU	21	78	2025-09-15	358 107,33 $	CPE
CPE LES PETITS CAILL. « CPE LA CAJ., INS ST-HONORÉ #1 »	2	62	2025-07-15	Aucun financement supplémentaire	CPE
CPE GARI-GATOU INC.	24	66	2025-08-25	3 195 151,48 $ (Financement total de l'aménagement de 66 places)	CPE
CPE LES PETITS CAILLOUX INSTALLATION ST-CHARLES	13	21	2025-10-13	388 002,98 $ (Financement total de l'aménagement de 21 places)	CPE
CPE LES LUCIOLES	2	65	2025-08-25	Aucun financement supplémentaire	CPE
GARDERIE AUX PETITS POMMIERS	20	31	2025-12-22	S. O.	GS
CPE AU CŒUR ENFANTIN - INSTALLATION AU COEUR DU BOISÉ	39	75	2025-09-29	4 413 274 $ (Financement total de l'aménagement de 75 places)	CPE
GARDERIE "AUASSISS - PETIT ENFANT"	33	68	2025-06-26	S. O.	GS
GARDERIE "AUASSISS - PETIT ENFANT"	5	68	2025-07-21	S. O.	GS
CPE LE PETIT CHAMPLAIN	26	78	2025-12-15	3 593 667,78 $ (Financement total de l'aménagement de 78 places)	CPE
CPE FLOCONS DE RÊVE INC.	26	52	2025-07-15	1 471 834,97 $	CPE
CPE LE PIPANDOR	39	86	2025-07-02	3 496 037,84 $ (Financement total de l'aménagement de 81 places)	CPE
C.P.E. LES SOLEILS DE MÉKINAC	10	26	2026-01-26	2 255 381,27 $ (Financement total de l'aménagement de 26 places)	CPE

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-77

Nom du service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Date de réalisation	Financement du Ministère	Type de garde
CPE-BC LES PETITS COLLÉGIENS	28	80	2025-08-18	4 192 952,46 $ (Financement total de l'aménagement de 80 places)	CPE
GARDERIE L'OISEAU BLEU II	10	34	2025-07-21	S. O.	GS
CPE MANCHE DE PELLE	26	78	2025-09-08	1 627 243,12 $	CPE
CPE MANCHE DE PELLE - INST DE LA FORÊT	20	100	2025-11-03	1 921 058,63 $ (Financement total de l'aménagement de 100 places)	CPE
CPE LA PLEINE LUNE	36	80	2025-05-26	1 843 442,40 $	CPE
CPE LA PASSERELLE DES MOUSSES - INST. LAC-BROME	30	100	2025-11-24	1 980 148,80$	CPE
CPE IL ÉTAIT UNE FOIS	23	63	2025-12-31	2 991 171,02 $ (Financement total de l'aménagement de 63 places)	CPE
CPE TROIS PETITS POINTS ...	1	81	2025-04-01	Aucun financement supplémentaire	CPE
CPE AUX MILLE COULEURS INC.	12	44	2025-06-30	2 317 503,10 $ (Financement total de l'aménagement de 44 places)	CPE
CPE 1-2-3 PICABOU	5	52	2025-12-15	31 073, 73 $	CPE
CPE VALLÉE SOURIRE	21	55	2025-06-23	1 051 500,15 $	CPE
CENTRE D'ÉVEIL DEVENIR GRAND	14	94	2025-07-07	S. O.	GS
PROJET GARDERIE ÉDUCATIVE LES TRÉSORS DE MYMI II	20	100	2025-12-29	S. O.	GS
CPE BOUT D'CHOU	2	80	2025-07-21	2 497 933,09 $ (Financement total de l'aménagement de 38 places)	CPE
CPE CHEZ CALIMÉRO	33	72	2025-06-02	4 090 583,09 $ (Financement total de l'aménagement de 72 places)	CPE
CPE NID D'HIRONDELLE	21	76	2025-06-30	1 795 932,31 $	CPE

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-77

Nom du service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Date de réalisation	Financement du Ministère	Type de garde
CPE RITOURN'AILES DE SEPTS-ÎLES - INST. LA MAISONNETTE	1	46	2026-01-29	Aucun financement additionnel	CPE
LACET DE BOTTINE	36	98	2025-07-14	2 279 531,71 $	CPE
CPE ENFANT-BONHEUR (INST. L'ENVOLÉE)	15	55	2025-06-23	2 375 615,05 $ (Financement total de l'aménagement de 55 places)	CPE
GARDERIE ÉDUCATIVE LES TRÉSORS DU COIN INC	11	100	2025-06-16	S. O.	GS
CPE LA PIROULINE INC. (INST. TERREBONNE)	48	80	2025-10-14	3 659 316,13 $ (Financement total de l'aménagement de 80 places)	CPE
GARDERIE ÉDUCATIVE LE MOUTON NOIR INC.	16	100	2025-07-07	S. O.	GS
GARDERIE ÉDUCATIVE LE MOUTON NOIR INC.	5	100	2025-05-20	S. O.	GS
CPE CACHALOT INC. (3005-8695)	72	80	2025-05-26	2 555 274,45 $ (Financement total de l'aménagement de 80 places)	CPE
CPE CACHALOT INC. (3005-0683)	8	88	2025-05-26	601 617,00 $	CPE
CPE MIEL ET MELON	13	70	2025-12-11	498 347,23 $	CPE
CPE ABRACADABRA (INST. LA PETITE MAGIE)	18	80	2025-06-02	1 102 712,94 $	CPE
GARDERIE ROYA 1 INC.	20	100	2025-06-23	S. O.	GS
CPE LA PETITE BANDE	5	80	2025-06-09	3 004 951,31 $ (Financement total de l'aménagement de 80 places)	CPE
CPE LA PETITE BANDE	17	80	2025-06-09	3 004 951,31 $ (Financement total de l'aménagement de 80 places)	CPE
GARDERIE EDUCATIVE SCHTROUMFPETITS INC.	10	85	2025-10-20	S. O.	GS
CPE GRAND-MÈRE DOUCEUR - INST. LE QUARTIER	26	88	2025-11-24	1 335 602,52 $	CPE

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-77

Nom du service de garde	Nombre de places ajoutées	Nombre de places au permis totales	Date de réalisation	Financement du Ministère	Type de garde
CPE PLUMEAU-SOLEIL - INST. UQTR	15	80	2025-11-10	3 416 100,25 $ (Financement total de l'aménagement de 80 places)	CPE
CENTRE À LA PETITE ENFANCE MINI-CAMPUS INC.	41	49	2025-09-29	2 710 790,48 $ (Financement total de l'aménagement de 49 places)	CPE
GARDERIE MOI MES SOULIERS 1	25	100	2025-07-21	S.O	GNS
GARDERIE ÉDUCATIVE LE PARADIS DE MARIE	7	77	2025-09-02	S.O	GNS
LA PETITE ÉCOLE DU MONT INC	12	92	2025-08-25	S.O	GNS
L'ÉVEIL DES P'TITS COQUINS INC.	8	88	2025-09-02	S.O	GNS
GARDERIE ACADÉMIE MONTESSORI DU BOIS INC.	9	36	2026-01-29	S.O	GNS
ACADÉMIE PRÉSCOLAIRE ET SPORTIVE LES CAPUCINES INC.	31	80	2026-01-14	S.O	GNS
LA GARDERIE LA MAGIE DES CALINOURS INC.	36	79	2025-09-17	S.O	GNS

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-78

Concernant le projet Accessibilité et équité (Projet A du Programme AESG : Accès équitable à un service de garde), fournir pour 2025-2026 :

a) Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027);
b) Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;
c) Les entreprises d'infonuagique impliquées;
d) Le nombre d'ETC affectés à ce programme;
e) Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;
f) État d'avancement;
g) Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

Réponse

a) et f) Le coût prévu d'implantation du projet, renommé « Portail d'inscription aux services de garde (Portail) » était de 12,3M$.

Le coût final du projet est de 12,6 M$, ce qui inclut le développement du système et tous les tests préalables requis au déploiement. Le 0,3 M$ supplémentaire a été requis pour adapter le système à la Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance offert par les titulaires de permis subventionnés (Loi 17 de 2025) qui a été sanctionné le 4 juin 2025.

Le Portail n'est pas seulement un nouveau système informatique, mais un changement majeur des façons de faire pour l'attribution des places en services de garde éducatifs à l'enfance, afin d'assurer l'équité et la transparence.

Conséquemment, pour assurer une transition harmonieuse, un budget de 5,2 M$ a fait l'objet d'une annonce budgétaire en 2025-2026 afin d'assurer un déploiement graduel, prudent et ordonné du nouveau Portail (le déploiement du système, incluant l'accompagnement de la clientèle et la mise en application du règlement pour les Services de garde éducatifs à l'enfance). Ce déploiement s'est échelonné du 1er octobre au 1er décembre 2025.

b) et c) L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https//www.seao.gouv.qc.ca/ ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 $ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère :

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/famille/acces-information/engagements-financiers

e) L'information est disponible sur le site Internet dédié au portail d'inscription au service de garde à l'adresse suivante :

https://consultation.quebec.ca/processes/cacommenceici

d) et g) Les questions ne sont pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-79

Le 21 octobre 2021, le gouvernement lançait le Grand chantier pour les familles qui prévoit des investissements de 3 milliards de dollars d'ici 2025-2026, dont 1,8 G$ pour de nouvelles mesures. Veuillez nous indiquer, pour chacune des 45 actions prévues dans le plan :

a) L'état d'avancement de la mesure ;
b) Les sommes prévues en 2025-2026, par mesure;
c) Les sommes investies en 2025-2026, par mesure, en indiquant le montant provenant de nouveaux investissements et les prévisions, par année, jusqu'à 2025-2026.

Réponse

a) La plupart des mesures prévues au Grand chantier pour les familles sont terminées et certaines sont en cours de réalisation.

Mesures (en millions de dollars)	**Dépenses probables 2025-2026**
Objectif 1 : Créer suffisamment de places pour répondre aux besoins des familles	392,6
Objectif 2 : Contribuer à une plus grande équité financière entre les familles	468,2
Objectif 3 : Accroître l'efficacité du réseau pour mieux le développer	20,7
Objectif 4 : Consolider le milieu familial	192,5
Objectif 5 : Assurer la présence d'une main-d'œuvre qualifiée en nombre suffisant	633,4
Objectif 6 : Remettre l'égalité des chances au cœur de notre action	14,4

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-80

Le Grand chantier pour les familles prévoyait l'embauche de 17 800 nouvelles éducatrices, dont 13 900 éducatrices qualifiées. Veuillez nous indiquer, depuis le lancement du Grand chantier le 21 octobre 2021 :

a) Le nombre de nouvelles éducatrices embauchées, ventilé par région;
b) Le nombre de nouvelles éducatrices qualifiées embauchées, ventilé par région;
c) Le nombre de nouvelles éducatrices non qualifiées embauchées, ventilé par région;
d) Les cibles pour 2026-2027 et 2027-2028 en indiquant le nombre d'éducatrices qualifiées et non qualifiées, ventilé par région.

Réponse

a), b) et c) Veuillez consulter les données disponibles dans le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance, éditions 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c392973

d) La cible d'embauche établie dans le cadre de l'Opération Main-d'œuvre (OPMO), jusqu'au 31 mars 2026, est de 18 000 éducatrices et éducateurs de la petite enfance, et la qualification en emploi d'un total de 7 000 éducateurs ou éducatrices de la petite enfance.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-81

Le Grand chantier pour les familles prévoit l'ajout de 37 000 places en services de garde. Veuillez nous indiquer :

a) La liste des projets autorisés en lien avec ces 37 000 places, ventilée par région, en indiquant :
   i. le nombre de places par projet;
   ii. le type de service de garde (CPE, GS);
   iii. la date prévue d'ouverture de l'installation.
b) Les cibles visées par le Ministère concernant la répartition des places prévues en CPE et en garderies privées subventionnées, ventilées par région.

Réponse

a) La liste complète des projets autorisés par la ministre dans le cadre des appels de projets (lots 1 à 11) est disponible à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/developpement-reseau/appels-projets#c307183

Pour ce qui est des dates d'ouverture prévue des installations et celles mises sous permis, celles-ci peuvent être consultées à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

b) Le Ministère n'a pas établi de cible concernant la répartition des places prévues en CPE et en garderies privées subventionnées.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-82

Entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026, veuillez nous indiquer :

a) La liste des CPE ouverts en indiquant :
   i. Le nombre de places ;
   ii. La ville;
   iii. La région;
   iv. La circonscription électorale;
   v. Le délai de création de places à partir de l'attribution du projet jusqu'à l'ouverture de l'installation (en mois);
b) La liste des garderies subventionnées ouvertes en indiquant :
   i. Le nombre de places;
   ii. La ville;
   iii. La région;
   iv. La circonscription électorale.
c) La liste des garderies privées non subventionnées ouvertes en indiquant;
   i. Le nombre de places;
   ii. La ville;
   iii. La région;
   iv. La circonscription électorale.
d) La liste des projets de garderies non subventionnées converties en places subventionnées en indiquant la proportion le nombre de places et le type de conversion (GS ou CPE);
e) Le nombre de places ouvertes en milieu familial. Sur ce nombre, veuillez nous indiquer le nombre de places qui étaient non régies qui sont maintenant régies et le nombre de nouvelles places, par région;
f) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 1er avril 2025;
g) Le nombre de places réellement offertes en milieu familial au 31 mars 2026.

Réponse

Les statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance sont disponibles à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques

Pour le milieu familial, 1 927 places sont liées aux nouvelles demandes de reconnaissance de la part d'une personne non reconnue (PNR). Cela représente le nombre de places offertes par des responsables d'un service de garde éducatif à l'enfance en milieu familial (RSGE) qui offraient, avant d'obtenir leur reconnaissance, des services de garde non reconnus (PNR) entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-83

Entre le 1er avril 2025 et le 31 mars 2026, veuillez nous indiquer :

a) Le nombre de places fermées en CPE;
b) Le nombre de places fermées en garderies subventionnées;
c) Le nombre de places fermées en garderies privées non subventionnées;
d) Le nombre de places fermées en milieu familial;

Réponse

Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026 :

a) Aucune place fermée en centres de la petite enfance;

b) 82 places fermées en garderies subventionnées;

c) 1 470 places fermées en garderies non subventionnées;

d) 5 343 places liées aux personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial dont la reconnaissance a pris fin.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-84

Le 17 janvier 2022, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient une offensive afin de recruter 18 000 nouvelles éducatrices et nouveaux éducateurs, en plus d'en qualifier 7 000 autres déjà en poste dans le réseau actuel d'ici 2026. En lien avec cette annonce, veuillez nous indiquer :

a) le nombre d'éducatrices retraitées du réseau qui ont fait un retour au travail et qui ont obtenu une prime salariale de 6,6 %, ventilé par région.

Réponse

La mesure a pris fin le 31 mars 2023. 106 éducatrices retraitées ont pu se prévaloir de la mesure pour 2021-2022 et 2022-2023. Le Ministère ne dispose pas des données ventilées par région.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-85

Le 18 décembre 2025, la ministre de la Famille annonce la conversion de 1 023 places non subventionnées en places subventionnées d'ici le 31 mars 2026. Sur ces 1 023 places, combien, en date du 31 mars 2026, ont été converties et combien en reste à convertir?

Réponse

En date du 31 mars 2026, 1 023 places ont été converties.

Aucune place ne reste à convertir.

Source : Sous-ministériat du développement et du soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-86

Veuillez indiquer le nombre de places réellement offertes par les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial en 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et en 2025-2026.

Réponse

Le nombre de places offertes en milieu familial est disponible à la page Statistiques sur le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance de Québec.ca :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-finances/documents-financiers-reddition-compte

---

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-87

Veuillez nous fournir, pour 2025-2026, le nombre de places en milieu familial qui ont été ouvertes. Sur ce nombre, veuillez nous dire combien sont de nouvelles places et combien sont des places qui étaient non régies et qui sont maintenant régies.

Réponse

Au 31 janvier 2026, il y a un total de 74 304 places en milieu familial. Il s'agit d'une variation nette de place positive de 1 531 places, comparativement au 31 mars 2025. La variation nette tient compte de l'ensemble des modifications à l'offre de place en milieu familial, notamment les nouvelles reconnaissances, les fins de reconnaissance et les reconnaissances suspendues.

Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, il y a eu 7 414 nouvelles places brutes liées aux nouvelles demandes de reconnaissance. Sur ce nombre :

- 1 927 places sont liées aux nouvelles demandes de reconnaissance de la part d'une personne non reconnue (PNR). De ce nombre, 1 716 places étaient déjà offertes par les PNR avant leur reconnaissance.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-88

Veuillez indiquer le nombre de services de garde en milieu familial reconnu qui ont fermé leur installation en 2025-2026, ventilé par région en indiquant le nombre de places.

Réponse

Nombre de personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) (subventionnées et non subventionnées) dont la reconnaissance a pris fin et nombre de places liées aux fins de reconnaissance, par région administrative, entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026

Région administrative	Nombre de RSGE dont la reconnaissance a pris fin	Nombre de places liées aux RSGE dont la reconnaissance a pris fin
1. Bas-Saint-Laurent	57	328
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	48	291
3. Capitale-Nationale	66	394
4. Mauricie	37	216
5. Estrie	78	471
6. Montréal	78	542
7. Outaouais	52	328
8. Abitibi-Témiscamingue	42	233
9. Côte-Nord	10	58
10. Nord-du-Québec	1	6
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	13	74
12. Chaudière-Appalaches	78	457
13. Laval	24	162
14. Lanaudière	46	290
15. Laurentides	81	467
16. Montérégie	135	812
17. Centre-du-Québec	38	214
Ensemble des régions	**884**	**5 343**

Référence : Registre des RSGE, extraction de type « Image tous les BC » effectuée le 3 février 2026.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-89

Veuillez nous fournir le nombre de personnes responsables d'un milieu familial non reconnu (PNR) qui ont fait la demande de devenir un milieu familial régi et subventionné en 2025-2026. De ce nombre, combien ont été autorisées et combien ont été refusées.

Réponse

Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, 239 personnes non reconnues ont obtenu une reconnaissance à titre de personne responsable d'un service de garde éducatif en milieu familial et ont demandé des places subventionnées. Le Ministère ne reçoit pas l'information concernant le nombre de demandes refusées.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-90

Veuillez nous indiquer combien de personnes responsables d'un milieu familial non reconnu (PNR) ont fait la demande de devenir un milieu familial régi, mais non subventionné en 2025-2026. De ce nombre, combien ont été autorisées et combien ont été refusées.

Réponse

Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, 70 personnes non reconnues ont obtenu une reconnaissance à titre de personne responsable d'un service de garde éducatif en milieu familial et n'ont pas demandé de place subventionnée. Le Ministère ne reçoit pas l'information concernant le nombre de demandes refusées.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-91

Veuillez nous indiquer, pour 2025-2026, le nombre de RSGE ayant profité de l'aide au démarrage de 3 500 $ annoncée au printemps 2021. Veuillez nous fournir cette information par région.

Réponse

Les dernières données disponibles portent sur l'année financière 2024-2025 et sont extraites des rapports d'activités que les services de garde éducatifs à l'enfance transmettent annuellement au Ministère.

Nombre de personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) ayant bénéficié d'un incitatif financier visant le recrutement de personnes aptes à être reconnues comme RSGE (instruction nº 4), par région administrative, entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025

Région administrative	Nombre de RSGE ayant bénéficié du montant de 3 500 $
1. Bas-Saint-Laurent	34
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	71
3. Capitale-Nationale	100
4. Mauricie	69
5. Estrie	109
6. Montréal	73
7. Outaouais	56
8. Abitibi-Témiscamingue	32
9. Côte-Nord	11
10. Nord-du-Québec	2
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27
12. Chaudière-Appalaches	94
13. Laval	39
14. Lanaudière	98
15. Laurentides	101
16. Montérégie	207
17. Centre-du-Québec	73

* Référence : Collecte de données des Rapports d'activités 2024-2025.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-92

Veuillez nous indiquer, pour 2025-2026, le nombre de RSG ayant obtenu 6 000 $ pour avoir augmenté leur nombre de places à 9. Veuillez nous fournir cette information par région.

Réponse

Les dernières données disponibles portent sur l'année financière 2024-2025 et sont extraites des rapports d'activités que les services de garde éducatifs à l'enfance transmettent annuellement au Ministère.

Nombre de personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) ayant bénéficié d'un incitatif financier maximal de 6 000 $ pour le maintien de sa reconnaissance à 9 places en continu pendant une période déterminée (instruction nº 3), par région administrative, entre le 1er avril 2024 et le 31 mars 2025

Région administrative	Nombre de RSGE ayant bénéficié du montant de 3 000 $ au cours de la période du 1er avril au 30 septembre 2024	Nombre de RSGE ayant bénéficié du montant de 3 000 $ au cours de la période du 1er octobre 2024 au 31 mars 2025
1. Bas-Saint-Laurent	26	28
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	53	53
3. Capitale-Nationale	146	158
4. Mauricie	70	76
5. Estrie	100	92
6. Montréal	514	522
7. Outaouais	117	109
8. Abitibi-Témiscamingue	11	10
9. Côte-Nord	6	5
10. Nord-du-Québec	1	1
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	15	18
12. Chaudière-Appalaches	75	76
13. Laval	136	146
14. Lanaudière	163	187
15. Laurentides	135	144
16. Montérégie	274	294
17. Centre-du-Québec	68	62

* Référence : Collecte de données des rapports d'activités 2024-2025.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-93

Veuillez nous indiquer, pour 2025-2026, le nombre de places additionnelles disponibles suite à l'allégement administratif introduit permettant de ne plus comptabiliser dans le ratio les enfants de la RSG ou de son assistante, qui sont âgés de 9 ans et moins et qui fréquentent l'école s'ils ne sont présents que pour de courtes périodes.

Réponse

Le Ministère ne détient pas la donnée sur le nombre de places additionnelles disponibles à la suite de l'introduction de l'article 53.1 à la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, chapitre S-4.1.1).

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Le 12 avril 2022, le ministre de la Famille lançait des projets-pilotes spécialement conçus pour la garde en milieu familial. Concernant ces projets pilotes, veuillez nous dire :

a) La liste des projets pilotes mis en place depuis l'annonce et indiquer :
b) La ville et la région;
c) Le nombre de places;
d) La date d'ouverture et la date de fin si le projet est terminé;
e) Le partenariat avec la communauté.
f) Combien de responsables de services de garde éducatifs travaillent dans un projet-pilote, ventilé par région;
g) Combien de responsables de services de garde éducatifs ont transféré de leur milieu familial à un projet pilote;
h) Le bilan du projet pilote depuis le lancement.

Réponse

a), b), c), d) et e) En date du 31 janvier 2026, 318 projets ont été mis en place depuis l'annonce :

- 267 projets sont toujours en activité (pour un total de 2 646 places)
- 47 projets ont cessé définitivement leurs activités;
- 4 projets sont en arrêt temporaire.

Voir l'annexe 1 pour la ventilation des projets.

f)

Nombre de responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE) dans un projet en activité, par région administrative, au 31 janvier 2026

Région administrative		Nombre de RSGE
1.	Bas-Saint-Laurent	41
2.	Saguenay–Lac-Saint-Jean	74
3.	Capitale-Nationale	46
4.	Mauricie	13
5.	Estrie	24
6.	Montréal	5
7.	Outaouais	8
8.	Abitibi-Témiscamingue	28
9.	Côte-Nord	17
10.	Nord-du-Québec	0
11.	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	20
12.	Chaudière-Appalaches	62
13.	Laval	3
14.	Lanaudière	4
15.	Laurentides	49
16.	Montérégie	29
17.	Centre-du-Québec	31
	Ensemble des régions	**454**

Référence : Base de données du projet pilote de responsables d'un service de garde éducatif en communauté et en entreprise, ministère de la Famille.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

g) Au 31 mars 2024 (dernière donnée disponible), 49 RSGE avaient transféré leur service de garde en milieu familial dans un projet, ce qui représente 19 % de l'ensemble des RSGE des projets en activité.

h) Au 31 mars 2024, les principaux constats du bilan 2023-2024 (deuxième année du Projet pilote) :

- Projets soumis :
  - 11 projets étaient soumis en moyenne par mois par les BC dans le cadre du Projet pilote;
  - 275 projets avaient été soumis par 85 BC (52 % de l'ensemble des BC).
- Projets en activité :
  - 99 % des places offertes dans le cadre du Projet pilote étaient subventionnées;
  - 81 % (213) de l'ensemble des RSGE impliquées dans les projets étaient de nouvelles RSGE;
  - 74 % (111) des projets en activité comprenaient 2 RSGE;
  - 80 % (134) des projets avaient débuté leurs activités en moins de 6 mois après l'approbation du Ministère;
  - 65 % (81) des projets en activité avec un partenaire étaient mis de l'avant par une municipalité.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

ANNEXE 1 – Projets en activité (incluant les projets arrêtés après leur ouverture), par région administrative, au 31 janvier 2026

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
1. Bas-Saint-Laurent	Squatec	12	2022-06-06		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Marc-du-Lac-Long	0	2023-11-20	2024-01-26	Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Lac-des-Aigles	12	2022-09-06		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Honoré-de-Témiscouata	6	2023-05-01		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Biencourt	6	2022-09-06		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Rivière-du-Loup	6	2022-06-27		Aucun
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Narcisse-de-Rimouski	6	2023-02-06		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Notre-Dame-des-neiges	12	2023-01-16		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Clément	12	2023-02-20		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Matane	0	2023-01-03	2024-08-28	Entreprise
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Juste-du-Lac	12	2023-05-29		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Joseph-de-Kamouraska	6	2023-05-01		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Sainte-Angèle-de-Mérici	12	2023-07-25		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Pacôme	12	2023-08-21		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Price	12	2023-08-07		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	12	2024-04-08		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Squatec	6	2023-11-20		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	6	2023-09-05		Aucun
1. Bas-Saint-Laurent	Dégelis	12	2024-05-06		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Rimouski	12	2023-09-05		Entreprise

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Adelme	0	2024-04-02	2024-10-09	Organisme communautaire
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Onésime-d'Ixworth	6	2024-05-01		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Rimouski	9	2024-03-11		Aucun
1. Bas-Saint-Laurent	La Pocatière	12	2024-06-17		Entreprise
1. Bas-Saint-Laurent	Sainte-Luce	12	2025-06-02		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Pascal	6	2025-10-06		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Saint-Gabriel-Lalemant	6	2025-09-08		Organisme communautaire
1. Bas-Saint-Laurent	Pohénégamook	12	2026-01-27		Municipalité
1. Bas-Saint-Laurent	Auclair	6	2026-01-05		Municipalité
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-Fulgence	12	2022-06-22		Municipalité
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	0	2022-08-01	2024-09-02	Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Larouche	12	2023-01-03		Municipalité
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	12	2023-03-06		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	0	2022-08-29	2023-06-16	Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	9	2022-07-11		Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-Thomas-Dydime	12	2023-02-13		Municipalité
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	12	2023-02-06		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Dolbeau-Mistassini	12	2023-03-27		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	12	2023-10-02		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alma	12	2024-04-08		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-Félicien	12	2023-12-04		Organisme communautaire
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	12	2023-09-05		Organisme communautaire

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Roberval	6	2023-09-05		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Rivière Éternité	12	2023-10-02		Municipalité
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-Ambroise	0	2023-07-03	2023-09-01	Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-Ambroise	12	2023-10-23		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Albanel	12	2024-06-25		Municipalité
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac Ministuk	9	2024-03-25		Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alma	0	2023-11-07	2024-08-01	Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	12	2023-10-02		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-Ambroise	12	2024-02-05		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	9	2023-11-13		Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	9	2023-11-08		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	0	2024-01-08	2025-07-24	Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Dolbeau-Mistassini	12	2024-06-10		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-Stanislas	9	2024-03-11		Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Hébertville	6	2024-05-14		Municipalité
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	9	2024-07-01		Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Hébertville	6	2024-11-05		Municipalité
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	12	2024-08-06		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-Edmond-les-Plaines	12	2025-02-03		Municipalité
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Dolbeau-Mistassini	0	2024-10-07	2025-07-21	Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	9	2024-09-02		Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	9	2024-08-12		Aucun

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Lac-Bouchette	12	2025-04-28		Organisme communautaire
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-Eugène-d'Argentenay	6	2025-10-27		Municipalité
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-David de Falardeau	12	2024-12-02		Municipalité
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Dolbeau-Mistassini	12	2025-04-07		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alma	12	2024-11-18		Entreprise
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	9	2024-10-01		Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Labrecque	0	2024-10-07	2025-01-09	Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	12	2025-03-31		Organisme communautaire
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saguenay	6	2025-03-31		Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Alma	9	2025-02-10		Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Canton-Tremblay	9	2025-05-05		Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Saint-Charles-de-Bourget	9	2025-07-02		Aucun
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	Ferland-et-Boileau	6	2025-01-05		Municipalité
3. Capitale-Nationale	Pont-Rouge	12	2022-08-15		Municipalité
3. Capitale-Nationale	Pont-Rouge	9	2022-08-22		Municipalité
3. Capitale-Nationale	Saint-Raymond	12	2022-08-22		Municipalité
3. Capitale-Nationale	Sainte-Christine d'Auvergne	0	2022-11-28	2024-10-12	Municipalité
3. Capitale-Nationale	Saint-Casimir	12	2023-09-25		Municipalité
3. Capitale-Nationale	Saint-Léonard de Portneuf	12	2023-03-13		Municipalité
3. Capitale-Nationale	Petite-Rivière-St-François	0	2022-12-12	2023-09-15	Municipalité
3. Capitale-Nationale	Portneuf	12	2023-01-09		Municipalité
3. Capitale-Nationale	Saint-Hilarion	12	2023-08-11		Municipalité

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
3. Capitale-Nationale	Saint-François-de-L'Île-d'Orléans	12	2023-06-12		Municipalité
3. Capitale-Nationale	Portneuf	12	2023-06-19		Établissement santé services sociaux
3. Capitale-Nationale	Pont-Rouge	12	2023-06-26		Municipalité
3. Capitale-Nationale	La Malbaie	12	2023-09-11		Établissement santé services sociaux
3. Capitale-Nationale	Québec	0	2023-07-07	2023-09-29	Entreprise
3. Capitale-Nationale	Québec	6	2023-09-11		Aucun
3. Capitale-Nationale	Québec	6	2023-01-22		Entreprise
3. Capitale-Nationale	Québec	12	2024-04-08		Organisme communautaire
3. Capitale-Nationale	Saint-Urbain	6	2025-04-29		Municipalité
3. Capitale-Nationale	Saint-Tite-des-Caps	12	2024-01-02		Municipalité
3. Capitale-Nationale	Château-Richer	12	2023-11-27		Entreprise
3. Capitale-Nationale	Québec	12	2025-08-18		Entreprise
3. Capitale-Nationale	Rivière-à-Pierre	6	2025-03-31		Municipalité
3. Capitale-Nationale	La Malbaie	12	2024-04-08		Établissement éducation
3. Capitale-Nationale	Québec	6	2024-06-17		Aucun
3. Capitale-Nationale	Québec	0	2024-05-13	2024-10-16	Aucun
3. Capitale-Nationale	Québec	12	2024-09-03		Entreprise
3. Capitale-Nationale	Québec	0	2024-06-25	2025-06-20	Entreprise
3. Capitale-Nationale	Québec	9	2024-07-15		Aucun
3. Capitale-Nationale	Baie-Saint-Paul	12	2025-02-03		Organisme communautaire
3. Capitale-Nationale	Québec	9	2025-06-23		Aucun
3. Capitale-Nationale	Québec	6	2025-09-22		Aucun

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
3. Capitale-Nationale	Québec	9	2025-09-15		Aucun
4. Mauricie	Batiscan	12	2024-08-12		Municipalité
4. Mauricie	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	9	2024-11-18		Entreprise
4. Mauricie	Shawinigan	12	2024-08-26		Entreprise
4. Mauricie	Saint-Élie-de-Caxton	12	2025-05-26		Municipalité
4. Mauricie	Saint-Prosper de Champlain	6	2025-07-03		Municipalité
4. Mauricie	Trois-Rivières	9	2025-08-04		Organisme communautaire
4. Mauricie	Trois-Rivières	6	2025-11-11		Entreprise
4. Mauricie	Trois-Rivières	12	2025-11-03		Organisme communautaire
5. Estrie	Sutton	12	2023-01-04		Municipalité
5. Estrie	Lac-Brome	12	2022-10-24		Municipalité
5. Estrie	Stratford	6	2023-04-03		Municipalité
5. Estrie	Magog	6	2023-06-05		Municipalité
5. Estrie	Frelighsburg	12	2023-04-11		Municipalité
5. Estrie	Val-Racine	12	2023-09-05		Municipalité
5. Estrie	Stornoway	6	2023-11-06		Municipalité
5. Estrie	Hatley	6	2025-08-04		Municipalité
5. Estrie	Cowansville	6	2024-04-02		Entreprise
5. Estrie	Ayer's Cliff	12	2024-01-08		Municipalité
5. Estrie	Saint-Ludger	12	2024-05-06		Municipalité
5. Estrie	Magog	9	2024-06-07		Aucun
5. Estrie	Brome	6	2024-11-04		Aucun

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
5. Estrie	Saint-Camille	0	2025-01-13	2025-08-25	Aucun
5. Estrie	Granby	9	2025-02-03		Aucun
5. Estrie	Cookshire-Eaton	9	2025-09-22		Aucun
6. Montréal	Montréal	0	2022-08-22	2023-09-30	Aucun
6. Montréal	Montréal	0	2022-11-06	2023-06-30	Aucun
6. Montréal	Montréal	6	2023-03-01		Aucun
6. Montréal	Sainte-Geneviève	6	2023-08-14		Établissement éducation
6. Montréal	Montréal	0	2023-08-28	2023-09-15	Aucun
6. Montréal	Montréal	9	2024-09-09		Aucun
6. Montréal	Montréal	0	2024-09-04	2025-03-01	Aucun
6. Montréal	Montréal	6	2025-01-06		Aucun
6. Montréal	Montréal	6	2025-05-01		Aucun
7. Outaouais	Messines	12	2022-08-15		Municipalité
7. Outaouais	Cantley	6	2023-08-28		Aucun
7. Outaouais	Cayamant	12	2024-01-29		Municipalité
7. Outaouais	Gatineau	9	2024-07-08		Aucun
7. Outaouais	Saint-André-Avellin	0	2024-09-30	2024-11-11	Aucun
7. Outaouais	Gatineau	9	2024-12-09		Aucun
7. Outaouais	Gatineau	0	2025-03-10	2025-08-18	Aucun
8. Abitibi-Témiscamingue	Ville-Marie	0	2022-09-12	2025-05-26	Établissement éducation
8. Abitibi-Témiscamingue	Poularies	12	2022-08-29		Municipalité
8. Abitibi-Témiscamingue	Palmarolle	12	2022-09-24		Municipalité

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
8. Abitibi-Témiscamingue	La Sarre	6	2022-10-31		Établissement éducation
8. Abitibi-Témiscamingue	La Sarre	12	2023-01-04		Municipalité
8. Abitibi-Témiscamingue	Béarn	12	2023-09-18		Municipalité
8. Abitibi-Témiscamingue	La Sarre	12	2022-12-05		Organisme communautaire
8. Abitibi-Témiscamingue	Val-d'Or	12	2023-04-17		Établissement éducation
8. Abitibi-Témiscamingue	La Sarre	12	2023-06-19		Organisme communautaire
8. Abitibi-Témiscamingue	Rouyn-Noranda	12	2023-09-05		Établissement santé services sociaux
8. Abitibi-Témiscamingue	Amos	0	2024-06-03	2025-08-31*	Établissement santé services sociaux
8. Abitibi-Témiscamingue	Taschereau	12	2023-09-05		Municipalité
8. Abitibi-Témiscamingue	Amos	12	2025-07-21		Entreprise
8. Abitibi-Témiscamingue	Barraute	6	2024-08-23		Établissement éducation
8. Abitibi-Témiscamingue	La Sarre	12	2024-11-01		Entreprise
8. Abitibi-Témiscamingue	Saint-Bruno-de-Guigues	12	2025-03-24		Municipalité
8. Abitibi-Témiscamingue	Amos	12	2025-10-14		Établissement éducation
8. Abitibi-Témiscamingue	Trécesson	0	2024-11-25	2025-12-19	Aucun
8. Abitibi-Témiscamingue	Amos	0	2025-08-11	2025-09-26	Aucun
9. Côte-Nord	Baie-Comeau	6	2023-08-28		Établissement éducation
9. Côte-Nord	Baie-Comeau	6	2022-10-03		Établissement éducation
9. Côte-Nord	Havre-Saint-Pierre	6	2024-09-23		Organisme communautaire
9. Côte-Nord	Aguanish	6	2023-11-13		Municipalité
9. Côte-Nord	Gros Mécatina	6	2023-11-20		Municipalité
9. Côte-Nord	Baie-Comeau	6	2025-01-02		Entreprise

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
9. Côte-Nord	Les Escoumins	9	2024-09-16		Municipalité
9. Côte-Nord	Les Bergeronnes	12	2024-10-21		Municipalité
9. Côte-Nord	Sept-Îles	12	2024-10-29		Établissement éducation
9. Côte-Nord	Havre-Saint-Pierre	12	2025-08-25		Entreprise
9. Côte-Nord	Port-Cartier	9	2025-09-22		Aucun
9. Côte-Nord	Sept-Îles	9	2025-09-24		Aucun
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Saint-François d'Assise	6	2022-12-12		Municipalité
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Paspébiac	12	2023-09-09		Établissement éducation
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Nouvelle	12	2024-04-29		Municipalité
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Val-d'Espoir	0	2024-02-07	2026-01-05*	Municipalité
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Paspébiac	12	2023-09-05		Municipalité
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Cap-aux-Meules	12	2023-11-13		Établissement santé services sociaux
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Matapédia	6	2024-03-11		Établissement éducation
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Cap-aux-Meules	12	2024-07-29		Municipalité
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Marsoui	12	2024-08-26		Établissement éducation
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Chandler	12	2025-03-12		Municipalité
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Saint-Elzéar	12	2025-06-02		Municipalité
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	New Richmond	12	2025-09-29		Organisme communautaire
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Just-de-Bretenières	12	2022-10-03		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Bernard	12	2022-09-06		Entreprise
12. Chaudière-Appalaches	Sainte-Lucie de Beauregard	0	2022-10-03	2023-09-01*	Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Odilon de Cranbourne	12	2022-09-26		Municipalité

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
12. Chaudière-Appalaches	Irlande	12	2022-08-24		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Anselme-de-Bellechasse	12	2022-09-12		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	12	2022-10-10		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Appolinaire	0	2023-01-09	2024-10-31	Organisme communautaire
12. Chaudière-Appalaches	Scott	0	2023-01-03	2024-07-26	Entreprise
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Nérée de Bellechasse	0	2022-12-05	2023-09-15	Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Aubert	12	2025-10-31		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Séverin	0	2023-02-27	2025-02-28	Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Bernard	12	2023-06-19		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Lévis	12	2024-02-01		Organisme communautaire
12. Chaudière-Appalaches	Lévis	6	2023-09-01		Entreprise
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Philibert	12	2023-05-01		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Sainte-Croix	6	2023-08-07		Aucun
12. Chaudière-Appalaches	Tring-Jonction	12	2023-09-11		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Sainte-Clotilde	12	2023-09-05		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Janvier-de-Joly	12	2023-05-15		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Lambert-de-Lauzon	6	2025-10-06		Entreprise
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Sylvestre	12	2023-06-21		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Agapit	6	2023-07-17		Aucun
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Philémon	12	2023-09-05		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Henri-de-Lévis	0	2023-10-02	2023-12-14	Aucun
12. Chaudière-Appalaches	Sainte-Claire	12	2024-01-08		Municipalité

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Pierre-de-Broughton	12	2024-06-17		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Lévis	6	2024-04-09		Entreprise
12. Chaudière-Appalaches	Sainte-Justine	12	2024-04-02		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Notre-Dame-du-Rosaire	6	2024-04-08		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saints-Anges	12	2024-09-03		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Sainte-Claire	12	2025-06-02		Entreprise
12. Chaudière-Appalaches	Thetford Mines	12	2024-09-03		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	12	2025-08-25		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Sainte-Rose-de-Watford	12	2025-03-31		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Benjamin	12	2025-03-31		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Marcel	12	2025-02-24		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Léon-de-Standon	12	2025-06-02		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Saint-Odilon de Cranbourne	12	2025-05-12		Municipalité
12. Chaudière-Appalaches	Sainte-Marguerite	12	2025-07-03		Organisme communautaire
13. Laval	Laval	6	2024-11-01		Aucun
13. Laval	Laval	9	2025-01-16		Aucun
14. Lanaudière	Joliette	0	2023-09-23	2025-09-30	Organisme communautaire
14. Lanaudière	Notre-Dame-des-Prairies	9	2024-10-07		Aucun
14. Lanaudière	Saint-Lin-Laurentides	0	2025-03-05	2025-05-07	Aucun
14. Lanaudière	Saint-Calixte	9	2025-09-29		Aucun
15. Laurentides	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	9	2022-09-01		Aucun
15. Laurentides	Sainte-Adèle	12	2022-09-02		Entreprise

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
15. Laurentides	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	9	2022-09-06		Aucun
15. Laurentides	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	12	2023-01-09		Municipalité
15. Laurentides	Mirabel	0	2022-11-28	2023-08-22	Aucun
15. Laurentides	L'Ascension	12	2024-01-03		Municipalité
15. Laurentides	Amherst	12	2023-04-03		Municipalité
15. Laurentides	Val-des-Lacs	6	2023-07-03		Municipalité
15. Laurentides	Val-des-Lacs	9	2023-04-03		Aucun
15. Laurentides	Val-Morin	0	2023-04-03	2025-06-06*	Aucun
15. Laurentides	Sainte-Adèle	12	2023-05-08		Entreprise
15. Laurentides	Ferme-Neuve	6	2023-07-17		Municipalité
15. Laurentides	Blainville	12	2023-07-31		Entreprise
15. Laurentides	Mont-Laurier	6	2023-09-05		Aucun
15. Laurentides	Chute-Saint-Philippe	9	2024-06-25		Municipalité
15. Laurentides	Bois-des-Filion	6	2023-09-07		Aucun
15. Laurentides	Mont-Laurier	12	2023-09-05		Municipalité
15. Laurentides	Piedmont	12	2023-11-06		Municipalité
15. Laurentides	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	12	2023-09-05		Municipalité
15. Laurentides	Brébeuf	12	2024-02-05		Municipalité
15. Laurentides	Mont-Laurier	0	2023-10-30	2024-06-30	Aucun
15. Laurentides	Mont-Laurier	12	2024-08-30		Établissement éducation
15. Laurentides	Mont-Blanc	0	2024-02-26	2025-06-01	Municipalité
15. Laurentides	Mirabel	0	2024-07-29	2025-03-31	Aucun

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
15. Laurentides	Sainte-Agathe-des-Monts	12	2024-08-12		Établissement éducation
15. Laurentides	Saint-Hippolyte	0	2024-09-01	2025-07-22	Aucun
15. Laurentides	Sainte-Adèle	6	2024-11-04		Entreprise
15. Laurentides	Lantier	12	2025-06-16		Municipalité
15. Laurentides	Mirabel	6	2025-07-21		Aucun
15. Laurentides	Bois-des-Filion	6	2025-06-02		Aucun
15. Laurentides	Saint-Hippolyte	9	2025-08-19		Aucun
15. Laurentides	Mont-Laurier	6	2025-10-14		Aucun
15. Laurentides	Saint-Colomban	9	2025-09-24		Aucun
15. Laurentides	Sainte-Sophie	12	2025-09-29		Aucun
16. Montérégie	Saint-Antoine-sur-Richelieu	12	2023-07-10		Municipalité
16. Montérégie	Longueuil	9	2022-11-14		Aucun
16. Montérégie	Longueuil	0	2023-02-23	2024-01-30	Aucun
16. Montérégie	Béthanie	0	2023-12-11	2025-05-07	Municipalité
16. Montérégie	Boucherville	12	2023-08-07		Entreprise
16. Montérégie	Sainte-Julie	9	2023-03-06		Aucun
16. Montérégie	Saint-Hyacinthe	12	2023-05-01		Entreprise
16. Montérégie	Saint-Amable	0	2023-06-12	2024-06-12	Aucun
16. Montérégie	Saint-Charles-sur-Richelieu	12	2023-10-23		Municipalité
16. Montérégie	Coteau-du-Lac	0	2023-09-05	2024-01-05	Entreprise
16. Montérégie	Boucherville	0	2024-09-03	2025-01-24	Aucun
16. Montérégie	Sorel-Tracy	12	2024-09-30		Entreprise

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
16. Montérégie	Sorel-Tracy	12	2024-07-22		Entreprise
16. Montérégie	Sainte-Hélène-de-Bagot	12	2024-08-12		Municipalité
16. Montérégie	Les Coteaux	12	2024-10-28		Entreprise
16. Montérégie	Saint-Amable	9	2024-08-05		Aucun
16. Montérégie	Sainte-Clotilde	12	2025-01-27		Municipalité
16. Montérégie	Sainte-Julie	9	2025-02-24		Aucun
16. Montérégie	Roxton Falls	0	2025-04-22	2025-09-15	Aucun
16. Montérégie	Saint-Amable	9	2025-05-12		Aucun
16. Montérégie	Saint-Jean-sur-Richelieu	12	2025-08-25		Entreprise
17. Centre-du-Québec	Sainte-Cécile de Lévrard	12	2022-10-24		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Saint-Zéphirin -de-Courval	6	2024-02-12		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Saint-Zéphirin -de-Courval	6	2024-03-11		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Saint-Pierre-Baptiste	6	2023-07-08		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Baie-du-Fèvre	6	2023-06-12		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Baie-du-Fèvre	6	2023-11-21		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Grand-Saint-Esprit	6	2022-10-14		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Grand-Saint-Esprit	6	2022-10-12		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Notre-Dame-de-Lourdes	9	2022-08-01		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Lyster	6	2022-10-18		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Plessisville	0	2022-07-11	2023-09-29	Aucun
17. Centre-du-Québec	Laurierville	9	2022-08-29		Aucun
17. Centre-du-Québec	Princeville	0	2023-05-01	2023-07-05	Aucun

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-94

Région administrative	Municipalité	Nombre de places offertes	Date ouverture	Date arrêt de service	Partenaire
17. Centre-du-Québec	Plessisville	0	2023-05-01	2024-01-08	Aucun
17. Centre-du-Québec	Daveluyville	12	2023-09-25		Entreprise
17. Centre-du-Québec	Sainte-Sophie-d'Halifax	12	2024-09-02		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Fortierville	6	2024-08-19		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Saint-Félix-de-Kingsey	12	2024-12-16		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Inverness	12	2024-06-04		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Saint-Ferdinand	0	2024-04-22	2024-09-01	Aucun
17. Centre-du-Québec	Lyster	12	2024-09-03		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Sainte-Françoise	12	2025-05-20		Municipalité
17. Centre-du-Québec	Drummondville	9	2025-02-17		Aucun
17. Centre-du-Québec	Victoriaville	9	2025-06-02		Aucun
17. Centre-du-Québec	Sainte-Élizabeth-de-Warwick	12	2025-05-05		Municipalité

Référence : Base de données du projet pilote de responsables d'un service de garde éducatif en communauté et en entreprise, ministère de la Famille.
* Projet en arrêt de service temporaire.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Indiquer le nombre et le type de plaintes reçues pour 2025-2026 :

a) par région;
b) par type de service de garde;
c) type de plainte.

Réponse

Définition des termes utilisés :

Plainte : chaque contact d'un plaignant avec le bureau des plaintes de la Direction des plaintes et des inspections pour énoncer un ou plusieurs sujets d'insatisfaction. Une plainte peut comporter plusieurs objets de plainte.

Objet de plainte : Chacun des sujets d'insatisfaction énoncés par un plaignant lors de la création de son dossier de plainte.

En 2025-2026 (du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026), 3 020 plaintes ont été reçues à l'égard des services de garde éducatifs à l'enfance, totalisant 4 971 objets de plainte. Cela comprend les plaintes retenues et traitées par le Ministère, les plaintes référées vers d'autres ministères et organismes et les plaintes refusées.

Les statistiques incluent également le nombre de signalements signifiés au Ministère. À noter que la décision de retenir ou non un signalement relève de la Direction de la protection de la jeunesse, après analyse du dossier.

Les plaintes à l'égard des personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial sont traitées par les bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial.

Les statistiques demandées en a), b) et c) sont inscrites ci-dessous.

Certaines données ne sont pas fournies, en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Nonobstant les données qui ne sont pas fournies, les totaux fournis tiennent compte des données réelles.

Abréviations utilisées

CPE	Centre de la petite enfance
BC/MF	Bureau coordonnateur de la garde éducative en milieu familial/Milieu familial
GS	Garderie subventionnée
GNS	Garderie non subventionnée
SPMF	Sans permis en milieu familial
SPI	Sans permis en installation
Plaintes refusées	Plaintes impossibles à traiter ou non recevables
Plaintes référées	Plaintes référées à d'autres ministères et organismes, puisqu'elles ne constituent pas un manquement potentiel à la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance ou à ses règlements

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Nombre d'objets de plaintes reçus par région, par catégorie et par type de service de garde en 2025-2026 au 31 janvier 2026

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
1. Bas-Saint-Laurent	Accessibilité et continuité des services	1	0	1	0	1	2	0	0	0	**2**
	Fonctionnement administratif	8	0	0	0	0	8	0	0	0	**8**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	24	0	24	**24**
	Personne en relation avec un service de garde	11	0	1	1	2	13	0	0	0	**13**
	Santé et sécurité des enfants	3	0	0	5	5	8	0	0	0	**8**
	Plainte refusée	7	0	1	1	2	9	0	0	0	**9**
	Plainte référée	0	2	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Total des plaintes	**30**	**2**	**3**	**7**	**10**	**42**	**24**	**0**	**24**	**66**
	Total des signalements	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**2**	**3**	**7**	**10**	**N. D.**	**24**	**0**	**0**	**N. D.**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes reçus	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean	Accessibilité et continuité des services	2	0	1	1	2	4	0	0	0	**4**
	Fonctionnement administratif	3	0	1	0	1	4	0	0	0	**4**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	33	2	35	**35**
	Personne en relation avec un service de garde	2	0	5	8	13	15	0	0	0	**15**
	Santé et sécurité des enfants	1	0	3	2	5	6	0	0	0	**6**
	Plainte refusée	2	0	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Plainte référée	14	7	0	0	0	21	0	0	0	**21**
	Total des plaintes	**24**	**7**	**10**	**11**	**21**	**52**	**33**	**2**	**35**	**87**
	Total des signalements	**0**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**7**	**0**	**0**	**0**	**7**
	Total pour les plaintes et les signalements	**24**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**59**	**33**	**2**	**35**	**94**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
3. Capitale-Nationale	Accessibilité et continuité des services	12	0	2	3	5	17	0	0	0	**17**
	Fonctionnement administratif	9	1	30	26	56	66	0	0	0	**66**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	120	2	122	**122**
	Personne en relation avec un service de garde	29	1	49	67	116	146	0	0	0	**146**
	Santé et sécurité des enfants	15	0	46	66	112	127	0	0	0	**127**
	Plainte refusée	6	2	15	10	25	33	0	0	0	**33**
	Plainte référée	2	13	2	4	6	21	0	0	0	**21**
	Total des plaintes	**73**	**17**	**144**	**176**	**320**	**410**	**120**	**2**	**122**	**532**
	Total des signalements	**6**	**10**	**9**	**8**	**17**	**33**	**0**	**0**	**0**	**33**
	Total pour les plaintes et les signalements	**79**	**27**	**153**	**184**	**337**	**443**	**120**	**2**	**122**	**565**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
4. Mauricie	Accessibilité et continuité des services	4	0	0	0	0	4	0	0	0	**4**
	Fonctionnement administratif	17	0	2	1	3	20	0	0	0	**20**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	49	0	49	**49**
	Personne en relation avec un service de garde	12	0	3	4	7	19	0	0	0	**19**
	Santé et sécurité des enfants	26	0	4	2	6	32	0	0	0	**32**
	Plainte refusée	9	1	1	0	1	11	0	0	0	**11**
	Plainte référée	2	7	0	0	0	9	0	0	0	**9**
	Total des plaintes	**70**	**8**	**10**	**7**	**17**	**95**	**49**	**0**	**49**	**144**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**10**	**7**	**17**	**N. D.**	**49**	**0**	**49**	**N. D.**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
5. Estrie	Accessibilité et continuité des services	3	0	1	0	1	4	0	0	0	**4**
	Fonctionnement administratif	8	2	13	2	15	25	0	0	0	**25**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	131	0	131	**131**
	Personne en relation avec un service de garde	22	0	50	9	59	81	0	0	0	**81**
	Santé et sécurité des enfants	11	0	15	6	21	32	0	0	0	**32**
	Plainte refusée	5	2	4	2	6	13	0	0	0	**13**
	Plainte référée	3	11	0	1	1	15	0	0	0	**15**
	Total des plaintes	**52**	**15**	**83**	**20**	**103**	**170**	**131**	**0**	**131**	**301**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**4**	**10**	**0**	**0**	**0**	**10**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**107**	**180**	**131**	**0**	**131**	**311**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
6. Montréal	Accessibilité et continuité des services	14	0	15	1	16	30	0	0	0	**30**
	Fonctionnement administratif	81	1	59	49	108	190	0	0	0	**190**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	33	18	51	**51**
	Personne en relation avec un service de garde	164	1	129	88	217	382	0	0	0	**382**
	Santé et sécurité des enfants	77	0	75	67	142	219	0	0	0	**219**
	Plainte refusée	30	1	26	14	40	71	0	0	0	**71**
	Plainte référée	10	29	6	1	7	46	0	0	0	**46**
	Total des plaintes	**376**	**32**	**310**	**220**	**530**	**938**	**33**	**18**	**51**	**989**
	Total des signalements	**20**	**5**	**25**	**14**	**39**	**64**	**0**	**0**	**0**	**64**
	Total pour les plaintes et les signalements	**396**	**37**	**335**	**234**	**569**	**1 002**	**33**	**18**	**51**	**1 053**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
7. Outaouais	Accessibilité et continuité des services	7	0	6	0	6	13	0	0	0	**13**
	Fonctionnement administratif	4	0	34	5	39	43	0	0	0	**43**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	39	6	45	**45**
	Personne en relation avec un service de garde	14	0	52	19	71	85	0	0	0	**85**
	Santé et sécurité des enfants	15	0	49	12	61	76	0	0	0	**76**
	Plainte refusée	2	0	4	0	4	6	0	0	0	**6**
	Plainte référée	1	7	4	2	6	14	0	0	0	**14**
	Total des plaintes	**43**	**7**	**149**	**38**	**187**	**237**	**39**	**6**	**45**	**282**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**6**	**N. D.**	**N. D.**	**17**	**0**	**0**	**0**	**17**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**155**	**N. D.**	**N. D.**	**254**	**39**	**6**	**45**	**299**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
8. Abitibi-Témiscamingue	Accessibilité et continuité des services	2	0	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Fonctionnement administratif	5	1	0	0	0	6	0	0	0	**6**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	52	2	54	**54**
	Personne en relation avec un service de garde	17	5	1	0	1	23	0	0	0	**23**
	Santé et sécurité des enfants	9	0	0	0	0	9	0	0	0	**9**
	Plainte refusée	2	10	0	0	0	12	0	0	0	**12**
	Plainte référée	0	3	0	0	0	3	0	0	0	**3**
	Total des plaintes	**35**	**19**	**1**	**0**	**1**	**55**	**52**	**2**	**54**	**109**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**	**52**	**2**	**54**	**N. D.**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
9. Côte-Nord	Accessibilité et continuité des services	2	0	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Fonctionnement administratif	2	0	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	10	0	10	**10**
	Personne en relation avec un service de garde	10	0	0	0	0	10	0	0	0	**10**
	Santé et sécurité des enfants	1	0	0	0	0	1	0	0	0	**1**
	Plainte refusée	1	0	0	0	0	1	0	0	0	**1**
	Plainte référée	2	1	0	0	0	3	0	0	0	**3**
	Total des plaintes	**18**	**1**	**0**	**0**	**0**	**19**	**10**	**0**	**10**	**29**
	Total des signalements	**5**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**23**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**	**10**	**0**	**10**	**N. D.**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
10. Nord-du-Québec	Accessibilité et continuité des services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
	Fonctionnement administratif	2	0	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	N. D.	0	N. D.	**N. D.**
	Personne en relation avec un service de garde	8	0	0	0	0	8	0	0	0	**8**
	Santé et sécurité des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
	Plainte refusée	3	0	0	0	0	3	0	0	0	**3**
	Plainte référée	1	0	0	0	0	1	0	0	0	**1**
	Total des plaintes	**14**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**
	Total des signalements	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
	Total pour les plaintes et les signalements	**14**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Accessibilité et continuité des services	1	0	1	0	1	2	0	0	0	**2**
	Fonctionnement administratif	6	0	0	0	0	6	0	0	0	**6**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	N. D.	0	N. D.	**N. D.**
	Personne en relation avec un service de garde	11	0	0	0	0	11	0	0	0	**11**
	Santé et sécurité des enfants	20	0	0	0	0	20	0	0	0	**20**
	Plainte refusée	1	1	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Plainte référée	0	2	0	0	0	2	0	0	0	**2**
	Total des plaintes	**39**	**3**	**1**	**0**	**1**	**43**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**
	Total des signalements	**0**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**39**	**N. D.**	**1**	**0**	**1**	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
12. Chaudière-Appalaches	Accessibilité et continuité des services	1	0	0	0	0	1	0	0	0	**1**
	Fonctionnement administratif	8	0	7	2	9	17	0	0	0	**17**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	66	0	66	**66**
	Personne en relation avec un service de garde	6	0	19	8	27	33	0	0	0	**33**
	Santé et sécurité des enfants	5	0	26	5	31	36	0	0	0	**36**
	Plainte refusée	3	1	8	1	9	13	0	0	0	**13**
	Plainte référée	1	10	1	1	2	13	0	0	0	**13**
	Total des plaintes	**24**	**11**	**61**	**17**	**78**	**113**	**66**	**0**	**66**	**179**
	Total des signalements	**6**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**	**11**	**0**	**0**	**0**	**11**
	Total pour les plaintes et les signalements	**30**	**N. D.**	**61**	**N. D.**	**N. D.**	**124**	**66**	**0**	**66**	**190**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
13. Laval	Accessibilité et continuité des services	2	0	3	1	4	6	0	0	0	**6**
	Fonctionnement administratif	7	0	11	12	23	30	0	0	0	**30**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	6	0	6	**6**
	Personne en relation avec un service de garde	16	1	26	52	78	95	0	0	0	**95**
	Santé et sécurité des enfants	6	0	22	30	52	58	0	0	0	**58**
	Plainte refusée	2	0	5	5	10	12	0	0	0	**12**
	Plainte référée	0	8	2	1	3	11	0	0	0	**11**
	Total des plaintes	**33**	**9**	**69**	**101**	**170**	**212**	**6**	**0**	**6**	**218**
	Total des signalements	**9**	**5**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**18**	**0**	**0**	**0**	**18**
	Total pour les plaintes et les signalements	**42**	**14**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**230**	**6**	**0**	**6**	**236**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
14. Lanaudière	Accessibilité et continuité des services	4	0	5	1	6	10	0	0	0	**10**
	Fonctionnement administratif	4	1	52	9	61	66	0	0	0	**66**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	68	2	70	**70**
	Personne en relation avec un service de garde	15	0	69	21	90	105	0	0	0	**105**
	Santé et sécurité des enfants	3	0	56	32	88	91	0	0	0	**91**
	Plainte refusée	4	1	22	3	25	30	0	0	0	**30**
	Plainte référée	0	10	5	0	5	15	0	0	0	**15**
	Total des plaintes	**30**	**12**	**209**	**66**	**275**	**317**	**68**	**2**	**70**	**387**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**5**	**N. D.**	**14**	**0**	**0**	**0**	**14**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**71**	**N. D.**	**331**	**68**	**2**	**70**	**401**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
15. Laurentides	Accessibilité et continuité des services	5	0	8	3	11	16	0	0	0	**16**
	Fonctionnement administratif	14	0	25	20	45	59	0	0	0	**59**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	76	0	76	**76**
	Personne en relation avec un service de garde	24	0	50	60	110	134	0	0	0	**134**
	Santé et sécurité des enfants	6	0	38	50	88	94	0	0	0	**94**
	Plainte refusée	3	0	8	1	9	12	0	0	0	**12**
	Plainte référée	2	18	0	2	2	22	0	0	0	**22**
	Total des plaintes	**54**	**18**	**129**	**136**	**265**	**337**	**76**	**0**	**76**	**413**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**5**	**N. D.**	**N. D.**	**15**	**0**	**0**	**0**	**15**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**134**	**N. D.**	**N. D.**	**352**	**76**	**0**	**76**	**428**

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
16. Montérégie	Accessibilité et continuité des services	4	0	10	2	12	16	0	0	0	**16**
	Fonctionnement administratif	42	0	66	34	100	142	0	0	0	**142**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	116	3	119	**119**
	Personne en relation avec un service de garde	49	0	120	68	188	237	0	0	0	**237**
	Santé et sécurité des enfants	22	0	86	81	167	189	0	0	0	**189**
	Plainte refusée	16	1	20	12	32	49	0	0	0	**49**
	Plainte référée	11	39	9	6	15	65	0	0	0	**65**
	Total des plaintes	**144**	**40**	**311**	**203**	**514**	**698**	**116**	**3**	**119**	**817**
	Total des signalements	**N. D.**	**9**	**8**	**5**	**13**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**49**	**319**	**208**	**527**	**N. D.**	**116**	**3**	**119**	**N. D.**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-95

Région administrative	Catégories d'objets de plaintes	CPE	BC/MF	Garderies			Total avec permis	SPMF	SPI	Total sans permis	Grand total
				GS	GNS	Total					
17. Centre-du-Québec	Accessibilité et continuité des services	2	0	0	2	2	4	0	0	0	**4**
	Fonctionnement administratif	2	0	11	3	14	16	0	0	0	**16**
	Garde non reconnue	0	0	0	0	0	0	43	0	43	**43**
	Personne en relation avec un service de garde	6	0	17	3	20	26	0	0	0	**26**
	Santé et sécurité des enfants	0	0	16	2	18	18	0	0	0	**18**
	Plainte refusée	2	0	1	0	1	3	0	0	0	**3**
	Plainte référée	1	8	0	0	0	9	0	0	0	**9**
	Total des plaintes	**13**	**8**	**45**	**10**	**55**	**76**	**43**	**0**	**43**	**119**
	Total des signalements	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**0**	**0**	**0**	**N. D.**
	Total pour les plaintes et les signalements	**N. D.**	**N. D.**	**45**	**N. D.**	**N. D.**	**N. D.**	**43**	**0**	**43**	**N. D.**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Indiquer le nombre et le type d'infractions pour 2025-2026:

a) par région;
b) par type de service de garde;
c) type d'infractions.

Réponse

Les tableaux (3) en annexe présentent le nombre et le type de manquement (infractions) par région et par type de service de garde (centres de la petite enfance [CPE] et garderies), pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026.

Le Ministère comptabilise le type de manquement constaté lors des inspections des CPE et des garderies.

Pour la compréhension du tableau en annexe, les manquements commençant par :

- L : se rapportent à des articles de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance;
- R : se rapportent à des articles du Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance;
- RCR : se rapportent à des articles du Règlement sur la contribution réduite.

À noter que l'offre de services de garde éducatifs dans la région de la Côte-Nord (09) n'est assurée que par des CPE. Aucune garderie ne se trouve dans cette région. De plus, aucun manquement n'a été constaté dans une garderie non subventionnée des régions de l'Abitibi-Témiscamingue (08), du Nord-du-Québec (10) et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11) et aucun manquement n'a été constaté dans une garderie subventionnée pour la région du Nord-du-Québec (10).

Le Ministère ne possède pas de données sur le nombre et le type d'infractions par territoire de bureaux coordonnateurs (BC). Elles sont présentées par région.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Annexe

Tableau 1 – Nombre de manquements (infractions) en 2025-2026 (au 31 janvier 2026) des CPE, par région

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	09 Côte-Nord	10 Nord-du-Québec	11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
L13																		
L16																		
L20																		
L22																1		1
L31																		
L33																		
L34																		
L37																		
L38																		
L5.2	2		14	2	6	33	6	4	1	4	1	2	2	3	6	11	3	100
L86						4										1		5
L86.1																		
R100	2		8		5	22	3	2	2	1	2		2	6	8	10	5	78
R101		3		8	6	5	5	3			1	1		1		1		34
R102					1	1	1				2			2	3	3		13
R103																		
R103.1						5	2	1					2		5			15
R104					1	1												2
R109						1						1						2
R111		1				1					4							6
R112				6		1						3	1		3	1		15
R113						1					1							2
R114																		
R114.1			1				1					1				2		5
R115																		
R116						3	2	2			1	5	2	2	2	1	1	21
R117																		
R118	1	4	2	10	2	28	4	5		1	3	7	5	5	9	18		104
R120		1				6				1		3	3		3	3		20
R121			2			5		1			1		1			3		13
R121.1	1		1			1	1	1										5
R121.2			2	2		4						6		1	1	2		18
R121.3	1	1	1	1		5	2	1		1	2	4	2	3	2	7	1	34
R121.4	2	1	4	4	1	21	3	6		1	1	6	4	2	6	7	2	71
R121.6		1		1		1	2	1				2	1	1	2	5		17
R121.7																		
R121.9	2	4	5	6	3	33	6	5		2	2	12	4	3	10	11	2	110

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	09 Côte-Nord	10 Nord-du-Québec	11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
R122		1		4		7	2						1		2	2	1	20
R123		1		6			2	1							5	1	1	17
R123.0.1		1				4	1								1	1		8
R123.0.3				5				2								4		11
R123.0.4				1		2		1								1		5
R20	4	4	4	4	2	12	6	4	1	2	7	5	5	1	6	5		72
R20.1					1	1							1	1				4
R21						1												1
R23											1							1
R23.1						1	1	1			1							4
R25		1			1			1		1					2	1		7
R30																		
R31																		
R32						3												3
R33			1			1												2
R34	1		6			9	1	1			3	2	3	1		4		31
R35	2	2	2			2						1	2					11
R36																		
R37													1					1
R38	4		8	9	2	35	3	14		3	9			4	4	8		103
R38.1	1		6	9	2	29	4	10		1	2	3	4	4	14	12	1	102
R39		1			3	3	1			1	1			1		2		13
R39.1				1	3	5	1	1			1	1			1	2		16
RCR10						3												3
RCR20																		
RCR21	1	1		2		1	1	1					1	1	1			10
RCR22						1		1							2			4
RCR6			1	1		4		2					2			3		13
RCR8	2					11					1				2			16
R110				1														1
R123.0.6																		
L59.2						1												1
L2.2												1						1
R107																		
L81.2.10	5	3	25	14	8	85	8	3	5	5	14	7	14	11	13	25	3	248
L81.2.17																		
R39.2																		
R16.1																		
Total général	**31**	**31**	**93**	**97**	**47**	**403**	**69**	**75**	**9**	**24**	**61**	**73**	**63**	**53**	**113**	**158**	**20**	**1 420**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Tableau 2 – Nombre de manquements (infractions) en 2025-2026 (au 31 janvier 2026) des garderies non subventionnées (GNS), par région

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
L13			6	1		3			2	1	1	3		**17**
L16						3								**3**
L20												1		**1**
L22			1			1		1				2		**5**
L31			5			6	1		1	1		1	1	**16**
L33						3			1	2				**6**
L34			1								1	2		**4**
L38						1	1						2	**4**
L5.2		3	18	1	4	22	1	2	19	4	13	22	1	**110**
R100	1	1	12	1	2	17	2	2	5	6	9	17	1	**76**
R101		5	6			6	2	4	5	6	5	16	1	**56**
R102	1		1	1	2	1			3	1		1		**11**
R103						1								**1**
R103.1			3			7	6	2	6	1	3			**28**
R104						4								**4**
R109			1			2						1		**4**
R111						1						2		**3**
R112		1	10		2	21	2	2	1	1	6	8	2	**56**
R113						2								**2**
R114			2			2			2			1		**7**
R114.1		1	6			4	1	1	3	2	1			**19**
R115			1			1					2			**4**
R116			4			8	1		4	3	3	2		**25**
R117						1						2		**3**
R118		1	17		2	28	8	3	8	7	16	30	1	**121**
R120		1	3		1	9	2	2	1		1	3		**23**
R121			4			10	1		2		1	6		**24**
R121.1			3			13	1	1	4	1	1	1		**25**
R121.2			4			6	1	3	1	2	1	2		**20**
R121.3		2	2	1		11	2		1	1	2	4	1	**27**
R121.4		2	13		4	25	4	2	4	5	6	11	1	**77**
R121.6								1	1			4	1	**7**
R121.9		2	20		5	43	11	4	15	6	11	24	1	**142**
R122		1	2			13		2	8	2	7	9	1	**45**
R123			5		1	16	1	1	3	2	5	5	1	**40**
R123.0.1			2	1		13	4	1	3	3	1	4		**32**
R123.0.3			2	1		6			1	2		3	1	**16**
R123.0.4			1	1		1			2	2	2	3		**12**
R20	1	4	14		4	24	8	5	10	7	10	24	2	**113**
R21			4			9			3			6		**22**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
R23			2			4			1		1	1		**9**
R23.1		1	12	3	3	22	6	1	13	2	8	16		**87**
R25				1		8				2		10		**21**
R30			1			4			1		2			**8**
R31						1								**1**
R32						3						1		**4**
R33			1			4	1		2			2		**10**
R34		2	13	1	1	19	4	3	4	4	6	9	1	**67**
R35	3		3			6			4			2	1	**19**
R36						1			1					**2**
R37						1								**1**
R38		3	24			55	4	7	6	14	12	16	2	**143**
R38.1		2	35		2	57	7	10	12	16	14	20	3	**178**
R39		1	4			5		1				3		**14**
R39.1			3		3	12		1	1		3	6		**29**
RCR21		1		1										**2**
R110												2		**2**
L59.2						5	1		1	1		4		**12**
L2.2			1							1	1			**3**
R107						1								**1**
L81.2.10	5	6	64	6	12	115	20	8	43	23	27	88	4	**421**
L81.2.17			1								1	1		**3**
R39.2												1		**1**
R16.1												1		**1**
Total général	**11**	**40**	**337**	**20**	**48**	**667**	**103**	**70**	**208**	**131**	**183**	**403**	**29**	**2 250**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Tableau 3 – Nombre de manquements (infractions) en 2025-2026 (au 31 janvier 2026) des garderies subventionnées (GS), par région

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
L13						3										**3**
L16						1										**1**
L22											1					**1**
L31						4	1				1	2				**8**
L33						3					1	1		3		**8**
L34						1								1	1	**3**
L37											1					**1**
L5.2		2	11	1	10	48	11			3	5	14	16	37	4	**162**
L86						2	1					1	2	4		**10**
L86.1						2							1	1		**4**
R100	1	2	11	1	7	24	9	1		4	6	11	13	20	3	**113**
R101					1	11	4				1	7	4	12		**40**
R102			1			4				2	1		2	2		**12**
R103						1										**1**
R103.1		1				15	1					1	3	6		**27**
R109												1		1		**2**
R111					1								1		2	**4**
R112		1		2		11	6		1	3	1	2	3	4	1	**35**
R113						2										**2**
R114						3					1		1	1		**6**
R114.1						5	1				1	1				**8**
R115												1				**1**
R116					1	8	3			1	2	5	2			**22**
R117							1									**1**
R118		2	1	3	1	36	7		1	2	6	5	7	23	3	**97**
R120		1				7	2					1	1	4		**16**
R121						14	2				1	2	1	5		**25**
R121.1						5						1		1		**7**
R121.2		1				6					1	2	1	2		**13**
R121.3		1	1	2		5						8	1	4		**22**
R121.4		1	1	1	1	27	5			3	4	4	5	8		**60**
R121.6						2						1	2	7		**12**
R121.7						1								1		**2**
R121.9		1	1	1	1	45	13		2	4	6	12	5	26		**117**
R122						8	4			1	1	5	2	4		**25**
R123		1				10	4				1	5		5		**26**
R123.0.1					2	7	2				1	5	1	2		**20**
R123.0.3					1	3	1				1	2		3		**11**
R123.0.4					3									5		**8**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-96

Infraction	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	03 Capitale-Nationale	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi-Témiscamingue	11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12 Chaudière-Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montérégie	17 Centre-du-Québec	Total
R20	1	1	9	2	2	23	11	2		3	6	7	4	35	1	**107**
R20.1												1				**1**
R21			1			4	1							3		**9**
R23						2										**2**
R23.1	1		4		1	10	2					4	2	3	2	**29**
R25						6					1		1	5		**13**
R30						3		1		1		1		1		**7**
R31														1		**1**
R32						3	1							2		**6**
R33						1	1									**2**
R34			1		1	16	5		1	1	3	6	2	7	2	**45**
R35						7	2					1		3		**13**
R36						1										**1**
R37						1								1		**2**
R38			4	2	1	47	10		1	5	9	19	6	25		**129**
R38.1		2	7	2	4	46	9		1	3	12	21	8	25	3	**143**
R39			1	1		6	4			1	1	1	1	7		**23**
R39.1		1	1		1	10	2			3	1	4		10	1	**34**
RCR10							1					1		2		**4**
RCR20												3				**3**
RCR21						6	3					5	1	4		**19**
RCR22			1			3				1	1	5	1	1		**13**
RCR6			2			6	2						1	5		**16**
R123.0.6												1				**1**
L59.2						1						1		1		**3**
L81.2.10	3	2	42	2	2	114	20	1		18	20	21	18	101	7	**371**
L81.2.17												1		1		**2**
Total général	**6**	**20**	**100**	**20**	**41**	**640**	**152**	**5**	**7**	**59**	**98**	**203**	**119**	**435**	**30**	**1 935**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Concernant les inspections en 2025-2026, veuillez nous fournir, par type de service de garde et par région :

a) Le nombre d'inspections complètes effectuées :
   i. Dans les 6 mois suivant la délivrance d'un permis;
   ii. Après 5 ans, avant l'échéance du permis;
b) Le nombre d'inspections partielles :
   i. À la suite de traitement d'une plainte;
   ii. Lors d'une vérification;
c) Le nombre d'inspections complètes n'ayant pas été effectuées :
   i. Dans les 6 mois suivant la délivrance d'un permis;
   ii. Après 5 ans, avant l'échéance du permis.

Réponse

Le Service des inspections effectue des inspections planifiées et ponctuelles dans les centres de la petite enfance (CPE) et les garderies (subventionnées et non subventionnées), en conformité avec la Politique d'inspection à l'intention des prestataires de services de garde éducatifs à l'enfance et des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial. Il prête une attention particulière au respect des exigences légales et réglementaires, afin d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être des enfants. L'information est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Service_de_garde/conformite/politique-inspection-SGEE-BC.pdf

Le nombre d'inspections complètes effectuées dans le cadre de la délivrance et du renouvellement de permis et le nombre d'inspections partielles dans le cadre du traitement d'une plainte et lors d'une vérification effectuée entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026 se trouvent dans le tableau suivant.

L'ensemble des inspections ont été effectuées dans les 6 mois à la suite de la délivrance de permis et avant la date d'échéance dans le cadre du renouvellement.

Certaines données ne sont pas fournies en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels. Nonobstant les données qui ne sont pas divulguées, les totaux fournis tiennent compte des données réelles.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-97

Tableau 1 - Inspections effectuées en 2025-2026 (31 janvier 2026), par motif, par région et par type de service de garde éducatif à l'enfance

Inspections effectuées 2025-2026 (au 31 janvier 2026)	01 Bas-Saint-Laurent			02 Saguenay-Lac-Saint-Jean			03 Capitale-Nationale			04 Mauricie			05 Estrie			06 Montréal			07 Outaouais			08 Abitibi-Témiscamingue			09 Côte-Nord			10 Nord-du-Québec			11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			12 Chaudière-Appalaches			13 Laval			14 Lanaudière			15 Laurentides			16 Montérégie			17 Centre-du-Québec			Total			Grand total
	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	CPE	GNS	GS	
Inspections initiales																																																						
01 - Délivrance de permis					1		1								1		5	3			4													1			1			1	9			1	1	12	18	**31**
02 - Modification de permis				2			1			5			1			1			3			1									N.D.			7						1			4			2			2			31			**31**
03 - Renouvellement de permis ou agrément	2				1	1	3	15	1	4	1	2	1	4	1	42	33	45	2	7	4	4						N.D.					N.D.		3	3	4	8	3	2	4	9	4	7	5	10	18	10		1	2	79	102	87	**268**
04 - Vérification ponctuelle	2	2	2	2	3	1	7	32	16	1	4		8	4	2	43	48	35	2	14	6	3		1	N.D.			N.D.			7			2	2	6	4	10	6	2	8	15	11	7	8	3	32	22	1	1	1	101	167	121	**389**
05 - Traitement de plainte - SGEE	8	2	1	3	5	5	28	36	35	7	1	4	10	8	15	68	50	69	13	6	32	5		1	N.D.			N.D.			14			5	3	9	7	26	19	12	14	33	15	32	40	29	51	73	5	3	7	235	237	343	**815**
Total	**12**	**4**	**3**	**7**	**10**	**7**	**40**	**83**	**52**	**17**	**6**	**6**	**20**	**16**	**19**	**154**	**136**	**152**	**20**	**27**	**46**	**13**		**2**	**N.D.**			**6**			**N.D.**		**N.D.**	**14**	**9**	**18**	**15**	**45**	**28**	**17**	**27**	**57**	**34**	**48**	**53**	**44**	**102**	**114**	**8**	**5**	**11**	**447**	**518**	**569**	**1 534**
Inspections de suivi																																																					
01 - Délivrance de permis			1		1		1							1			4	4			5			1						N.D.				1			1						2	1		5	9				2	15	21	**38**
02 - Modification de permis	1			2			3			7	1		2			2			3			1									5			6						2			5			5			3	1		47	2		**49**
03 - Renouvellement de permis ou agrément					1	1	4	25	2		2		1	5	1	32	74	40	4	17	12	6			N.D.			N.D.			N.D.		N.D.		8	3	2	22	10	1	7	9	3	10	14		39	20		1	1	60	211	116	**387**
04 - Vérification ponctuelle		2	2	1	1	1	4	46	8		4		2	5	1	24	64	23	2	23	6	1		1				N.D.							3	2	1	10	5	1	5	11	3	13	9	3	37	25		1		43	214	94	**351**
05 - Traitement de plainte - SGEE	8	1		4	10	1	10	51	19	3		2	4	6	10	31	41	34	6	7	32	4		1	N.D.			N.D.			8			4	4	11	4	24	14	2	11	28	5	21	24	9	61	56	5	1	3	110	238	235	**583**
Total	**9**	**3**	**3**	**7**	**13**	**3**	**22**	**122**	**29**	**10**	**7**	**2**	**9**	**17**	**12**	**89**	**183**	**101**	**15**	**47**	**55**	**12**		**3**	**N.D.**			**6**			**17**		**N.D.**	**10**	**16**	**16**	**7**	**57**	**29**	**6**	**23**	**48**	**16**	**46**	**48**	**17**	**142**	**110**	**8**	**4**	**4**	**262**	**680**	**466**	**1 408**
Toutes inspections																																																					
01 - Délivrance de permis			1		2		2							1	1		9	7			9			1						N.D.				2			2			1			4	1		6	18			1	3	27	39	**69**
02 - Modification de permis	1			4			4			12	1		3			3			6			2									6			13						3			9			7			5	1		78	2		**80**
03 - Renouvellement de permis ou agrément	2				2	2	7	40	3	4	3	2	2	9	2	74	107	85	6	24	16	10			N.D.			N.D.			N.D.		N.D.		11	6	6	30	13	3	11	18	7	17	19	10	57	30		2	3	139	313	203	**655**
04 - Vérification ponctuelle	2	4	4	3	4	2	11	78	24	1	8		10	9	3	67	112	58	4	37	12	4		2	N.D.			N.D.			7			2	5	8	5	20	11	3	13	26	14	20	17	6	69	47	1	2	1	144	381	215	**740**
05 - Traitement de plainte - SGEE	16	3	1	7	15	6	38	87	54	10	1	6	14	14	25	99	91	103	19	13	64	9		2	N.D.			6			22			9	7	20	11	50	33	14	25	61	20	53	64	38	112	129	10	4	10	345	475	578	**1 398**
Total	**21**	**7**	**6**	**14**	**23**	**10**	**62**	**205**	**81**	**27**	**13**	**8**	**29**	**33**	**31**	**243**	**319**	**253**	**35**	**74**	**101**	**25**		**5**	**6**			**12**			**N.D.**		**N.D.**	**24**	**25**	**34**	**22**	**102**	**57**	**23**	**50**	**105**	**50**	**94**	**101**	**61**	**244**	**224**	**16**	**9**	**15**	**709**	**1 198**	**1 035**	**2 942**
Grand total par région	**34**			**47**			**348**			**48**			**93**			**815**			**210**			**30**			**6**			**12**			**43**			**83**			**181**			**178**			**245**			**529**			**40**						

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-98

Indiquer le nombre d'inspecteurs au Ministère en 2025-2026, par région. Veuillez également nous fournir le nombre de postes vacants, par région.

Réponse

Pour assurer la conformité des services offerts sur l'ensemble du territoire du Québec, le Ministère embauche des inspecteurs en conformité législative, des inspecteurs-enquêteurs, des inspecteurs financiers, des enquêteurs et des coordonnateurs dédiés à la planification de ces activités.

Le tableau ci-dessous présente le nombre de personnel dédié à l'inspection et aux enquêtes, au 31 janvier 2026.

Régions administratives	**Total inspecteurs et inspecteurs-enquêteurs (tech)**	**Total pro (coordo inspection, inspecteurs financiers, enquêteurs)**	**Grand total**
3. Québec	6	3	**9**
6. Montréal	12	34	**46**
13. Laval	8	1	**9**
11. Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0	1	**1**
16. Montérégie	6	1	**7**
*Au 31 janvier 2026 aucun poste vacant.			

Les régions correspondent au port d'attache du personnel. Dans le cadre de leur fonction, le personnel couvre l'ensemble du territoire du Québec.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-99

Nombre d'inspections réalisées à la suite d'une plainte, ventilé par type de garderies (les CPE, les garderies privées subventionnées, les garderies privées non subventionnées, les garderies en milieu familial (RSG et non régies)) pour 2025-2026.

Réponse

Le Service des inspections du Ministère effectue des inspections planifiées et ponctuelles (notamment dans le cadre du traitement d'une plainte) dans les centres de la petite enfance (CPE) et les garderies (subventionnées [GS] et non subventionnées [GNS]), en conformité avec la Politique d'inspection des prestataires de services de garde régis et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (Politique). Il prête une attention particulière au respect des exigences légales et réglementaires, afin d'assurer la santé, la sécurité et le bien-être des enfants.

Le Ministère a mandaté les bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) pour effectuer le traitement des plaintes concernant les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE). Ainsi, le Ministère ne détient pas de données à ce sujet. En ce qui concerne les plaintes relatives aux personnes non reconnues (PNR) ou à la garde potentiellement illégale, le traitement est effectué par la Direction des enquêtes.

Année financière	PNR/Garde potentiellement illégale
1er avril 2025 au 31 janvier 2026	438

Année financière	CPE	GS	GNS	Total
1er avril 2025 au 31 janvier 2026	345	578	475	**1 398**

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-100

Le nombre de garderies illégales découvertes en indiquant si elle a été découverte à la suite d'une plainte ou d'une inspection du ministère de la Famille, ventilé par région.

Réponse

Nombre de services de garde ayant contrevenu à l'article 6 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance en 2025-2026, par région, au 31 janvier 2026

Région administrative	2025-2026
1. Bas-Saint-Laurent	N. D.
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	N. D.
3. Capitale-Nationale	20
4. Mauricie	7
5. Estrie	19
6. Montréal	9
7. Outaouais	N. D.
8. Abitibi-Témiscamingue	8
9. Côte-Nord	N. D.
10. Nord-du-Québec	N. D.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	N. D.
12. Chaudière-Appalaches	11
13. Laval	N. D.
14. Lanaudière	13
15. Laurentides	11
16. Montérégie	12
17. Centre-du-Québec	N. D.

Certaines données ne sont pas fournies, en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-101

Le taux de services de garde illégaux qui se sont conformés à la Loi en 2025-2026.

Réponse

Il y a détection d'un service de garde illégal si, à la suite d'une inspection ou d'une enquête, il y a constatation de manquement au regard de l'article 6 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance.

En 2025-2026 (au 31 janvier 2026), 100 % des dossiers ayant fait l'objet d'avis pour garde illégale, et dont le traitement était terminé, s'étaient conformés.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-102

Indiquer le nombre d'enfants nés inscrits sur la liste d'attente : La Place 0-5 au 31 décembre 2023, au 31 mars 2024, au 31 mars 2025 et au 31 mars 2026**,** ventilé par âge et par région.

Veuillez nous fournir l'information :

a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits;
b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l'été 2022.

Réponse

Le Ministère ne détient pas le nombre total d'enfants nés inscrits sur la liste d'attente de La Place 0-5 au 31 mars 2025 et au 31 mars 2026, ventilé par âge et par région, selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits.

Les dernières données disponibles sur les enfants en attente se trouvent à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c254841

Répartition des enfants en attente au Guichet unique par région et selon l'âge des enfants au Québec, 31 mai 2025

Région administrative	Âge des enfants (en mois)												
	0-11		12-23		24-35		36-47		48-59		60 et plus		Total*
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%	
1. Bas-Saint-Laurent	115	2,1	225	2,0	183	2,9	127	2,7	51	2,1	6	0,9	707
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	213	3,8	347	3,1	170	2,7	186	4,0	77	3,2	15	2,3	1 008
3. Capitale-Nationale	772	13,9	1 410	12,8	792	12,4	621	13,3	296	12,3	97	14,7	3 988
4. Mauricie	176	3,2	370	3,4	245	3,8	168	3,6	99	4,1	21	3,2	1 079
5. Estrie	388	7,0	922	8,4	515	8,1	395	8,5	176	7,3	46	6,9	2 442
6. Montréal	1 081	19,4	1 816	16,5	823	12,9	511	11,0	338	14,1	120	18,1	4 689
7. Outaouais	278	5,0	677	6,1	448	7,0	323	6,9	207	8,6	42	6,3	1 975
8. Abitibi-Témiscamingue	125	2,2	352	3,2	238	3,7	170	3,6	76	3,2	5	0,8	966
9. Côte-Nord	79	1,4	178	1,6	128	2,0	95	2,0	29	1,2	10	1,5	519
10. Nord-du-Québec	10	0,2	49	0,4	31	0,5	24	0,5	13	0,5	3	0,5	130
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	60	1,1	108	1,0	108	1,7	45	1,0	34	1,4	6	0,9	361
12. Chaudière-Appalaches	325	5,8	725	6,6	492	7,7	356	7,6	150	6,2	41	6,2	2 089
13. Laval	194	3,5	333	3,0	151	2,4	99	2,1	66	2,7	20	3,0	863
14. Lanaudière	331	5,9	581	5,3	324	5,1	239	5,1	149	6,2	41	6,2	1 665
15. Laurentides	370	6,6	808	7,3	452	7,1	336	7,2	197	8,2	53	8,0	2 216
16. Montérégie	897	16,1	1 763	16,0	1 028	16,1	759	16,3	346	14,4	100	15,1	4 893
17. Centre-du-Québec	155	2,8	354	3,2	241	3,8	206	4,4	106	4,4	36	5,4	1 098
Total	**5 569**	**100,0**	**11 018**	**100,0**	**6 369**	**100,0**	**4 660**	**100,0**	**2 410**	**100,0**	**662**	**100,0**	**30 688**

* Les totaux peuvent être différents de la somme des colonnes ou des lignes, car des valeurs avec décimales y sont arrondies.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-103

Indiquer le nombre d'enfants, par âge, qui sont sur la liste d'attente du guichet unique et qui n'ont aucune place dans le réseau des services de garde, au 31 mars 2026.

Veuillez nous fournir l'information :

a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits;
b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l'été 2022.

Réponse

Le Ministère ne détient pas le nombre d'enfants, par âge, qui sont sur la liste d'attente du Guichet unique et qui n'ont aucune place dans le réseau des services de garde, au 31 mars 2026, selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits.

Au 31 mai 2025, soit la dernière donnée disponible, 30 688 enfants étaient inscrits au Guichet unique et en attente d'une place pour une occupation désirée au plus tard le 31 mai 2025. Ces enfants n'occupaient pas déjà une place dans un service de garde éducatif à l'enfance reconnu.

Répartition des enfants en attente au Guichet unique selon l'âge des enfants
Québec, au 31 mai 2025

Âge des enfants en mois	Nombre
0-11	5 569
12-23	11 018
24-35	6 369
36-47	4 660
48-59	2 410
60 et plus	662
Total	**30 688**

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-104

Indiquer le nombre d'enfants qui, au 31 mars 2026, sont sur la liste d'attente du Guichet unique, mais qui occupent déjà une place en service de garde éducatif, subventionné ou non, régi ou non.

Veuillez nous fournir l'information :

a) Selon la méthode de calcul utilisée lors des précédentes études de crédits;
b) Selon la nouvelle méthode de calcul implantée à l'été 2022.

Réponse

Au 31 mai 2025 :

- 30 688 enfants en attente dont l'accès à une place en service de garde éducatif à l'enfance (SGEE) était souhaité au plus tard le 31 mai 2025. Ces enfants n'occupaient pas déjà une place dans un SGEE reconnu.
- 41 929 enfants inscrits dont la date de fréquentation souhaitée est ultérieure au 31 mai 2025.
- 28 430 femmes enceintes préinscrites au 31 mai 2025.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-105

Le nombre d'enfants qui sont inscrits sur la liste d'attente du Guichet unique en date du 31 mars 2026, mais qui ne sont pas encore nés.

Réponse

Au 31 mai 2025, soit la dernière donnée disponible, 28 430 femmes enceintes étaient préinscrites au Guichet unique, en attente d'une place pour une occupation ultérieure.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-106

Indiquer le nombre d'enfants identifiés comme ayant besoin d'un soutien particulier inscrit au guichet unique :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge;
d) Au total.

Réponse

Le Portail d'inscription aux services de garde (Portail) permet aux parents et aux services de gardes éducatifs à l'enfance (SGEE) de partager des informations concernant les besoins particuliers des enfants. Ces informations permettent aux parents de choisir le SGEE le plus adapté à leurs besoins et aux SGEE de combler des places selon une mission visant à prioriser l'admission d'enfants présentant des besoins particuliers ou encore de faciliter la planification de leur groupe en ayant un portrait juste des besoins des prochains enfants à admettre.

Lorsque le parent complète son inscription au Portail, il a la possibilité d'indiquer pour chacun de ses enfants, si son enfant a ou pas des besoins particuliers pour lesquels il a consulté ou envisagé consulter un professionnel de la santé. S'il répond par l'affirmative à cette première question, le parent sera ensuite invité à indiquer si un professionnel de la santé soupçonne ou a confirmé une des difficultés listées au Portail pour son enfant. Le parent n'est toutefois pas obligé de partager cette information.

Aux fins de la priorité d'admission « Enfants présentant des besoins particuliers », seuls les enfants pour qui une réponse positive est donnée aux questions ci-dessus sont considérés par le Portail pour être référés au SGEE qui soumet une offre de place sous cette priorité.

Le Ministère ne détient pas le nombre d'enfants identifiés comme ayant besoin d'un soutien particulier inscrit au Portail, car l'information dépend de l'auto-déclaration du parent au Portail et n'est pas nécessairement fiable. En effet, une telle donnée serait à utiliser avec vigilance puisqu'elle pourrait être erronée selon la compréhension et le jugement du parent qui répond aux questions au meilleur de ses connaissances et donc ne pas refléter la réalité.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-107

Indiquer le nombre d'enfants identifiés comme admissibles à l'exemption de la contribution parentale (ECP) inscrit au guichet unique :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge;
d) Au total.

Réponse

Le nombre d'enfants inscrit sur les listes d'attentes au Portail, et admissibles à l'exemption de la contribution parentale, n'est pas disponible. Cette information est disponible seulement lors de l'admission d'un enfant dans un service de garde éducatif à l'enfance (SGEE) puisque ce sont les SGEE qui ont la responsabilité d'administrer la contribution réduite. L'ECP est disponible pour les bénéficiaires des programmes suivants :

- Programme d'aide sociale;
- Programme de solidarité sociale;
- Programme objectif emploi;
- Programme de sécurité économique pour les chasseurs cris.

Les parents doivent remplir le formulaire « Demande d'admissibilité à la contribution réduite ou à l'exemption de son paiement » et fournir les preuves de leur statut à leur SGEE. L'information pour l'ECP est déclarée au moment de la saisie des ententes de service par le SGEE. Enfin, le Ministère recueille, dans le rapport financier annuel (RFA), les données sur les enfants ECP accueillis par les SGEE subventionnés.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-108

Le taux d'adhésion, en date du 31 mars 2026, au guichet unique La Place 0-5 par type de garderies (CPE, garderies privées subventionnées, garderies privées non subventionnées, garderies en milieu familial [RSG]).

Réponse

Depuis le 1er décembre 2025, le Portail d'inscription aux services de garde (Portail) remplace le guichet unique La Place 0-5. Au 31 janvier 2026, le taux d'adhésion global au Portail pour l'ensemble des services de garde reconnus était de 99 %.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-109

Concernant le nouveau guichet d'attente pour une place en services de garde, veuillez nous indiquer :

a) La date prévue de mise en service du nouveau guichet;
b) Le coût prévu de fonctionnement du guichet;
c) Le coût prévu d'implantation du guichet;
d) Le budget additionnel nécessaire pour la mise en application du guichet;
e) Le nombre d'employés engagés pour le fonctionnement du guichet;
f) Le ministère responsable de la gestion du nouveau guichet;
g) Le ministère responsable de la création du nouveau guichet;
h) Les mandats confiés au ministère de la cybersécurité et du numérique concernant l'implantation du guichet;
i) Le budget révisé du coût du guichet;
j) Les dépassements de coûts en date du 31 mars 2026;
k) Les raisons expliquant les délais et le report dans l'implantation du guichet.

Réponse

a) La solution d'affaires est disponible depuis l'automne 2025 (ensemble des fonctionnalités déployées le 1er décembre 2025).

b) Le coût prévu de fonctionnement du Portail d'inscription aux services de garde (Portail) (entretien sur une période de 10 ans) est estimé à 12,8 M$.

c), i), j) et k)

Le coût prévu d'implantation du Portail était de 12,3M$.

Le coût final du projet est de 12,6 M$, ce qui inclut le développement du système et tous les tests préalables requis au déploiement. Le 0,3 M$ supplémentaire a été requis pour adapter le système à la Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à l'enfance offert par les titulaires de permis subventionnés (Loi 17 de 2025) qui a été sanctionné le 4 juin 2025.

Le Portail n'est pas seulement un nouveau système informatique, mais un changement majeur des façons de faire pour l'attribution des places en services de garde éducatifs à l'enfance, afin d'assurer l'équité et la transparence. Au printemps 2024, le Ministère a pris la décision d'adapter l'échéancier et de reporter la mise en service à l'automne 2025 afin de permettre une transition harmonieuse pour le réseau et d'assurer le développement du Portail en cohérence avec les dispositions du Règlement sur l'accès aux services de garde éducatif à l'enfance, édicté en mai 2024. Ce règlement est venu introduire plusieurs dispositions relatives à l'attribution des places et au fonctionnement du Portail, et ainsi, préciser les besoins informatiques et l'échéancier nécessaire.

Pour assurer une transition harmonieuse, un budget de 5,2 M$ a fait l'objet d'une annonce budgétaire en 2025-2026 afin d'assurer le déploiement du nouveau Portail (le déploiement du système, incluant l'accompagnement de la clientèle et la mise en application du règlement pour les services de garde éducatifs à l'enfance). Le déploiement s'est échelonné du 1er octobre au 1er décembre 2025.

e) Depuis novembre 2022, date du rapatriement de La Place 0-5 au gouvernement, le Ministère a accueilli 27 nouvelles ressources de La Place 0-5 pour assurer la continuité des services notamment en matière de services à la clientèle. Ces personnes continuent d'assurer les services en lien avec le nouveau Portail. De plus, des employés, déjà à l'emploi du Ministère et ayant participé au projet informatique, ont développés leur compétence pour le pilotage et l'exploitation de la solution et assureront l'entretien et l'amélioration.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-109

f) et g) Le Ministère est responsable de la création et de la gestion du nouveau Guichet unique d'accès aux places en services de garde éducatifs.

h) Les mandats confiés au ministère de la Cybersécurité et du Numérique concernant l'implantation du guichet sont :

- L'intégration et l'arrimage avec le Service d'authentification gouvernementale (SAG);
- Un partenariat pour assurer la sécurité du Guichet.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-110

Indiquer le nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2025-2026 :

a) par région;
b) par type de service de garde éducatif;
c) par tranche d'âge;
d) au total.

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de 2024-2025. Les données par tranche d'âge ne sont pas disponibles.

Nombre d'enfants bénéficiant de l'allocation pour l'intégration en service de garde en 2024-2025

Région administrative		Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)	Milieu familial (MF)
1.	Bas-Saint-Laurent	271	N. D.	53
2.	Saguenay-Lac-Saint-Jean	277	71	45
3.	Capitale-Nationale	1 063	531	192
4.	Mauricie	332	13	49
5.	Estrie	716	208	183
6.	Montréal	2 400	2 183	523
7.	Outaouais	455	280	66
8.	Abitibi-Témiscamingue	58	-	12
9.	Côte-Nord	38	-	N. D.
10.	Nord-du-Québec	8	-	-
11.	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	33	-	9
12.	Chaudière-Appalaches	541	84	98
13.	Laval	497	529	189
14.	Lanaudière	636	492	277
15.	Laurentides	702	581	226
16.	Montérégie	1 887	884	449
17.	Centre-du-Québec	379	124	43
	Total	**10 293**	**N. D.**	**N. D.**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.

N. D. : Le nombre d'enfants ne peut être divulgué, en raison du faible nombre par région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-111

Concernant l'Allocation pour l'intégration en service de garde éducatif (AISG) (anciennement nommée l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé en service de garde éducatif (AIEH)) en 2025-2026, fournir :

a) Le nombre d'enfants bénéficiant de l'AISG intégrés dans les services de garde éducatifs en ventilant l'information :
   i. Par groupe d'âge;
   ii. Par type de service de garde éducatif;
   iii. Par région;
   iv. Au total.
b) Le nombre de demandes reçues, acceptées et refusées, ventilé par région, par type de service de garde éducatif et par tranche d'âge ;
c) Le montant supplémentaire octroyé par enfant ;
d) Le montant total octroyé au Québec, ventilé par région, par type de service de garde éducatif et par tranche d'âge.

Réponse

Les données les plus récentes disponibles sont celles de 2024-2025.

a) Nombre d'enfants admissibles à l'AISG par type de service de garde éducatif et par région

Nombre d'enfants admissibles à l'AISG en 2024-2025				
Région administrative	**Centre de la petite enfance (CPE)**	**Garderie subventionnée (GS)**	**Milieu familial (MF)**	**Total**
1. Bas-Saint-Laurent	271	N. D.	53	**N. D.**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	277	71	45	**393**
3. Capitale-Nationale	1 063	531	192	**1 786**
4. Mauricie	332	13	49	**394**
5. Estrie	716	208	183	**1 107**
6. Montréal	2 400	2 183	523	**5 106**
7. Outaouais	455	280	66	**801**
8. Abitibi-Témiscamingue	58	-	12	**70**
9. Côte-Nord	38	-	5	**43**
10. Nord-du-Québec	8	-	-	**8**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	33	-	9	**42**
12. Chaudière-Appalaches	541	84	98	**723**
13. Laval	497	529	189	**1 215**
14. Lanaudière	636	492	277	**1 405**
15. Laurentides	702	581	226	**1 509**
16. Montérégie	1 887	884	449	**3 220**
17. Centre-du-Québec	379	124	43	**546**
Total	**10 293**	**N. D.**	**2 419**	**N. D.**

Source : Rapports financiers annuels (RFA) 2024-2025.
- : Aucune donnée transmise ou absence de donnée.
N. D. : Ces données ne peuvent être fournies en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels.

Les données provenant des RFA ne permettent pas de connaître la distribution des enfants bénéficiant de l'AISG par groupe d'âge.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-111

b) Nombre de demandes reçues, acceptées et refusées, ventilées par région

Le titulaire de permis n'est pas tenu de faire une demande pour avoir droit à l'AISG. Il doit obtenir l'avis d'un professionnel reconnu qui atteste de l'incapacité de l'enfant sauf si ce dernier est admissible au supplément pour enfant handicapé (SEH) de Retraite Québec. Le dossier parental doit également contenir un plan d'intégration ainsi qu'un bilan de la mise en œuvre de ce plan.

Aux fins de l'AISG, on définit l'enfant admissible à l'AISG comme un enfant ayant une déficience entraînant une incapacité significative et persistante et qui est sujet à rencontrer des obstacles dans sa démarche d'intégration chez un prestataire de services de garde éducatifs.

En 2024-2025, l'AISG est accordée pour l'ensemble des enfants répondant à ces conditions, jusqu'à concurrence de l'équivalent de 20 % des places subventionnées de l'installation de CPE ou de la GS. En MF, l'AISG est limitée à l'équivalent d'une place subventionnée par personne responsable d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE), exception faite des situations où son octroi est nécessaire pour des raisons d'unification familiale chez une même RSGE.

Les CPE, les GS et les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC) indiquent dans leur RFA le nombre d'enfants admissibles à l'AISG.

c) Montant octroyé par enfant

L'information est disponible dans le site Internet de Québec.ca à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/reseau/gestion/gestion-finances/documents-financiers-reddition-compte

d) Montant total octroyé au Québec et ventilé par région, par type de service de garde éducatif

Les données ne sont pas disponibles par tranche d'âge

Montant d'AISG en 2024-2025 (en M$)				
Région administrative	**CPE**	**GS**	**MF**	**Total**
1. Bas-Saint-Laurent	3,28	0,01	0,58	**3,86**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	3,50	0,82	0,42	**4,73**
3. Capitale-Nationale	13,76	6,95	2,20	**22,90**
4. Mauricie	4,33	0,13	0,52	**4,98**
5. Estrie	9,64	2,80	2,20	**14,64**
6. Montréal	32,05	27,84	6,21	**66,10**
7. Outaouais	6,29	3,59	0,69	**10,58**
8. Abitibi-Témiscamingue	0,61	0,01	0,17	**0,79**
9. Côte-Nord	0,57	0,00	0,07	**0,63**
10. Nord-du-Québec	0,15	0,00	0,00	**0,15**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0,65	0,00	0,10	**0,75**
12. Chaudière-Appalaches	7,15	1,11	1,10	**9,36**
13. Laval	7,01	6,50	2,21	**15,72**
14. Lanaudière	8,76	6,11	3,21	**18,08**
15. Laurentides	9,49	8,13	2,61	**20,23**
16. Montérégie	25,42	11,71	5,22	**42,35**
17. Centre-du-Québec	4,96	1,56	0,53	**7,05**
Ensemble du Québec	**137,60**	**77,27**	**28,03**	**242,91**

Source : RFA 2024-2025.
* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-111

e) Description de l'utilisation possible de la subvention

Les dépenses admissibles sont inscrites dans le site Internet de Québec.ca à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/famille-et-soutien-aux-personnes/enfance/garderies-et-services-de-garde/services-de-garde-personne-handicapee/allocation-integration-enfant-handicape-59-mois-ou-moins-service-garde

---

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2025-2026

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-112

Concernant l'Allocation d'intégration en service de garde éducatif, veuillez nous indiquer les jours d'occupation pour les enfants intégrés dans les services de garde éducatifs en 2024-2025 et 2025-2026. Veuillez nous fournir l'information :

a) Par région;
b) Par type de service de garde éducatif;
c) Par tranche d'âge (0-17, 18-23, 24-35, 36-47, 48-59 mois);
d) Au total.

Réponse

Les dernières données disponibles sont celles de 2024-2025. Les données par tranche d'âge ne sont pas disponibles.

Jours d'occupation des enfants admissibles à l'allocation pour l'intégration en service de garde en 2024-2025*

Région administrative	Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)	Milieu familial (MF)	Total
1. Bas-Saint-Laurent	64 223	101	10 857	**75 181**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	64 766	15 969	9 764	**90 499**
3. Capitale-Nationale	250 838	128 364	41 289	**420 491**
4. Mauricie	77 595	2 721	10 284	**90 600**
5. Estrie	172 150	50 049	38 791	**260 989**
6. Montréal	581 896	519 622	114 921	**1 216 439**
7. Outaouais	111 753	61 351	13 929	**187 033**
8. Abitibi-Témiscamingue	11 623	-	2 361	**13 984**
9. Côte-Nord	7 777	-	887	**8 664**
10. Nord-du-Québec	1 687	-	-	**1 687**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6 163	-	1 656	**7 819**
12. Chaudière-Appalaches	127 155	20 832	20 403	**168 390**
13. Laval	122 205	129 184	41 641	**293 030**
14. Lanaudière	154 688	112 256	60 459	**327 403**
15. Laurentides	168 367	144 371	48 874	**361 611**
16. Montérégie	458 468	203 900	97 360	**759 727**
17. Centre-du-Québec	91 077	28 654	9 015	**128 745**
Ensemble des régions	**2 472 428**	**1 417 374**	**522 487**	**4 412 289**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.
* En raison des arrondis, la somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-113

Dresser un état de situation sur l'intégration dans les services de garde des enfants handicapés en y incluant le mode de financement, les sommes dévolues en 2025-2026 et celles prévues pour 2026-2027, au total et par région, ainsi que les besoins évalués et le nombre de demandes de soutien reçues, au total et par région; identifier celles ayant obtenu une réponse positive et fournir les prévisions.

Réponse

Deux mesures soutiennent l'intégration des enfants handicapés en services de garde éducatifs subventionnés :

a) L'Allocation pour l'intégration en service de garde (AISG);
b) La Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES).

AISG

Les plus récentes données disponibles sont celles de 2024-2025.

AISG en 2024-2025

Région administrative	Nombre d'enfants				Allocation (M$)
	Centre de la petite enfance	Garderie subventionnée	Milieu familial	Total	
1. Bas-Saint-Laurent	271	N. D	53	**N. D**	3,86
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	277	71	45	**393**	4,73
3. Capitale-Nationale	1 063	531	192	**1 786**	22,90
4. Mauricie	332	13	49	**394**	4,98
5. Estrie	716	208	183	**1 107**	14,64
6. Montréal	2 400	2 183	523	**5 106**	66,10
7. Outaouais	455	280	66	**801**	10,58
8. Abitibi-Témiscamingue	58	-	12	**70**	0,79
9. Côte-Nord	38	-	5	**43**	0,63
10. Nord-du-Québec	8	-	-	**8**	0,15
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	33	-	9	**42**	0,75
12. Chaudière-Appalaches	541	84	98	**723**	9,36
13. Laval	497	529	189	**1 215**	15,72
14. Lanaudière	636	492	277	**1 405**	18,08
15. Laurentides	702	581	226	**1 509**	20,23
16. Montérégie	1 887	884	449	**3 220**	42,35
17. Centre-du-Québec	379	124	43	**546**	7,05
Total	**10 293**	**N. D.**	**2 419**	**N. D.**	**242,91**

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.

N. D. : Ces données ne peuvent être fournies en raison des petits nombres, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-113

MES

MES
Budget prévu, nombre de demandes reçues et nombre de demandes acceptées en 2025-2026 (données au 31 janvier 2026)

Région administrative	Budget prévu (M$)	Demandes reçues	Demandes acceptées
1. Bas-St-Laurent	988 489 $	43	42
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	705 079 $	29	27
3. Capitale-Nationale	3 187 558 $	170	151
4. Mauricie	1 514 920 $	56	54
5. Estrie	3 146 981 $	136	129
6. Montréal	10 666 009 $	462	427
7. Outaouais	2 067 463 $	87	81
8. Abitibi-Témiscamingue* 9. Côte-Nord* 10. Nord-du-Québec* 11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine*	645 939 $	19	19
12. Chaudière-Appalaches	1 450 744 $	66	53
13. Laval	3 054 078 $	101	99
14. Lanaudière	1 773 206 $	77	71
15. Laurentides	1 732 036 $	68	62
16. Montérégie	6 835 386 $	277	261
17. Centre-du-Québec	1 367 944 $	59	55
Total	**39 135 832 $**	**1 650**	**1 531**

Note : Les données sur le nombre de demandes reçues et acceptées couvrent la période du 1er septembre 2025 au 31 janvier 2026 (année MES débutant en septembre)

* Les données de ces régions sont cumulées, car la donnée par région pourrait permettre d'identifier les enfants concernés (article 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-114

Concernant les comités consultatifs qui traitent des demandes de Mesure exceptionnelle de soutien (MES), veuillez nous fournir, pour 2025-2026;

a) Le nombre de rencontres tenues, par comité;
b) Le nombre de dossiers analysés, par comité;
c) Le nombre de dossiers acceptés, par comité;
d) Le délai de traitement moyen, par comité;
e) Le nombre d'heures recommandées, par comité;
f) Le nombre d'heures autorisées, par comité.

Réponse

L'année d'activité 2025-2026 de la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES) s'échelonne du 1er septembre 2025 au 31 août 2026. Les réponses sont en date du 31 janvier 2026.

a) 61 rencontres ont été tenues.

b) 991 dossiers ont été analysés par les comités consultatifs régionaux (CCR).

c) 872 dossiers ont été acceptés par les CCR.

d) Les délais de traitement dépendent de la date de dépôt d'une demande conforme.

Sauf exception, les demandes conformes de renouvellement sans changement, de renouvellement avec changement ou les nouvelles demandes transmises au 15 octobre 2025 ont reçu :

- une réponse avant le 31 décembre 2025;
- leur versement avant le 31 janvier 2026.

Les demandes conformes transmises après le 15 octobre sont soumises aux CCR à compter de janvier, et les délais sont tributaires des dates de tenue des comités.

e) 666 397 heures ont été recommandées par les comités.

f) Le Ministère autorise l'intégralité des heures recommandées par les comités. Ce sont donc 666 397 heures qui ont été autorisées.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-115

Indiquer le nombre d'enfants handicapés admissibles à la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour les enfants handicapés ayant d'importants besoins, en 2025-2026:

a) Par groupe d'âge et par type de services de garde, ventilé par région;
b) Nombre de demandes reçues, ventilé par région;
c) Nombre de demandes acceptées, ventilé par région;
d) Nombre de demandes refusées, ventilé par région;
e) Le nombre d'heures demandées, ventilé par région;
f) Le nombre d'heures accordées, ventilé par région;
g) Le nombre de jours d'occupation, ventilé par région;
h) Le montant supplémentaire octroyé par enfant;
i) Le montant total octroyé au Québec et ventilé par région;
j) La description de l'utilisation possible de la subvention.

Réponse

Les données ventilées des points a), b), c), d), e), f), g), et i) se retrouvent dans l'annexe D « Données sur la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), 2025-2026 ».

a) Le Ministère ne collige pas les données par groupe d'âge.

d) Par souci d'équité et afin d'avoir la meilleure évaluation possible, le Ministère fait appel à des comités consultatifs régionaux pour évaluer les demandes. Le résultat relève d'un consensus d'au moins trois personnes provenant notamment des milieux de la santé et des services de garde.

h) La subvention est basée sur une rémunération horaire globale de 29,64 $, pour un maximum de 8 heures d'accompagnement par jour d'occupation.

i) Au 31 janvier 2026, près de 39,1 M$ ont été versés. À cette somme s'ajouteront les montants qui seront alloués d'ici la fin de l'année financière.

j) La subvention doit servir exclusivement, sur une base quotidienne, à offrir des services d'accompagnement à l'enfant pour le nombre d'heures accordé. Seules les dépenses relatives à la rémunération de la personne accompagnatrice sont admissibles.

Veuillez noter que, pour la MES, les données sur la clientèle couvrent la période du 1er septembre 2025 au 31 janvier 2026 (année MES débutant en septembre) alors que les données financières couvrent la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-116

Veuillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2025-2026 à la suite de l'expulsion d'un enfant d'un service de garde éducatif, ventilées par type de service de garde et par région.

Réponse

Les petits nombres ne peuvent être divulgués dans certaines régions, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Le Ministère n'enregistre pas les plaintes pour expulsion chez les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial (RSGE). Ces plaintes sont traitées par les bureaux coordonnateurs (BC) de la garde éducative en milieu familial.

Plaintes reçues au sujet d'une expulsion d'un enfant en 2025-2026 (du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026)

Régions administratives	Centre de la petite enfance	Garderie subventionnée	Garderie non subventionnée
1. Bas-Saint-Laurent	0	1	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	0	0
3. Capitale-Nationale	2	1	1
4. Mauricie	2	0	0
5. Estrie	0	1	0
6. Montréal	7	4	0
7. Outaouais	5	4	0
8. Abitibi-Témiscamingue	1	0	N. A.
9. Côte-Nord	2	0	N. A.
10. Nord-du-Québec	0	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	0	N. A.
12. Chaudière-Appalaches	0	0	0
13. Laval	0	2	1
14. Lanaudière	2	4	1
15. Laurentides	2	4	3
16. Montérégie	2	6	2
17. Centre-du-Québec	0	0	2

Note : La mention « N. A. » (non applicable) a été inscrite lorsque la région ne compte aucune place selon le type d'installation visé.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-117

Veuillez indiquer le nombre de plaintes reçues au MFA en 2025-2026 à la suite d'une expulsion d'un enfant handicapé ou nécessitant des soins particuliers d'un service de garde éducatif, ventilé par type de service de garde et par région.

Réponse

Le Ministère a reçu une plainte visant une garderie subventionnée de la région administrative 09-Côte-Nord concernant l'expulsion d'un enfant handicapé entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026.

Le Ministère a reçu une plainte visant un centre de la petite enfance de la région administrative 08-Abitibi-Témiscamingue concernant un refus d'accès d'un enfant handicapé entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026.

Les systèmes d'information ne permettent pas de compiler le nombre de plaintes reçues au sujet d'enfants nécessitant des soins particuliers.

Il est à noter que le Ministère n'enregistre pas les plaintes pour expulsion ou refus d'accès des enfants handicapés chez les personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial. Ces plaintes sont gérées par les bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-118

Concernant les places visant à l'intégration des enfants vulnérables adressés par les CISSS-CIUSS (places protocoles), veuillez nous indiquer, pour 2025-2026 :

a) Le nombre de places réservées, par région et par type de service;
b) Le nombre de places utilisées, par région et par type de service;
c) Le taux d'occupation des places, par région et par type de service;
d) La variation des places disponibles entre 2024-2025 et 2025-2026.

Réponse

a) Les dernières données disponibles sont celles de l'année 2024-2025. Les données pour 2025-2026 seront disponibles à la fin de l'année 2026.

Places protocoles réservées en 2024-2025				
Région administrative	**Centre de la petite enfance (CPE)**	**Milieu familial (MF)**	**Garderie subventionnée (GS)**	**Total**
1. Bas-Saint-Laurent	78	N. D.	-	**N. D.**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	95	N. D.	18	**N. D.**
3. Capitale-Nationale	105	-	19	**124**
4. Mauricie	41	-	-	**41**
5. Estrie	193	-	19	**212**
6. Montréal	317	-	37	**354**
7. Outaouais	63	-	7	**70**
8. Abitibi-Témiscamingue	50	-	-	**50**
9. Côte-Nord	31	-	-	**31**
10. Nord-du-Québec	N. D.	-	-	**N. D.**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23	-	-	**23**
12. Chaudière-Appalaches	159	-	N. D.	**N. D.**
13. Laval	98	-	8	**106**
14. Lanaudière	124	-	31	**155**
15. Laurentides	109	N. D.	N. D.	**N. D.**
16. Montérégie	343	-	10	**353**
17. Centre-du-Québec	51	-	6	**57**

N. D. : Le nombre ne peut être divulgué, en raison du faible nombre par région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).
Source : Rapport financier annuel (RFA) 2024-2025, lecture au 31 janvier 2026.

b) Les dernières données disponibles sont celles de l'année 2024-2025. Les données pour 2025-2026 seront disponibles à la fin de l'année 2026.

Places protocoles utilisées en 2024-2025				
Région administrative	**CPE**	**MF**	**GS**	**Total**
1. Bas-Saint-Laurent	66	N. D.	-	**N. D.**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	69	N. D.	10	**N. D.**
3. Capitale-Nationale	83	-	14	**97**
4. Mauricie	17	-	-	**17**
5. Estrie	137	-	11	**148**
6. Montréal	175	-	15	**190**

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-118

Places protocoles utilisées en 2024-2025				
Région administrative	**CPE**	**MF**	**GS**	**Total**
7. Outaouais	40	-	N. D.	**N. D.**
8. Abitibi-Témiscamingue	41	-	-	**41**
9. Côte-Nord	25	-	-	**25**
10. Nord-du-Québec	2	-	-	**2**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	16	-	-	**16**
12. Chaudière-Appalaches	117	-	N. D.	**N. D.**
13. Laval	90	-	6	**96**
14. Lanaudière	57	-	8	**65**
15. Laurentides	89	N. D.	N. D.	**N. D.**
16. Montérégie	265	-	6	**271**
17. Centre-du-Québec	37	-	0	**37**

N. D. : Le nombre ne peut être divulgué, en raison du faible nombre par région (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).
Source : RFA 2024-2025, lecture au 31 janvier 2026.

c) Taux d'occupation des places réservées protocoles en 2024-2025 ventilé par région :

Taux d'occupation des places protocoles en 2024-2025			
Région administrative	**CPE (%)**	**MF (%)**	**GS (%)**
1. Bas-Saint-Laurent	84,95	78,16	N. A.
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	72,45	58,67	53,68
3. Capitale-Nationale	78,65	N. A.	74,27
4. Mauricie	41,41	N. A.	N. A.
5. Estrie	71,11	N. A.	58,30
6. Montréal	55,15	N. A.	40,55
7. Outaouais	63,67	N. A.	26,32
8. Abitibi-Témiscamingue	82,32	N. A.	N. A.
9. Côte-Nord	81,03	N. A.	N. A.
10. Nord-du-Québec	77,01	N. A.	N. A.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	68,30	N. A.	N. A.
12. Chaudière-Appalaches	73,24	N. A.	88,60
13. Laval	91,87	N. A.	79,50
14. Lanaudière	45,93	N. A.	25,59
15. Laurentides	80,97	87,74	83,58
16. Montérégie	77,31	N. A.	64,24
17. Centre-du-Québec	73,30	N. A.	0,00

Source : RFA 2024-2025, lecture au 31 janvier 2026.
N. A. : Non applicable, car aucune place n'était réservée dans cette région.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-118

d) Variation des places protocoles entre le 31 mars 2024 et le 31 mars 2025 ventilée par région :

Écart entre le nombre de places protocoles au 31 mars 2024 et au 31 mars 2025				
Région administrative	**CPE**	**MF**	**GS**	**Total**
1. Bas-Saint-Laurent	8	-	-	**8**
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	-5	2	4	**1**
3. Capitale-Nationale	-8	-	-8	**-16**
4. Mauricie	-1	-	-	**-1**
5. Estrie	9	-	5	**14**
6. Montréal	-14	-	-5	**-19**
7. Outaouais	-6	-	14	**8**
8. Abitibi-Témiscamingue	15	-	-	**15**
9. Côte-Nord	-1	-	-	**-1**
10. Nord-du-Québec	0	-	-	**0**
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-11	-	-	**-11**
12. Chaudière-Appalaches	-27	-	-2	**-29**
13. Laval	-17	-	-5	**-22**
14. Lanaudière	-57	-	-2	**-59**
15. Laurentides	-49	-	-7	**-56**
16. Montérégie	2	-	-	**2**
17. Centre-du-Québec	-16	-	4	**-12**
Source : Système CAFE.				

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-119

Le nombre d'enfants ayant des besoins particuliers ont eu accès à la subvention pour enfant handicapé en 2025-2026.

Réponse

Les données les plus récentes disponibles concernant l'Allocation pour l'intégration en service de garde (AISG) sont celles de 2024-2025. Pour cet exercice, il y a eu 18 693 enfants admissibles à l'AISG.

Par ailleurs, au 31 janvier 2026, 1 531 enfants ont eu accès à la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES). Il s'agit d'une donnée partielle, car l'année d'activité de la MES couvre la période du 1er septembre 2025 au 31 août 2026.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-120

Le nombre d'enfants qui se sont vu refuser l'accès à la subvention, car le ratio d'accès du service éducatif était atteint en 2025-2026.

Réponse

En 2025-2026, au 31 janvier 2026, deux demandes de dérogation concernant l'allocation pour l'intégration en service de garde (AISG), prévue dans les règles budgétaires, ont été refusées par le Ministère. Ces demandes, qui provenaient de RSGE, visaient à faire autoriser le versement de l'AISG pour un deuxième enfant, alors que la limite établie aux fins du financement est d'un seul enfant pour les RSGE.

Les demandes ont été refusées, puisque les mesures prévues par les RSGE relevaient déjà des obligations légales en matière de surveillance, de santé et de sécurité des enfants. Aucune mesure adaptative supplémentaire ou spécifique, allant au-delà de ces obligations réglementaires, n'était prévue pour justifier le versement de l'AISG.

Source : Sous-ministériat du développement et soutien au réseau et à la clientèle

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-121

Le nombre d'enfants exemptés de la contribution parentale dans les services de garde éducatifs en 2025-2026:

a) Par région;
b) Par type de service;
c) Par tranche d'âge;
d) Au total;
e) Investissement total pour la mesure en 2025-2026

Réponse

Les plus récentes données disponibles sont celles de l'exercice financier 2024-2025.

L'investissement total pour la mesure en 2024-2025 a été de 12,9 M$.

Nombre d'enfants ECP* en 2024-2025

Région administrative	Bureau coordonnateur (BC)	Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)
1. Bas-Saint-Laurent	11	68	N. D.[1]
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	24	130	16
3. Capitale-Nationale	61	287	35
4. Mauricie	61	305	7
5. Estrie	77	318	48
6. Montréal	622	944	1027
7. Outaouais	74	211	136
8. Abitibi-Témiscamingue	10	50	0
9. Côte-Nord	6	50	0
10. Nord-du-Québec	0	N. D.[1]	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	27	0
12. Chaudière-Appalaches	41	120	12
13. Laval	112	110	97
14. Lanaudière	110	170	69
15. Laurentides	72	132	48
16. Montérégie	179	478	114
17. Centre-du-Québec	61	113	23

Source : Rapports financiers annuels 2024-2025.

* Enfants dont les parents sont exemptés de la contribution réduite (ECP).

[1] En raison des petits nombres, ces données ne sont pas fournies, conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-122

Veuillez nous fournir l'état d'avancement des travaux entourant l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé (AIEH). Veuillez également nous fournir tout contrat ou tout mandat donné dans le cadre d'un audit de performance.

Réponse

Dans le cadre du Grand chantier pour les familles, le Ministère s'est engagé à réviser l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé (AIEH), dorénavant nommée Allocation pour l'intégration en service de garde (AISG), afin d'en améliorer l'efficacité et d'en optimiser les processus.

Conformément à l'engagement pris auprès du Vérificateur général du Québec, un audit de performance de l'AISG a été réalisé en 2021-2022 par l'audit interne du Ministère (aucun contrat n'a été accordé).

La réalisation du plan d'action découlant des recommandations de l'audit suit son cours, la majorité des actions ayant été menées dans les années subséquentes. Ainsi, en 2025-2026, le Ministère a plutôt poursuivi l'analyse de données concernant les enfants bénéficiant de l'AISG ainsi que la documentation des actions et interventions des SGEE pour favoriser leur intégration.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-123

Le rapport annuel de gestion 2022-2023 du Ministère affirme que « Le Ministère a poursuivi, en 2022-2023, ses actions en vue d'optimiser l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé en service de garde (AIEH) et la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour les enfants handicapés ayant d'importants besoins (MES), afin qu'elles répondent de mieux en mieux aux besoins des enfants et à la réalité des SGEE. Les travaux en ce sens se poursuivront pour soutenir les enfants ayant des besoins de soutien particulier, mais n'étant pas handicapés. » (p. 14).

Veuillez nous brosser le portrait des travaux effectués et à venir.

Réponse

Afin d'améliorer l'efficacité et d'optimiser les processus de l'Allocation pour l'intégration en service de garde (AISG), le Ministère a réalisé les travaux suivants :

- un audit de performance en 2021-2022, par audit interne, et la prise en compte des constats dans la réalisation des travaux qui ont suivi;
- le nombre maximal de places subventionnées annualisées considéré aux fins du calcul est passé de 15 % à 20 % (exception faite des droits acquis);
- une refonte des formulaires (rapport professionnel, plan d'intégration et bilan) et la prescription de ceux-ci depuis le 1er janvier 2024;
- des ajustements à la reddition de comptes financière qui a été remplacée par un bilan des actions réalisées.

Dans le cadre de la Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde (MES), les travaux réalisés ont également permis :

- pour les demandes de renouvellement sans changement que les subventions accordées l'année précédente soient reconduites automatiquement;
- de faire passer le nombre maximal d'heures d'accompagnement à 8 h par jour par enfant;
- que la reddition de comptes prévue au rapport financier annuel soit remplacée par un bilan des heures offertes déposé au dossier parental, et que son format soit prescrit;
- une réduction des délais de traitement des demandes ainsi que ceux liés à la mise en paiement grâce à la mise en œuvre des pratiques d'analyse et de décisions en continu. Ainsi, la grande majorité des SGEE ayant déposé leur demande entre juin et octobre ont obtenu leur réponse avant le 31 décembre.

Les travaux visant à proposer une optimisation des mesures d'aide financière actuelles se poursuivent afin notamment :

- d'assurer une meilleure adéquation entre les barèmes de financement et les besoins réels de soutien pour intégrer le plus d'enfants possible à l'intérieur des budgets;
- de simplifier les processus tout en assurant une surveillance efficace dans un contexte de saine gestion des fonds publics.

Aussi, le Ministère poursuit l'analyse des causes de l'augmentation des besoins des dernières années et continue les travaux visant la création de nouveaux indicateurs de gestion ainsi que la documentation des actions et interventions réalisées en SGEE pour favoriser l'intégration des enfants bénéficiant de l'AISG.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-124

Suite au rapport déposé par le Vérificateur général du Québec sur la qualité des services de garde en mai 2024 (chapitre 4 – Qualité des services de garde éducatifs à l'enfance), le ministère a présenté un plan d'action pour l'application des recommandations. Pour chacune des mesures présentées dans le plan d'action, le suivi apporté à la mesure. Veuillez également nous informer si un indicateur a été modifié et si tel est le cas, la raison et le nouvel indicateur.

Réponse

Suivi du tableau synthèse du plan d'action pour l'application des recommandations du Vérificateur général 2024-2027 au 31 janvier 2026

Recommandation	Action	Suivi
1) Améliorer la mesure d'évaluation et d'amélioration de la qualité éducative des services de garde éducatifs, notamment en ce qui a trait au suivi des échecs à l'évaluation.	1) Créer un portrait de la qualité éducative des SGEE en installation au Québec pour tirer des constats quant aux forces et aux faiblesses.	En révision
	2) Outiller davantage les SGEE en lien avec les dimensions évaluées pour favoriser l'amélioration de leur qualité éducative et la diminution du taux d'échec à l'évaluation. A. Production d'un aide-mémoire en lien avec la qualité éducative destinée aux SGEE; B. Pérennisation de l'offre de formation aux SGEE visant l'appropriation du programme éducatif Accueillir la petite enfance; C. Production de cadres de référence actualisés sur différents domaines de développement de l'enfant.	En cours
	3) Réviser le Programme de soutien financier visant l'amélioration de la qualité éducative des SGEE pour l'axer davantage sur l'accompagnement et le soutien financier des SGEE, particulièrement pour les garderies subventionnées et non subventionnées.	En cours
	4) Assurer un suivi du taux de réussite des centres de la petite enfance, des garderies subventionnées et des garderies non subventionnées à l'évaluation de la qualité éducative et recommander annuellement des mesures supplémentaires à mettre en place si nécessaire selon les résultats.	En continu
	5) Évaluer la Mesure d'évaluation et d'amélioration de la qualité éducative pour dégager les pistes d'amélioration.	En cours
	6) Renforcer le suivi des évaluations et mettre en place un registre centralisé des plans d'action reçus.	Réalisé
	7) Adapter les communications transmises aux SGEE en lien avec leur plan d'action selon l'appréciation qui en est faite par le Ministère pour prévoir une communication spécifique lorsqu'un plan d'action ne répond pas aux critères d'appréciation.	Réalisé
	8) Augmenter la qualité des plans d'action reçus et en faciliter l'appréciation.	Réalisé

Source : Sous-ministériat à la main-d'œuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-124

Suivi du tableau synthèse du plan d'action pour l'application des recommandations du Vérificateur général 2024-2027 au 31 janvier 2026

Recommandation	Action	Suivi
	9) Mettre à jour les lignes directrices du renouvellement moindre de permis pour assurer un suivi particulier auprès des SGEE lorsque nécessaire : A. Rédaction de lignes directrices pour la délivrance et le renouvellement de permis pour une durée moindre de cinq ans; B. Mise à jour de la procédure et du processus de renouvellement de permis; C. Élaboration d'outils pour soutenir les directions régionales.	Réalisé
	10) Analyser les possibilités pour devancer la publication des résultats individuels de chaque service de garde évalué.	Réalisé
	11) Poursuivre les travaux visant à évaluer la qualité éducative des services de garde éducatifs en milieu familial reconnus.	En cours
	12) Poursuivre les travaux visant à évaluer la qualité éducative des SGEE des Premières Nations et des Inuit, notamment par la mise en place d'un groupe de travail avec les partenaires concernés pour cibler les enjeux particuliers et tenir compte de la réalité de leurs SGEE.	En cours
2) Renforcer ses mesures visant à améliorer le ratio de personnel éducateur qualifié ainsi que le suivi de chaque service de garde qui n'atteint pas le ratio visé et de l'ensemble du réseau.	13) Favoriser la qualification du personnel éducateur non qualifié en offrant de nouvelles formations d'appoint en collaboration avec le réseau de l'enseignement supérieur.	Réalisé
	14) Favoriser la qualification du personnel éducateur non qualifié en faisant la promotion du Service québécois de certification du personnel éducateur de la petite enfance.	En cours
	15) Attirer davantage de personnel éducateur qualifié ou en voie de l'être de l'international.	En cours
	16) Assurer un suivi de la capacité des SGEE à respecter le ratio de personnel de garde qualifié de 2 sur 3 en vue d'un retour à ce ratio réglementaire en 2027-2028.	En continu
	17) Mettre à jour les lignes directrices du renouvellement moindre de permis pour exiger que les SGEE qui ne respectent pas le ratio de qualification du personnel éducateur en vigueur produisent et mettent en œuvre un plan d'action pour se conformer au ratio en vigueur, mais également pour atteindre celui qui sera applicable au moment du prochain renouvellement de permis.	Réalisé
	18) Augmenter la fiabilité des données liées à la main-d'œuvre dans les SGEE.	Réalisé
	19) Renforcer le suivi de l'efficacité des actions liées à la main-d'œuvre.	En cours

Source : Sous-ministériat à la main-d'œuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-124

Suivi du tableau synthèse du plan d'action pour l'application des recommandations du Vérificateur général 2024-2027 au 31 janvier 2026

Recommandation	Action	Suivi
3) Réviser ses façons de faire afin que les plaintes soient traitées de manière adéquate et en temps opportun.	20) Renforcer la capacité du Ministère d'agir en temps opportun selon les situations.	En cours
	21) Réviser la répartition des objets de plaintes et définir des critères pour déterminer la direction traitante.	Réalisé
4) Améliorer ses mesures de prévention et de contrôle à l'égard des manquements fréquents et du plomb dans l'eau.	22) Renforcer la prévention faite par le Ministère pour diminuer la fréquence de certains types de manquements.	En cours
	23) Encadrer les analyses de la concentration du plomb dans l'eau réalisées par les SGEE, la transmission des résultats au Ministère et la mise en place de mesures correctrices lorsque nécessaire.	En cours
5) Poursuivre les démarches entreprises afin de s'assurer que la qualité des services de garde éducatifs en milieu familial reconnus est suffisante, tant en matière éducative qu'en matière de santé et de sécurité des enfants.	11) Poursuivre les travaux visant à évaluer la qualité éducative des services de garde éducatifs en milieu familial reconnus.	En cours
	24) Encadrer par une directive les pratiques des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC) en ce qui concerne les différentes visites (reconnaissance, conformité et plaintes) pour favoriser l'uniformité des pratiques.	Réalisé
	25) Améliorer et mettre à jour les différents outils disponibles pour les BC pour en favoriser l'utilisation.	Réalisé
	26) Augmenter la qualité et l'uniformité des réponses fournies aux BC en lien avec l'interprétation de la Loi et de ses règlements pour le milieu familial : A. Développement d'une offre de formation spécifique à l'interne pour améliorer la qualité et l'uniformité des réponses transmises par le Ministère en lien avec le milieu familial; B. Rédaction d'un manuel d'application des manquements des RSGE adapté et spécifique pour la garde éducative en milieu familial afin de favoriser l'uniformité de la compréhension et des pratiques des BC.	En cours
	27) Instaurer un sondage annuel pour analyser les pratiques des BC et mesurer leur satisfaction envers l'accompagnement du Ministère en ce qui concerne l'interprétation de la Loi et de ses règlements.	En cours
	28) Vérifier plus d'éléments relatifs au respect de la réglementation par les BC à partir du prochain cycle de renouvellement des agréments des BC.	En cours

Source : Sous-ministériat à la main-d'œuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-124

Suivi du tableau synthèse du plan d'action pour l'application des recommandations du Vérificateur général 2024-2027 au 31 janvier 2026

Recommandation	Action	Suivi
6) Améliorer le plan d'intégration des personnes non reconnues dans le réseau des services de garde éducatifs afin de s'assurer que l'abolition de ce type de service de garde d'enfants puisse être mise en œuvre comme prévu par la loi.	29) Renforcer l'action du Ministère pour faire la promotion du milieu familial et des avantages à être reconnu par un BC, notamment en bonifiant le plan d'intégration des personnes non reconnues.	En cours

Source : Sous-ministériat à la main-d'œuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-125

Le rapport annuel de gestion 2022-2023 du Ministère affirme qu'une collecte de données annuelle a été instaurée afin de constituer le Portrait de la main-d'œuvre des SGEE (p. 14).

Veuillez nous fournir la collecte de données produite par le Ministère.

Réponse

Il s'agit du Portrait de la main-d'œuvre des services de garde éducatifs à l'enfance, dont les résultats ont été publiés en 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c392973

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-126

Tableau présentant la proportion du nombre d'éducatrices qualifiées et non qualifiées à l'emploi au 31 mars 2026, par région administrative et par type de service de garde.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe C « Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026 ».

Les résultats sur la proportion de personnel éducateur qualifié sont également publiés sur la base des collectes trimestrielles de données réalisées auprès des titulaires de permis à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c392973

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-127

Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées imposées par le ministère en 2025-2026:

a) en CPE, ventilé par région et nombre de places;
b) en garderie subventionnée, ventilé par région et nombre de places;
c) en garderie non subventionnée, ventilé par région et nombre de places.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe C « Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026 ».

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-128

Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/2 et qui ont reçu des avis de non-conformité en vigueur en 2025-2026:

a) en CPE, ventilé par région et nombre de places;
b) en garderie subventionnée, ventilé par région et nombre de places;
c) en garderie non subventionnée, ventilé par région et nombre de places.

Réponse

Depuis le 1er mars 2024, le Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RSGEE) prévoit, à l'article 23.1, que les titulaires d'un permis doivent respecter le ratio du personnel éducateur qualifié suivant :

- Au moins un membre du personnel éducateur sur deux jusqu'au 31 mars 2027 ou au moins un membre du personnel éducateur sur trois :
  a) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis la délivrance initiale de son permis;
  b) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis que son permis a été modifié pour augmenter, de huit ou plus, le nombre maximum d'enfants qu'il peut recevoir dans son installation;
  c) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis la conclusion d'une première entente de subvention entre le ministre et le titulaire d'un permis de garderie, pourvu que cette entente ait été conclue après le 31 octobre 2023;
  d) Durant la prestation des services de garde fournis lors de la première et de la dernière heure d'ouverture prévue à la plage horaire du titulaire.

Tableau 1 - Nombre de manquements ayant fait l'objet d'un ANC par région administrative pour le non-respect du ratio de personnel de garde qualifié de ½ du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026

Région administrative	CPE	Garderie subventionnée	Garderie non subventionnée
3. Capitale-Nationale	0	1	11
4. Mauricie	0	0	2
5. Estrie	0	0	2
6. Montréal	1	9	18
7. Outaouais	1	1	3
8. Abitibi-Témiscamingue	1	0	N. A.
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	0	N. A.
12. Chaudière-Appalaches	0	0	1
13. Laval	0	0	12
14. Lanaudière	0	1	2
15. Laurentides	0	1	4
16. Montérégie	0	2	14
17. Centre-du-Québec	0	1	0

Précisions relatives au tableau 1 :

- Si la région ne figure pas dans le tableau, cela signifie qu'aucun manquement n'a été soulevé, donc aucun avis de non-conformité (ANC) n'a été signifié.
- La mention « N. A. » (non applicable) a été inscrite lorsque la région ne compte aucune place selon le type d'installation visé.
- La ventilation par nombre de places n'est pas disponible.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-128

- Le tableau reflète le nombre de manquements ayant fait l'objet d'un ANC signifié par région administrative et non le nombre d'installations ayant fait l'objet de manquements. Une installation peut avoir fait l'objet de plusieurs manquements.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-129

Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/2 qui se sont conformés à la suite de l'avis de non-conformité en 2025-2026:

a) en CPE, ventilé par région et nombre de places;
b) en garderie subventionnée, ventilé par région et nombre de places;
c) en garderie non subventionnée, ventilé par région et nombre de places.

Réponse

Depuis le 1er mars 2024, le Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RSGEE) prévoit, à l'article 23.1, que les titulaires d'un permis doivent respecter le ratio du personnel éducateur qualifié suivant :

- Au moins un membre du personnel éducateur sur deux jusqu'au 31 mars 2027 ou au moins un membre du personnel éducateur sur trois :
  a) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis la délivrance initiale de son permis;
  b) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis que son permis a été modifié pour augmenter, de huit ou plus, le nombre maximum d'enfants qu'il peut recevoir dans son installation;
  c) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis la conclusion d'une première entente de subvention entre le ministre et le titulaire d'un permis de garderie, pourvu que cette entente ait été conclue après le 31 octobre 2023;
  d) Durant la prestation des services de garde fournis lors de la première et de la dernière heure d'ouverture prévue à la plage horaire du titulaire.

Nombre de manquements soulevés ayant fait l'objet d'un avis de non-conformité (ANC) et nombre de manquements corrigés à la suite de l'ANC en vertu de l'article 23.1 du RSGEE (pour non-respect du ratio de qualification de 1 sur 2), par région administrative, du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026

Région administrative	Type de service de garde	Nombre de manquements ayant fait l'objet d'un ANC liés au ratio de qualification 1/2	Nombre de mises en conformité à la suite de l'ANC
3. Capitale-Nationale	GNS	11	2
	GS	1	1
4. Mauricie	GNS	2	1
5. Estrie	GNS	2	0
6. Montréal	GNS	18	6
	GS	9	6
	CPE	1	1
7. Outaouais	GNS	3	1
	GS	1	1
	CPE	1	1
8. Abitibi-Témiscamingue	CPE	1	0
11. Gaspésie -Îles-de-la-Madeleine	CPE	1	0
12. Chaudière-Appalaches	GNS	1	0
13. Laval	GNS	12	10
14. Lanaudière	GNS	2	2
	GS	1	0
15. Laurentides	GNS	4	1

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-129

Nombre de manquements soulevés ayant fait l'objet d'un avis de non-conformité (ANC) et nombre de manquements corrigés à la suite de l'ANC en vertu de l'article 23.1 du RSGEE (pour non-respect du ratio de qualification de 1 sur 2), par région administrative, du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026

Région administrative	Type de service de garde	Nombre de manquements ayant fait l'objet d'un ANC liés au ratio de qualification 1/2	Nombre de mises en conformité à la suite de l'ANC
	GS	1	1
16. Montérégie	GNS	14	5
	GS	2	1
17 Centre-du-Québec	GS	1	1

Précisions relatives au tableau 1 :

- Si la région ne figure pas dans le tableau, cela signifie qu'aucun manquement n'a été soulevé, donc aucun avis de non-conformité (ANC) n'a été signifié.
- La ventilation par nombre de places n'est pas disponible.
- Le tableau reflète le nombre de manquements ayant fait l'objet d'un ANC signifié par région administrative et non le nombre d'installations ayant fait l'objet de manquements. Une installation peut avoir fait l'objet de plusieurs manquements.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-130

Le nombre de services de garde qui ne répondent pas aux exigences de ratio d'éducatrices qualifiées de 1/2 et qui ne se sont toujours pas conformés à la suite de l'avis de non-conformité en 2025-2026:

a) en CPE, ventilé par région et nombre de places;
b) en garderie subventionnée, ventilé par région et nombre de places;
c) en garderie non subventionnée, ventilé par région et nombre de places.

Réponse

Depuis le 1er mars 2024, le Règlement sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RSGEE) prévoit, à l'article 23.1, que les titulaires d'un permis doivent respecter le ratio du personnel éducateur qualifié suivant :

- Au moins un membre du personnel éducateur sur deux jusqu'au 31 mars 2027 ou au moins un membre du personnel éducateur sur trois :
  a) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis la délivrance initiale de son permis;
  b) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis que son permis a été modifié pour augmenter, de huit ou plus, le nombre maximum d'enfants qu'il peut recevoir dans son installation;
  c) Jusqu'à ce qu'il se soit écoulé cinq ans depuis la conclusion d'une première entente de subvention entre le ministre et le titulaire d'un permis de garderie, pourvu que cette entente ait été conclue après le 31 octobre 2023;
  d) Durant la prestation des services de garde fournis lors de la première et de la dernière heure d'ouverture prévue à la plage horaire du titulaire.

Tableau 1

Nombre de manquements soulevés ayant fait l'objet d'un avis de non-conformité (ANC) et nombre de manquements non conformes à la suite de l'ANC en vertu de l'article 23.1 du RSGEE (ratio de qualification de 1 sur 2), par région administrative, du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026

Région administrative	Type de service de garde	Nombre de manquements soulevés liés au ratio de qualification 1/2	Nombre des manquements non conformes
3. Capitale-Nationale	GNS	11	9
	GS	1	0
4. Mauricie	GNS	2	1
5. Estrie	GNS	2	2
6. Montréal	GNS	18	12
	GS	9	3
	CPE	1	0
7. Outaouais	GNS	3	2
	GS	1	0
	CPE	1	0
8. Abitibi-Témiscamingue	CPE	1	1
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CPE	1	1
12. Chaudière-Appalaches	GNS	1	1
13. Laval	GNS	12	2

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-130

Nombre de manquements soulevés ayant fait l'objet d'un avis de non-conformité (ANC) et nombre de manquements non conformes à la suite de l'ANC en vertu de l'article 23.1 du RSGEE (ratio de qualification de 1 sur 2), par région administrative, du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026

Région administrative	Type de service de garde	Nombre de manquements soulevés liés au ratio de qualification 1/2	Nombre des manquements non conformes
14. Lanaudière	GNS	2	0
	GS	1	1
15. Laurentides	GNS	4	3
	GS	1	0
16. Montérégie	GNS	14	9
	GS	2	1
17. Centre-du-Québec	GS	1	0

Précisions relatives au tableau 1 :

- Si la région ne figure pas dans le tableau, cela signifie qu'aucun manquement n'a été soulevé, donc aucun avis de non-conformité (ANC) n'a été signifié.
- La ventilation par nombre de places n'est pas disponible.
- Le tableau reflète le nombre de manquements ayant fait l'objet d'un ANC signifié par région administrative et non le nombre d'installations ayant fait l'objet de manquements. Une installation peut avoir fait l'objet de plusieurs manquements.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-131

Veuillez nous fournir, pour 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et pour 2025-2026, le nombre d'éducatrices qualifiées en services de garde, ventilé par région.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe C « Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026 ».

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-132

Veuillez nous fournir, pour, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et pour 2025-2026, le nombre d'éducatrices non qualifiées en services de garde, ventilé par région.

Réponse

Les données dont dispose le Ministère sont présentées dans l'annexe C « Données sur le personnel dans les services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE), au 31 janvier 2026 ».

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-133

Le nombre d'éducatrices qualifiées qui ont quitté le réseau des services de garde éducatifs en 2025-2026, ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d'entre elles qui ont quitté pour le réseau de l'Éducation.

Réponse

Les données sur la main-d'œuvre sont disponibles dans le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c392973

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-134

Le nombre d'éducatrices non qualifiées qui ont quitté le réseau des services de garde en 2025-2026, ventilé par région et par type de services de garde. De ce nombre, veuillez nous identifier le nombre d'entre elles qui ont quitté pour le réseau de l'Éducation.

Réponse

Les données sur la main-d'œuvre sont disponibles dans le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c392973

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-135

Le nombre d'éducatrices qualifiées qui ont été engagées dans le réseau des services de garde éducatifs en 2025-2026, ventilé par région et par type de services de garde.

Réponse

Les données sur la main-d'œuvre sont disponibles dans le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c392973

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-136

Le nombre d'éducatrices non qualifiées qui ont été engagées dans le réseau des services de garde éducatifs en 2025-2026, ventilé par région et par type de service de garde.

Réponse

Les données sur la main-d'œuvre sont disponibles dans le Portrait de la main-d'œuvre du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance à l'adresse suivante :

https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-action-reseau-services-garde/statistiques#c392973

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-137

La liste des mesures mises en place par le ministère de la Famille depuis le 1er avril 2023 afin de favoriser le métier d'éducatrice à la petite enfance et les sommes investies en 2025-2026, par mesure.

Réponse

Dans le cadre de l'Opération main-d'œuvre (OPMO), un investissement de 295,3 M$ sur 5 ans a été fait, dont 212,6 M$ en nouveaux crédits, pour soutenir les mesures dédiées au secteur des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE).

https://www.quebec.ca/gouvernement/ministeres-organismes/emploi-solidarite-sociale/publications/operation-maindoeuvre

L'ensemble de l'OPMO est chapeauté par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS).

Les mesures suivantes de l'OPMO sont sous la responsabilité du Ministère :

1. **Amélioration des conditions de travail et actions de valorisation de l'emploi d'éducatrice et d'éducateur de la petite enfance et de promotion des mesures :**

    a. Amélioration des conditions de travail :

    Voici quelques-unes des principales mesures prévues aux ententes portant sur les clauses nationales des centres de la petite enfance (CPE) :

    - Durée de l'entente collective : 5 ans, soit du 1er avril 2023 au 31 mars 2028;
    - Augmentation des paramètres généraux de 17,4 % sur 5 ans;
    - Clause d'ajustement reliée à l'indice des prix à la consommation (IPC), le cas échéant, à compter du 31 mars 2026;
    - Majoration additionnelle : 2 % au 1er avril 2025 pour les appellations d'emploi suivantes : Secrétaire réceptionniste, commis-comptable, adjointe administrative, agente à la conformité, aide-éducatrice, l'agente-conseil en soutien pédagogique et technique, préposée et cuisinière;
    - Majoration de traitement additionnelle applicable à l'éducatrice qualifiée et spécialisée au 1er avril 2025 (échelons 1 à 4);
    - Ajout d'une (1) heure pédagogique supplémentaire, pour un total de dix-neuf (19);
    - Gestion à la cuisine : ajout de 4 heures à la banque annuelle des heures de gestion et de planification de la cuisine et prévoir que la responsable de l'alimentation à temps partiel bénéficie de cette banque d'heures au prorata du temps travaillé;
    - Prime fixe d'éloignement et de rétention pour certains secteurs définis ;
    - Reconnaissance des années de service au sein d'un CPE : montant forfaitaire équivalent à 1 % du salaire brut gagné pour la travailleuse ayant cumulé 20 ans et plus de service au sein d'un même CPE.

    b. Actions de valorisation et de promotion du métier d'éducatrice et d'éducateur de la petite enfance et du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de promotion des formations à grande échelle :

    - Sommes annoncées : total de 12,5 M$ (2021-2022 à 2025-2026);
    - Sommes investies : 32 527 $ (en 2025-2026).

2. Prime salariale pour revenu de retraite - Incitatif financier pour le retour au travail des employés du réseau des services de garde éducatifs à l'enfance (mesure terminée au 31 mars 2023) :
    - Sommes annoncées : total de 1,2 M$ (2021-2022 à 2022-2023);
    - Sommes investies : Aucune somme investie pour 2025-2026.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

3. Implantation d'un service de certification de la qualification en vue d'élargir les diplômes admissibles et de réduire les obstacles à la qualification.
    - Sommes annoncées : total de 2,7 M$ (2021-2022 à 2025-2026);
    - Sommes investies : total de 111 587 $ pour 2025-2026.

D'autres mesures structurantes sont aussi sous la responsabilité d'autres ministères :

4. Soutien financier aux employeurs pour la démarche de reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) :
    - Sommes investies : le MESS, la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) et le Comité sectoriel de main-d'œuvre – Économie sociale Action communautaire (CSMO-ESAC) sont porteurs de cette mesure.

5. Parcours travail-études en petite enfance :
    - Sommes investies : le MESS, le CPMT et le CSMO-ESAC sont porteurs de cette mesure.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-138

Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2026, la ventilation du 5 M$ prévu pour la valorisation et la promotion du métier d'éducatrice et d'éducateur.

Réponse

Voici les sommes dédiées à cette mesure, incluant les bonifications annoncées à la mise à jour économique de novembre 2021 :

	2021-2022	**2022-2023**	**2023-2024**	**2024-2025**	**2025-2026**	**Total**
Valorisation et la promotion du métier	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	**12,5**

Note : Données en millions de dollars.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-139

Le 26 avril 2021, le ministre de la Famille et le ministre de l'Emploi annonçaient 64 M$ pour répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée dans les services de garde éducatifs à l'enfance. Veuillez nous indiquer, au 31 mars 2026, la ventilation du 1,5 M$ prévu pour la simplification du processus de qualification avec l'implantation d'un service de certification, ventilé par région et le montant décaissé par le gouvernement.

Réponse

Lors du budget déposé le 25 mars 2021, un montant de 1,5 M$ a été accordé pour l'implantation du Service de certification, pour les années financières 2021-2022 et 2022-2023, comme prévu dans le cadre du Grand chantier pour les familles. Une bonification de 1,2 M$ a été annoncée lors de la mise à jour économique de novembre 2021.

Service de certification de la qualification des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance	
	Montant prévu (en millions de dollars)
2021-2022	0,7
2022-2023	0,8
2023-2024	0,4
2024-2025	0,4
2025-2026	0,4
Total	**2,7**

Le montant du décaissement pour 2025-2026 était de 111 587 $ au 31 janvier 2026.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-140

Le 1er juin 2023, la ministre de la Famille annonçait un investissement de 7 M$ sur cinq ans pour mieux soutenir les SGEE dans leurs démarches de recrutement de personnel éducateur à l'international. En lien avec cette annonce, veuillez nous ventiler, pour chacun des 3 axes (participation aux missions de recrutement international, soutien à des initiatives visant le recrutement international, soutien à des initiatives particulières) :

a) Les sommes prévues par année pour les 5 années;
b) Les sommes réellement investies en 2025-2026;
c) Le nombre d'éducatrices recrutées en indiquant le pays de recrutement.

Réponse

a) 2023-2024 : 1 M$
2024-2025 : 1,5 M$
2025-2026 : 1,5 M$
2026-2027 : 1,5 M$
2027-2028 : 1,5 M$

b) En date du 31 janvier 2026, les sommes dépensées pour l'année 2025-2026 sont de 11 137,43 $.

c) Le ministère de la Famille ne dispose pas de données sur le nombre de travailleurs étrangers recrutés par les services de garde éducatifs à l'enfance. Au 31 janvier 2026, aucune éducatrice n'a été recrutée dans le cadre des Journées Québec pour l'année 2025-2026.

Source : Sous-ministériat à la main-d'oeuvre et à la qualité du réseau

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-141

Mesures mises en place par le MFA pour tester la qualité de l'eau (plomb) dans les services de garde du Québec (CPE, garderie et milieu familial régi et milieu familial non régi) et les coûts associés à ces mesures.

Réponse

Dans un premier temps, le Ministère a initié des exercices pour inciter les prestataires de services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) à procéder aux échantillonnages requis pour la réalisation des tests visant à analyser la concentration de plomb dans l'eau potable.

Par la suite, le Ministère a élaboré un règlement afin de contraindre les prestataires de SGEE n'ayant pas réalisé les tests de dépistage du plomb dans l'eau potable à le faire, en plus d'assurer des tests de suivi réguliers. Le règlement permet également de s'assurer que des mesures correctrices soient appliquées, lorsque requis.

Le Règlement sur le contrôle du plomb dans l'eau chez les prestataires de services de garde éducatifs a ainsi été édicté le 22 janvier 2025 et publié à la Gazette officielle du Québec le 5 février 2025.

Plus précisément, le Règlement prévoit une obligation pour tous les prestataires de SGEE de s'assurer que l'eau, utilisée pour boire ou pour préparer les aliments ou boissons qu'ils mettent à la disposition d'une personne dans le cadre de la prestation des SGEE, respecte la norme de qualité de l'eau potable relative au plomb.

Plus particulièrement, les dispositions du Règlement prévoient une obligation pour les prestataires de SGEE n'ayant pas réalisé les tests de dépistage du plomb dans l'eau potable de le faire, en plus d'assurer des tests de suivi réguliers pour l'ensemble des prestataires de SGEE. Il permet également de s'assurer que des mesures correctrices soient appliquées, lorsque requis.

Conformément au Règlement, des pénalités sont également prévues afin de contraindre les SGEE à réaliser les tests de dépistage du plomb dans l'eau potable.

Les concentrations de plomb dans l'eau potable sont généralement plus élevées l'été que l'hiver. C'est pourquoi la période visée pour l'échantillonnage réglementaire du plomb s'étend du 1er juillet au 1er octobre de chaque année.

- Les premiers tests requis, pour les prestataires n'ayant pas réalisé l'exercice initial ont été réalisés à l'été 2025.
- Pour les tests de suivi, ceux-ci débuteront à partir de l'été 2026, selon la date de réalisation de l'exercice initial par le prestataire.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-142

Concernant les tests de plomb dans l'eau, veuillez identifier :

a) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui ont effectué les tests de plomb;
b) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui n'ont pas effectué les tests de plomb;
c) Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui dépassent la norme de 5 microgrammes par litre;
d) Pour les services de garde qui dépassent la norme, veuillez nous indiquer les correctifs apportés (travaux, fermeture du point d'eau, etc.);
e) Les mesures d'accompagnement mises en place par le MFA afin d'accompagner les services de garde qui ont un taux de plomb supérieur aux normes de Santé Canada.

Réponse

a)

Nombre de services de garde ayant effectué les tests de plomb par région*

Région administrative	Centre de la petite enfance (CPE)	Garderie subventionnée (GS)	Garderie non subventionnée (GNS)
1. Bas-Saint-Laurent	54	3	2
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	66	15	19
3. Capitale-Nationale	159	87	93
4. Mauricie	67	9	9
5. Estrie	113	28	23
6. Montréal	370	322	335
7. Outaouais	85	43	30
8. Abitibi-Témiscamingue	44	2	
9. Côte-Nord	37		
10. Nord-du-Québec	6		
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	28		
12. Chaudière-Appalaches	108	26	26
13. Laval	61	59	83
14. Lanaudière	85	65	37
15. Laurentides	97	61	65
16. Montérégie	265	175	140
17. Centre-du-Québec	62	26	10
Total des régions	**1 707**	**921**	**872**

* En opération au 31 janvier 2026.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-142

b)

Nombre de services de garde n'ayant pas effectué de tests de plomb par région*			
Région administrative	**CPE**	**GS**	**GNS**
1. Bas-Saint-Laurent	3		1
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	1	2
3. Capitale-Nationale	3	4	10
4. Mauricie	4		1
5. Estrie	3	1	2
6. Montréal	12	25	64
7. Outaouais	4	10	6
8. Abitibi-Témiscamingue	3		
9. Côte-Nord		1	
10. Nord-du-Québec	36	1	1
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	1	
12. Chaudière-Appalaches	6	1	4
13. Laval	1	7	4
14. Lanaudière	2	1	7
15. Laurentides	6	5	9
16. Montérégie	7	13	33
17. Centre-du-Québec	1		
Total des régions	**95**	**71**	**144**

* En opération au 31 janvier 2026.

c)

Le nombre de services de garde, par type de service de garde et par région, qui dépassent la norme de 5 microgrammes par litre*			
Région administrative	**CPE**	**GS**	**GNS**
1. Bas-Saint-Laurent	12	0	0
2. Saguenay-Lac-Saint-Jean	17	3	2
3. Capitale-Nationale	41	6	9
4. Mauricie	4	0	1
5. Estrie	32	5	0
6. Montréal	123	89	25
7. Outaouais	24	5	0
8. Abitibi-Témiscamingue	10	0	0
9. Côte-Nord	11	0	0
10. Nord-du-Québec	1	0	0
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	4	0	0
12. Chaudière-Appalaches	23	1	2
13. Laval	18	8	3
14. Lanaudière	16	7	2
15. Laurentides	8	6	3
16. Montérégie	27	12	1
17. Centre-du-Québec	14	1	1
Total des régions	**385**	**143**	**49**

* En opération au 31 janvier 2026.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-142

d) Pour les services de garde qui dépassent la norme, veuillez nous indiquer les correctifs apportés (travaux, fermeture du point d'eau, etc.)

Selon le règlement, en cas de dépassement de la norme de plomb dans l'eau, le prestataire doit :

- Appliquer des mesures correctrices. Le Règlement n'oblige pas une mesure précise, c'est au choix du prestataire. Ces mesures peuvent être :
    - Installer des filtres certifiés NSF/ANSI 53 (recommandés par Santé Canada) sur les fontaines ou les robinets utilisés pour l'eau à boire ou pour la préparation des aliments ou des boissons. S'il n'est pas possible d'installer des filtres sur ces fontaines ou ces robinets, les remplacer par des modèles sur lesquels il est possible d'en installer.
    - Utiliser des pichets certifiés NSF/ANSI 53 qui réduisent efficacement la teneur de plomb dans l'eau.
    - Utiliser de l'eau embouteillée (mais cette option devrait être remplacée assez rapidement).
    - Condamner le point d'eau et, s'il n'est pas nécessaire, le retirer.
- Transmettre les résultats et la confirmation des mesures correctrices apportées à la ministre ou au BC, pour une RSGE.
- Effectuer une nouvelle prise d'échantillon pour valider l'efficacité de la mesure correctrice.
- S'assurer que l'eau des robinets concernés ne soit pas consommée d'ici l'application de mesures correctrices et l'obtention des résultats du test de suivi.

e) Mesures d'accompagnement mises en place

Dans un premier temps, le Ministère a initié des exercices pour inciter les prestataires de services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) à procéder aux échantillonnages requis pour la réalisation des tests visant à analyser la concentration de plomb dans l'eau potable.

Par la suite, le Ministère a élaboré un règlement afin de contraindre les prestataires de SGEE n'ayant pas réalisé les tests de dépistage du plomb dans l'eau potable à le faire, en plus d'assurer des tests de suivi réguliers. Le règlement permet également de s'assurer que des mesures correctrices soient appliquées, lorsque requis.

Le Règlement sur le contrôle du plomb dans l'eau chez les prestataires de services de garde éducatifs a ainsi été édicté le 22 janvier 2025 et publié à la Gazette officielle du Québec le 5 février 2025.

Plus précisément, le Règlement prévoit une obligation pour tous les prestataires de SGEE de s'assurer que l'eau, utilisée pour boire ou pour préparer les aliments ou boissons qu'ils mettent à la disposition d'une personne dans le cadre de la prestation des SGEE, respecte la norme de qualité de l'eau potable relative au plomb. Il permet également de s'assurer que des mesures correctrices soient appliquées, lorsque requis.

Les premiers tests requis, pour les prestataires n'ayant pas réalisé l'exercice initial, ont été réalisés à l'été 2025. Pour les tests de suivi, ceux-ci débuteront à partir de l'été 2026, selon la date de réalisation de l'exercice initial par le prestataire.

Source : Sous-ministériat au financement, aux infrastructures et à l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-143

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2025-2026 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail-études destiné à certains milieux d'enseignement pour les parents étudiants, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

Le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail-études destiné à certains milieux d'enseignement pour les parents étudiants n'est plus en vigueur depuis le 31 mars 2021.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-144

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2025-2026 via le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail destiné aux milieux de travail, ventilé de la façon suivante :

a) Volet 1 - Soutien aux initiatives d'employeurs : Appuyer les employeurs dans leur démarche d'implantation de mesures de CFT au sein de leur organisation, ventilé avec le montant et la région;

b) Volet 2 - Soutien aux initiatives d'information et de formation : Outiller les employeurs afin de faciliter la démarche d'implantation de mesures de CFT dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région;

c) Volet 3 - Soutien aux initiatives particulières : Appuyer toute autre initiative pour faciliter la CFT des travailleuses et des travailleurs par des actions qui rapportent collectivement dans les milieux de travail, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits 2026-2027. Le Programme de soutien financier en matière de conciliation famille-travail destiné aux milieux de travail a pris fin le 31 mars 2023.

Aucun appel de projets n'a eu lieu en 2025-2026.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-145

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2025-2026 via le Programme de soutien à des projets de garde pendant la relâche scolaire et la période estivale, ventilée avec le montant et la région.

Réponse

Aucun appel de projets n'a eu lieu en 2025-2026 dans le cadre du Programme de soutien à des projets de garde pendant la relâche scolaire et la période estivale. Ce programme a pris fin le 31 mars 2024 et n'a pas été reconduit.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-146

Liste des groupes qui ont reçu du financement en 2025-2026 via le Programme de soutien financier aux activités favorisant l'exercice de la coparentalité, ventilé avec le montant et la région.

Réponse

Cette question est non pertinente à l'étude des crédits 2026-2027. Le programme a pris fin le 31 mars 2023, aucun appel de projets n'a été lancé en 2025-2026.

C'est en 2022-2023 que les dernières sommes de ce programme ont été versées, soit les deuxièmes versements relatifs aux projets retenus dans le cadre de l'appel de projets 2021-2022.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-147

Dresser un état de situation incluant une ventilation des sommes octroyées en 2025-2026, par municipalité, ainsi que les prévisions pour 2026-2027, concernant le développement d'une politique familiale au sein des municipalités.

Réponse

Un nouveau Programme de soutien aux politiques familiales municipales (Programme) d'une durée de trois ans a été adopté en 2023-2024. Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- convaincre les petites municipalités et les municipalités régionales de comté (MRC), particulièrement les moins vitalisées, de se prévaloir du Programme pour élaborer une première politique familiale municipale (PFM) et son plan d'action (volet 1);
- offrir un soutien financier à la mise en œuvre de mesures ou projets issus du plan d'action de la PFM d'une municipalité (nouveauté - volet 2).

En 2025-2026, 15 municipalités recevront un soutien financier dans le cadre du volet 1 du Programme. Chacune de ces municipalités bénéficie également de 15 heures de soutien technique offert par l'organisme Espace MUNI. Dans le cadre du volet 2, ce sont 28 municipalités qui recevront un soutien financier.

La liste des municipalités soutenues financièrement en 2025-2026 est disponible à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/Liste-projets-retenus-PFM-2025.pdf

---

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-148

Nombre de municipalités qui ont une politique familiale et qui n'ont pas de politique familiale en date du 31 mars 2026.

Réponse

Depuis 2002, le Ministère accompagne les municipalités de moins de 100 000 habitants et les municipalités régionales de comté (MRC) dans l'élaboration de leur politique familiale municipale, en leur proposant un soutien financier dans le cadre du Programme de soutien aux politiques familiales municipales (Programme).

Au 31 janvier 2026, un total de 927 municipalités et MRC ont été soutenues dans le cadre du Programme, soit 886 municipalités et 41 MRC. Cela représente 78 % des municipalités et des MRC du Québec puisque, selon le répertoire des municipalités (ministère des Affaires municipales et de l'Habitation), il y avait 1 104 municipalités et 87 MRC au Québec en 2024 (Données disponibles : L'organisation municipale au Québec en 2026 : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/affaires-municipales/publications/organisation_municipale/organisation_territoriale/BRO_organisation_municipale.pdf).

Certaines municipalités ayant adopté une politique familiale sans le soutien du Programme, le Ministère ne peut indiquer le nombre de municipalités sans politique familiale.

Le Ministère ne tient pas le compte des municipalités de plus de 100 000 habitants ayant adopté une politique familiale, puisque le Programme s'adresse aux municipalités de moins de 100 000 habitants.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-149

Liste des organismes qui offrent des services de haltes-garderies, avec le financement octroyé pour 2025-2026 et le financement prévu pour 2026-2027.

Réponse

La liste des organismes offrant des activités de halte-garderie soutenus financièrement dans le cadre du :

- Volet 1 du Programme de soutien financier aux activités de halte-garderie communautaires est disponible à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/PSF-qualite-educ/organismes-subventionnes-PSF-HGC-Volet1.pdf
- Programme de soutien financier aux activités de halte-garderie en milieux d'enseignement est disponible à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/HGE-organismes-soutenus-2025-2026.pdf

---

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-150

La liste des OCF reconnus et financés par le Ministère en 2025-2026, ventilée par région, en indiquant leur financement.

Réponse

La liste des organismes communautaires Famille (OCF) financés par le Ministère en 2025-2026, ventilée par région, incluant leur financement, se trouve à l'adresse suivante :

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/Programmes/Liste-projets-retenus_2025-2026.pdf

---

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-151

Financement total octroyé pour les centres de pédiatrie sociale en 2025-2026 et prévisions pour 2026-2027.

Réponse

Une somme de 15 M$ est octroyée à la Fondation Dr Julien pour le déploiement du réseau des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) en 2025-2026.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-152

En date du 31 mars 2026, la liste des centres de pédiatrie sociale financés par le ministère de la Famille, ventilée ainsi :

a) nom du centre de pédiatrie sociale et adresse;
b) financement octroyé par centre;
c) date de début du financement;
d) nombre d'enfants rejoints.

Réponse

Liste des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) reconnus dans le cadre du partenariat entre le gouvernement du Québec et la Fondation Dr Julien (Fondation). Au 31 janvier 2026, 48 CPSC reconnus étaient en activité.

Région administrative	Nom du CPSC	Année d'ouverture	Financement octroyé de 2015-2016 au 31 décembre 2025	Enfants suivis du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025
Début du financement en 2025-202z6				
6. Montréal	CPSC La Serre	2025	100 000,00 $	-*
Début du financement en 2024-2025				
6. Montréal	CPSC Montréal-Nord	2009**	143 750,00 $	236
6. Montréal	CPSC PEYO	Déc. 2024	143 750,00 $	44
14. Lanaudière	CPSC Lanaudière - Montcalm	Janv. 2025	143 750,00 $	116
Début du financement en 2023-2024				
6. Montréal	CPSC Saralikitaaq	Automne 2023	143 750,00 $	110
Début du financement en 2022-2023				
7. Outaouais	CPSC Papineau	Juil. 2022	489 651,78 $	141
12. Chaudière-Appalaches	CPSC Les Passerelles - Saint-Martin	Automne 2022	514 811,78 $	170
Début du financement en 2021-2022				
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CPSC Accroche-Cœur Gaspésie-Sud	Juil. 2021	614 481,78 $	231
15. Laurentides	CPSC Au coin de ma rue Rivière-du-Nord Saint-Jérôme	Juil. 2021	608 845,59 $	259
Début du financement en 2020-2021				
4. Mauricie	CPSC Saint-Léonard-d'Aston Le Cercle	Oct. 2020	349 390,00 $	180
Début du financement en 2019-2020				
6. Montréal	CPSC Lachine	Juin 2019	776 098,96 $	130

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-152

Région administrative	Nom du CPSC	Année d'ouverture	Financement octroyé de 2015-2016 au 31 décembre 2025	Enfants suivis du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025
5. Estrie	Standstead (activités cessées en septembre 2021). Enfants suivis par l'équipe du CPSC Le Tandem de Magog	Janv. 2020	50 000,00 $	-
15. Laurentides	Argenteuil anglophone (activités cessées en janvier 2021) Enfants suivis par le CPSC Argenteuil	Janv. 2020	75 000,00 $	-
Début du financement en 2018-2019				
15. Laurentides	CPSC Sainte-Agathe-des-Monts Cœur des Laurentides	Avril 2018	1 405 706,03 $	205
16. Montérégie	CPSC de la Haute-Yamaska – Granby	Nov. 2018	970 957,37 $	276
15. Laurentides	CPSC Antoine-Labelle (Mont-Laurier)	Sept. 2018	1 394 646,83 $	293
16. Montérégie	CPSC de Longueuil – quartier Sacré-Cœur	Sept. 2018	695 253,95 $	130
1. Bas-Saint-Laurent	CPSC Rimouski-Neigette	Févr. 2019	874 855,65 $	160
7. Outaouais	CPSC Vallée-de-la-Gatineau - Maniwaki	Déc. 2018	1 249 851,71 $	261
15. Laurentides	CPSC de Saint-Jérôme (activités cessées le 8 juillet 2021) Enfants suivis par le CPSC Rivière-du-Nord	Janv. 2019	75 000,00 $	-
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CPSC L'Équipage Côte-de-Gaspé Rivière-au-Renard	Janv. 2019	739 148,26 $	140
14. Lanaudière	Centre Mihawoso – Manawan	Mars 2019	143 750,00 $	408
Début du financement en 2017-2018				
6. Montréal	CPSC de Pierrefonds-Est La Maison Caracol	Nov. 2017	1 147 761,91 $	340
5. Estrie	CPSC Tandem – Magog	Oct. 2017	1 513 471,29 $	294
13. Laval	CPSC de Laval – quartier Pont Viau	Déc. 2017	1 111 272,44 $	S.O. (voir CPSC Laval – Place Saint-Martin)
4. Mauricie	CPSC Shawinigan Coude à coude Centre Roland-Bertrand	Févr. 2018	1 186 864,27 $	146

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-152

Région administrative	Nom du CPSC	Année d'ouverture	Financement octroyé de 2015-2016 au 31 décembre 2025	Enfants suivis du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025
16. Montérégie	CPSC de LeMoyne (Longueuil) L'Envol	Févr. 2018	853 266,85 $	222
12. Chaudière-Appalaches	CPSC Nouvelle-Beauce (départ du réseau des CPSC le 22 juin 2023)	Oct. 2017	75 000,00 $	-
Début du financement en 2016-2017				
6. Montréal	CPSC Saint-Laurent – Chameran	2016	1 328 395,56 $	S.O. (voir CPSC Saint-Laurent Au cœur de l'enfance)
12. Chaudière-Appalaches	CPSC des Appalaches – Thetford Mines	2016	1 379 875,25 $	247
13. Laval	CPSC Laval – Saint-Paul – Chomedey	2016	1 218 710,50 $	S.O. (voir CPSC Laval – Place Saint-Martin)
14. Lanaudière	CPSC de Lanaudière – Joliette	2016	1 526 501,20 $	250
15. Laurentides	CPSC d'Argenteuil – Lachute	2017	1 417 870,23 $	283
Début du financement en 2015-2016				
6. Montréal	CPSC La Ruelle – Fondation	1997	14 060 000 $ ***	1 264
6. Montréal	CPSC Atlas – Fondation	2003		
6. Montréal	CPSC Garage à musique – Fondation	2009		
7. Outaouais	CPSC du Vieux-Gatineau	2009	2 419 524,16 $	429
4. Mauricie	CPSC de Trois-Rivières	2009	1 857 370,62 $	342
7. Outaouais	CPSC du Vieux-Hull	2015	1 932 267,57 $	451
16. Montérégie	CPSC du Haut-Richelieu L'Étoile	2010	2 269 369,22 $	461
12. Chaudière-Appalaches	CPSC de Lévis	2011	2 545 497,61 $	558
13. Laval	CPSC Laval – Place Saint-Martin	2011	1 364 813,10 $	400 (inclut CPSC Chomedey et CPSC Pont-Viau)
6. Montréal	CPSC Saint-Laurent Au cœur de l'enfance	2011	2 059 129,13 $	566 (inclut CPSC Chameran)
3. Capitale-Nationale	CPSC de Québec	2012	2 054 361,54 $	351

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-152

Région administrative	Nom du CPSC	Année d'ouverture	Financement octroyé de 2015-2016 au 31 décembre 2025	Enfants suivis du 1er avril 2025 au 31 décembre 2025
11. Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CPSC Haute-Gaspésie – Cap-Chat	2012	1 815 915,50 $	179
6. Montréal	CPSC de Verdun Les Petits Renards	2012	1 314 503,23 $	230
14. Lanaudière	CPSC Lanaudière – Chertsey	2013	1 472 769,81 $	159
6. Montréal	CPSC Centre-Sud	2014	1 487 968,77 $	111
5. Estrie	CPSC Main dans la main – Cowansville	2014	2 312 515,31 $	371
4. Mauricie	CPSC de Drummondville – Les petits bonheurs	2015	1 914 624,56 $	402
16. Montérégie	CPSC Grand Galop – Saint-Hyacinthe	2015	1 334 842,44 $	161
17. Centre-du-Québec	CPSC Whapmagoostui Minnie's Hope	2015	1 151 799,24 $	145
		Ensemble des régions	**67 828 710,66 $**	**11 852**

* Ce CPSC a ouvert en novembre 2025. Aucun enfant suivi au 31 décembre 2025.

** Ce CPSC, ouvert depuis 2009, a été reconnu en 2024-2025 dans le cadre du partenariat avec la Fondation.

*** En 2015-2016, la Fondation a reçu 1 M$ du ministère de la Santé et des Services sociaux et 80 000 $ du Ministère.

En 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019, la Fondation a reçu 1 M$ par année du Ministère pour les trois CPSC qu'elle administre.

En 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023, elle a reçu 1,5 M$.

En 2023-2024, elle a reçu 1,88 M$.

En 2024-2025, elle a reçu 2,1 M$.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-153

Le 5 juin 2023, la ministre de la Famille annonçait un investissement de 57,5 M$ afin de renforcer le déploiement du réseau québécois des centres de pédiatrie sociale en communauté (CPSC) au Québec.

En lien avec cette annonce, veuillez nous ventiler la répartition des sommes.

Réponse

Un nouvel investissement de 57,5 M$ sur quatre ans a été annoncé dans le Budget 2023-2024, afin de consolider et de renforcer le déploiement du réseau québécois des CPSC au Québec, soit :

- 12,5 M$ en 2023-2024;
- 14 M$ en 2024-2025;
- 15 M$ en 2025-2026;
- 16 M$ en 2026-2027.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-154

Concernant l'Allocation famille, dresser un tableau indiquant par région :

a) le nombre de famille avec des enfants de 0 à 18 ans;
b) le nombre d'enfants moyen par famille;
c) le nombre d'enfants par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans… 18 ans);
d) Nombre d'enfants selon le rang de naissance, distinctement (1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e ou plus);
e) le nombre total d'enfants par région;
f) le total des sommes octroyées en 2025-2026;
g) la somme moyenne octroyée par famille;
h) le revenu familial moyen.

Réponse

Éléments a), b), e), f) et g) :

Tableau 1 : Répartition des familles bénéficiaires et des enfants bénéficiaires de l'AF et sommes versées par région administrative, données provisoires de décembre 2025

	Enfant de 0 à 17 ans				
Région administrative	**Nombre de familles**	**Nombre d'enfants**	**Moyenne d'enfants par famille**	**Sommes versées ($)**	**Sommes moyennes par famille ($)**
Bas-Saint-Laurent	19 129	32 011	1,7	73 836 942	3 860
Saguenay–Lac-Saint-Jean	29 080	47 779	1,6	105 011 471	3 611
Capitale-Nationale	85 599	141 146	1,7	298 933 360	3 492
Mauricie	27 780	46 615	1,7	112 512 334	4 050
Estrie	53 894	91 145	1,7	215 119 460	3 992
Montréal	189 347	318 191	1,7	773 655 698	4 086
Outaouais	46 277	78 355	1,7	178 348 360	3 854
Abitibi-Témiscamingue	16 174	27 985	1,7	61 736 797	3 817
Côte-Nord	9 533	15 744	1,7	37 369 332	3 920
Nord-du-Québec	6 650	13 384	2,0	37 784 882	5 682
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 232	13 110	1,6	31 768 231	3 859
Chaudière-Appalaches	50 396	87 022	1,7	191 745 385	3 805
Laval	49 594	84 763	1,7	191 464 247	3 861
Lanaudière	67 346	113 890	1,7	259 976 886	3 860
Laurentides	75 761	125 756	1,7	282 503 679	3 729
Montérégie	174 580	290 993	1,7	632 903 055	3 625
Centre-du-Québec	29 071	50 581	1,7	120 666 505	4 151
Hors du Québec	695	1 236	1,8	1 214 320	1 747
Ensemble du Québec[(1)]	**939 138**	**1 579 701**	**1,7**	**3 607 121 421**	**3 841**

(1) Pour le nombre d'enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties, car un même enfant peut être dénombré dans deux régions s'il est en garde partagée.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-154

Élément c) :

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l'AF selon l'âge et la région administrative, données provisoires de décembre 2025

	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie
Moins de 1 an	1 381	2 033	6 912	2 090	4 099
1 an	1 409	2 162	6 819	2 102	4 240
2 ans	1 411	2 200	7 033	2 366	4 356
3 ans	1 646	2 521	7 803	2 385	4 819
4 ans	1 675	2 715	7 858	2 695	5 015
5 ans	1 692	2 512	7 584	2 530	4 848
6 ans	1 742	2 589	7 803	2 639	5 083
7 ans	1 701	2 662	7 826	2 615	5 072
8 ans	1 830	2 732	8 096	2 646	5 101
9 ans	1 837	2 743	8 052	2 736	5 274
10 ans	1 882	2 863	8 418	2 766	5 283
11 ans	1 853	2 771	8 217	2 714	5 497
12 ans	1 955	2 863	8 280	2 762	5 382
13 ans	2 012	2 852	8 198	2 712	5 444
14 ans	2 005	2 923	8 291	2 753	5 344
15 ans	1 991	2 785	8 187	2 692	5 571
16 ans	2 026	2 992	8 084	2 743	5 371
17 ans	1 969	2 864	7 688	2 672	5 351
Total[(1)]	**32 011**	**47 779**	**141 146**	**46 615**	**91 145**

(1) Pour le nombre d'enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l'AF selon l'âge et la région administrative, donnée provisoires de décembre 2025 (suite)

	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
Moins de 1 an	15 519	3 319	1 266	685	605	567
1 an	15 740	3 591	1 219	662	646	608
2 ans	15 794	3 680	1 323	720	657	659
3 ans	16 214	4 016	1 457	844	762	683
4 ans	16 581	4 315	1 612	854	850	732
5 ans	17 054	4 117	1 624	838	737	743
6 ans	17 289	4 334	1 610	913	795	723
7 ans	17 709	4 331	1 542	880	755	738
8 ans	17 991	4 408	1 542	901	821	732
9 ans	18 411	4 701	1 651	896	742	698
10 ans	18 947	4 659	1 607	894	716	741
11 ans	18 865	4 764	1 662	977	702	763
12 ans	18 849	4 803	1 628	932	750	783
13 ans	18 797	4 745	1 665	915	756	741
14 ans	18 607	4 657	1 639	995	768	790
15 ans	18 723	4 664	1 676	932	750	803
16 ans	18 493	4 754	1 641	955	815	778
17 ans	18 613	4 501	1 625	956	757	832
Total[(1)]	**318 191**	**78 355**	**27 985**	**15 744**	**13 384**	**13 110**

(1) Pour le nombre d'enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-154

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l'AF selon l'âge et la région administrative, données provisoires de décembre 2025 (suite)

	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie
Moins de 1 an	3 933	3 519	4 631	5 460	12 677
1 an	4 044	3 696	4 839	5 712	13 140
2 ans	4 140	3 759	5 350	6 079	13 795
3 ans	4 531	3 981	5 751	6 555	14 982
4 ans	4 782	4 257	6 238	7 075	15 879
5 ans	4 774	4 230	6 106	6 900	15 672
6 ans	4 816	4 410	6 336	6 893	15 963
7 ans	4 855	4 442	6 388	6 958	16 165
8 ans	4 810	4 698	6 485	7 015	16 414
9 ans	5 075	4 886	6 690	7 411	17 009
10 ans	5 149	4 871	6 728	7 246	17 128
11 ans	5 158	5 157	6 758	7 480	17 330
12 ans	5 241	5 221	7 040	7 593	17 727
13 ans	5 068	5 248	6 829	7 566	17 488
14 ans	5 220	5 381	6 935	7 303	17 578
15 ans	5 202	5 587	6 943	7 538	17 265
16 ans	5 203	5 684	7 098	7 729	17 529
17 ans	5 026	5 741	6 747	7 246	17 256
Total[(1)]	**87 022**	**84 763**	**113 890**	**125 756**	**290 993**

(1) Pour le nombre d'enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires de l'AF selon l'âge et la région administrative, données provisoires de décembre 2025 (suite)

	Centre-du-Québec	Hors du Québec	Ensemble du Québec[(1)]
Moins de 1 an	2 312	75	71 082
1 an	2 274	91	72 992
2 ans	2 426	91	75 835
3 ans	2 713	75	81 734
4 ans	2 913	91	86 134
5 ans	2 778	84	84 819
6 ans	2 874	74	86 882
7 ans	2 837	77	87 548
8 ans	2 823	64	89 104
9 ans	2 847	54	91 709
10 ans	2 809	72	92 775
11 ans	3 048	70	93 781
12 ans	3 063	66	94 934
13 ans	3 020	65	94 115
14 ans	2 962	62	94 209
15 ans	2 919	46	94 270
16 ans	3 054	42	94 989
17 ans	2 914	40	92 794
Total[(1)]	**50 581**	**1 236**	**1 579 701**

(1) Pour le nombre d'enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-154

Élément d) :

Tableau 3 : Enfants bénéficiaires de l'AF selon leur rang dans la famille et la région administrative, données provisoires de décembre 2025

	Rang dans la famille							Total[(1)]
Région administrative	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**	**7 ou plus**	
Bas-Saint-Laurent	17 540	10 334	3 111	779	166	49	34	**32 011**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	26 311	15 719	4 517	951	190	66	26	**47 779**
Capitale-Nationale	78 225	46 229	12 680	3 005	714	200	95	**141 146**
Mauricie	25 390	14 795	4 580	1 301	337	127	87	**46 615**
Estrie	48 855	29 552	9 250	2 531	636	205	117	**91 145**
Montréal	183 019	97 227	27 689	6 876	1 943	769	669	**318 191**
Outaouais	43 001	24 966	7 588	2 033	512	162	96	**78 355**
Abitibi-Témiscamingue	14 852	9 117	2 937	799	189	60	33	**27 985**
Côte-Nord	8 822	4 823	1 498	413	121	46	22	**15 744**
Nord-du-Québec	6 545	3 838	1 797	777	276	102	50	**13 384**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7 605	4 109	1 077	237	53	19	10	**13 110**
Chaudière-Appalaches	46 080	28 899	9 007	2 296	487	160	94	**87 022**
Laval	47 862	27 302	7 703	1 513	287	72	24	**84 763**
Lanaudière	62 216	36 742	11 103	2 790	677	220	144	**113 890**
Laurentides	69 828	40 616	11 217	2 787	777	285	247	**125 756**
Montérégie	162 336	94 694	25 996	6 086	1 352	364	167	**290 993**
Centre-du-Québec	26 484	16 514	5 389	1 580	406	133	76	**50 581**
Hors du Québec	686	381	130	34	4	2	0	**1 236**
Ensemble du Québec[(1)]	**875 652**	**505 852**	**147 265**	**36 785**	**9 124**	**3 036**	**1 987**	**1 579 701**

(1) Pour le nombre d'enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Élément h) :

Tableau 4 : Revenu annuel moyen des familles bénéficiaires de l'AF par région administrative, données provisoires de décembre 2025

Région administrative	**Nombre de familles**	**Revenu annuel moyen**
Bas-Saint-Laurent	19 129	109 538
Saguenay–Lac-Saint-Jean	29 080	119 002
Capitale-Nationale	85 599	128 748
Mauricie	27 780	102 722
Estrie	53 894	108 454
Montréal	189 347	128 806
Outaouais	46 277	120 114
Abitibi-Témiscamingue	16 174	125 412
Côte-Nord	9 533	118 184
Nord-du-Québec	6 650	79 809
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 232	102 141
Chaudière-Appalaches	50 396	117 680
Laval	49 594	122 141
Lanaudière	67 346	112 118
Laurentides	75 761	119 765
Montérégie	174 580	129 938
Centre-du-Québec	29 071	102 131
Hors du Québec	695	113 097
Ensemble du Québec	**939 138**	**121 488**

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-155

Concernant le supplément pour enfant handicapé (SEH), dresser un tableau indiquant par région :

a) le nombre de familles avec des enfants qui reçoivent le supplément pour enfant handicapé;
b) le nombre d'enfants qui reçoivent le supplément pour enfant handicapé par âge (0-12 mois, 1 an, 2 ans, 3 ans… 18 ans);
c) le nombre total d'enfants qui reçoivent le supplément pour enfant handicapé par région;
d) le total des sommes octroyées via le supplément pour enfant handicapé en 2025-2026, par région et au Québec;
e) le revenu familial moyen des familles qui ont au moins un enfant qui reçoit le supplément pour enfant handicapé, par région;
f) le nombre de demandes de SEH reçues en 2025-2026 et ventiler le nombre de demandes acceptées, refusées et en traitement en date du 31 mars 2026.

Réponse

Éléments a) c) et d) :

Tableau 1 : Répartition des familles et des enfants bénéficiaires du SEH et sommes versées par région administrative, données provisoires de décembre 2025

Région administrative	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Moyenne d'enfants par famille	Sommes versées ($) (2)	Sommes moyennes par famille ($) (2)
Bas-Saint-Laurent	793	785	0,99	3 727 780	**4 701**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 212	1 212	0,99	5 388 124	**4 446**
Capitale-Nationale	3 415	3 387	0,99	16 213 209	**4 748**
Mauricie	1 407	1 410	0,99	6 140 454	**4 364**
Estrie	2 892	2 915	0,99	12 858 543	**4 446**
Montréal	8 904	9 381	0,99	51 422 544	**5 775**
Outaouais	2 144	2 204	0,99	11 091 898	**5 173**
Abitibi-Témiscamingue	623	612	0,99	2 895 230	**4 647**
Côte-Nord	518	523	0,99	2 409 171	**4 651**
Nord-du-Québec	250	261	0,99	1 302 917	**5 212**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	434	435	0,99	2 008 227	**4 627**
Chaudière-Appalaches	2 029	2 010	0,99	9 386 442	**4 626**
Laval	2 566	2 706	0,99	13 937 379	**5 432**
Lanaudière	3 980	4 076	0,99	18 744 297	**4 710**
Laurentides	3 645	3 705	0,99	17 041 790	**4 675**
Montérégie	8 300	8 424	0,99	39 932 908	**4 811**
Centre-du-Québec	1 307	1 299	0,99	6 080 301	**4 652**
Hors du Québec	23	24	0,99	86 404	**3 757**
Ensemble du Québec(1)	**44 442**	**45 366**	**0,99**	**220 667 618**	4 965

(1) Pour le nombre d'enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties car un même enfant peut être dénombré dans deux régions s'il est en garde partagée.
(2) Ces montants comprennent les sommes versées pour le SEH et SEHNSE. En 2025, les sommes versées au SEHNSE sont estimées à 77,9 M$ et touchaient 5 738 enfants.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-155

Élément b) :

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires du SEH selon l'âge et la région, données provisoires de décembre 2025

Âge	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie
Moins de 1 an	3	3	9	7	10
1 an	8	13	37	9	26
2 ans	8	20	50	25	49
3 ans	24	30	86	27	75
4 ans	37	44	111	61	108
5 ans	39	53	181	81	151
6 ans	45	66	213	96	172
7 ans	50	70	220	101	212
8 ans	52	78	230	112	227
9 ans	49	82	249	96	223
10 ans	66	98	246	97	173
11 ans	55	89	245	102	212
12 ans	57	90	243	99	213
13 ans	43	90	246	119	221
14 ans	64	104	253	105	222
15 ans	55	99	276	92	221
16 ans	65	93	241	105	212
17 ans	66	91	254	80	191
Total (1)	**785**	**1 212**	**3 387**	**1 410**	**2 915**

Âge	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec
Moins de 1 an	42	2	4	1	0
1 an	79	16	3	3	4
2 ans	115	23	15	10	6
3 ans	219	38	14	8	14
4 ans	380	72	24	16	17
5 ans	571	118	34	27	17
6 ans	691	163	32	32	12
7 ans	695	173	35	36	9
8 ans	660	176	33	40	17
9 ans	647	180	52	30	14
10 ans	724	182	34	41	21
11 ans	703	177	47	43	15
12 ans	702	150	54	33	14
13 ans	600	140	40	39	18
14 ans	633	116	41	45	18
15 ans	621	166	56	37	18
16 ans	619	164	51	44	21
17 ans	683	149	44	38	26
Total (1)	**9 381**	**2 204**	**612**	**523**	**261**

(1) Pour le nombre d'enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-155

Tableau 2 : Enfants bénéficiaires du SEH selon l'âge et la région, données provisoires de décembre 2025 (suite)

Âge	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides
Moins de 1 an	1	12	9	15	11
1 an	4	17	17	29	33
2 ans	6	38	33	53	54
3 ans	9	53	55	62	62
4 ans	14	82	86	147	132
5 ans	23	104	150	211	199
6 ans	21	100	165	286	216
7 ans	27	148	206	310	268
8 ans	38	147	193	324	251
9 ans	28	167	175	341	277
10 ans	28	132	184	308	276
11 ans	30	147	212	299	242
12 ans	41	128	217	296	290
13 ans	34	155	214	286	296
14 ans	30	139	202	282	257
15 ans	30	148	173	263	270
16 ans	36	148	211	287	288
17 ans	37	149	207	281	285
Total [(1)]	**435**	**2 010**	**2 706**	**4 076**	**3 705**

	Montérégie	Centre-du-Québec	Hors du Québec	Ensemble du Québec
Moins de 1 an	22	7	0	**158**
1 an	83	16	1	**398**
2 ans	117	22	0	**644**
3 ans	181	34	1	**990**
4 ans	297	51	3	**1 681**
5 ans	403	59	3	**2 423**
6 ans	548	80	2	**2 936**
7 ans	541	79	2	**3 180**
8 ans	600	98	1	**3 273**
9 ans	571	117	2	**3 299**
10 ans	609	97	1	**3 314**
11 ans	592	94	2	**3 304**
12 ans	618	75	1	**3 317**
13 ans	639	82	1	**3 262**
14 ans	639	93	0	**3 240**
15 ans	643	94	1	**3 261**
16 ans	655	104	2	**3 343**
17 ans	668	100	1	**3 347**
Total [(1)]	**8 424**	**1 299**	**24**	**45 366**

(1) Pour le nombre d'enfants, la totalité peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement des nombres.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-155

Élément e) :

Tableau 3 : Revenu annuel moyen des familles bénéficiaires du SEH par région, données provisoires de décembre 2025

Région administrative	Nombre de familles	Revenu annuel moyen ($)
Bas-Saint-Laurent	793	83 872
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 212	97 201
Capitale-Nationale	3 415	109 808
Mauricie	1 407	79 201
Estrie	2 892	81 761
Montréal	8 904	90 101
Outaouais	2 144	102 343
Abitibi-Témiscamingue	623	96 837
Côte-Nord	518	92 509
Nord-du-Québec	250	80 843
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	434	75 774
Chaudière-Appalaches	2 029	95 720
Laval	2 566	97 144
Lanaudière	3 980	95 067
Laurentides	3 645	96 289
Montérégie	8 300	105 556
Centre-du-Québec	1 307	86 578
Hors du Québec	23	95 903
Ensemble du Québec	**44 442**	**95 732**

Élément f) :

Tableau 4 : Nombre de demandes de SEH reçues en 2025 et nombre de ces demandes acceptées, refusées et encore à l'étude, données provisoires au 31 décembre 2025.

Reçues	Acceptées	Refusées	À l'étude
9 012	3 809	2 015	3 188

(1) Les données provisoires de décembre 2025 sont des estimés.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-156

État de situation quant à la mesure « Soutien aux enfants handicapés nécessitant des soins exceptionnels, palier 1 et palier 2 » (SEHNSE), incluant les éléments suivants :

a) nombre de demandes déposées en 2025-2026 pour le palier 1, ventilé par région;
b) nombre d'enfants admis en 2025-2026, ventilé par région;
c) nombre d'enfants refusés en 2025-2026, ventilé par région;
d) nombre de demandes actuellement en traitement, ventilé par région;
e) délais moyens de traitement des demandes en 2025-2026;
f) total des sommes versées en 2025-2026, ventilé par région.

Réponse

a), b), c) et d) :

Nombre de demandes SEHNSE reçues, acceptées et refusées en 2025 et nombre de demandes reçues en 2025 encore à l'étude au 17 février 2026, données provisoires de décembre 2025

Région administrative	Reçues[1]	Acceptées[2] Multipalier	Acceptées[2] Palier 1	Acceptées[2] Palier 2	Refusées[3]	À l'étude[4]
Bas-Saint-Laurent	17	0	1	6	14	5
Saguenay-Lac-Saint-Jean	35	1	4	4	19	9
Capitale-Nationale	110	5	30	26	48	35
Mauricie	27	4	1	6	15	10
Estrie	81	3	19	22	40	26
Montréal	391	23	109	87	132	103
Outaouais	62	2	11	15	29	18
Abitibi-Témiscamingue	17	0	1	4	9	6
Côte-Nord	13	0	1	3	4	5
Nord-du-Québec	8	1	2	5	4	2
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	15	0	3	4	8	4
Chaudière-Appalaches	56	3	14	7	18	19
Laval	82	6	24	23	29	28
Lanaudière	122	6	30	21	44	37
Laurentides	117	8	18	28	60	32
Montérégie	244	12	68	48	123	74
Centre-du-Québec	46	6	12	6	16	14
Hors du Québec	2	0	0	3	4	0
Ensemble des régions	**1 445**	**80**	**348**	**318**	**616**	**427**

(1) Nombre total de demandes SEHNSE reçues en 2025, car les demandes ne se font pas par palier. C'est l'analyse de la demande qui détermine si l'enfant répond aux exigences du palier 1 ou à celles du palier 2.
(2) Nombre de demandes qui ont été acceptées en 2025, cela pourrait inclure les demandes reçues avant 2025 qui étaient encore à l'étude en 2025.
(3) Nombre de demandes refusées en 2025, c'est-à-dire que l'enfant ne répond pas aux exigences du palier 1 ni à celles du palier 2. Cela pourrait inclure les demandes reçues avant 2025 qui étaient encore à l'étude en 2025.
(4) Nombre de demandes encore à l'étude en date du 17 février 2026.

e) En 2025, le délai moyen de traitement des demandes dont le statut est connu est de 78 jours.
N.B. Le délai de traitement commence à la plus récente des deux dates suivantes : la date de décision du SEH (par exemple pour les demandes SEH et SEHNSE reçues en simultané) et la date de réception de la demande du client.

f) En 2025, les sommes versées sont estimées à 77,9 M$. Aucune ventilation par région n'est possible pour les sommes versées.

Source : Retraite Québec

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-157

Le 5 décembre 2023, la ministre annonçait la mise sur pied du Comité de sages sur l'identité de genre. Depuis la mise en place du comité, veuillez nous fournir :

a) La liste des rencontres en indiquant la liste des personnes présentes;
b) L'ordre du jour des rencontres;
c) Les procès-verbaux des rencontres;
d) Les frais détaillés remboursés pour les rencontres;
e) Le nombre d'employés du ministère de la Famille affectés au comité;
f) Les montants octroyés en 2025-2026 aux membres du comité pour l'accomplissement de leurs fonctions (salaire, indemnité, autre);
g) Une copie des mandats des membres du comité;
h) La liste des recommandations du comité;
i) La date prévue de la remise de rapports d'étape et du rapport final.

Réponse

Le Comité de sages sur l'identité de genres (Comité) a terminé ses travaux et a déposé son rapport final en mai 2025 (https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/famille/publications-adm/publications-complementaires/Rapport-Csages-Volume1.pdf) .

Le mandat du Comité consistait à produire une analyse des impacts potentiels sur l'ensemble de la société québécoise et identifier les enjeux sur lesquels le gouvernement devrait approfondir ses réflexions.

Plus précisément, le Comité devait :

- brosser un portrait de la réalité québécoise;
- recenser les politiques publiques, les pratiques et les directives québécoises dans plusieurs secteurs (éducation, sports et loisirs, santé et services sociaux, sécurité publique, etc.);
- analyser leurs effets potentiels sur l'ensemble de la société québécoise;
- recenser, comparer et analyser les politiques, les directives et les pratiques mises en place au sein des États comparables au Québec;
- identifier les principaux enjeux à approfondir pour la suite.

Le Comité a collaboré avec le Conseil québécois LGBT et les ministères et organismes gouvernementaux concernés, lesquels l'ont notamment soutenu dans l'identification des experts et des groupes de la société civile à consulter dans le cadre de ses travaux. Le Ministère a offert, en outre, un soutien logistique au Comité. Entre 1 et 3 ETC ont travaillé à la réalisation des différents mandats en soutien aux travaux du Comité.

Le Comité a rencontré un total de 24 experts, équipes dédiées et ordres professionnels de différents horizons. En outre, plus d'une centaine de groupes et de personnes de la société civile ont été entendus en consultations privées. L'objectif de ces rencontres consistait à prendre connaissance des enjeux liés à l'identité de genre.

Plusieurs de ces personnes ont demandé que leur participation demeure confidentielle. Dans ce contexte, et pour le respect de la confidentialité qui a été assurée à chaque personne rencontrée, la liste détaillée n'est pas disponible.

Les dépenses associées aux travaux du comité ont totalisé 453 436,10 $. L'enveloppe budgétaire prévue a été respectée.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

Le 13 novembre 2023, la ministre de la Famille annonçait 6,4 M$ afin de mieux soutenir les services communautaires destinés aux familles autochtones et de permettre le déploiement de travailleuses et de travailleurs de proximité en milieu urbain. En lien avec cette annonce, veuillez nous fournir la liste des organismes ayant obtenu des sommes en indiquant :

a) Le nom de l'organisme;
b) La ville, région;
c) Le montant octroyé.

Réponse

Programme de soutien financier aux organismes Famille en milieu autochtone

Liste des organismes subventionnés 2025-2026.

Nom de l'organisme	Région administrative	Montant octroyé
Centre Mamik Lac-Saint-Jean-Est (Alma)	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	182 700 $
Centre Mamik Lac-Saint-Jean (Roberval)	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	182 700 $
Centre Mamik Saguenay	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	182 700 $
Centre Mamuk	Capitale-Nationale (03)	182 700 $
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Mauricie (04)	182 700 $
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Mauricie (04)	182 700 $
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	Mauricie (04)	182 700 $
Southern Quebec Inuit Association	Montréal (06)	182 700 $
Centre d'amitié autochtone de Montréal	Montréal (06)	182 700 $
Montréal autochtone	Montréal (06)	182 700 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Outaouais (07)	182 700 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Abitibi-Témiscamingue (08)	182 700 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Abitibi-Témiscamingue (08)	182 700 $
Nation Naskapie de Kawawachikamach	Côte-Nord (09)	182 700 $
Maison familiale de Mianirsivik	Nord-du-Québec (10)	182 700 $
Maison familiale de Pituat	Nord-du-Québec (10)	182 700 $
Salluit Family House	Nord-du-Québec (10)	182 700 $
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Lanaudière (14)	182 700 $
Grand Conseil de la Nation Waban-Aki	Centre-du-Québec (17)	182 700 $
Conseil en éducation des Premières Nations pour l'Institution Kiuna	Centre-du-Québec (17)	182 700 $

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-158

Programme de soutien financier du travail de proximité culturellement adapté aux familles autochtones en milieu urbain

Liste des organismes subventionnés 2025-2026

Nom de l'organisme	Région administrative	Montant octroyé
Centre Mamik Lac-Saint-Jean Est	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	75 000 $
Centre Mamik Lac-Saint-Jean	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	75 000 $
Centre Mamik Saguenay	Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	75 000 $
Centre multiservices pour autochtones en milieu urbain à Kebek (MAMUK)	Capitale-Nationale (03)	75 000 $
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Mauricie (04)	75 000 $
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Mauricie (04)	75 000 $
Centre d'amitié autochtone de Montréal	Montréal (06)	75 000 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Outaouais (07)	75 000 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Abitibi-Témiscamingue (08)	75 000 $
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	Nord-du-Québec (10)	75 000 $
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Lanaudière (14)	75 000 $

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-159

Le gouvernement annonce la fin du projet pilote concernant les travailleurs de proximité pour décembre 2025. Durant ce projet pilote, veuillez nous fournir:

a. Le nombre de travailleurs qui ont été déployés;
b. Le nombre de familles ayant été pris en charge;
c. Les résultats du projet pilote;
d. Les raisons derrière la fin de ce projet pilote

Réponse

a) Nombre de travailleurs déployés :

Le Projet pilote a permis de soutenir financièrement 50 travailleurs de proximité.

b) Nombre de familles pris en charge :

Entre décembre 2023 et mars 2025, les travailleurs de proximité ont soutenu et accompagné 5 305 familles.

c) Résultats du projet pilote :

L'évaluation réalisée par l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) démontre que cette stratégie intégrée du travail de proximité permet de rejoindre des familles ayant de jeunes enfants que les dispositifs usuels atteignent difficilement et qu'elle produit des retombées positives pour les familles accompagnées.

d) Raisons derrière la fin du projet pilote :

Aucun crédit n'a été alloué pour la poursuite du Projet pilote lors du discours du Budget du 25 mars 2025. Le Projet pilote a pris fin le 31 décembre 2025.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-160

Concernant les mesures d'assistance, veuillez nous dire :

a) Le nombre de formulaires de demande de reconnaissance d'un assistant au majeur soumis au Curateur public, ventilé par région;
b) Le nombre de demandes acceptées, ventilé par région;
c) Le nombre de demandes refusées, ventilé par région;
d) Le nombre de demandes de révision d'une décision, ventilé par région;
e) Le délai moyen de traitement d'une demande;
f) Le nombre de personnes reconnues inscrites dans le Registre public des assistants, ventilé par région;
g) Le nombre de consultations du registre en 2025-2026;
h) Le nombre de dossiers ayant fait l'objet d'une opposition à une demande de reconnaissance d'un assistant, ventilé par région.

Réponse

a) Du 1 avril 2025 au 31 janvier 2026, 550 demandes de reconnaissance d'un assistant ont été reçues. Ces demandes proviennent des régions suivantes:

Montérégie	37
Capitale-Nationale	31
Montréal	37
Laurentides	26
Estrie	14
Chaudière-Appalaches	25
Lanaudière	24
Outaouais	11
Laval	9
Saguenay-Lac Saint-Jean	12
Bas-Saint-Laurent	11
Mauricie	19
Abitibi-Témiscamingue	7
Centre-du-Québec	8
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3
Côte-Nord	2
Nord-du-Québec	1
Information non renseignée	273

b) Du 1 avril 2025 au 31 janvier 2026, 370 demandes ont été acceptées. Les demandes proviennent des régions suivantes:

Montérégie	18
Capitale-Nationale	21
Montréal	25
Laurentides	16
Estrie	11
Chaudière-Appalaches	17
Lanaudière	18
Outaouais	9
Laval	3
Saguenay-Lac Saint-Jean	10
Bas-Saint-Laurent	4
Mauricie	12
Abitibi-Témiscamingue	3
Centre-du-Québec	3
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1

Source : Curateur public - Direction générale des services aux personnes

Côte-Nord	1
Nord-du-Québec	1
Information non renseignée	197

c) Du 1 avril 2025 au 31 janvier 2026, 4 demandes ont été refusées. Les demandes proviennent des régions suivantes:

Bas-Saint-Laurent	1
Information non renseignée	3

d) Aucune

e) Pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, le délai moyen de traitement d'une demande est de 41 jours. Le calcul débute à partir du moment où la demande est complète.

f) Pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, 817 assistants sont inscrits dans le Registre public des assistants. Le Curateur public ne possède pas ces données ventilées par région.

g) Pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, la page d'accueil du Registre public des assistants a été consultée à 12 574 reprises et 613 vérifications au Registre ont été effectuées.

h) Pour la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026, 1 dossier a fait l'objet d'une opposition à une demande de reconnaissance d'un assistant.

Capitale-Nationale	1

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-161

Le nombre de représentations temporaires :

Réponse

Au 31 janvier 2026, on dénombre 11 mesures de représentation temporaire (1 personne représentée temporairement par le Curateur public et 10 personnes représentées temporairement par un proche).

Source : Curateur public - Direction générale des services aux personnes

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-162

Le nombre de plaintes déposées en 2025-2026, par catégorie;

Réponse

Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026 (10 mois), 289 plaintes ont été reçues, et 273 ont été traitées, dont 32 d'entre elles (11,7 %) se sont avérées fondées. Une plainte **peut comporter jusqu'à deux motifs**. Voici le détail de la répartition des motifs par catégories.

Catégories de motifs de plaintes	Du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026 (10 mois)
Gestion des biens dossiers publics (180) et dossiers privés (13)	193
Qualité des communications / non-retours d'appels dans les 2 jours ouvrables/ réponse tardive à une demande	72
Qualité des services	50
Protection de la personne	24
Mesures d'assistance	3
Honoraires	2
Autres	14
Total des motifs de plaintes	**358**

Un total de 10,6 % des motifs de plaintes se sont avérés fondés.

Source : Curateur public - Direction générale du soutien à l'organisation

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-163

La liste des projets pilotes permettant aux organismes d'être reconnus officiellement comme assistants autorisés en indiquant:

a) Le nom du projet;
b) L'organisme responsable du projet pilote;
c) La région;
d) Une courte description;
e) Le financement octroyé;
f) La date de début et de fin du projet pilote;
g) Si le projet est terminé, veuillez nous fournir le bilan du projet.

Réponse

a) Le nom du projet : Projet pilote pour permettre à des organismes d'être reconnus comme assistants auprès d'une personne isolée qui vit une difficulté.

b) L'organisme responsable du projet pilote et c) La région

Le Curateur public du Québec gère ce projet pilote.

Organismes sans but lucratif (OSBL) participant au projet pilote	**Région administrative**
Centre d'action bénévole Drummond	Centre-du-Québec
Au Bercail	Chaudière-Appalaches (Beauce)
Le Halo entraide communautaire	Capitale-Nationale (Portneuf)
L'Art-Rivé	Montréal (Arrondissements Rivière-des-Prairies/Montréal-Nord)
Ressources Olivier	Laurentides (Mont-Laurier)
Centre d'Action bénévole et communautaire Saint-Laurent	Montréal (Arrondissement St-Laurent)

d) Le projet pilote permet à des OSBL d'être reconnus comme assistants auprès de personnes isolées qui vivent une difficulté, quelles qu'elles soient (perte d'autonomie attribuable au vieillissement, déficience intellectuelle légère, limitation visuelle, auditive ou motrice, barrière linguistique, etc.). Cette initiative vise à élargir la portée de la mesure d'assistance pour en faire bénéficier les personnes isolées qui ne peuvent compter sur des proches.

e) Chaque organisme a signé un contrat avec le Curateur public pour un maximum de 24 500$ sur trois ans. Cette aide financière est accordée pour compenser les dépenses réelles entraînées par la formation et l'utilisation de la mesure d'assistance ainsi que la production des redditions de comptes.

f) Le 21 août 2024, un décret autorisant le Curateur public à mettre en œuvre un projet pilote à compter du 1er octobre 2024, pour une durée de trois ans, a été pris. Le projet se terminera donc le 1er octobre 2027.

g) Le projet pilote n'est pas terminé.

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-164

Depuis le 4 mars 2025, une vérification des antécédents judiciaires doit être faite lors de l'ouverture d'une tutelle, du remplacement d'un tuteur ou d'une demande de représentation temporaire. En lien avec cette nouvelle obligation, veuillez nous fournir :

a) Les ententes avec les corps de police pour cette nouvelle obligation;
b) Le coût moyen d'une vérification;
c) Le délai moyen d'une vérification d'antécédents;
d) Le nombre de dossiers traités depuis l'entrée en vigueur de cette nouvelle obligation.

Réponse

a) Le Curateur public n'a pas d'ententes avec les corps policiers municipaux.

b) Depuis le 1er janvier 2026, le tarif est de 90,61$ pour les vérifications effectuées par la Sûreté du Québec. Il s'agit d'un tarif fixe, indexé chaque année.

c) Le délai moyen d'une vérification par la Sûreté du Québec est de 13,6 jours.

d) Entre le 1er avril 2025 et le 31 janvier 2026, 217 demandes ont été traitées.

Source : Curateur public - Direction générale des services aux personnes

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-165

Concernant les personnes itinérantes sous la responsabilité du Curateur, veuillez nous dire :

a) Le nombre de personnes sous la responsabilité du Curateur, ventilé par région;
b) Le nombre de ressources attitrées à cette clientèle, par région;
c) Les programmes et les mesures mis en place pour cette clientèle;
d) Les investissements liés à cette clientèle;
e) La liste des ententes avec des organismes pour intervenir auprès de cette clientèle en indiquant le nom de l'organisme et le financement octroyé.

Réponse

a) Données du 15 février 2026

Régions	Itinérance chronique	Itinérance cyclique	Itinérance situationnelle	Total	Personnes à surveiller	Grand Total
Direction territoriale de Montréal	25	0	9	**34**	68	**102**
Direction territoriale de l'Est	17	0	6	**23**	47	**70**
Direction territoriale Sud	9	0	5	**14**	47	**61**
Direction territoriale Nord	6	0	5	**11**	34	**45**
Total	**57**	**0**	**25**	**82**	**196**	**278**

b) La situation de l'itinérance est gérée par les ressources des directions territoriales à travers leurs attributions régulières. Elles bénéficient du soutien d'une agente de soutien spécialisée en itinérance et en santé mentale au besoin.

c) Programmes et les mesures :

- *Plan d'action organisationnel 2026-2028* visant à :
  - veiller à ce qu'un filet de sécurité soit instauré autour de chaque personne représentée à risque ou en situation d'itinérance;
  - assurer une veille sur le sujet de l'itinérance en lien avec notre organisation;
  - favoriser le développement des connaissances du personnel du Curateur public au sujet de l'itinérance et de ses facteurs de risques;
  - faciliter l'accès et la continuité aux différents services offerts par les partenaires;
  - faire connaître le rôle et les responsabilités du Curateur public.
- État de situation à trois reprises par année :
  - évolution de la situation dans chacune des directions territoriales;
  - actions et suivis réalisés ou à mettre en place.
- Collaborations avec le MSSS, le RSSS et les organismes concernés.

d) Un poste d'agente de liaison spécialisée en itinérance et en santé mentale a été créé en mai 2022.

e) Aucune entente. Des partenariats avec la Maison du père ainsi qu'avec la Mission Bon accueil sont toutefois en place afin d'aider ces deux ressources à mieux identifier les personnes représentées en situation d'itinérance.

Source : Le Curateur public du Québec - Bureau des partenariats et des relations avec le milieu

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-166

Le rapport annuel de gestion du Curateur 2023-2024 affirme que « Le Curateur public poursuit son virage numérique avec le démarrage d'un grand projet visant notamment à bonifier le soutien et l'accompagnement offerts aux proches impliqués dans la représentation légale d'un des leurs vivant avec une inaptitude." En lien avec cet extrait du rapport, veuillez nous fournir:

a) Une description du virage numérique;
b) Les échéanciers;
c) Le coût estimé du virage numérique;
d) Les investissements prévus par année, pour les 5 prochaines années.

Réponse

a) Le Curateur public a procédé à la révision de son dispositif de protection. Dans ce contexte, il effectue un virage numérique qui a pour objectif d'offrir des services publics plus adéquats, plus performants, plus rapides et plus intuitifs, tout en concrétisant la stratégie de transformation numérique gouvernementale. Le virage numérique regroupe deux projets, celui de la Gestion de la représentation – volet privé qui est en cours de réalisation, ainsi que le projet terminé d'opérationnalisation de la loi visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité (*Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes*).

b) L'opérationnalisation de la loi visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité s'est terminée le 31 mars 2023. Le projet Gestion de la représentation – volet privé est prévu se terminer le 30 novembre 2026. L'information sur les projets informatiques qualifiés de plus de 500 000 $ est également disponible au Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante: https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/.

c) Le coût estimé du virage numérique :

Projet	**Coût total**	**État**
Opérationnalisation de la loi visant à mieux protéger les personnes en situation de vulnérabilité	25 291,1 k$	Terminé
Gestion de la représentation – volet privé	33 902,8 k$	En cours
Total	**59 193,9 k$**	

La sous-question d) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Source : Curateur public - Direction générale de l'innovation et de la transformation

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-167

Concernant le nouveau siège social du Curateur public, veuillez nous fournir;

a) L'adresse du siège social;
b) La superficie des locaux;
c) Les coûts de loyer mensuel et annuel;
d) Les sommes investies pour l'aménagement du siège social;
e) Les sommes détaillées investies pour l'achat de mobiliers et d'équipement.

Réponse

a) L'adresse du siège social : 500, rue Sherbrooke Ouest, Montréal
b) La superficie des locaux : 9 794,96 m^2
c) Les coûts de loyer mensuel et annuel :

Coût loyer mensuel	336 609,95 $
Coût loyer annuel	4 039 319,40 $ [1]

[1] Dépense brute annuelle des loyers pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2026 incluant les frais d'exploitation et le financement des travaux d'aménagement.

d) Les sommes investies pour l'aménagement : aucune en 2025-2026.

e) Les sommes investies pour l'achat de mobiliers et d'équipement : aucune en 2025-2026. Le Curateur public a réutilisé intégralement le mobilier fournit par le propriétaire de l'édifice.

Source : Curateur public - Direction générale de l'administration

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-168

Le 1er novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1er novembre en 2024. Le Curateur étant ciblé par ces mesures, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par le Curateur pour répondre aux trois demandes suivantes du Trésor :

a) Gel de recrutement
i. Veuillez nous fournir le nombre de postes laissés vacants et ne pouvant être comblés en raison du gel de recrutement ;
ii. Veuillez nous chiffrer les économies générées par cette mesure.
b) Limitation du temps supplémentaire ;
c) Limitation des dépenses de déplacement.

Veuillez également nous indiquer si une demande d'exemption a été adressée au Conseil du trésor et si oui, veuillez nous fournir une copie de la demande et de la réponse du Trésor.

Réponse

a) Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées et non en postes, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

b et c) Le 28 octobre 2024, la curatrice publique a transmis une note aux gestionnaires, leur demandant d'assurer la mise en œuvre des mesures du Conseil du trésor, soit de limiter le temps supplémentaire ainsi que les dépenses de déplacement au Québec et hors Québec à ce qui est jugé essentiel en lien avec la mission. À compter du 1er novembre 2024, tout déplacement comportant des frais devait être autorisé préalablement par le directeur général concerné. Il en allait de même pour les heures supplémentaires. Un rappel de ces mesures a été effectué au Forum des gestionnaires du 5 novembre 2024 ainsi qu'aux comités de direction du 10 juin et du 24 septembre 2025.

Deux demandes d'exemption ont été adressées au Conseil du trésor.

Source : Curateur public - Direction générale du soutien à l'organisation

Étude des crédits 2026-2027

Curateur public
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-169

Concernant le projet de Gestion de la représentation (volet privé), fournir pour 2025-2026 :

a. Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027);
b. Détailler le nom des entreprises ayant des contrats de réalisation;
c. Les entreprises d'infonuagique impliquées;
d. Le nombre d'ETC affectés à ce programme;
e. Détailler les phases passées et à venir, en précisant les modifications apportées en cours de route;
f. État d'avancement;
g. Études, analyses, travaux, recherches et avis au sujet du projet.

Réponse

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), l'information sur les projets qualifiés en ressources informationnelles de plus de 500 000$ est disponible au Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante: https://www.tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/.

La sous-question g) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Microsoft

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 1

Pour chacune des mesures prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :

a) Quel montant a été alloué à chacune des mesures, ventilé pour la dernière année du Plan;
b) Les montants investis en 2024-2025 et 2025-2026 en indiquant la mesure visée par l'investissement;
c) Pour les années 2024-2025, 2025-2026 indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes;
d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque mesure;
e) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus.

Réponse

a), b), c) et d) Le tableau de l'annexe A présente les montants alloués, les montants investis, les montants autofinancés et les activités réalisées en 2024-2025 pour chacune des mesures du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 (Plan d'action).

Aucun pourcentage d'implantation n'est calculé.

Le bilan final du Plan d'action est disponible en ligne.

e) Chaque ministère et organisme est responsable des mesures qu'il porte. Un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire a été déposé au Secrétariat du Conseil du trésor en avril 2021, dans lequel des indicateurs et des cibles ont été identifiés pour chacune des mesures.

Éléments qui concernent les mesures du Ministère		
Mesures	**Objectifs**	**Indicateurs et cibles**
1. Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l'information sur l'intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d'intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l'orientation vers des ressources d'aide	• Offrir un outil de référencement à l'ensemble de la population et aux intervenants en matière d'intimidation et de cyberintimidation.	1. Mise en place du comité d'experts : décembre 2021 (réalisé); 2. Transfert des informations sur Québec.ca : septembre 2022 (réalisé en mars 2023); 3. Mise en place du forum de discussion pour les intervenants spécialisés : mars 2022 (subvention octroyée en mars 2022 et plateforme lancée le 12 novembre 2024); 4. Nombre d'intervenants inscrits au forum de discussion : 300 en mars 2025; 5. Nombre d'outils promus sur le site de Québec.ca : 45 en mars 2025; 6. Création de matériel ou de capsules : 3 en mars 2025.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 1

Éléments qui concernent les mesures du Ministère		
Mesures	**Objectifs**	**Indicateurs et cibles**
2. Réaliser un portrait statistique global de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances	• Connaître la répartition du nombre de victimes d'actes d'intimidation et de cyberintimidation et les clientèles plus touchées (LGBTQ+, personnes handicapées, personnes en contexte de vulnérabilité); • Connaître les principaux contextes dans lesquels les comportements, paroles, actes ou gestes peuvent se manifester (contextes de travail, scolaire, sportif, récréatif et familial); • Connaître les moyens utilisés par les personnes victimes pour éviter une situation d'intimidation ou y mettre fin; • Identifier les formes de soutien auxquelles les personnes victimes d'actes d'intimidation (milieu, entourage, services publics) ont eu accès, ainsi que les obstacles rencontrés.	1. Questionnaire prétest : novembre 2021 (réalisé); 2. Bilan de collecte : décembre 2022 (réalisé); 3. Rapports statistique et méthodologique : décembre 2023 (réalisé); 4. Transmission du fichier de données : mars 2024 (réalisé); 5. Diffusion de deux infographies : juin 2024 (réalisé).
17. Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l'intimidation et de la cyberintimidation	Inciter la population à adopter des comportements bienveillants empreints de respect et d'ouverture à la diversité.	1. Élaboration d'une approche communicationnelle : un par année (réalisé pour 2024-2025); 2. Taux de clientèles visées : 50 % des clientèles visées par l'approche communicationnelle élaborée chaque année; 3. Taux de moyens de communication proposés pour joindre les clientèles visées : Réalisation de 50 % des moyens de communication proposés pour joindre les clientèles.
18. Réviser les modalités du programme de soutien financier *Ensemble contre l'intimidation* pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période	Maintenir, dans les différents milieux, la réalisation de projets ayant des impacts positifs en matière de prévention et de lutte contre l'intimidation.	Poursuite des projets en cours de réalisation (éditions 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024).

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 1

Éléments qui concernent les mesures du Ministère		
Mesures	**Objectifs**	**Indicateurs et cibles**
20. Reconnaître la contribution exemplaire d'individus, d'organismes scolaires et d'organisations dans la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix *Ensemble contre l'intimidation*	Encourager les personnes et les organisations à poser des gestes pour promouvoir une société bienveillante et inclusive.	Édition 2024-2025 : 1. Nombre de candidatures déposées : 50 (nombre reçu : 12); 2. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Individu : Au moins 10 (nombre reçu : 3); 3. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Organisation : Au moins 10 (nombre reçu : 6); 4. Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Milieu scolaire : Au moins 10 (nombre reçu : 3); 5. Nombre de moyens utilisés pour faire la promotion du prix : Au moins 5 (réalisé – février 2024).
25. Actualiser la trousse média sur l'intimidation en fonction des données les plus à jour	Assurer l'actualisation annuelle de la trousse média sur l'intimidation.	La trousse média est mise à jour annuellement : 31 mars de chaque année à partir de 2022. Les besoins des utilisateurs de la trousse média sont documentés : 31 mars 2022 (réalisé).

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

		Affectation des crédits alloués au Plan d'action 2020-2025			Autofinancement par le ministère ou l'organisme responsable			
No de la mesure	**Mesure**	**Total**	**2024-2025 Prévu**	**2024-2025 Réel**	**2024-2025 Prévu**	**2024-2025 Réel**	**Responsabilité**	**Commentaires 2024-2025**
1	Adopter une stratégie de communication numérique dans le but de regrouper au même endroit de l'information sur l'intimidation et la cyberintimidation, de proposer des outils de prévention et d'intervention auprès de différentes clientèles ainsi que de faciliter les échanges entre les intervenants et intervenantes de même que l'orientation vers des ressources d'aide	1 741 969 $	242 969 $	194 082 $	- $	- $	MFA	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Groupe d'échange de pratique sur l'intimidation (La Fourmilière) lancé le 12 novembre 2024. Nouveau site Web hébergeant la Trousse Anti-Troll en ligne depuis le 11 novembre 2024.
2	Réaliser un portrait statistique global de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec pour faire progresser les connaissances	1 605 000 $	421 800 $	421 800 $	- $	- $	MFA	**Statu de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Une 2e page HTML présentant certains résultats de l'EQRS a été diffusée sur le site Web de l'ISQ en mai 2024.
	Sous-total	**3 346 969 $**	**664 769 $**	**615 882 $**	**- $**	**- $**		
No de la mesure	**Mesure**	**Total**	**2024-2025 Prévu**	**2024-2025 Réel**	**2024-2025 Prévu**	**2024-2025 Réel**	**Responsabilité**	
3	Soutenir la mise en place d'un modèle d'intervention concertée entre les milieux policier, judiciaire et scolaire en cas de cyberintimidation découlant d'incidents de partage non consensuel de photos intimes (SEXTO)	1 695 731 $	286 731 $	286 731 $	10 630 $	10 630 $	MSP	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Réalisation d'une journée d'actualisation des connaissances SEXTO (webinaire) le 20 mars 2025 - 400 participants. Poursuite des formations en ligne pour les partenaires policiers SEXTO - 2 832 inscriptions, dont 2 227 du SPVM - 532 policiers ont complété leur formation.
4	Informer la population sur les conséquences de l'hostilité en ligne visant les femmes, notamment celles qui prennent la parole dans l'espace public, et sur les recours légaux possibles pour les victimes	350 000 $	50 000 $	50 000 $	- $	43 074 $	SCF	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Plateforme cyberintimidation.info, répertoriant 73 ressources, lancée en décembre 2022. Financement de l'initiative de sensibilisation à l'hostilité en ligne envers les femmes de l'Université Concordia #StopLesCyberviolences (phase II) pour une 2e année.
5	Prévenir les situations de demandes répétées et de partage non consensuel d'images à caractère sexuel ou intime chez les jeunes de 11 à 24 ans et intervenir de façon éthique dans ces situations	225 000 $	37 500 $	- $	- $	- $	MEQ	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Mesure complétée depuis 2024. Formation et document de référence offerts par Éducaloi au personnel scolaire. Plusieurs initiatives régionales portées par les ASR.
		150 000 $	37 500 $	37 500 $	- $	- $	MES	**Statut de la mesure :** Partiellement réalisée **Activités réalisées :** Financement de 2023 à 2025 de la phase 2 du projet #Stoplescyberviolences réalisée par l'Université Concordia. La formation destinée aux policiers est disponible depuis février 2025. La version finale d'une vidéo de sensibilisation à l'intention des travailleurs et étudiants dans les secteurs d'emploi à prédominance masculine sera diffusée à l'automne 2025.
6	Étudier les facteurs de risque, de protection et de prévention pour mieux prévenir la cyberintimidation auprès des personnes aînées	275 000 $	50 000 $	50 000 $	- $	- $	MSSS	**Statut de la mesure :** Partiellement réalisée **Activités réalisées :** Publication, le 28 avril 2025, sur le site Web de l'INSPQ, de deux outils de transfert de connaissances (une infographie et une fiche synthèse) portant sur la cyberintimidation envers les personnes de 50 ans et plus ont été élaborés par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ).
	Sous-total	**2 695 731 $**	**461 731 $**	**424 231 $**	**10 630 $**	**53 704 $**		
No de la mesure	**Mesure**	**Total**	**2024-2025 Prévu**	**2024-2025 Réel**	**2024-2025 Prévu**	**2024-2025 Réel**	**Responsabilité**	
7	Accompagner les établissements scolaires dans l'élaboration de lignes directrices pour baliser les interventions et les responsabilités relatives à l'utilisation éthique du numérique	- $	- $	- $	- $	- $	MEQ	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Plusieurs nouvelles ressources sur le thème de la citoyenneté numérique ont été diffusées: conférences et ateliers à l'intention du personnel scolaire ainsi qu'un guide pour les enseignants.
8	Soutenir les apprentissages sur l'utilisation responsable des médias sociaux et des technologies chez les jeunes pour les amener à devenir des citoyens et citoyennes responsables à l'ère du numérique	350 000 $	- $	- $	- $	- $	MEQ	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Implantation obligatoire du programme Culture et citoyenneté Québécoise. Portfolio élaboré en collaboration avec RÉCIT et les ASR-CVI afin de soutenir ces derniers dans leur accompagnement auprès du réseau scolaire sur des thématiques associées aux diverses priorités régionales concernant l'utilisation responsable du numérique.
9	Soutenir le développement des compétences et de l'expertise du personnel scolaire en matière de relations saines et positives	- $	- $	- $	- $	- $	MEQ	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Formations, conférences, journées régionales et accompagnement par les ASR-CVI. La formation *Le pouvoir d'agir des adultes œuvrant auprès d'élèves en matière d'intimidation et de violence, notamment les violences à caractère sexuel* a été diffusée en août 2024. Tenue de la première édition de la Semaine annuelle de la prévention de la violence et de l'intimidation offerte à tout le réseau scolaire, aux familles et aux partenaires.
10	Accompagner le milieu scolaire dans une meilleure prise en compte de la diversité sexuelle ou de genre et de la diversité des familles	110 000 $	30 000 $	- $	- $	- $	MEQ	**Statut de la mesure :** Partiellement réalisée **Activités réalisées :** En août 2024, diffusion de la formation *Le pouvoir d'agir des adultes œuvrant auprès d'élèves en matière d'intimidation et de violence, notamment les violences à caractère sexuel* . Tenue de la première édition de la Semaine annuelle de la prévention de la violence et de l'intimidation offerte à tout le réseau scolaire, aux familles et aux partenaires. Les capsules vidéos prévues n'ont pas été réalisées.
11	Collaborer aux travaux visant le développement de compétences du futur personnel scolaire en matière de prévention et de réduction de la violence et de l'intimidation	- $	- $	- $	- $	- $	MEQ	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Tenue de la première édition de la Semaine annuelle de la prévention de la violence et de l'intimidation offerte à tout le réseau scolaire, aux familles et aux partenaires.
12	Poursuivre le déploiement d'agentes et d'agents de soutien régionaux climat, violence et intimidation (ASR-CVI) ayant pour mission d'accompagner le réseau scolaire dans le maintien d'un climat sain, sécuritaire et positif	- $	- $	- $	1 300 000 $	1 642 488 $	MEQ	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Les 17 régions administratives, le réseau anglophone et le réseau des Premières Nations et Inuit sont accompagnés par les ASR-CVI pour le maintien d'un climat scolaire sain, sécuritaire, positif et inclusif. Évaluation de cette mesure réalisée en 2024-2025.
13	Comprendre et prévenir la polarisation des discours pouvant mener à des conflits, à des violences ou à de l'intimidation	292 000 $	92 000 $	403 315 $	- $	- $	MEQ	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Poursuite du service de soutien destiné aux intervenants du réseau de l'éducation par l'Équipe clinique Polarisation du CIUSSS du Centre Ouest-de-l'Île-de-Montréal. Tenue de l'événement *Intervention éducative en contexte polarisé : comprendre et agir ensemble.* Cette journée a eu lieu le 23 octobre 2024 et 400 personnes y ont participé.

		Affectation des crédits alloués au Plan d'action 2020-2025			Autofinancement par le ministère ou l'organisme responsable			
14	Accompagner les organismes dans la mise en place de mesures en matière de protection de l'intégrité en contexte de sport et de loisir	677 800 $	167 800 $	322 800 $	432 200 $	668 400 $	MEQ	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Poursuite du soutien financier afin d'assurer la continuité de l'opérationnalisation de l'Officier des plaintes.
15	Diffuser auprès des jeunes, des parents ainsi que des intervenants et intervenantes du milieu sportif des outils révisés plus inclusifs pour promouvoir une pratique sportive saine et sécuritaire	90 000 $	10 000 $	10 000 $	10 000 $	- $	MEQ	**Statut de la mesure :** Partiellement réalisée **Activités réalisées :** Réalisation de travaux sur la nouvelle identité visuelle et des outils promotionnels.
16	Poursuivre et renforcer la promotion de valeurs positives dans la pratique des loisirs et des sports	625 000 $	155 000 $	- $	95 000 $	- $	MEQ	**Statut de la mesure :** Partiellement réalisée **Activités réalisées :** Cette mesure a pris fin le 31 mars 2023. Après entente avec le MFA, les crédits financiers accordés pour cette mesure, ont été redistribués vers la mesure 14.
	Sous-total	**2 144 800 $**	**454 800 $**	**736 115 $**	**1 837 200 $**	**2 310 888 $**		

No de la mesure	Mesure	Total	2024-2025 Prévu	2024-2025 Réel	2024-2025 Prévu	2024-2025 Réel	Responsabilité	
17	Réaliser un plan de communication annuel qui comporte des stratégies et des moyens de communication actuels et adaptés aux différentes clientèles afin de les sensibiliser aux phénomènes de l'intimidation et de la cyberintimidation	2 870 000 $	600 000 $	167 202 $	- $	- $	MFA	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Diffusion du volet jeune de la campagne de sensibilisation (8 nov au 1er déc 2024).
18	Réviser les modalités du programme de soutien financier Ensemble contre l'intimidation pour répondre davantage aux besoins des organismes et des milieux, notamment en permettant la réalisation de projets sur une plus longue période	6 200 000 $	1 200 000 $	715 447 $	- $	- $	MFA	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Aucun appels de projets en 2024-2025. Versements pour les projets en cours de réalisation (éditions 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024).
19	Sensibiliser la population, même au plus jeune âge, à l'importance d'entretenir de saines relations familiales à l'égard du patrimoine financier	- $	- $	- $	- $	- $	MSSS	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Rediffusion, entre le 3 février et le 9 mars 2025, d'une capsule d'information portant sur la maltraitance matérielle et financière. Elle fait partie d'une série intitulée « La maltraitance, parlons-en ».
20	Reconnaître la contribution exemplaire d'individus, d'organismes scolaires et d'organisations dans la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix Ensemble contre l'intimidation	174 500 $	59 500 $	26 898 $	- $	- $	MFA	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** La cérémonie de remise des prix s'est déroulée le 10 octobre 2024 à l'Hôtel du Parlement. Un prix coup de coeur a aussi été remis par la ministre.
21	Mettre sur pied des activités de sensibilisation sur l'importance d'entretenir des relations exemptes d'intimidation et de favoriser un environnement bienveillant dans les habitations collectives pour personnes aînées	150 000 $	- $	- $	- $	33 550 $	MSSS	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Tenue de 11 sessions de formation pour les gestionnaires et le regroupement québécois des résidences pour aînés, de 27 sessions de formation pour les responsables des loisirs des résidences pour aînés (RPA), ainsi que 29 animations clés en main réalisées dans sept régions du Québec. Au total, au cours de l'année financière 2024-2025, 1 587personnes ont été sensibilisées en RPA.
22	Produire et rendre disponibles des outils visant à sensibiliser la population à l'intimidation dont peuvent être victimes les personnes handicapées	100 000 $	40 000 $	33 830 $	- $	- $	OPHQ	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Promotion, au printemps et à l' automne 2024, de capsules de sensibilisation. Promotion incluant des placements médias imprimés et numériques visant les jeunes et le personnel scolaire.
23	Soutenir l'acquisition de connaissances sur le phénomène de l'intimidation homophobe et transphobe en région	50 000 $	- $	- $	- $	- $	SCF (BLCHT)	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Dépôt du rapport de recherche le 25 avril 2025.
24	Élaborer une trousse d'outils pour soutenir les divers milieux engagés dans la lutte contre l'intimidation à caractère homophobe et transphobe	50 000 $	25 000 $	- $	- $	- $	SCF (BLCHT)	**Statut de la mesure :** Partiellement réalisée **Activités réalisées :** Le financement accordé par le MFA au projet du GRIS-Québec dans le cadre du Programme de soutien financier Ensemble contre l'intimidation (édition 2021) a permis au BLCHT d'atteindre son objectif en partie.
25	Actualiser la trousse média sur l'intimidation en fonction des données les plus à jour	218 000 $	18 000 $	18 000 $	- $	- $	MFA	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Diffusion des contenus actualisés de la trousse et de deux infographies en mars 2025. Production d'un rapport d'étape sur la veille scientifique réalisée sur l'ensemble des contenus de la trousse.
	Sous-total	**9 812 500 $**	**1 942 500 $**	**961 378 $**	**- $**	**33 550 $**		

No de la mesure	Mesure	Total	2024-2025 Prévu	2024-2025 Réel	2024-2025 Prévu	2024-2025 Réel	Responsabilité	
26	Élaborer et soutenir des projets et des initiatives visant à prévenir et à contrer l'intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones	1 240 000 $	286 200 $	110 000 $	- $	- $	MEQ	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Les écoles de toutes les communautés autochtones non conventionnées ont reçu respectivement un montant de 2 500 $ pour soutenir des projets à plus petite échelle, soit un total 90 000 $ pour les 36 écoles.
		760 000 $	190 000 $	190 000 $	- $	- $	MES	**Statut de la mesure :** Réalisée **Activités réalisées :** Soutien à trois initiatives en enseignement supérieur pour la clientèle autochtone (Cégep Montmorency, Université du Québec en Outaouais et Université de Sherbrooke).
	Sous-total	**2 000 000 $**	**476 200 $**	**300 000 $**	**- $**	**- $**		
	TOTAL	**20 000 000 $**	**4 000 000 $**	**3 037 606 $**	**1 847 830 $**	**2 398 142 $**		

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 2

Pour chacune des mesures prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030, indiquer :

a) Quel montant a été alloué à chacune des mesures, ventilé pour l'année 2025-2026 et projections pour 2026-2027 ;
b) Pour l'année 2025-2026, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2026-2027 ;
c) Le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque mesure ;
d) Pour chaque mesure, présenter les objectifs et résultats attendus ;
e) La cible chiffrée de réduction de l'intimidation d'ici 2030;
f) L'Étude québécoise sur les rapports sociaux (EQRS) 2022 indique que 12 % des Québécois de 12 ans et plus ont vécu de l'intimidation au cours des 12 mois précédant l'étude, quel pourcentage le ministère vise-t-il en 2027 ? En 2030 ?
g) À quelle date est prévue la prochaine étude populationnelle pour mesurer l'évolution ?
h) Si aucun recul statistique n'est observé d'ici 2028, quelles mesures correctives sont prévues ?

Réponse

a) et b) Le tableau suivant présente les montants alloués et les montants autofinancés en 2025-2026 pour chacune des mesures du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030 (Plan d'action).

Montants alloués et autofinancés pour l'année 2025-2026 – Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation

Orientation	Nº mesure	Mesure	Crédits prévus	Auto-financement	Total 2025-2026
Orientation 1 **Agir avec les jeunes et soutenir les adultes qui interviennent auprès d'eux pour développer des attitudes et des comportements sociaux appropriés**	**1**	Consolider la méthode d'intervention *SEXTO* à l'échelle nationale en fonction de l'évolution des pratiques et des enjeux	790 200 $	0 $	**790 200 $**
	2	Offrir aux jeunes un accompagnement adapté, inclusif et centré sur leurs besoins, au sein des maisons des jeunes – CONNECTADOS	123 400 $	0 $	**123 400 $**
	3	Sensibiliser les jeunes à l'intimidation vécue par les personnes handicapées et à ses conséquences	0 $	0 $	**0 $**
	4	Outiller les familles et les membres du personnel scolaire au sujet de la stigmatisation sexuelle des femmes	0 $	0 $	**0 $**
	5	Favoriser l'implication des parents en ce qui concerne l'utilisation responsable des technologies et des médias sociaux pour diminuer les gestes de cyberintimidation	0 $	0 $	**0 $**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 2

Montants alloués et autofinancés pour l'année 2025-2026 – Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation

Orientation	Nº mesure	Mesure	Crédits prévus	Auto-financement	Total 2025-2026
	6	Assurer la présence d'agentes et agents de soutien au dossier climat scolaire et prévention de la violence et de l'intimidation (ASR-CVI) dans toutes les régions, et soutenir les agentes et agents de liaison Premières Nations et Inuit dans la réalisation de projets CVI avec les élèves	300 000 $	1 900 000 $	**2 200 000 $**
	7	Outiller les milieux scolaires afin d'assurer une meilleure prise en compte des élèves de la diversité sexuelle et de genre dans la prévention et l'intervention en contexte d'intimidation et de cyberintimidation	0 $	0 $	**0 $**
	8	Prévenir les demandes répétées et le partage non consensuel d'images à caractère sexuel ou intime, et intervenir de façon éthique auprès de la population étudiante dans ces situations	50 000 $	0 $	**50 000 $**
	9	Intégrer une section portant sur l'intimidation dans la Trousse Anti-Troll contre la cyberintimidation	37 000 $	0 $	**37 000 $**
Orientation 2 **Promouvoir des milieux inclusifs valorisant le respect de toutes les personnes**	**10**	Assurer un continuum de prévention en cyberintimidation pour les jeunes du niveau primaire jusqu'à la population générale	0 $	0 $	**0 $**
	11	Soutenir les organismes communautaires Famille dans l'accompagnement des parents pour prévenir l'intimidation et la cyberintimidation	57 200 $	0 $	**57 200 $**
	12	Soutenir une mobilisation collective contre le racisme, l'intimidation et la cyberintimidation envers les Autochtones en milieu urbain	110 000 $	0 $	**110 000 $**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 2

Montants alloués et autofinancés pour l'année 2025-2026 – Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation					
Orientation	**Nº mesure**	**Mesure**	**Crédits prévus**	**Auto-financement**	**Total 2025-2026**
	13	Sensibiliser l'ensemble des acteurs du milieu du loisir et du sport aux valeurs inhérentes à un environnement sain, et les accompagner en ce sens	35 000 $	10 000 $	**45 000 $**
	14	Sensibiliser la population québécoise en matière de bons comportements à adopter afin d'assurer une pratique saine et sécuritaire du loisir et du sport	250 000 $	250 000 $	**500 000 $**
	15	Identifier et partager des exemples d'actions concrètes et des outils pratiques pour la prévention de l'intimidation et l'intégration des jeunes handicapés dans les milieux d'accueil estivaux	20 000 $	0 $	**20 000 $**
	16	Informer les candidates et candidats aux élections municipales ainsi que les élues et élus municipaux des ressources et outils disponibles en cas de harcèlement, d'intimidation ou d'incivilités	0 $	0 $	**0 $**
	17	Développer les compétences en prévention et en intervention des acteurs scolaires face aux enjeux de polarisations sociales pouvant mener à des conflits, à de l'intimidation ou à des violences	75 000 $	0 $	**75 000 $**
	18	Actualiser l'offre d'activités de sensibilisation et d'accompagnement sur l'importance d'entretenir des relations exemptes d'intimidation, en tenant compte de la diversité des milieux de vie collectifs pour les personnes aînées	112 500 $	0 $	**112 500 $**
	19	Inciter la population à adopter des comportements empreints de respect et à dénoncer les actes d'intimidation vus ou vécus, autant dans le monde réel que dans le cyberespace	25 000 $	0 $	**25 000 $**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 2

Montants alloués et autofinancés pour l'année 2025-2026 – Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation

Orientation	Nº mesure	Mesure	Crédits prévus	Auto-financement	Total 2025-2026
Orientation 3 **Acquérir et diffuser des connaissances pour mieux prévenir et intervenir**	**20**	Mesurer la prévalence de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec ainsi que son évolution	457 000 $	0 $	**457 000 $**
	21	Inclure, dans le Rapport d'application prévu à l'article 45 de la *Loi visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique et la violence à caractère sexuel en milieu de travail*, une courte section qui informera sur le phénomène du cyberharcèlement en milieu de travail et qui identifiera, s'il y a lieu, des pistes de réflexion	0 $	0 $	**0 $**
	22	Évaluer l'efficacité des pratiques mises en place dans le réseau scolaire québécois afin de prévenir l'intimidation auprès des élèves handicapés	0 $	0 $	**0 $**
	23	Réaliser des analyses et diffuser des connaissances sur les difficultés liées à l'utilisation des écrans au sein des familles	0 $	0 $	**0 $**
	24	Faire état des connaissances scientifiques et des nouvelles avancées sur l'intimidation et la cyberintimidation	120 000 $	0 $	**120 000 $**
	25	Adapter l'information diffusée au grand public sur l'intimidation et la cyberintimidation à l'état actuel des connaissances et aux changements sociaux	0 $	0 $	**0 $**
Orientation 4 **Rassembler les partenaires autour de la lutte contre l'intimidation et la cyberintimidation**	**26**	Favoriser le partage d'informations sur l'intimidation pour orienter les techniques de prévention et d'intervention	111 500 $	0 $	**111 500 $**
	27	Répertorier les actions des ministères et organismes gouvernementaux en matière d'intimidation et de cyberintimidation, pour enrichir leur complémentarité et veiller à la cohérence de l'action gouvernementale	0 $	0 $	**0 $**

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 2

Montants alloués et autofinancés pour l'année 2025-2026 – Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation					
Orientation	**Nº mesure**	**Mesure**	**Crédits prévus**	**Auto-financement**	**Total 2025-2026**
	28	Reconnaître la contribution exemplaire d'une personne, d'une organisation et d'un milieu scolaire ou d'enseignement pour la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix Ensemble contre l'intimidation	4 800 $	0 $	**4 800 $**
		PSF (montants à verser)	**321 400 $**	**0 $**	**321 400 $**
		Total	**3 000 000 $**	**2 160 000 $**	**5 160 000 $**

c) Les activités suivantes ont été réalisées en 2025-2026 par le Ministère :

Mesure	**Crédits prévus 2025-2026**	**Sommes versées 2025-2026 (en date du 31 janvier 2026)**	**État d'avancement 2025-2026**
2. Offrir aux jeunes un accompagnement adapté, inclusif et centré sur leurs besoins, au sein des maisons de jeunes - CONNECTADOS	123 400 $	123 400 $	Projet débuté par le Regroupement des maisons des jeunes du Québec (RMJQ)
9. Intégrer une section portant sur l'intimidation dans la Trousse Anti-Troll contre la cyberintimidation	37 000 $	37 000 $	Projet débuté par la Ville de Trois-Rivières Rédaction de textes en cours en collaboration avec le Service de police de Trois-Rivières, le MEQ et le MSP
11. Soutenir les organismes communautaires Famille dans l'accompagnement des parents pour prévenir l'intimidation et la cyberintimidation	57 200 $	57 200 $	Projet débuté par la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille Début de la recension des outils pouvant soutenir les familles dans la prévention de l'intimidation
12. Soutenir une mobilisation collective contre le racisme, l'intimidation et la cyberintimidation envers les Autochtones en milieu urbain	110 000 $	110 000 $	Projet débuté par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ) Mise sur pied, par le RCAAQ, du comité aviseur pour la réalisation du projet Début de la recension des outils visant l'intimidation faite envers les personnes autochtones

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 2

Mesure	Crédits prévus 2025-2026	Sommes versées 2025-2026 (en date du 31 janvier 2026)	État d'avancement 2025-2026
19. Inciter la population à adopter des comportements empreints de respect et à dénoncer les actes d'intimidation vus ou vécus, autant dans le monde réel que dans le cyberespace	25 000 $	0 $	Affiches de sensibilisation réalisées Les travaux sont en cours et une dépense estimée à 2 000 $ est prévue d'ici le 31 mars 2026
20. Mesurer la prévalence de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec ainsi que son évolution	457 000 $	0 $	Entente signée avec l'Institut de la statistique du Québec Discussions en cours concernant les paramètres préliminaires de la seconde Étude québécoise sur les rapports sociaux dans un contexte scolaire, de travail et dans la communauté. Le versement de 457 000 $ est prévu d'ici le 31 mars 2026
23. Réaliser des analyses et diffuser des connaissances sur les difficultés liées à l'utilisation des écrans au sein des familles	0 $	0 $	Amorce de la mesure prévue en 2026-2027
24. Faire état des connaissances scientifiques et des nouvelles avancées sur l'intimidation et la cyberintimidation	120 000 $	0 $	Entente signée avec l'Institut national de santé publique du Québec Le versement de 120 000 $ est prévu d'ici le 31 mars 2026
25. Adapter l'information diffusée au grand public sur l'intimidation et la cyberintimidation à l'état actuel des connaissances et aux changements sociaux	0 $	0 $	Révision en cours de l'information diffusée sur Québec.ca
26. Favoriser le partage d'informations sur l'intimidation pour orienter les techniques de prévention et d'intervention	111 500 $	111 500 $	Poursuite des activités sur la plateforme d'échange de pratiques sur l'intimidation (La Fourmilière), mise en ligne en septembre 2024, dans le cadre du Plan d'action 2020-2025
27. Répertorier les actions des ministères et organismes gouvernementaux en matière d'intimidation et de cyberintimidation, pour enrichir leur complémentarité et veiller à la cohérence de l'action gouvernementale	0 $	0 $	La mesure sera amorcée en février 2026

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 2

Mesure	Crédits prévus 2025-2026	Sommes versées 2025-2026 (en date du 31 janvier 2026)	État d'avancement 2025-2026
28. Reconnaître la contribution exemplaire d'une personne, d'une organisation et d'un milieu scolaire ou d'enseignement pour la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix Ensemble contre l'intimidation	4 800 $	0 $	Commande faite en décembre 2025 pour la confection des trophées Le versement de 4 800 $ est prévu d'ici le 31 mars 2026.
Derniers versements pour les projets réalisés dans le cadre du programme de soutien financier Ensemble contre l'intimidation*	321 400 $	244 393 $	Un montant maximal de 50 983 $ est prévu pour le dernier versement de quatre projets, dont la reddition de comptes est attendue en mars 2026.
* Ne constitue pas une mesure du Plan d'action 2025-2030, mais des crédits sont prévus pour 2025-2026.			

Les montants dépensés et le niveau d'élaboration pour les mesures des autres ministères et organismes en 2025-2026 seront connus lors de la reddition de comptes annuelle prévue en mai 2026. Aucun pourcentage d'implantation n'est calculé.

d) Chaque ministère et organisme est responsable des mesures qu'il porte. Le tableau suivant présente les objectifs et résultats attendus des mesures relevant du Ministère.

Mesures	Objectifs	Indicateurs	Cibles
2. Offrir aux jeunes un accompagnement adapté, inclusif et centré sur leurs besoins, au sein des maisons de jeunes - CONNECTADOS	Renforcer la prévention de l'intimidation et de la cyberintimidation par des outils d'animation inclusifs et adaptés aux réalités des jeunes.	Nombre d'outils d'intervention réalisés	Au moins 1 outil réalisé annuellement
		Nombre de jeunes rejoints par la diffusion des outils	Environ 2 000 à 2 500 jeunes par année (entre 10 000 et 12 500 à la fin du projet)
9. Intégrer une section portant sur l'intimidation dans la Trousse Anti-Troll contre la cyberintimidation	Permettre aux jeunes de 8 à 17 ans de trouver facilement de l'information sur l'intimidation, afin de les sensibiliser aux conséquences de ce phénomène et de leur offrir des ressources pour y faire face efficacement. Bonifier la Trousse Anti-Troll contre la cyberintimidation en abordant notamment le rôle important de l'intervenant scolaire comme allié dans une situation d'intimidation.	Nombre de vidéos réalisés	• 2 vidéos en anglais pour les jeunes de 8 à 11 ans • 2 vidéos en français pour les jeunes de 8 à 11 ans • 2 vidéos en anglais pour les jeunes de 12 à 17 ans • 2 vidéos en français pour les jeunes de 12 à 17 ans
		Le nombre de visionnements par vidéo	Un total d'au moins 7 000 visionnements d'ici 2030

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 2

Mesures	Objectifs	Indicateurs	Cibles
11. Soutenir les organismes communautaires Famille dans l'accompagnement des parents pour prévenir l'intimidation et la cyberintimidation	Renforcer la capacité d'action des organismes communautaires Famille (OCF) membres de la Fédération québécoise des organismes communautaires Familles (FQOCF) dans l'accompagnement des parents pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation, en se basant sur un portrait des outils, des actions et bonnes pratiques existantes.	Nombre de partenaires identifiés et interpellés	Collaborer avec au minimum 5 partenaires
		Nombre de ressources ou d'outils recensés	Recenser de 20 à 25 ressources ou outils
		Nombre de critères identifiés	Déterminer au minimum 15 critères d'analyse des outils, d'actions ou de bonnes pratiques
		Nombre d'outils, d'actions ou de bonnes pratiques mis en lumière	Recenser au minimum 15 outils, actions ou bonnes pratiques
		Nombre d'outils développés (ou adaptés) ou de bonnes pratiques mis en lumière	Développer ou adapter 3 à 5 outils différents
		Nombre d'OCF sensibilisés	263 membres de la FQOCF (OCF) sensibilisés
12. Soutenir une mobilisation collective contre le racisme, l'intimidation et la cyberintimidation envers les Autochtones en milieu urbain	Renforcer la prévention et l'intervention en matière d'intimidation et de cyberintimidation envers les Autochtones en milieu urbain en développant des actions culturellement sécurisantes et adaptées à leurs réalités.	Comité aviseur constitué, ayant amorcé ses travaux et produit des avis et recommandations en lien avec le développement et la validation des outils	Comité constitué et recommandations émises au 31 mars 2026
		Outils d'analyse développés et validés	Méthodologie et outils d'analyse finalisés et validés au 31 mars 2026
		Stratégie de communication élaborée et validée	Stratégie finalisée et déployée au 31 mars 2027
		Outil adapté du modèle Tauiwi Tautoko	Outil finalisé et validé au 31 mars 2027
		Nombre de plateformes utilisées, nombre d'outils, nombre de vues et interactions	Diffusion prévue au 31 mars 2027, avec les modalités et la portée à préciser selon le format retenu et les ressources disponibles
		Nombre de formations réalisées et de participants formés	9 centres/points de service/milieux de vie formés au 31 mars 2028 9 centres/points de service/milieux de vie supplémentaires réalisées au 31 mars 2029

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 2

Mesures	Objectifs	Indicateurs	Cibles
		Nombre de nouvelles formations offertes à la suite d'une demande	Offre élargie d'ici 2029-2030 en fonction des besoins des partenaires locaux
		Campagne créée et diffusée	Campagne mise en œuvre en 2029-2030
		Rapport d'évaluation produit	Impacts du programme identifiés au rapport d'évaluation produit en 2029-2030
19. Inciter la population à adopter des comportements empreints de respect et à dénoncer les actes d'intimidation vus ou vécus, autant dans le monde réel que dans le cyberespace	Déployer à l'intention du grand public des moyens de sensibilisation pour l'encourager à adopter des comportements axés sur le respect et la bienveillance.	Nombre d'outils de sensibilisation par année	Un outil de sensibilisation par année (total 5)
20. Mesurer la prévalence de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec ainsi que son évolution	Réaliser une seconde édition de l'Étude québécoise sur les rapports sociaux dans un contexte scolaire, de travail et dans la communauté. Mesurer l'ampleur des phénomènes de l'intimidation et de la cyberintimidation et de connaître leur évolution cinq ans après la première édition.	Diffusion publique des rapports statistique et méthodologique sur le site de l'ISQ	Rapports diffusés
		Accessibilité du fichier de microdonnées de l'EQRS 2027 par le MFA	Microdonnées de l'EQRS 2027 accessibles au MFA
		Présentation des résultats	Un communiqué de presse émis par l'ISQ Au moins deux présentations générales réalisées par le MFA Présentations spécifiques en fonction de la demande
		Analyse complémentaire	Deux pages HTML tirées de l'EQRS 2027 diffusées sur le site de l'ISQ et partagées par le MFA
23. Réaliser des analyses et diffuser des connaissances sur les difficultés liées à l'utilisation des écrans au sein des familles	Publier Un Bulletin Quelle famille? portant sur les difficultés auxquelles peuvent être confrontées les familles en lien avec la gestion des écrans de leurs enfants.	Nombre de diffusions du Bulletin Quelle famille?	15 000 diffusions

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 2

Mesures	Objectifs	Indicateurs	Cibles
	Permettre notamment aux parents, intervenants qui travaillent auprès des familles, chercheurs et partenaires gouvernementaux d'agir en prévention et d'intervenir de manière plus adaptée, en ciblant les familles particulièrement touchées par des difficultés, au regard de certaines caractéristiques (niveau de revenu, scolarité, immigration, présence d'un problème de santé dans la famille, etc.).	Nombre de moyens de diffusion/promotion du bulletin	Au moins deux moyens de promotion utilisés
24. Faire état des connaissances scientifiques et des nouvelles avancées sur l'intimidation et la cyberintimidation	Proposer un contenu scientifique actualisé et révisé, destiné aux professionnels travaillant sur ces problématiques et aux professionnels des médias. Proposer un produit de transfert de connaissances web caractérisé par une information web vulgarisée destinée à informer et à sensibiliser la population aux thématiques d'intimidation et de cyberintimidation.	Nombre de moyens utilisés pour le partage du dossier thématique actualisé auprès du public cible	Utilisation de cinq moyens de diffusion
		Nombre de moyens utilisés pour le partage du nouveau produit de transfert de connaissances	Utilisation de cinq moyens de diffusion
25. Adapter l'information diffusée au grand public sur l'intimidation et la cyberintimidation à l'état actuel des connaissances et aux changements sociaux	Actualiser le contenu traitant de l'intimidation sur la plateforme Web gouvernementale unifiée (Québec.ca) pour prendre en compte les changements sociaux vis-à-vis de l'intimidation.	Mise à jour réalisée	Contenu actualisé en date du 31 mars 2027
26. Favoriser le partage d'informations sur l'intimidation pour orienter les techniques de prévention et d'intervention	Déployer la plateforme d'échange de pratiques La Fourmilière (https://fourmiliere.ca/) afin d'encourager et de favoriser un maillage accru entre les personnes intervenantes et bénévoles de tous les milieux souhaitant s'informer, discuter ou découvrir des outils pertinents au sujet de l'intimidation et de la cyberintimidation.	Nombre d'heures où l'intervenant est présent en assurant l'animation et la modération des espaces d'échange	21 heures de présence en ligne par semaine
		Nombre de rencontres individuelles effectuées	24 rencontres individuelles par année
		Nombre de nouvelles personnes inscrites	50 nouvelles personnes inscrites par année
		Nombre d'abonnés aux divers réseaux	500 abonnés distincts tous réseaux confondus par année

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 2

Mesures	Objectifs	Indicateurs	Cibles
		Nombre de représentations faites lors d'événements ou de tables de concertation	16 présences par année dans différents événements et tables de concertation
		Bilan annuel	Un bilan par année
		Nombre d'outils ajoutés	25 nouveaux outils ajoutés par année
		Nombre de thématiques abordées	12 thématiques abordées par année
		Nombre d'articles de blogue ajoutés	6 nouveaux articles ajoutés par année
		Nombre de collaborations	24 collaborations par année
27. Répertorier les actions des ministères et organismes gouvernementaux en matière d'intimidation et de cyberintimidation, pour enrichir leur complémentarité et veiller à la cohérence de l'action gouvernementale	Démontrer la complémentarité des actions menées par les ministères et organismes gouvernementaux pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation. Diffuser annuellement les actions gouvernementales menées pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation afin d'avoir une vue d'ensemble de ces actions et d'en assurer la complémentarité.	Nombre de diffusions réalisées	Une diffusion par année
28. Reconnaître la contribution exemplaire d'une personne, d'une organisation et d'un milieu scolaire ou d'enseignement pour la création d'environnements sécuritaires et inclusifs par la remise du prix Ensemble contre l'intimidation	Encourager les personnes et les organisations à poser des gestes pour promouvoir une société bienveillante et inclusive.	Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Individu	Au moins 10
		Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Éducation	Au moins 10
		Nombre de candidatures déposées pour la catégorie Organisation	Au moins 10
		Nombre de moyens utilisés pour faire la promotion du prix	Au moins 5

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

e) Aucune cible chiffrée de réduction de l'intimidation d'ici 2030 n'a été fixée. L'intimidation est un phénomène social complexe qui est influencé par de nombreux facteurs, comme les normes sociales, les stéréotypes, les préjugés, la polarisation, etc. Le plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles 2023-2028 et le plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028 peuvent aussi avoir un effet sur la prévalence de l'intimidation. De même que toutes les actions qui sont posées en prévention de la violence en général.

f) Le ministère de la Famille ne vise aucune cible de pourcentage pour 2027 ou 2030 pour les raisons évoquées dans la réponse à la question e.

g) La collecte de données pour la seconde édition de l'Étude québécoise sur les rapports sociaux dans un contexte scolaire, de travail et dans la communauté est prévue en 2027-2028.

h) Les résultats de la seconde édition de l'Étude québécoise sur les rapports sociaux dans un contexte scolaire, de travail et dans la communauté seront disponibles en février 2029 et serviront de base au prochain plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 3

Pour chacune des orientations prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :

a) Quel montant a été alloué à chacune des orientations, ventilé pour la dernière année du Plan;
b) Les montants investis en 2024-2025 et 2025-2026 en indiquant l'orientation visée par l'investissement;
c) Pour les années 2024-2025 et 2025-2026, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes;
d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque orientation;
e) Pour chaque orientation, présenter les objectifs et résultats attendus.

Réponse

a, b et c)

Orientation	Montant alloué 2024-2025	Montant autofinancé
Mesures centrales	**664 769 $**	**- $**
Orientation 1 Intensifier les actions pour réduire la cyberintimidation	**461 731 $**	**10 630 $**
Orientation 2 Assurer un climat sain, sécuritaire et positif pour l'ensemble des jeunes / milieu sportif	**454 800 $**	**1 837 200 $**
Orientation 3 Accroître les initiatives pour les personnes en contexte de vulnérabilité	**1 942 500 $**	**- $**
Mesure destinée aux milieux autochtones	**476 200 $**	**- $**

d) Le niveau d'élaboration se fait pour chaque mesure et non par orientation. Celui-ci s'effectue lors de la reddition de comptes annuelle. Aucun pourcentage d'implantation n'est calculé par orientation.

e) Les objectifs et les résultats attendus se font pour chaque mesure et non par orientation.

Le bilan final du Plan d'action est disponible en ligne.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 4

Pour chacune des orientations prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030, indiquer :

a) Quel montant a été alloué à chacune des orientations, ventilé pour l'année 2025-2026 et projections pour 2026-2027;
b) Pour l'année 2025-2026, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2026-2027;
c) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque orientation;
d) Pour chaque orientation, présenter les objectifs et résultats attendus.

Réponse

a et b)

Orientation	Montant alloué 2025-2026*	Montant autofinancé
Orientation 1 Agir avec les jeunes et soutenir les adultes qui interviennent auprès d'eux pour développer des attitudes et des comportements sociaux appropriés	**1 300 600 $**	**1 900 000 $**
Orientation 2 Promouvoir des milieux inclusifs valorisant le respect de toutes les personnes	**684 700 $**	**260 000 $**
Orientation 3 Acquérir et diffuser des connaissances pour mieux prévenir et intervenir	**577 000 $**	**0 $**
Orientation 4 Rassembler les partenaires autour de la lutte contre l'intimidation et la cyberintimidation	**116 300 $**	**0 $**

* Un montant additionnel de 321 400 $ est prévu pour procéder aux derniers versements des projets menés dans le cadre du Programme de soutien financier Ensemble contre l'intimidation

c) Le niveau d'élaboration se fait pour chaque mesure et non par orientation. Celui-ci s'effectue lors de la reddition de comptes annuelle. Aucun pourcentage d'implantation n'est calculé par orientation.

d) Les objectifs et les résultats attendus se font pour chaque mesure et non par orientation.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 5

Pour chacune des actions prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, indiquer :

a) Quel montant a été alloué à chacune des actions, ventilé pour la dernière année du Plan;
b) Les montants investis en 2024-2025 et 2025-2026 et les projections pour 2025-2026 en indiquant l'action visée par l'investissement;
c) Pour les années 2024-2025, 2025-2026, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2025-2026;
d) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque action;
e) Pour chaque action, présenter les objectifs et résultats attendus.

Réponse

La réponse à cette question est donnée dans la fiche RPPLQ-INT 3.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 6

Pour chacune des actions prévues dans le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030, indiquer :

a) Quel montant a été alloué à chacune des actions, ventilé pour l'année 2025-2026 et projections pour 2026-2027;
b) Pour l'année 2025-2026, indiquer les montants autofinancés par le ministère ou autres ministères et organismes et les projections pour 2026-2027;
c) Indiquer le niveau d'élaboration et le pourcentage d'implantation pour chaque action;
d) Pour chaque action, présenter les objectifs et résultats attendus.

Réponse

La réponse à cette question est dans la fiche RPPLQ-INT 2.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 7

Bilan des consultations, dans le cadre du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030, indiquez :

a) Liste exhaustive des consultations effectuées en indiquant les dates de consultation au 31 mars 2026;
b) Liste des partenaires rencontrés par le MFA et le cabinet en indiquant les personnes rencontrées et les dates au 31 mars 2026;
c) Liste des consultations effectuées sur le web au 31 mars 2026;
d) Sommes investies pour les consultations en 2025-2026 et les projections pour 2026-2027.

Réponse

Il n'y a eu aucune consultation en 2025-2026 dans le cadre du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 8

Mesure destinée aux milieux autochtones, bilan des mesures visant à soutenir les projets et les initiatives afin de prévenir et contrer l'intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones.

Réponse

La mesure 26 du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 consistait à élaborer et soutenir des projets et des initiatives visant à prévenir et à contrer l'intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones.

Pour le ministère de l'Éducation (MEQ), la mesure a permis de financer les initiatives des écoles sur communauté autochtone non conventionnée, telles que des journées ou des semaines thématiques, l'aménagement de lieux sécuritaires et bienveillants, la valorisation de comportements positifs et l'embauche de ressources.

D'autres projets structurants ont aussi pu être réalisés par les organismes, notamment une formation sur les apprentissages sociaux émotionnels, un guide d'accueil et d'inclusion des élèves autochtones, des formations de jeunes leaders positifs et des capsules vidéo sur la santé mentale et l'intimidation à l'attention des élèves. De plus, des intervenants et des intervenantes ont pu être embauchés.

Le ministère de l'Enseignement supérieur (MES) a financé des projets dans sept établissements d'enseignement supérieur. Ces projets avaient pour objectifs de répondre aux particularités du milieu ciblé, de sensibiliser la population étudiante aux effets de l'intimidation et de la cyberintimidation, d'en favoriser la diminution en classe et hors classe et d'être créés en partenariat avec un ou des organismes autochtones dans une optique de sécurisation culturelle. Considérant la cible d'un projet réalisé par année, cette mesure a dépassé l'objectif souhaité.

Dans le cadre du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030, la mesure 6 consiste à assurer la présence d'agentes et agents de soutien au dossier climat scolaire et prévention de la violence et de l'intimidation (ASR-CVI) dans toutes les régions, et soutenir les agentes et agents de liaison Premières Nations et Inuit dans la réalisation de projets CVI avec les élèves.

Source : Direction générale du bureau de la sous-ministre et secrétariat général

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 9

Le Plan identifie des groupes plus touchés :

a) Personnes LGB+
b) Personnes trans et non binaires
c) Personnes handicapées
d) Autochtones

Quelle proportion du budget est spécifiquement dédiée à ces groupes?

Réponse

a) et b) Personnes LGB+, trans et non binaires

- Une proportion de 0,2 % du budget du Plan d'action 2025-2030 est dédiée spécifiquement à ces deux groupes.
- Il faut rappeler qu'une somme de 19,7 M$ est prévue au Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2023-2028, dont le but est d'améliorer la situation des personnes de la diversité sexuelle et de genre au Québec, en éliminant les obstacles à leur égalité de fait.

c) Personnes handicapées

- Une proportion de 2 % du budget du Plan d'action 2025-2030 est dédiée spécifiquement aux personnes handicapées.

d) Autochtones

- Une proportion de 8 % du budget du Plan d'action 2025-2030 est dédiée spécifiquement aux Autochtones.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 10

Quelles mesures sont culturellement adaptées (notamment en milieu autochtone)?

Réponse

Deux mesures du Plan d'action 2025-2030 concernent les Autochtones :

- Mesure 6 : Assurer la présence d'agentes et agents de soutien au dossier climat scolaire et prévention de la violence et de l'intimidation (ASR-CVI) dans toutes les régions, et soutenir les agentes et agents de liaison Premières Nations et Inuit dans la réalisation de projets CVI avec les élèves (responsabilité : ministère de l'Éducation).
- Mesure 12 : Soutenir une mobilisation collective contre le racisme, l'intimidation et la cyberintimidation envers les Autochtones en milieu urbain (responsabilité : ministère de la Famille).

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 11

Comment le MFA s'assure que l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) est appliquée concrètement et non symboliquement ?

Réponse

Dans le cadre de l'élaboration du Plan d'action 2025-2030, quatre mesures s'appuient sur l'analyse différenciée selon les sexes.

Alors que les jeunes filles et les femmes sont plus susceptibles d'être victimes de situations de partage non consensuel d'image intime, deux mesures du Plan d'action 2025-2030 adressent particulièrement cet enjeu :

- Mesure 1 : Consolider la méthode d'intervention SEXTO à l'échelle nationale en fonction de l'évolution des pratiques et des enjeux (responsable : ministère de la Sécurité publique).
- Mesure 8 : Prévenir les demandes répétées et le partage non consensuel d'images à caractère sexuel ou intime, et intervenir de façon éthique auprès de la population étudiante dans ces situations (responsable : ministère de l'Enseignement supérieur).

La mesure 4, dont la responsabilité relève du Secrétariat à la condition féminine, vise à outiller les familles et les membres du personnel scolaire au sujet de la stigmatisation sexuelle des femmes :

- La stigmatisation sexuelle des femmes, appelée aussi slut-shaming, consiste à critiquer, stigmatiser, culpabiliser ou encore déconsidérer toute femme dont l'attitude, le comportement ou l'aspect physique sont jugés provocants, trop sexuels ou immoraux.
- Cette mesure fait suite à un projet de recherche intitulé « Victimisation verbale, relationnelle et indirecte chez les filles : une approche méthodologique mixte pour comprendre le rôle du slut-shaming, des comportements homophobes et du harcèlement sexuel ».
- L'étude a notamment révélé la plus grande vulnérabilité des filles de la diversité sexuelle à toutes les formes d'intimidation fondées sur le genre, en plus de la vulnérabilité accrue à l'intimidation à caractère homophobe, dont le slut-shaming.

La mesure 20, portée par le ministère de la Famille, consiste à mesurer la prévalence de l'intimidation et de la cyberintimidation au Québec ainsi que son évolution :

- Les résultats de l'enquête sont présentés pour les femmes et les hommes, permettant ainsi de connaître les contextes dans lesquels les femmes sont plus susceptibles de vivre des situations d'intimidation ou de cyberintimidation.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 12

Le gouvernement prévoit-il un encadrement spécifique des contenus générés par l'IA?

Réponse

Cette question ne relève pas des mesures du Plan d'action.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 13

Y a-t-il une collaboration formelle avec les plateformes numériques?

Réponse

Cette question ne relève pas des mesures du Plan d'action.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 14

Le MFA prévoit-il une mise à jour en contenu face à l'évolution technologique?

Réponse

Aucune mise à jour du Plan d'action n'est prévue.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 15

Indiquer toute somme supplémentaire déboursée en 2025-2026 pour permettre l'atteinte des objectifs du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025 et indiquer les raisons pour justifier ces déboursés.

Réponse

Aucune somme supplémentaire n'a été déboursée en 2025-2026 pour permettre l'atteinte des objectifs du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

Étude des crédits 2026-2027

Ministère de la Famille
Demande de renseignements particuliers
Opposition officielle

Question : RPPLQ-INT 16

Indiquer les effectifs (ETC) consacrés au Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030.

Réponse

Le Ministère est responsable de coordonner l'action gouvernementale en matière de lutte contre l'intimidation. Dans ce contexte, une équipe est dédiée à la coordination du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2025-2030 (Plan d'action) et à la mise en œuvre des douze mesures sous la responsabilité du Ministère.

Pour le Ministère, l'équivalent de 2,8 ETC œuvrent au Plan d'action :

- deux professionnelles à temps complet : 2 ETC;
- une professionnelle à temps partiel : 0,25 ETC;
- une directrice : 0,2 ETC;
- une technicienne en administration : 0,2 ETC;
- une conseillère en communication : 0,15 ETC.

Le Ministère ne détient pas l'information sur les ETC des autres ministères et organismes responsables des mesures du Plan d'action.

Source : Sous-ministériat des politiques et programmes

ANNEXE A – RÉPARTITION DES ENFANTS ÂGÉS DE 0 À 4 ANS QUI FRÉQUENTAIENT OU NON UN SGEE, AU 31 MAI 2025

Répartition des enfants âgés de 0 à 4 ans, selon qu'ils reçoivent ou non des services de garde éducatifs (SGEE), au 31 mai 2025												
Type de services éducatifs	**Moins de 1 an**		**1 an**		**2 ans**		**3 ans**		**4 ans**		**TOTAL 0-4 ans**	
	Nombre	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
En SGEE reconnus ou au préscolaire	**32 532**	**42,5**	**56 918**	**72,7**	**66 448**	**82,0**	**70 605**	**80,7**	**76 896**	**87,9**	**303 400**	**73,9**
En service de garde éducatif à l'enfance	**32 532**	**42,5**	**56 918**	**72,7**	**66 448**	**82,0**	**70 605**	**80,7**	**57 111**	**65,3**	**283 615**	**69,0**
Milieu familial reconnu	12 208	15,9	15 563	19,9	16 169	20,0	15 071	17,2	8 291	9,5	67 302	16,4
Centre de la petite enfance	7 946	10,4	18 556	23,7	23 651	29,2	27 488	31,4	26 725	30,6	104 365	25,4
Garderie subventionnée	5 949	7,8	12 760	16,3	15 703	19,4	17 038	19,5	14 166	16,2	65 616	16,0
Garderie non subventionnée	6 429	8,4	10 039	12,8	10 926	13,5	11 009	12,6	7 929	9,1	46 332	11,3
Au préscolaire 4 ans									**19 785**	**22,6**	**19 785**	**4,8**
Maternelle 4 ans à demi-temps									303	0,3	303	0,1
Maternelle 4 ans à temps plein									19 482	22,3	19 482	4,7
Hors SGEE reconnus et hors préscolaire 4 ans	**44 072**	**57,5**	**21 336**	**27,3**	**14 548**	**18,0**	**16 849**	**19,3**	**10 545**	**12,1**	**107 349**	**26,1**
Ensemble des enfants (0-4 ans) en 2025	**76 604**	**100,0**	**78 254**	**100,0**	**80 996**	**100,0**	**87 454**	**100,0**	**87 441**	**100,0**	**410 749**	**100,0**

Sources :

- Ministère de la Famille, modèle d'estimation de l'offre et de la demande de places en services de garde éducatifs à l'enfance, données au 31 mai 2025.
- Ministère de l'Éducation, données sur le préscolaire 4 ans en 2024-2025, données provisoires non-officielles du bilan 2.
- Institut de la statistique du Québec, projections démographiques au 1er juillet 2025.

Note : Excluant les SGEE autochtones sous entente de délégation de pouvoir.

ANNEXE B – PORTRAIT DU RÉSEAU DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE (SGEE) EN 2025-2026, AU 31 JANVIER 2026

TABLEAU 1 : PORTRAIT DU RÉSEAU EN INSTALLATION (PLACES AU NET)

RÉGION	CPE			GS			GNS			TOTAL INSTALLATIONS		
	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	TOTAL	-18mois	18mois+	TOTAL
1 Bas-Saint-Laurent	515	2 330	2 845	25	118	143	30	128	158	570	2 576	**3 146**
2 Saguenay - Lac-Saint-Jean	613	3 067	3 680	295	788	1 083	200	991	1 191	1 108	4 846	**5 954**
3 Capitale-Nationale	1 362	8 722	10 084	976	5 053	6 029	1 151	4 960	6 111	3 489	18 735	**22 224**
4 Mauricie	715	3 296	4 011	105	496	601	90	532	622	910	4 324	**5 234**
5 Estrie	1 060	5 911	6 971	329	1 827	2 156	110	1 109	1 219	1 499	8 847	**10 346**
6 Montréal	3 282	22 467	25 749	2 980	20 113	23 093	3 515	17 327	20 842	9 777	59 907	**69 684**
7 Outaouais	870	4 594	5 464	687	3 013	3 700	329	1 672	2 001	1 886	9 279	**11 165**
8 Abitibi-Témiscamingue	451	2 188	2 639	20	108	128	0	0	0	471	2 296	**2 767**
9 Côte-Nord	269	1 514	1 783	4	21	25	0	0	0	273	1 535	**1 808**
10 Nord-du-Québec	412	2 151	2 563	5	8	13	5	10	15	422	2 169	**2 591**
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	250	1 097	1 347	5	16	21	0	0	0	255	1 113	**1 368**
12 Chaudière-Appalaches	1 129	5 428	6 557	314	1 317	1 631	281	1 526	1 807	1 724	8 271	**9 995**
13 Laval	562	3 546	4 108	554	4 069	4 623	862	4 248	5 110	1 978	11 863	**13 841**
14 Lanaudière	961	5 153	6 114	863	4 064	4 927	494	2 240	2 734	2 318	11 457	**13 775**
15 Laurentides	994	6 032	7 026	906	4 372	5 278	670	3 641	4 311	2 570	14 045	**16 615**
16 Montérégie	2 679	15 195	17 874	2 268	11 800	14 068	1 786	9 032	10 818	6 733	36 027	**42 760**
17 Centre-du-Québec	574	2 905	3 479	305	1 363	1 668	80	542	622	959	4 810	**5 769**
TOTAL	**16 698**	**95 596**	**112 294**	**10 641**	**58 546**	**69 187**	**9 603**	**47 958**	**57 561**	**36 942**	**202 100**	**239 042**

Source : Fichtot Composantes au 31 janvier 2026

TABLEAU 2 : PORTRAIT DES MISES SOUS PERMIS (PLACES AU BRUT)												
RÉGION	**CPE**			**GS**			**GNS**			**TOTAL INSTALLATIONS**		
	-18mois	**18mois+**	**TOTAL**	**-18mois**	**18mois+**	**TOTAL**	**-18mois**	**18mois+**	**TOTAL**	**-18mois**	**18mois+**	**TOTAL**
1 Bas-Saint-Laurent	25	88	113	0	0	0	0	0	0	25	88	**113**
2 Saguenay - Lac-Saint-Jean	5	34	39	0	0	0	0	0	0	5	34	**39**
3 Capitale-Nationale	15	106	121	10	59	69	30	55	85	55	220	**275**
4 Mauricie	35	120	155	10	0	10	0	0	0	45	120	**165**
5 Estrie	80	198	278	15	65	80	0	20	20	95	283	**378**
6 Montréal	0	0	0	10	34	44	5	31	36	15	65	**80**
7 Outaouais	36	160	196	55	219	274	0	0	0	91	379	**470**
8 Abitibi-Témiscamingue	27	91	118	0	0	0	0	0	0	27	91	**118**
9 Côte-Nord	5	17	22	4	21	25	0	0	0	9	38	**47**
10 Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
12 Chaudière-Appalaches	55	170	225	0	0	0	0	0	0	55	170	**225**
13 Laval	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
14 Lanaudière	30	98	128	10	1	11	15	70	85	55	169	**224**
15 Laurentides	40	134	174	65	243	308	20	80	100	125	457	**582**
16 Montérégie	75	213	288	100	346	446	16	51	67	191	610	**801**
17 Centre-du-Québec	45	59	104	10	0	10	0	0	0	55	59	**114**
TOTAL	**473**	**1 488**	**1 961**	**289**	**988**	**1 277**	**86**	**307**	**393**	**848**	**2 783**	**3 631**

Source : Liste Internet places mises sous permis et BD (Master) places poupons au 31 janvier 2026

ANNEXE C - DONNÉES SUR LE PERSONNEL DANS LES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE (SGEE), au 31 janvier 2026

TABLEAU 1 - NOMBRE D'ETC, MASSE SALARIALE ET RÉMUNÉRATION MOYENNE EN 2024-2025

		Nombre d'ETC							Masse salariale pour 2024-2025 (en dollars $)					Rémunération moyenne en 2024-2025 (en dollars $)			
Catégories d'emploi		CPE	BC	**Total CPE & BC**	GS	**Total CPE - BC - GS**	GNS*	**Total CPE-BC-GS-GNS****	CPE	BC	**Total CPE & BC**	GS	**Total CPE-BC-GS**	CPE	BC	GS	**Total CPE-BC-GS**
Personnel éducateur	Éducatrice qualifiée	15 948		15 948	5 981	21 929	5 672	36 952	813 179 760		813 179 760	290 691 611	1 103 871 371	50 991		48 599	50 339
	Éducatrice non qualifiée	5 117		5 117	4 234	9 351			188 464 196		188 464 196	153 383 929	341 848 125	36 830		36 227	36 557
	Total personnel éducateur	**21 065**		**21 065**	**10 215**	**31 280**			**1 001 643 956**		**1 001 643 956**	**444 075 540**	**1 445 719 496**	**47 551**		**43 471**	**46 219**
Autres	Éducatrice spécialisée	660		660	139	799			31 615 758		31 615 758	6 467 872	38 083 630	47 874		46 543	47 642
	Aide-éducatrice	216		216	361	577			8 057 533		8 057 533	13 343 192	21 400 725	37 384		36 932	37 101
	Agente de conformité		175	175		175				9 497 434	9 497 434		9 497 434		54 290		54 290
	Responsable de l'alimentation ou cuisinière	1 179		1 179	466	1 646			53 615 917		53 615 917	19 848 802	73 464 719	45 470		42 560	44 645
	Préposée	425	1	427	168	594			14 937 049	48 675	14 985 724	6 736 741	21 722 465	35 120	36 006	40 145	36 540
	Agente-conseil en soutien pédagogique et technique	300	209	509	28	537			17 441 415	12 200 070	29 641 485	1 494 344	31 135 829	58 186	58 339	53 298	57 990
	Total autres	**2 780**	**385**	**3 166**	**1 162**	**4 328**			**125 667 672**	**21 746 179**	**147 413 851**	**47 890 951**	**195 304 802**	**45 202**	**56 423**	**41 197**	**45 125**
Personnel de soutien administratif	Adjointe administrative	251	75	325	101	426			13 295 795	3 924 146	17 219 941	5 250 592	22 470 533	53 040	52 642	51 950	52 712
	Commis comptable ou secrétaire comptable	67	51	118	27	144			2 926 460	2 261 113	5 187 573	1 449 917	6 637 490	43 705	44 420	54 620	45 963
	Secrétaire-réceptionniste	35	8	43	7	50			1 468 595	318 369	1 786 964	305 773	2 092 737	42 077	39 137	43 290	41 770
	Total personnel de soutien administratif	**353**	**134**	**486**	**135**	**621**			**17 690 850**	**6 503 628**	**24 194 478**	**7 006 282**	**31 200 760**	**50 181**	**48 686**	**52 022**	**50 259**
Personnel de gestion	Directrice générale	729	81	811	629	1 439			72 808 016	8 105 535	80 913 551	42 338 890	123 252 441	99 809	99 644	67 357	85 628
	Directrice adjointe - volet administration	156	33	190	225	414			11 051 628	1 943 224	12 994 852	12 538 000	25 532 852	70 760	58 303	55 829	61 660
	Directrice adjointe dans un BC		75	75		75				5 091 919	5 091 919		5 091 919		68 237		68 237
	Directrice adjointe en installation	905		905	167	1 072			65 584 810		65 584 810	9 085 826	74 670 636	72 437		54 405	69 629
	Total personnel de gestion	**1 791**	**189**	**1 980**	**1 020**	**3 001**			**149 444 454**	**15 140 678**	**164 585 132**	**63 962 716**	**228 547 848**	**83 439**	**79 985**	**62 699**	**76 170**
	Grand total	**25 988**	**708**	**26 697**	**12 533**	**39 229**		**44 901**	**1 294 446 932**	**43 390 485**	**1 337 837 417**	**562 935 489**	**1 900 772 906**	**49 809**	**61 261**	**44 917**	**48 453**

Source: Rapport financier 2024-2025 - Données en ETC
ETC (Équivalent temps complet). 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion
Masse salariale : correspond au salaire de base; elle exclut les contributions de l'employeur et les avantages sociaux tels que l'assurance collective et le regime de retraite

*Estimation à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 31 janvier 2026 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %.

**À titre indicatif, puisque les données proviennent de sources différentes.

TABLEAU 2 - NOMBRE DE GESTIONNAIRES, D'ÉDUCATRICES ET D'AUTRES EMPLOYÉS, PAR TYPE DE SGEE, EN INDIVIDUS, EN 2024-2025

Région administrative	CPE et CPE-BC			BC			GS			GNS			Total		
	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés	Gestionnaires	Éducatrices	Autres employés
1 - Bas-Saint-Laurent	52	650	163	-	-	-	2	32	2	5	22	-	59	704	165
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	79	963	145	-	-	-	21	215	39	26	169	16	126	1 347	200
3 - Capitale-Nationale	219	2 360	440	4	-	19	153	1 185	170	145	984	71	521	4 529	700
4 - Mauricie	84	982	150	-	-	-	18	118	20	17	88	11	119	1 188	181
5 - Estrie	175	1 762	283	-	-	-	54	484	63	35	192	20	264	2 438	366
6 - Montréal	533	5 304	751	6	-	21	514	3 712	498	494	2 242	246	1 547	11 258	1 516
7 - Outaouais	128	1 248	194	-	-	-	67	595	98	43	204	31	238	2 047	323
8 - Abitibi-Témiscamingue	53	596	96	-	-	-	2	21	3	-	-	-	55	617	99
9 - Côte-Nord	46	395	93	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46	395	93
10 - Nord-du-Québec	19	254	61	1	-	-	-	-	-	-	1	-	20	255	61
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	29	342	70	-	-	-	1	4	1	-	-	-	30	346	71
12 - Chaudière-Appalaches	117	1 626	303	6	-	17	42	330	37	42	274	27	207	2 230	384
13 - Laval	91	935	146	-	-	-	110	791	132	117	654	66	318	2 380	344
14 - Lanaudière	109	1 340	221	-	-	-	106	953	119	58	400	38	273	2 693	378
15 - Laurentides	153	1 606	256	-	-	-	100	934	100	122	632	65	375	3 172	421
16 - Montérégie	391	4 121	588	-	-	-	303	2 309	215	299	1 591	143	993	8 021	946
17 - Centre-du-Québec	66	862	184	-	-	-	43	341	52	13	117	17	122	1 320	253
Sous-total	**2 344**	**25 346**	**4 144**	**17**	**-**	**57**	**1 536**	**12 024**	**1 549**	**1 416**	**7 570**	**751**	**5 313**	**44 940**	**6 501**
Grand Total			**31 834**			**74**			**15 109**			**9 737**			**56 754**

Source : Collecte de données des rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2024-2025 - Données en individus

Ces données ne sont pas publiées dans le rapport Situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec en 2024-2025

TABLEAU 3 - PERSONNEL ÉDUCATEUR EN 2024-2025 (EN NOMBRE DE POSTES)				
Région administrative	**CPE**	**GS**	**GNS**	**Total**
1 - Bas-Saint-Laurent	599	24	15	638
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	880	237	200	1 317
3 - Capitale-Nationale	2088	1160	1057	4 305
4 - Mauricie	876	102	98	1 076
5 - Estrie	1411	443	211	2 065
6 - Montréal	5100	3851	2862	11 813
7 - Outaouais	1155	591	298	2 044
8 - Abitibi-Témiscamingue	647	29	0	676
9 - Côte-Nord	407	0	0	407
10 - Nord-du-Québec	383	0	0	384
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	312	4	0	316
12 - Chaudière-Appalaches	1422	341	339	2 102
13 - Laval	895	838	737	2 470
14 - Lanaudière	1132	937	450	2 519
15 - Laurentides	1514	972	730	3 216
16 - Montérégie	3809	2397	1818	8 024
17 - Centre-du-Québec	761	336	110	1 207
Grand Total - Régional	23 391	12 262	8 925	44 579
Donnée provinciale*	**23 391**	**12 260**	**8 926**	**44 577**

Source : Collectes de données sur la main-d'œuvre des SGEE 2024-2025 – Données en postes

Poste : correspond au nombre total de postes dont le SGEE a besoin pour faire fonctionner le SGEE. Il s'agit de poste occupé par des personnes déjà en emploi dans le SGEE ainsi que de poste vacant ou à créer. Un poste peut être à temps plein ou temps partiel, occasionnel ou permanent.

Ces données ne sont pas publiées dans le Portrait de la main-d'œuvre des services de garde éducatifs à l'enfance 2024-2025

*Les données ont été pondérées selon le type d'établissement et la région administrative afin de refléter un taux de participation de 100 %. Des écarts peuvent être consatés entre les sommes des données régionales et les données provinciales en raison des arrondis lors des calculs.

TABLEAU 4 - QUALIFICATION DU PERSONNEL ÉDUCATEUR (EN ETC), EN 2024-2025							
	CPE		GS		Total CPE-GS		GNS*
Région administrative	Personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Personnel éducateur total (estimation)
1 - Bas-Saint-Laurent	336	105	5	14	341	119	
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	591	211	112	68	704	280	
3 - Capitale-Nationale	1 447	518	492	497	1 940	1 015	
4 - Mauricie	554	257	42	22	595	280	
5 - Estrie	1 103	385	191	167	1 295	552	
6 - Montréal	3 611	1 033	2 159	1 318	5 770	2 351	
7 - Outaouais	712	440	229	249	940	689	
8 - Abitibi-Témiscamingue	274	161	5	10	280	171	
9 - Côte-Nord	159	72	-	-	159	72	
10 - Nord-du-Québec	25	25	-	-	25	25	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	45	28	1	2	46	31	
12 - Chaudière-Appalaches	1 062	338	156	131	1 218	469	
13 - Laval	674	122	466	232	1 140	354	
14 - Lanaudière	945	203	422	253	1 367	456	
15 - Laurentides	1 054	239	451	346	1 505	585	
16 - Montérégie	2 793	816	1 101	838	3 894	1 653	
17 - Centre-du-Québec	562	164	149	86	710	250	
Total	**15 948**	**5 117**	**5 981**	**4 234**	**21 929**	**9 351**	**5 672**

Source: Rapport financier annuel 2024-2025 - Données en équivalent temps complet (ETC)

*Estimation produite à partir des données disponibles sur les places dans Conception administrative Famille Enfance (CAFE) au 31 janvier 2026 et du ratio d'enfants par éducatrice observé en GS, en considérant 1 ETC de personnel de garde par 6,1 places (proportion observée en GS) et en supposant un taux d'occupation des places à 60 %

ETC (Équivalent temps complet). 1 ETC = 1664 heures par année pour les éducatrices ; 1820 heures par année pour les autres membres du personnel et 261 jours rémunérés pour le personnel de gestion

TABLEAU 5 - QUALIFICATION DU PERSONNEL ÉDUCATEUR ET NOMBRE D'INSTALLATIONS AYANT RESPECTÉ LE RATIO DE QUALIFICATION EN 2024-2025

Nombre en individus, du personnel éducateur à l'emploi du SGEE au 31 mars 2025 ainsi que la proportion de qualification sur le nombre total au 31 mars 2025, par région administrative.

Nombre d'installations ayant respecté ou non le ratio de qualification qui s'appliquait à leur situation au cours de la période du 24 au 30 mars 2025, par région administrative.

	CPE					GS					GNS					Total CPE + GS + GNS					
Région administrative	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Nombre qui respecte les exigences de ratio de qualification	Nombre qui ne respecte pas les exigences de ratio de qualification	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Nombre qui respecte les exigences de ratio de qualification	Nombre qui ne respecte pas les exigences de ratio de qualification	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Nombre qui respecte les exigences de ratio de qualification	Nombre qui ne respecte pas les exigences de ratio de qualification	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Nombre qui respecte les exigences de ratio de qualification	Nombre qui ne respecte pas les exigences de ratio de qualification	Proportion qui ne respecte pas les exigences de ratio
1 - Bas-Saint-Laurent	443	68%	207	51	2	5	16%	27	1	2	8	36%	14	3	-	456	65%	248	55	4	7%
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	653	68%	310	67	2	121	56%	94	15	-	80	47%	89	17	2	854	63%	493	99	4	4%
3 - Capitale-Nationale	1 644	70%	716	152	5	570	48%	615	76	14	368	37%	616	69	30	2 582	57%	1 947	297	49	14%
4 - Mauricie	628	64%	354	65	2	68	58%	50	8	1	40	45%	48	8	2	736	62%	452	81	5	6%
5 - Estrie	1 201	68%	561	109	4	232	48%	252	25	3	103	54%	89	22	2	1 536	63%	902	156	9	5%
6 - Montréal	3 943	74%	1 361	374	4	2 269	61%	1 443	333	9	1 054	47%	1 188	331	32	7 266	65%	3 992	1 038	45	4%
7 - Outaouais	711	57%	537	76	8	277	47%	318	43	5	87	43%	117	26	6	1 075	53%	972	145	19	12%
8 - Abitibi-Témiscamingue	342	57%	254	35	6	7	33%	14	2	-	-	-	-	-	-	349	57%	268	37	6	14%
9 - Côte-Nord	234	59%	161	32	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	234	59%	161	32	4	11%
10 - Nord-du-Québec	150	59%	104	14	2	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	150	59%	105	15	2	12%
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	211	62%	131	28	1	2	50%	2	1	-	-	-	-	-	-	213	62%	133	29	1	3%
12 - Chaudière-Appalaches	1 136	70%	490	107	3	162	49%	168	24	1	134	49%	140	22	6	1 432	64%	798	153	10	6%
13 - Laval	767	82%	168	62	-	528	67%	263	62	4	285	44%	369	66	13	1 580	66%	800	190	17	8%
14 - Lanaudière	1 052	79%	288	82	1	554	58%	399	61	4	192	48%	208	37	3	1 798	67%	895	180	8	4%
15 - Laurentides	1 224	76%	382	97	-	517	55%	417	58	3	299	47%	333	59	10	2 040	64%	1 132	214	13	6%
16 - Montérégie	2 998	73%	1 123	261	4	1 243	54%	1 066	166	12	720	45%	871	147	22	4 961	62%	3 060	574	38	6%
17 - Centre-du-Québec	593	69%	269	58	2	194	57%	147	25	1	46	39%	71	9	-	833	63%	487	92	3	3%
Total	**17 930**	**71%**	**7 416**	**1 670**	**50**	**6 749**	**56%**	**5 275**	**900**	**59**	**3 416**	**45%**	**4 154**	**817**	**128**	**28 095**	**63%**	**16 845**	**3 387**	**237**	**7%**

Source : Collecte de données des rapports d'activités complétés par les SGEE pour l'année financière 2024-2025 - Données en individus

Ces données ne sont pas publiées dans le rapport Situation des centres de la petite enfance, des garderies et de la garde en milieu familial au Québec en 2024-2025

Information sur le ratio de qualification: Article 23 du RSGEE: un ratio de qualification de 2 sur 3 (lorsque 3 employés et plus sur place). L'application en 2024-2025 est de 1 sur 2 jusqu'au 31 mars 2027.

Article 23.1 du RSGEE :Quatre exceptions à cette règle sont possibles dans les cas suivants (un ratio minimal de 1 sur 3 doit être respecté) : le permis initial est délivré depuis moins de 5 ans OU le permis a été modifié depuis moins de 5 ans pour augmenter, de 8 ou plus, le nombre maximum d'enfants pouvant être reçu OU il s'agit d'un permis de garderie et une première entente de subvention a été conclue avec le Ministère après le 31 octobre 2023, mais depuis moins de 5 ans OU lors de la première et de la dernière heure d'ouverture prévues à la plage horaire de la garderie.

TABLEAU 6 - QUALIFICATION DU PERSONNEL ÉDUCATEUR (EN POSTES), EN 2024-2025																				
	CPE					GS					GNS					Total CPE-GS-GNS				
Région administrative	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Proportion du personnel éducateur non qualifié	Total Personnel éducateur	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Proportion du personnel éducateur non qualifié	Total Personnel éducateur	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Proportion du personnel éducateur non qualifié	Total Personnel éducateur	Personnel éducateur qualifié	Proportion personnel éducateur qualifié	Personnel éducateur non qualifié	Proportion du personnel éducateur non qualifié	Total Personnel éducateur
1 - Bas-Saint-Laurent	502	84%	97	16%	599	11	46%	13	54%	24	9	60%	6	40%	15	522	82%	116	18%	638
2 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	678	77%	202	23%	880	137	58%	100	42%	237	95	48%	105	53%	200	910	69%	407	31%	1 317
3 - Capitale-Nationale	1 621	78%	467	22%	2 088	610	53%	550	47%	1 160	471	45%	586	55%	1 057	2 702	63%	1 603	37%	4 305
4 - Mauricie	666	76%	210	24%	876	67	66%	35	34%	102	48	49%	50	51%	98	781	73%	295	27%	1 076
5 - Estrie	1 121	79%	290	21%	1 411	230	52%	213	48%	443	114	54%	97	46%	211	1 465	71%	600	29%	2 065
6 - Montréal	4 053	79%	1 047	21%	5 100	2 391	62%	1 460	38%	3 851	1 369	48%	1 493	52%	2 862	7 813	66%	4 000	34%	11 813
7 - Outaouais	785	68%	370	32%	1 155	280	47%	311	53%	591	149	50%	149	50%	298	1 214	59%	830	41%	2 044
8 - Abitibi-Témiscamingue	416	64%	231	36%	647	14	48%	15	52%	29						430	64%	246	36%	676
9 - Côte-Nord	250	61%	157	39%	407											250	61%	157	39%	407
10 - Nord-du-Québec	203	53%	180	47%	383											203	53%	181	47%	383
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	222	71%	90	29%	312	2	50%	2	50%	4						224	71%	92	29%	316
12 - Chaudière-Appalaches	1 177	83%	245	17%	1 422	192	56%	149	44%	341	176	52%	163	48%	339	1 545	74%	557	26%	2 102
13 - Laval	772	86%	123	14%	895	546	65%	292	35%	838	338	46%	399	54%	737	1 656	67%	814	33%	2 470
14 - Lanaudière	974	86%	158	14%	1 132	544	58%	393	42%	937	233	52%	217	48%	450	1 751	70%	768	30%	2 519
15 - Laurentides	1 271	84%	243	16%	1 514	559	58%	413	42%	972	358	49%	372	51%	730	2 188	68%	1 028	32%	3 216
16 - Montérégie	3 087	81%	722	19%	3 809	1 344	56%	1 053	44%	2 397	850	47%	968	53%	1 818	5 281	66%	2 743	34%	8 024
17 - Centre-du-Québec	610	80%	151	20%	761	202	60%	134	40%	336	44	40%	66	60%	110	856	71%	351	29%	1 207
Grand Total - Régional	**18 408**	**79%**	**4 983**	**21%**	**23 391**	**7 129**	**58%**	**5 133**	**42%**	**12 262**	**4 254**	**48%**	**4 671**	**52%**	**8 925**	**29 791**	**67%**	**14 788**	**33%**	**44 578**
Donnée provinciale*	**18 408**	**79%**	**4 983**	**21%**	**23 391**	**7 128**	**58%**	**5 132**	**42%**	**12 260**	**4 254**	**48%**	**4 672**	**52%**	**8 926**	**29 790**	**67%**	**14 787**	**33%**	**44 577**

Source : Collectes de données sur la main-d'œuvre des SGEE 2024-2025 – Données en postes

Poste : correspond au nombre total de postes dont le SGEE a besoin pour faire fonctionner le SGEE. Il s'agit de poste occupé par des personnes déjà en emploi dans le SGEE ainsi que de poste vacant ou à créer. Un poste peut être à temps plein ou temps partiel, occasionnel ou permanent.

Ces données ne sont pas publiées dans le Portrait de la main-d'œuvre des services de garde éducatifs à l'enfance 2024-2025. Seulement les données provinciales.

*Les données ont été pondérées selon le type d'établissement et la région administrative afin de refléter un taux de participation de 100 %. Des écarts peuvent être consatés entre les sommes des données régionales et les données provinciales en raison des arrondis lors des calculs.

ANNEXE D – DONNÉES SUR LA MESURE EXCEPTIONNELLE DE SOUTIEN À L'INTÉGRATION EN SERVICE DE GARDE (MES), 2025-2026

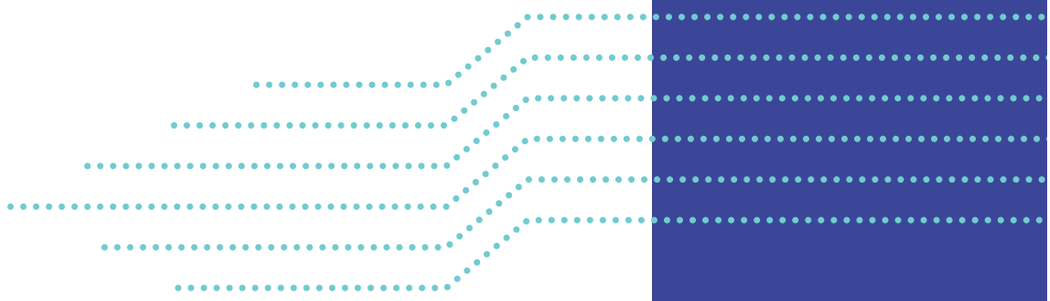
Nombre de demandes MES, nombre d'enfants ayant reçu la MES, sommes versées, heures demandées, heures accordées et jours octroyés, en 2025-2026, selon la région administrative (1er septembre 2025 au 31 janvier 2026)

Région administrative		Demandes reçues	Demandes acceptées / Enfants ayant reçu la MES*				Demandes refusées	Sommes versées	Heures demandées	Heures accordées	Jours octroyés
			CPE	RSGE	GS	Total					
1.	Bas-Saint-Laurent	43	39	3	0	42	1	988 489 $	45 126	31 851	10 608
2.	Saguenay – Lac-Saint-Jean	29	21	1	5	27	2	705 079 $	33 563	21 837	6 275
3.	Capitale-Nationale	170	117	2	32	151	19	3 187 558 $	193 486	115 701	38 814
4.	Mauricie	56	52	2	0	54	2	1 514 920 $	72 327	47 454	13 658
5.	Estrie	136	82	2	45	129	7	3 146 981 $	185 884	101 327	33 097
6.	Montréal	462	230	32	165	427	35	10 666 009 $	572 759	349 731	108 578
7.	Outaouais	87	56	3	22	81	6	2 067 463 $	109 651	64 620	20 695
8.	Abitibi-Témiscamingue**	19	18	1	0	19	0	645 939 $	25 415	19 785	4 482
9.	Côte-Nord**										
10.	Nord-du-Québec**										
11.	Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine**										
12.	Chaudière-Appalaches	66	49	0	4	53	13	1 450 744 $	81 492	38 783	13 966
13.	Laval	101	52	1	46	99	2	3 054 078 $	132 149	95 238	25 642
14.	Lanaudière	77	41	4	26	71	6	1 773 206 $	98 877	59 048	18 283
15.	Laurentides	68	40	1	21	62	6	1 732 036 $	95 082	56 882	15 791
16.	Montérégie	277	200	12	49	261	16	6 835 386 $	366 640	226 050	66 845
17.	Centre-du-Québec	59	40	0	15	55	4	1 367 944 $	69 567	43 625	12 584
Total		**1 650**	**1 037**	**64**	**430**	**1 531**	**119**	**39 135 832 $**	**2 082 018**	**1 271 932**	**389 318**

Note : Les données sur la clientèle couvrent la période du 1er septembre 2025 au 31 janvier 2026 (année MES débutant en septembre) et les données financières couvrent la période du 1er avril 2025 au 31 janvier 2026.

* Comme chaque demande ne concerne qu'un seul enfant, le nombre de demandes acceptées correspond au nombre d'enfants ayant reçu la MES.

** Les données de ces régions sont cumulées, car la donnée par région pourrait permettre d'identifier les enfants concernés (Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels).



Famille Québec